LA RUSSIE
SOUS POUTINE

DU MÊME AUTEUR

Les paroles qui ébranlèrent le monde, Le Seuil, coll. « L'Histoire immédiate », 1967.

Staline, Le Seuil, coll. « L'Histoire immédiate », 1967.

Les Bolcheviks par eux-mêmes (avec Georges Haupt), Maspero, 1969.

L'Affaire Guinzbourg-Galanskov (avec Carol Head), Le Seuil, coll. « Combats », 1976.

Le Trotskysme, Flammarion, coll. « Champs », 1977.

Trotsky, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 1980.

Trotsky, LGF, coll. « Biblio essais », 1984.

Vladimir Vissotsky, Seghers, 1989.

1953, les derniers complots de Staline, Complexe, coll. « La Mémoire du siècle », 1993.

Les Peuples déportés d'Union soviétique, Complexe, 1995.

La Russie de 1855 à 1956, Hachette, coll. « Les Fondamentaux », 1997.

La Jeunesse de Trotsky, Autrement, coll. « Naissance d'un destin », 1998.

La Jeunesse de Staline, Autrement, coll. « Naissance d'un destin », 1998.

Le Goulag, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 1999.

Staline, Fayard, 2001.

Le Trotskysme et les trotskystes, Armand Colin, 2002.

Lénine, Balland, 2004.

La Guerre civile russe 1917-1922, Autrement, 2005.

Cronstadt, Fayard, 2005.

Trotsky : révolutionnaire sans frontières, Payot, 2006.

Le Dimanche rouge, Larousse, 2008.

L'Antisémitisme en Russie, de Catherine II à Poutine, Tallandier, 2009.

Khrouchtchev : la réforme impossible, Payot, 2010.

Lénine : la révolution permanente, Payot, 2011.

Le Fils oublié de Trotsky, Le seuil, 2012.

Staline, 1878-1953 : mensonges et mirages, Autrement, 2013.

Histoire de la guerre civile russe : 1917-1922, Tallandier, 2015.

Jean-Jacques Marie

LA RUSSIE SOUS POUTINE

Au pays des faux-semblants

PAYOT

Retrouvez l'ensemble des parutions
des Éditions Payot & Rivages sur

payot-rivages.fr

Ouvrage dirigé par Sophie Bajard

INTRODUCTION

Poutine écarte les pans de son manteau pour montrer ce que ce vêtement dissimule : la tête de Staline gravée sur sa poitrine. C'est par ce dessin que *Le Monde* du 16 octobre 2006 illustre un long entretien de Marie Mendras, chercheuse au CERI, intitulé « Une Russie imprégnée de violence ». Peu après, l'hebdomadaire *Russky Newsweek* publié en Russie représente en couverture Staline et Poutine déambulant sous le même parapluie. Le rédacteur en chef, Leonid Parfionov, anticipera en publiant un peu plus tard une couverture plus provocatrice, mais prématurée, montrant Poutine et son Premier ministre de l'époque (2004-2007), Mikhaïl Fradkov, habillés en néonazis et armés de matraques. Le montage, il est vrai, faisait seulement allusion à la chasse aux Caucasiens sur plusieurs marchés de Moscou et sa portée ne dépassait pas le déchaînement de racisme local orchestré par les autorités. L'assimilation prendra par la suite une tout autre portée.

Pourtant, depuis son accession à la présidence de la Russie en 1999, la politique de Poutine collectionnait les éloges des grands, et même moins grands, de ce monde. George W. Bush déclarait ainsi lors d'une conférence de presse à Ljubljana le 16 juin 2001, au lendemain d'une rencontre entre les deux hommes : « J'ai regardé cet homme dans les yeux et j'ai vu qu'il s'agissait d'un homme direct et digne d'être cru. Nous avons eu un dialogue excellent et j'ai pu sentir son âme[1]. » Certes, Hillary Clinton contredira le président américain en déclarant

en janvier 2008 : « Vladimir Poutine est un ancien membre du KGB. Par définition, il ne peut donc avoir d'âme[2]. » Mais le jugement d'une simple candidate peut-il contrebalancer celui d'un président en exercice ?

Le journal financier français *La Tribune* tirait le 5 décembre 2003 un bilan hautement positif des quatre premières années de la présidence de Poutine : « Les milieux d'affaires sont unanimes pour saluer la kyrielle de textes d'inspiration souvent très libérale adoptée par la Douma au cours des quatre dernières années. La Russie, estiment-ils, est aujourd'hui un véritable paradis fiscal pour les particuliers. Le taux d'imposition sur les revenus y est de 13 %. L'impôt sur les sociétés a été ramené à 25 %. » Tout allait bien, donc…

Le magazine américain *Time* présentait encore, en décembre 2007, Poutine comme l'homme de l'année. Il est vrai que le magazine est habitué à décerner ce titre aux personnages les plus divers : à Pierre Laval en 1931, à Adolf Hitler en 1938, à Joseph Staline en 1939, à Richard Nixon en 1971, et à Bush fils en 2004, au lendemain du déclenchement de la guerre en Irak, qui a mis le feu au Proche-Orient et donné un vif élan au terrorisme dit islamiste. Poutine en tout cas paraissait encore digne de figurer au panthéon.

Quels changements peuvent expliquer que la comparaison avec Staline revienne dès lors comme un refrain ? La couverture du *Courrier international* du 13-19 septembre 2007, sous le titre *Poutine idéologue,* le représente aux côtés de Lénine, Staline et Brejnev ; le même hebdomadaire, dans son numéro du 6 au 13 juin 2013, expose en couverture un « Poutine imperator » en voyou bardé de tatouages : d'un côté, Marx, Engels et Lénine, et de l'autre, une tête de mort, Brejnev et Staline surmontant une tête de loup affamé, image sans doute de la volonté effrénée de conquêtes que l'on prête à la Russie d'aujourd'hui.

Dans *Le Monde* du 16 mars 2012, l'envoyée spéciale du quotidien à Moscou, Catherine Simon, précise la portée de cette assimilation en évoquant « le passé monstrueux de la terreur et du goulag, dont l'homme fort du Kremlin est à la fois le produit et le prolongement ».

Certes, on peut trouver dans la Russie d'aujourd'hui des traces d'un culte de Poutine qui rappelle – mais de fort loin – les perles du culte de Staline.

Ainsi, Vladislav Sourkov, alors premier adjoint au chef de l'administration présidentielle, déclare le 9 juillet 2011 : « Je considère, honnêtement, que Poutine est un homme envoyé à la Russie par le destin et le Seigneur[3]. » Le patriarche Cyrille Ier qualifie un jour Poutine de « miracle divin ». Il se situe dans la droite ligne des dignitaires de l'Église orthodoxe habitués à verser de l'encens sans compter au pouvoir en place. En septembre 1943, le métropolite Nicolas déclarait Staline « désigné par Dieu » et voyait en lui « le père de notre peuple, que Dieu lui a donné ». Le culte actuel est résumé, au printemps 2009, dans une ode lyrique à Poutine jouée et chantée, en son absence, lors de sa visite dans l'Altaï par l'orchestre philarmonique d'État de la région, alors même qu'il n'était plus que le Premier ministre du président intérimaire Dmitri Medvedev.

> Il a dirigé la Russie en pleine tempête […]
> Il a relevé notre puissance sainte,
> Il a contraint le monde entier à la respecter
> Il a multiplié son honneur et sa gloire !
> Il est devenu l'idole du peuple.
> Sur la voie des grandes visées
> Que le destin avait dessinées pour lui
> D'un pas assuré et sans hésitation
> Il a entraîné la Russie derrière lui[4].

Cette ode reflète certes une courtisanerie encouragée par le Kremlin, mais, malgré son outrance, toute comparaison avec les pages rituelles du culte de Staline en souligne le caractère artisanal et, par ricochet, l'outrance de l'assimilation de Poutine à un Staline chanté hier comme « le plus grand humaniste de tous les temps », le « plus grand stratège militaire » du monde et, *in fine*, comme un Dieu « qui fit naître l'homme, féconde la terre, rajeunit les siècles », soumet « les étoiles de l'aube à sa volonté » ou encore peut imposer à sa guise que « ce qui est noir désormais sera blanc et [que] tout obéit à sa volonté ».

Enfin, si le culte de Staline était organisé par une cohorte d'apparatchiks, de poètes, de journalistes, Poutine se met lui-même en scène. Il se montre galopant torse nu à cheval, renversant un adversaire plus ou moins complaisant sur un tapis de judo, maîtrisant un tigre avec une fléchette hypodermique chargée de somnifères, descendant un rapide en rafting dans une vallée de l'Altaï, s'attaquant aux incendies de forêts aux commandes d'un Canadair en 2010, chevauchant une Harley-Davidson, pilotant un avion de chasse, découvrant deux amphores grecques lors d'une brève plongée sous-marine, conduisant un tracteur… Cette débauche d'extravagance et de fanfaronnade camoufle mal les faiblesses de son pouvoir.

En 2012 encore, le dessinateur américain Jeff Danziger reprend ce qui est devenu un cliché : son dessin, reproduit dans le *Courrier international* du 31 octobre-7 novembre 2012, montre Poutine se regardant dans une glace et y contemplant l'image de Staline. L'hebdomadaire accompagne le dessin d'un commentaire alarmiste : « À trois mois du 70e anniversaire de la célèbre bataille, les rumeurs de restitution du nom de Staline à la ville de Volgograd se précisent. » Or, ces rumeurs ressurgissent à intervalles réguliers sans jamais se réaliser.

Quelle réalité peut expliquer cette comparaison outrancière avec Staline inlassablement répétée ? Le caractère de plus en plus antidémocratique de sa « démocratie souveraine » ou « dirigée » ? Son rejet des « valeurs occidentales », essentiellement financières dans les faits et à géométrie très variable ? Les violations répétées et croissantes de la démocratie politique, la mascarade des partis politiques fantômes ou fabriqués, le truquage des élections, la farce d'une justice corrompue et aux ordres ? On n'a que l'embarras du choix, mais dans ces domaines, on le sait, l'indignation sélective reflète et dissimule à la fois une réalité plus prosaïque.

En février 2008, le magazine russe *Expert* affirmait : « Le processus de privatisation sera sans doute au cœur de la politique ces prochaines années. Lorsqu'il sera achevé nous aurons enfin une classe importante d'épargnants et de propriétaires : la transformation de l'URSS communiste en Russie démocratique, qui aura pris plusieurs décennies, sera terminée[5]. » Ce pronostic

ne s'est pas réalisé. Et l'on a assisté à une inflexion de la politique économique du Kremlin, apparemment dictée par la crise de 2008. « Les actions du gouvernement visant à surmonter la crise ont abouti, écrit le chercheur Dmitri Mirochnitchenko, à une augmentation notable du poids de l'État dans l'économie en général et dans le système bancaire en particulier. Depuis lors, la politique du gouvernement russe, ajoute-t-il, n'a fait que contribuer à augmenter davantage la participation directe et indirecte de l'État dans l'économie […] l'État a multiplié les prises de contrôle de banques. » L'auteur souligne « cette prédominance du secteur public et l'absence d'une Banque centrale réellement indépendante » et le fait qu'en adhérant à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), après dix-huit ans de négociations, la Russie a exigé et obtenu certaines garanties, dont par exemple le fait que « les banques étrangères ne sont pas autorisées à ouvrir de filiales en Russie[6] ». La crise financière mondiale de 2008 a effectivement provoqué une fuite des capitaux et une baisse du PIB russe de plus de 7 % et contraint Poutine à différer les projets de privatisations discutés dans les sommets. Ce délai découle de la crise financière et non de la libre volonté de Poutine.

Cette même année 2008, une loi définit quarante-deux secteurs stratégiques. (L'industrie de la défense, l'armement, l'industrie énergétique, y compris le secteur des matières premières qui y sont liées, l'aéronautique, le nucléaire civil mais aussi les médias, dont la télévision.) Tout investissement direct étranger important, supérieur à un certain nombre de parts du capital de ces sociétés russes, généralement inférieur à 50 %, doit être soumis à l'agrément d'une commission gouvernementale spéciale ; cela signifie leur quasi-fermeture aux investissements venus de l'extérieur ; les participations étrangères majoritaires dans tous les autres secteurs sont elles aussi soumises à l'autorisation gouvernementale. Quels que soient leurs motifs, ces décisions restreignent la libre circulation des capitaux, qui, pour les penseurs dits libéraux, est le socle des « droits de l'homme ».

François Bujon de l'Estang, président d'une grande banque américaine en France, s'inquiète : « La mainmise [de l'État] sur les ressources naturelles limite le champ des investissements […] et le maintien du rôle prioritaire de l'État fait obstacle à

des privatisations autres que partielles[7]. » On attribue souvent cette inflexion à un vague et parfaitement illusoire héritage idéologique de l'époque soviétique ou à la pression des héritiers du KGB.

Pourtant, Poutine avait, à plusieurs moments, manifesté et mis en œuvre une volonté incontestable de poursuivre la privatisation de l'économie. En 2010, le gouvernement Poutine-Medvedev reprend l'initiative. Le 27 juillet, le Kremlin précise le projet de privatisation partielle d'une dizaine de grandes entreprises d'État, qui doit être bouclé entre 2011 et 2013 ! *Le Monde* du 30 juillet annonce triomphalement : « Moscou lance une vague de privatisations sans précédent depuis les années 1990 […]. Les marchés boursiers ont bien accueilli l'annonce de cette vague prochaine de privatisations. »

Fin octobre, le gouvernement, sans doute encouragé par cet accueil, annonce qu'il espère recevoir en tout près de 42 milliards d'euros grâce à un colossal programme de privatisations étalé sur cinq ans, de 2011 à 2015. Medvedev informe des industriels allemands que le gouvernement prépare un calendrier détaillé des privatisations en Russie. La journaliste de *Libération,* Lorraine Millot, l'avait bien dit : « Poutine l'autocrate est aussi un ultralibéral[8]. »

Mais son plan reste en plan. Pourquoi ? Son pouvoir autocratique cache à l'évidence des faiblesses organiques et ses projets se heurtent à une réalité sociale qu'il ne peut modeler à sa guise. En quoi et pourquoi la comparaison avec Staline n'apporte pas l'ombre d'une réponse. Certains vont y ajouter Hitler.

Avec les convulsions qui secouent l'Ukraine en janvier-février 2014 et le rôle que joue le Kremlin dans le soutien aux « séparatistes » du Donbass, la comparaison avec Staline paraît vite insuffisante. Le conflit ukrainien noircit encore l'image de Poutine. *Le Monde* du 4 mars 2014 reproduit un dessin de Plantu montrant une table de paisibles négociateurs dont un déclare : « La parole est à monsieur Staline ! » en pointant du doigt Poutine grimpé sur un tank. Le journal anglais *The Economist* nous l'assure : « Vladimir Poutine tient plus du bandit que de l'homme d'État. Ce n'est pas un partenaire mais un ennemi[9]. » La députée ukrainienne Lesya Orobets le qualifie

de « dictateur fou qui a décidé qu'il peut soutenir un président assassin et envahir un pays souverain[10] ».

« Bandit » ou « fou » semblent à certains des qualificatifs insuffisants. La présidente de la Lituanie, Dalia Grybauskaite, dans une interview au magazine allemand *Focus* en juin 2014, compare Poutine à Hitler et à Staline. Un appel de vingt intellectuels polonais, publié dans *Le Monde* du 2 septembre 2014 sous le titre « De Dantzig à Donetsk, 1939-2014 », le compare explicitement à Hitler en dénonçant « l'impérialisme poutinien » sous le slogan : « Hier Dantzig, aujourd'hui Donetsk. »

Le Führer fait fureur… Dans le quotidien de Kiev *Den*, le 17 mars 2014, le journaliste Igor Lossev compare l'annexion de la Crimée à « ce qu'ont subi les Tchèques en 1939 […] et en 1968, les Estoniens, les Lettons et les Lituaniens en 1940, les Hongrois en 1956 ». Il qualifie Poutine de « Führer du peuple russe » et ajoute : « Le peuple ukrainien vient d'être victime au XXIe siècle d'une agression armée digne du Führer allemand[11]. »

En Ukraine, au cours de l'année 2015, des panneaux placardés dans les villes montrent « les vrais fascistes : Hitler, Poutine, Ianoukovitch » affublés de moustaches. Une affiche collée sur les murs proclame fièrement : « Nous avons battu Hitler, nous battrons Putler ! » Les auteurs de cette bravade ont la mémoire courte : c'est l'Armée rouge qui a battu Hitler et non une armée ukrainienne imaginaire.

Même le prince Charles, en Angleterre, y met du sien ; peu avant de rencontrer Poutine aux cérémonies anniversaires du Débarquement, il déclare à une rescapée des nazis : « Et maintenant, Poutine est en train de faire à peu près la même chose que Hitler[12]. » Pour Andreï Piontkovski, auteur de *Another Look in Putin's Soul*, « sa trajectoire suit celle de Hitler[13] ».

Si Poutine est Hitler, la Russie qu'il dirige est donc un clone de l'Allemagne nazie. Le journaliste ukrainien Igor Lossev nous l'assure : « La Russie d'aujourd'hui sans exagération est d'ores et déjà un État fasciste […]. Le gouvernement de Poutine est un fascisme […] avec des spécificités russes[14] » – non précisées. Et pour cause, car le fascisme est un système social et un régime politique et non une simple injure que l'on peut lancer à la tête de ses adversaires.

À Canberra, en novembre 2014, à la veille du sommet du G20, le Premier ministre britannique David Cameron, peu avant de rencontrer Poutine, compare de façon transparente la Russie qu'il préside à l'Allemagne nazie…

Cette vision de Poutine débouche sur une perception apocalyptique des transformations qu'il impose à la société russe. Ainsi, dans *Le Monde* du 13 janvier 2013, Marie Jego écrit : « Le pays prend de plus en plus les traits de la nation totalitaire décrite par George Orwell dans son roman *1984*. » Et, pour confirmer ce pronostic, elle souligne : « La société civile […] est étranglée. Manifester, se rassembler, créer une association, coopérer avec une ONG étrangère est en passe de devenir un crime. » Certes, mais *1984* c'est beaucoup plus que l'étouffement de la démocratie, par ailleurs mise à mal dans la plus grande partie du monde.

Poutine, reflet et chef d'une société totalitaire, incarnerait enfin un impérialisme avide de conquérir des territoires et des marchés. L'oligarque président de l'Ukraine Petro Porochenko détaille ainsi les projets de conquête qu'il lui prête dans une interview du 1er août 2015 à *Libération* : « Poutine veut toute l'Europe […]. Une agression contre la Finlande est-elle possible ? Oui. Et la Finlande en est bien consciente. Une agression contre les États baltes est-elle possible ? Bien sûr. Une agression dans l'espace de la mer Noire est-elle possible ? Oui. » Et, pour conforter ses demandes d'aide financière à l'Union européenne, il conclut : « Nous combattons […] pour la sécurité de tout le continent européen. » Si l'Ukraine avec sa faible armée démoralisée et gangrenée par un quart de siècle de corruption et de désertion se charge de protéger l'Europe contre la menace impérialiste russe, cette dernière est assez limitée. Quel peut être d'ailleurs le poids réel sur la scène internationale d'une Russie dont le PIB, en 2014, équivaut à celui de l'Italie ?

Le portrait de Poutine en réincarnation de Hitler et de Staline débouche pourtant souvent sur la dénonciation d'un impérialisme russe fauteur d'une nouvelle guerre froide. L'expression traîne partout. C'est un cliché et un poncif à la fois. Staline se voyait attribuer la volonté d'instaurer le communisme dans le monde entier. Poutine, lui, est rituellement accusé de vouloir mettre la main sur certains territoires perdus lors de la chute

de l'URSS, voire d'imposer sa marque à l'univers entier. Quelle marque ? Le journaliste Vincent Jauvert, qualifiant Poutine de « grand frère des fachos », l'accuse de « devenir l'épicentre d'une sorte d'Internationale brune[15] ». Il viserait donc à instaurer le fascisme dans le monde.

Sans aller jusqu'à cette extrémité, certains prêtent pourtant à la Russie de Poutine une influence internationale déterminante. Le politologue bulgare Ivan Krastev l'affirme : « L'Occident vit désormais dans le monde de Poutine[16]. » Une semaine plus tard, l'édition japonaise de *Newsweek* titre : « L'empire Poutine, destructeur de l'ordre mondial. » *Courrier international* du 17 avril 2014 le jure : « Le président russe impose sa loi. »

Cette vision s'appuie sur trois arguments : la mainmise de l'armée russe sur quelques petits territoires, dont la Transnistrie (lambeau de la Moldavie) au début des années 1990, la déroute infligée à l'armée géorgienne, en août 2008, lorsque le président géorgien Mikhaïl Saakachvili voulut la lancer à l'assaut de la capitale de l'Ossétie du Sud, ou la défaite imposée aux troupes ukrainiennes avec le concours de soldats russes dans le conflit du Donbass. Mais ces victoires sont remportées sur des armées au moral fragile, aux moyens réduits et à la volonté combative très limitée. Les instructeurs américains qui formaient au combat l'armée géorgienne depuis 2002 n'avaient pu lui insuffler l'envie de se battre et elle a décampé dès les premières canonnades. L'armée ukrainienne, elle, minée par la corruption, incapable longtemps d'approvisionner et d'armer correctement ses hommes, ne vaut guère mieux. Les appelés fuient massivement le service militaire. Quant à la Crimée, offerte en 1954 en cadeau à l'Ukraine par Nikika Khrouchtchev, sa « conquête » est beaucoup plus politique que militaire, puisqu'elle s'appuie sur le consentement de la majorité de la population, à l'exception des Tatars.

Certes, Poutine multiplie les mesures symboliques et les rodomontades depuis qu'en juillet 2007 il a annoncé la reprise régulière des patrouilles de bombardiers stratégiques. Avec cette volonté simpliste de masquer ainsi ses faiblesses, il s'inscrit dans une longue tradition. Khrouchtchev, dans son rapport au XXe congrès en 1956, rappelle « le ton bravache [qui], avant la guerre », prédominait dans la presse soviétique : « Si l'ennemi

attaque le sol soviétique sacré, nous répondrons au coup de l'ennemi par un coup trois fois plus puissant, nous porterons la guerre sur le territoire de l'adversaire et nous la gagnerons sans répandre beaucoup de sang[17]. »

En 1961, le même Khrouchtchev récidive. Il clame que l'URSS produit des missiles nucléaires « comme des saucisses » et que ces missiles peuvent atteindre n'importe quel point du monde. Cette tartarinade nourrit la légende du *missile gap* dans la campagne de la présidentielle américaine. Ce *missile gap* signifierait la supériorité de l'URSS sur les États-Unis en matière de dissuasion nucléaire, alors qu'en réalité, à cette époque, les États-Unis possèdent au moins dix-sept fois plus d'ogives à têtes nucléaires que l'Union soviétique. Le secrétaire américain à la Défense Robert McNamara le déclare en février 1961, au grand mécontentement du Pentagone, à qui le bluff de Khrouchtchev permet d'exiger des crédits supplémentaires. Le bluff de Poutine lui réserve sans doute le même sort…

Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks, dépasse l'accusation d'impérialisme. Pour lui, Poutine incarne une évolution mondiale générale, qu'il définit par le clientélisme, le contrôle total des médias et leur « intégration à la pyramide clientéliste de Poutine ». Affirmant « qu'aux États-Unis le système de renseignements se "poutinise" », il prophétise : « Tout le monde occidental est en voie de poutinisation[18]. » Ce serait aux États-Unis que le processus serait le plus avancé.

La vulgate politico-journalistique d'une Russie impérialiste dirigée par un dictateur autocrate assumant l'héritage de Staline, voire de Hitler, et désireux de montrer ses muscles de bateleur à chaque occasion se heurte pourtant à un faisceau de réalités. Tout impérialisme suppose une économie dynamique désireuse de conquérir des marchés par tous les moyens possibles et imaginables, de la guerre commerciale à la guerre tout court, et un État fort. Or, l'économie russe est marquée par une productivité trois fois inférieure à celle des principaux pays capitalistes et rongée, comme l'État lui-même, par une corruption galopante héritée d'un passé à la fois lointain et proche et décuplée depuis la chute de l'URSS.

Publiant, en 2014, un panorama de la Russie actuelle, une équipe de chercheurs de l'Académie des sciences de Russie

souligne fortement ses faiblesses : « La Russie entre 2000 et 2011 n'a pas réussi à élever le niveau de l'économie du pays, et tout particulièrement sa production industrielle, y compris au niveau de la période précédant la crise de 1989 […]. Ce n'est qu'en 2012 que le PIB a atteint le niveau de 1989 ; le volume de la production industrielle étant sensiblement plus bas, le secteur de la production mécanique a démontré un retard catastrophique […]. Dans le domaine de l'électronique et des hautes technologies la Russie retarde sur l'Occident sans doute pour toujours. Le volume de la production de l'industrie mécanique est plusieurs fois inférieur à celui de 1989 et, par comparaison avec d'autres pays, se trouve dans une situation proprement honteuse : aujourd'hui il est 30 fois inférieur à celui de l'Allemagne, 31 fois inférieur à celui de la Chine et 82 fois inférieur à celui du Japon. Et cela malgré les volumes importants de fabrication d'automobiles et de matériel militaire[19]. »

En 2010, l'économiste Evgueni Iassine, partisan d'une privatisation généralisée de l'économie, que Poutine peine à mettre en œuvre, affirme : « C'est un leurre de comparer la Russie à la Chine, à l'Inde ou même au Brésil, car notre industrie est à reconstruire[20]. » Le journal en ligne *Gazeta.ru,* dans son numéro du 7 mai 2014, trace un tableau accablant de la réalité russe : « Nous n'avons toujours pas de nouvelle économie. Nous vendons principalement les armes conçues à l'époque soviétique, ainsi que le gaz et le pétrole issus de gisements découverts du temps de l'URSS[21]. »

De nombreux chercheurs soulignent les failles béantes de l'économie du pays. Gilles Favarel-Garrigues évoque « le décalage flagrant entre ses capacités militaires [de la Russie] et celles de l'Occident » et précise que « le pays reste relativement marginal dans la vie économique internationale », car « en dehors des matières premières ses produits ne sont guère présents sur les marchés mondiaux[22] ». En un mot, son économie est trop faible pour nourrir une véritable entreprise de conquête de marchés, moteur premier de tout impérialisme.

Certes, après la guerre-éclair avec la Géorgie sous la direction du nouveau ministre de la Défense Anatoli Serdioukov (bientôt limogé pour… corruption !) est élaboré un plan de modernisation de l'armée de 600 milliards d'euros sur la période

2011-2020, fondé sur une augmentation de près d'un tiers du budget militaire, qui devient en 2015 le troisième derrière ceux des États-Unis et de la Chine.

Mais la réalité des rapports de force et les handicaps de l'économie et de l'État russes restreignent beaucoup la portée réelle de ces mesures. Au cours des années 2010-2015, tandis que les dépenses militaires des États-Unis ont représenté en moyenne 42 à 43 % des dépenses militaires à l'échelle du monde, celles de la Russie sont passées de 3 à 4 %. Si le budget militaire des États-Unis, voté par le Sénat, s'élève à 577 milliards de dollars, dont 510 milliards (soit 70 %) classifiés « secret défense », en augmentation de près de 10 % par rapport à celui de 2013, celui de la Russie se monte à 75 milliards de dollars, soit dix fois moins que le budget militaire global des États-Unis et des pays de l'Union européenne membres de l'OTAN.

Il va sans dire que le budget militaire américain sera sans aucun doute, comme les années précédentes, enrichi de rallonges diverses. De plus, une partie du budget militaire russe sert à rémunérer les 2,5 millions de personnes (dont un bon nombre de bureaucrates improductifs) qui « travaillent » dans le complexe militaro-industriel et dont la productivité est inversement proportionnelle à leur nombre. « Nul n'est dupe du poids réel de la Russie dans la mondialisation », écrit Christian Makarian sur le site de *L'Express*[23], mais tout le monde feint de l'être.

Si ce poids, quoique surévalué, peut servir aux gouvernants des pays de l'Union européenne ou à Washington, Poutine y perd en un instant sa défroque de dictateur. Ainsi François Fillon dénonce-t-il à l'Assemblée nationale, le 25 novembre 2015, le gouvernement Hollande-Valls, auquel il reproche d'avoir « préféré engager un bras de fer avec la Russie, lui imposer des sanctions, lui refuser la vente de nos Mistral » plutôt que de tenter de construire avec elle une coalition contre Daech. Il exige « qu'un terme soit mis à ces sanctions », « ou pour le moins qu'elles soient suspendues[24] », rectifie-t-il, sans doute pour ne pas fâcher Washington, avant donc d'être réintroduites, dès que la Russie ne pourra plus contribuer à empêcher l'explosion du Proche-Orient.

La contribution de la Russie à cette entreprise militaro-diplomatique est cependant limitée par ses faiblesses organiques ;

le cliché n'est pas une fable : la Russie est le paradis de la corruption, des mafias, de leurs liens incestueux avec tous les organes du pouvoir d'État, de la police à la justice, et de la vénalité des fonctionnaires. Cette corruption, qui coûte à l'économie russe 200 à 400 milliards de dollars par an, gangrène et paralyse la verticale du pouvoir, nourrit de bas en haut du système une couche prolifique de bureaucrates parasitaires venue du fond des âges et dont l'ombre s'étend sur tout le pays. Medvedev et Poutine ont juré de réduire leur nombre. En vain. Le journaliste Dmitri Goubine écrivait ainsi dans le magazine *Ogoniok* en 2008 : « Les *tchinovniki* [fonctionnaires] se multiplient comme des lapins[25] », consommant beaucoup et produisant peu.

Les auteurs de *La Russie contemporaine* affirment, eux, à juste titre : « Les changements en Russie s'inscrivent dans le passé dont elle se détache[26]. » Mais dans quelle mesure s'en détache-t-elle ? Cent ans ou presque après la révolution d'Octobre, qui avait liquidé la propriété privée des moyens de production, et vingt-cinq ans après la chute de l'URSS, quels sont la nature et le poids de cet héritage dans l'économie et les rapports de propriété, dans la réalité sociale et la vie politique ? En quoi peuvent-ils définir l'avenir de ce pays ? Quelle est la politique du Kremlin face à eux ? Pourquoi la privatisation généralisée de l'économie, souhaitée publiquement par Poutine, patine-t-elle ? Quelle est la réalité de cette « nouvelle classe moyenne », dont les médias européens font leurs choux gras ? Poutine est-il simplement le chef d'un État policier reposant sur les services de sécurité ou son pouvoir s'appuie-t-il sur d'autres piliers à la solidité incertaine (l'Église orthodoxe, l'appareil des syndicats officiels, les débris régionaux de l'ancienne nomenklatura, les résidus politiques de l'ancien Parti communiste de l'Union soviétique [PCUS], l'appareil corrompu de l'armée, certains milieux d'affaires, etc.) ? Tenter de comprendre la Russie de Poutine exige une esquisse de réponse à ces questions.

1

Perestroïka et « thérapie de choc » (1985-1999)

« L'opposition de deux forces dans la société ne peut durer indéfiniment. »

La *Pravda*, 29 juillet 1989.

Lorsque le dissident soviétique Andreï Amalrik avait publié en 1970 *L'Union soviétique survivra-t-elle en 1984 ?*, les soviétologues, kremlinologues, spécialistes et journalistes avaient accueilli avec condescendance cette prophétie où ils ne voyaient qu'un jeu sur le titre du roman d'Orwell.

Sous le masque d'une idéologie officielle, à laquelle seuls croyaient les kremlinologues, les facteurs qui devaient mener à l'explosion de l'URSS étaient pourtant déjà perceptibles, qu'ils soient internes (le développement mafieux d'une bureaucratie ou nomenklatura qui aspirait de plus en plus à transformer son contrôle de l'économie en propriété et à réaliser les produits de la ponction qu'elle y opérait sur le marché mondial) ou externes (la pression économique et surtout militaire des États-Unis imposant à l'URSS, en particulier après l'annonce par Ronald Reagan de la « guerre des étoiles », une course aux armements que son économie ne pouvait éternellement supporter). Malgré l'effondrement de l'URSS en 1991, l'héritage de ce passé proche est sous bien des aspects encore présent.

Dès 1985, le président de l'URSS Mikhaïl Gorbatchev engageait la perestroïka, ou « refonte » de l'économie préparant son

intégration au marché mondial dominé par le capital financier. La sociologue Tatiana Zaslavskaia, l'une des vedettes de cette perestroïka, en définit dès 1989 l'une des conséquences à ses yeux inéluctables : la fermeture des entreprises déficitaires, la compression du personnel et le licenciement d'une partie du personnel. Vadim Zagladine, proche conseiller de Gorbatchev, prophétise la nécessité de retirer 15 millions de travailleurs du secteur industriel avant la fin du siècle. La réalité allait dépasser le pronostic. Mais le choc annoncé et ses premières secousses produisent des effets imprévus.

Évoquant cette période vingt ans plus tard, le journaliste Leonid Radzikovski affirme : « En 1989, on était en pleine tempête et la révolution frappait à la porte[1]. » L'affirmation peut surprendre, mais Radzikovski ne joue pas avec les mots. 1989 est une année cruciale.

Dans les trois premiers mois, onze grèves éclatent dans les mines soviétiques en divers endroits du pays. Les mineurs demandent une augmentation de leurs salaires et la fixation du dimanche comme congé pour tous, alors qu'ils travaillent souvent un dimanche sur deux, voire deux sur trois. Le syndicat officiel des mineurs, dirigé par le bureaucrate Stepan Chalaiev, simple courroie de transmission du gouvernement, ne soutient pas leurs revendications. Partout ils se heurtent à un refus et les grèves, isolées, s'interrompent sans résultat. Puis le mouvement reprend au début de juillet, dans le Kouzbass, et se répand comme une traînée de poudre.

Les mineurs élisent dans chaque centre minier où le travail s'arrête un comité de grève qui organise des milices ouvrières chargées de défendre la grève et de faire régner l'ordre dans les localités. Puis ils fédèrent leurs comités de grève locaux. Appuyé sur l'appareil du syndicat officiel, le gouvernement s'obstine toujours à refuser de satisfaire les revendications. La grève s'étend du bassin du Kouznetsk au Karaganda, puis au nord, à Vorkouta.

La grève, qui a commencé le 10 juillet, rassemble près de 500 000 mineurs deux semaines plus tard. Les 24, 25 et 26 juillet, le président du Conseil se décide à recevoir au Kremlin les représentants des divers comités de grève, qui refusent de

laisser Chalaiev s'asseoir à leurs côtés et l'invitent à se ranger auprès des gouvernants à qui ils adressent leurs revendications.

Le président du comité de grève de Kemerovo (Kouzbass), Teimouraz Avaliani, dans une interview aux *Nouvelles de Moscou,* fin juillet 1989, dénonce le syndicat officiel d'État et affirme la nécessité de créer une nouvelle organisation indépendante : « Le Conseil central des syndicats fait partie du système étatique […] pour nous mineurs, le Conseil central des syndicats n'est qu'un échelon supérieur du pouvoir qui nous commande. […] Pendant des années, les syndicats ont répété docilement les décisions de la direction de l'entreprise. Avions-nous des sections syndicales dans les entreprises ? Non, nous n'avions que des sections de la direction chargées sur le plan syndical de faire respecter le plan de production. Et il faut regarder la vérité en face : le directeur de l'entreprise choisissait le responsable syndical comme les chefs de service. On ne pourra pas s'en tirer avec un replâtrage cosmétique. Il faut créer des syndicats nouveaux sur le plan des principes. »

La *Pravda,* affolée, commente le 29 juillet : « L'opposition de deux forces dans la société ne peut durer indéfiniment. » La bureaucratie comprend que là est le danger principal : si les mineurs s'organisent par eux-mêmes en créant leurs syndicats indépendants dont les responsables sont élus par eux, toute la classe ouvrière soviétique risque de s'engouffrer dans la brèche et de s'organiser contre les syndicats d'État. Malgré l'interdiction de la grève dans les transports décrétée par Gorbatchev, les cheminots de plusieurs dépôts annoncent d'ailleurs leur volonté de cesser le travail. Le vieil appareil du syndicat des mineurs, spécialisé dans l'attribution des bons pour les camps de vacances, est balayé. Les grèves se poursuivent ici et là, sporadiques.

La bureaucratie décide donc à la fois de satisfaire un certain nombre de revendications des mineurs et d'intégrer la majorité des dirigeants des comités de grève à la tête du syndicat officiel dont elle chasse les dirigeants. L'entreprise réussit partiellement, avec quelques ratés : certains responsables de comités de grèves créent un syndicat indépendant (le NPG), qui rassemble environ 50 000 mineurs et vivra une bonne dizaine d'années ; marqués par le mouvement de juillet 1989, les nouveaux dirigeants

impulseront par la suite des grèves à répétition jusqu'en 1996 contre les fermetures de puits de mines. Mais le Kremlin a évité le pire : la création d'un syndicat indépendant capable de rassembler la masse d'un million et demi d'ouvriers et d'ouvrières employés dans les mines, des mineurs de fond aux gardiennes de jardins d'enfants dans les cités minières.

Alexandre Iakovlev, membre du bureau politique et bras droit de Gorbatchev, racontera un peu plus tard à Jacques Levesque, universitaire canadien, l'affolement qui s'était alors emparé des sommets. À Erich Honecker, le dirigeant de la RDA, qui lui demandait pourquoi la direction du PCUS s'était engagée, et persistait, dans la voie de politiques dangereuses, Iakovlev répondit : « Il ne s'agit pas d'une question de choix ou d'options politiques, mais de nécessité objective incontournable [...]. Sans la perestroïka, nous aurions ultimement à faire face à une révolution qui pourrait être aussi violente que la révolution d'Octobre[2]. » Le maire de Saint-Pétersbourg, le démocrate Anatoli Sobtchak, qui fut le premier employeur de Vladimir Poutine lorsque celui-ci quitta le KGB ou en fut détaché, dit à peu près la même chose : « Il avait suffi d'ouvrir les écluses, de relâcher la pression qui, depuis des décennies, jugulait le mécontentement social pour que s'abattent sur les réformateurs toutes les frustrations accumulées et que le processus échappe à tout contrôle[3]. »

En 1990, le gouvernement de Gorbatchev suspend le monopole du commerce extérieur. La même année, l'économiste Grigori Iavlinski parachève un programme de « réformes » économiques dit des « 500 jours », qu'il a élaboré à Harvard avec des conseillers américains sous le nom de *Grand Bargain* (grand marché). Les « 500 jours » représentent le temps nécessaire pour mettre en œuvre une série de mesures destinées à liquider l'économie nationalisée et planifiée et à ouvrir la voie à l'instauration de l'économie de marché en libérant les prix. En juillet 1990, Gorbatchev et son opposant démocrate Boris Eltsine apportent ensemble leur appui à ce programme, que ses promoteurs appellent la « thérapie de choc ». Même les « conservateurs », dont le Parti communiste de Russie (composante distincte du PCUS) est le fief, se prononcent dans la *Pravda* du 15 novembre 1990 pour « une privatisation de la propriété sous le contrôle du peuple »,

c'est-à-dire sous leur contrôle puisqu'ils sont l'émanation la plus haute du « peuple », voire sa quintessence.

L'URSS est alors apparemment encore un État totalitaire enserré et corseté dans les mailles d'un gigantesque parti unique, fort en 1989 de 19 millions d'adhérents, réduits à 15 en 1991. Or, ce parti se fissure et l'État qu'il contrôle avec lui. L'ordre ancien se décompose sans qu'aucune force institutionnelle n'apparaisse capable de colmater les brèches.

Les difficultés du ravitaillement, les retards aggravés des versements de salaires et l'éveil à la vie politique débouchent sur une nouvelle vague de grèves et de manifestations au printemps 1991. Au début de mars, les mineurs débrayent massivement dans le Donbass et le Kouzbass, à Vorkouta. Gorbatchev refuse de recevoir une délégation de mineurs du Kouzbass. Le 8, d'énormes manifestations à Moscou, Leningrad, Sverdlovsk, Novossibirsk, Irkoutsk, auxquelles participent les mineurs en grève, réclament son départ. Le 28, une immense marche occupe le centre de Moscou. Sobtchak appelle à éviter les affrontements qui pourraient déboucher, craint-il, sur « une grève générale et sur l'effondrement total des structures de l'État[4] ».

Rien n'y fait ; une grève démarre le 3 avril, à Minsk, dans une usine électrotechnique. En quelques jours, toute la Biélorussie ouvrière s'embrase. Une grève d'avertissement de trois heures, le 8 avril, débouche sur l'annonce, le 9, d'une grève illimitée. Le mouvement fait tache d'huile, de Bakou à Sverdlovsk et à Leningrad, où l'on compte près de 100 000 grévistes le 25 avril. La panique gagne toutes les forces politiques. Le 24, la *Pravda* annonce la signature d'une déclaration commune de Gorbatchev, d'Eltsine et de huit autres représentants des républiques socialistes appelant à « l'arrêt des grèves ». Bien que celles-ci refluent, le régime est blessé à mort.

Le 19 août 1991, pour tenter de contenir sa dislocation, un groupe de dirigeants, dont le président du KGB Vladimir Krioutchkov, le Premier ministre Valentin Pavlov, le vice-président de l'URSS Guennadi Ianaiev, le ministre de l'Intérieur Boris Pougo, le ministre de la Défense le maréchal Dmitri Iazov et quelques autres figures, tombées avec eux dans l'oubli, constituent un comité d'État pour l'état d'urgence (GKTCHP), qui prétend prendre le pouvoir. Le refus d'obéir opposé en

silence par la plupart des forces répressives condamne d'emblée cette tentative, à laquelle seul François Mitterrand donne sa bénédiction. Ce putsch aggrave les déchirements au sein de l'appareil d'État paralysé. Dans le vide ainsi créé, le début, quoique modeste, d'une mobilisation populaire prend de l'ampleur, encore renforcée par l'effondrement du putsch.

Les « réformateurs » ou « démocrates » engagent alors une offensive contre les sommets de la nomenklatura soviétique : le PCUS est dissous, ses biens nationalisés, un procès est engagé contre les putschistes du GKTCHP et l'URSS est formellement dissoute le 8 décembre.

La romancière et prix Nobel de littérature Svetlana Alexievitch déclarait dans une interview en 2013 : « Nous avons été tellement naïfs à la fin des années 1980 sous Gorbatchev : pendant que nous discutions à perte de vue sur la meilleure façon d'instituer un socialisme à visage humain, les bandits et les dirigeants des jeunesses communistes se sont emparés du pays, se sont partagé les hydrocarbures et ont imposé une société de rapaces à laquelle personne n'était préparé[5]. »

La thérapie de choc, aussitôt décrétée, frappe tous les secteurs de l'existence : ainsi, le gouvernement du Premier ministre Egor Gaïdar (ce dernier ancien responsable de la chronique économique de la *Pravda* !) divise par vingt-huit le budget de l'Académie des sciences et annule le monopole d'État sur les boissons alcoolisées (au premier chef desquelles la vodka), monopole qui s'exerçait de la production à la vente et employait un million de personnes. Mais, au regard des grandes mesures, ce ne sont là que broutilles.

Sur les conseils exigeants des experts grassement payés de la Banque mondiale, du FMI et de certaines institutions américaines (dont le fameux économiste Jeffrey Sachs installé à cette époque en plein cœur de Moscou), qui dictent leurs règles à un gouvernement docile, Gaïdar décide la libéralisation totale des prix de la majorité des produits (sauf ceux de première nécessité comme le pain, le sucre et le lait). Leur augmentation vertigineuse balaye en quelques semaines les quelque 250 milliards de roubles d'économies – l'équivalent de près de la moitié du budget de l'État – déposés par les épargnants à leur caisse d'épargne.

Le choc est d'autant plus brutal que de nombreuses entreprises ou services cessent de payer pendant des mois les salaires de leurs ouvriers et employés, réduits à vivre des fruits et légumes de leurs modestes lopins privés (des citadins y compris) ou à vendre pour quelques roubles des objets de leur vie courante. Pendant ces trois années et demie, le PIB se réduit de 34,6 %. La chute se ralentit ensuite. En moyenne, de 1990 à 1998, il baisse de 7,5 % par an. Les experts exigent alors l'ouverture au marché mondial, moyen, jurent-ils, de conjurer l'inflation menaçante, que cette ouverture accélère encore ; de janvier à mars 1992, la Russie abolit tous les droits de douane, provoquant l'invasion d'un marché, qui se contracte chaque jour ou presque, par des produits de toute sorte et de toute provenance. Les experts préconisent également, selon la recette traditionnelle de leurs institutions, une réduction des dépenses publiques, qui reste le seul succès – fort douteux – de la thérapie de choc.

Le gouvernement Elstine décrète le 1er juillet 1992 des privatisations massives, dont la gestion est confiée à l'un des adjoints de Gaïdar, Anatoli Tchoubaïs, nommé ministre de la Privatisation et responsable de la commission nationale chargée de la mettre en œuvre secteur par secteur. Il concentre ainsi dans ses mains la quasi-totalité des pouvoirs en ce domaine crucial. Les premières mesures, encore timides en ce sens, ont été votées dans leur principe sous Gorbatchev, le 1er juillet 1991.

Le gouvernement distribue à chaque Russe un voucher de 10 000 roubles permettant d'acheter une part du capital d'une entreprise. Ces bons sont distribués systématiquement entre le 1er octobre 1992 et le 31 janvier 1993. De nombreux Russes, ne sachant qu'en faire, les vendent pour quelques dizaines de roubles à des groupes qui raflent ainsi à très bas prix des milliers de vouchers et peuvent racheter des entreprises pour une bouchée de pain. Les résultats dépassent les attentes des conseillers les plus enthousiastes. En 1991 – essentiellement pendant les trois derniers mois –, la hausse des prix atteint modestement 160 %, en 1992 elle est de 2 500 %, ralentit à 840 % en 1993, pour se réduire à 215 % en 1994.

Selon les « experts » occidentaux, près de la moitié des entreprises industrielles russes, dont près des deux tiers dans la métallurgie non ferreuse et l'industrie textile, et un peu plus dans la filière bois, ne sont pas « rentables » et doivent donc être impitoyablement liquidées. En 1992 commence une première vague de privatisations, qui emporte 110 000 entreprises sur 205 000, dont 85 000 petits commerces, cafés, restaurants et ateliers de service. Cette première vague s'achève en 1994 ; la seconde commence le 1er juillet 1994, débouche sur de nombreux scandales et se traduit par de maigres résultats. Le 1er avril 1997, le gouvernement relance cette privatisation, qui porte cette fois sur les fleurons de l'industrie russe : les sociétés pétrolières, la société d'extraction de gaz Gazprom et les télécommunications.

En 1992, la production industrielle chute de 18 %, de 14,1 % en 1993, de 20,9 % en 1994, puis le phénomène se ralentit : elle baisse de 4,1 % en 1995, de 4 % en 1996, augmente très légèrement de 1,9 % en 1997, puis rechute à nouveau de 5,2 % en 1998. Au total, cette année-là, elle représente seulement 49,5 % de ce qu'elle était en 1992 ; aussi l'augmentation de la production de 8,1 % en 1999 et de 9 % en 2000 (par rapport à 1998) ne saurait masquer l'effondrement économique de l'ère de Boris Eltsine.

La production agricole connaît un effondrement à peu près similaire : elle baisse de 9 % en 1992, de 4,4 % en 1993, de 12 % en 1994, de 7,6 % en 1995 et de 5,1 % en 1996. Elle stagne en 1997 (avec une augmentation, si l'on peut dire…, de 0,1 % !) et rechute lourdement de 12,3 % en 1998. Cette année-là, elle produit 58,9 % de ce qu'elle produisait en 1992.

Le choc social dû au double pillage de la libération des prix et des privatisations à la hussarde est d'une grande brutalité. En 1991, 7 % des Russes vivaient en dessous du seuil minimal de pauvreté, calculé pourtant très bas ; le chiffre bondit en 1992 à 33,5 % de la population, se maintient à 32 % en 1993 et, après plusieurs années de baisse modeste, qui laisse encore près du quart de la population en dessous de ce seuil, les chiffres remontent brutalement l'année qui précède l'accession de Poutine à la présidence, concernant 28,4 % de Russes. De 1990 à

1995, les dépenses pour l'éducation baissent de 40 % et pour la santé de 30 %.

L'effondrement social est d'une telle ampleur qu'en 1999, à la veille de l'élection de Poutine, le salaire réel représente 30 % du niveau de 1991. Et encore ce chiffre ne tient-il aucun compte des salaires impayés pendant des mois, ou réglés partiellement ou en nature… et d'une nature parfois bien hétéroclite ! Je me rappelle ainsi avoir vu, en prenant le train pour aller à Mourom en 1994, lors d'un arrêt à une gare, des ouvriers d'une fabrique de cristallerie voisine venir proposer aux voyageurs d'énormes lustres que la direction leur distribuait abondamment en guise de salaire.

Une deuxième mesure va faciliter la constitution de fortunes énormes fondées sur le pillage systématique : l'État est en quasi-faillite, car il ne perçoit alors que le quart des impôts dus et ne fait pas grand-chose pour percevoir le reste. D'ailleurs, selon Tchoubaïs, le chouchou des marchés financiers internationaux, l'impôt est alors en Russie un « concept abstrait[6] ». Les salaires aussi ou presque. En novembre 1995, le gouvernement lance un système de prêts contre actions, conçu par le vice-Premier ministre Anatoli Tchoubaïs et le financier Vladimir Potanine. L'État emprunte de l'argent aux banques et, comme garantie de ce prêt, fournit en gage à ces dernières des actions qu'il possède dans des entreprises, dont les entreprises d'État.

Le gouvernement choisit sans aucun appel d'offres réel les oligarques bénéficiaires de ce système de transfert. Certains que l'État serait incapable de rembourser ces emprunts, sept oligarques, dont Boris Berezovski, Vladimir Goussinski et Potanine constituent, le 1er septembre 1996, un septuor. Avec l'accord d'Eltsine, ils constatent l'insolvabilité de l'État et confisquent, en les estimant à très vil prix, les actions déposées en gage.

Eltsine laissera enfin à Poutine une Fédération de Russie aux liens fédéraux très distendus. Au fil des années, les provinces fédérées (régions, républiques, territoires, districts et régions autonomes, ainsi que les deux capitales, Moscou et Saint-Pétersbourg) ont élargi leur autonomie. Les deux vagues de privatisations massives ont permis à la nomenklatura et aux divers clans locaux, souvent alliés à des bandes criminelles mafieuses, de se partager une grande partie des richesses de

leurs territoires et de s'assurer ainsi de puissants atouts face au pouvoir central. Même le prélèvement des impôts relève souvent d'une négociation entre les régions et le pouvoir central, qui en perçoit de moins en moins. De plus, les gouverneurs élus et autres chefs des exécutifs régionaux siègent au Conseil de la Fédération (Chambre haute du Parlement), et peuvent ainsi se présenter comme intermédiaires indispensables entre le pouvoir central et leurs régions.

Le journaliste Paul Klebnikov, assassiné en 2004, souligne dans son ouvrage *Le Parrain du Kremlin,* consacré à l'homme d'affaires Boris Berezovski : « Pour faire passer les privatisations massives, Boris Eltsine avait besoin de conquérir un pouvoir absolu[7]. » En 1993, ce dernier annonce une constitution qui donne au président des pouvoirs très étendus. La majorité du Soviet suprême (le Parlement), qui siège à la Maison blanche, s'y oppose. Le 21 septembre, Eltsine le dissout par décret. Ses dirigeants refusent de céder et de quitter la Maison blanche, qu'ils appellent leurs partisans à défendre. Eltsine fait bombarder le Parlement par les blindés de l'armée, avec le soutien affiché des capitales européennes et de Washington ; environ 200 morts jonchent le sol. C'est le tournant vers un régime autoritaire. À partir de ce coup de force de 1993, la fraude aux élections devient massive : trucage, achat de voix, urnes bourrées, voire menace et chantage sont monnaie courante. Poutine reprendra cet héritage.

Le fédéralisme exacerbé tourne au tragique en Tchétchénie, où se développe une revendication indépendantiste, d'autant plus forte qu'elle se nourrit des souvenirs de la déportation des Tchétchènes en 1944 et des difficultés de leur retour en 1956 où ils furent confrontés à la confiscation de leurs terres et de leurs habitations douze ans plus tôt. Le conflit plonge ses racines dans une histoire plus que centenaire. En 1818, le général Alexis Ermolov, chargé de la « pacification » de la Tchétchénie péniblement conquise, promettait à Alexandre Ier de « ne pas prendre de repos tant qu'un Tchétchène [restât] en vie », car « ce peuple néfaste pourrait inspirer par son exemple un esprit de rébellion et d'amour de la liberté jusque parmi les serviteurs les plus dévoués de l'Empire[8] ».

Au lendemain même de la chute de l'URSS, un mois avant son démembrement officiel annoncé le 8 décembre 1991, Eltsine décrétait l'état d'urgence en Tchétchénie sans effet immédiat. En 1993, un congrès des peuples d'Ingouchie suggéra l'idée d'une sortie de leur république de la Russie, tandis que la même idée germait chez les Balkars du Caucase. En 1992-1993, on discuta de la création d'un État tcherkesse, rassemblant les Tcherkesses, les Kabardes et les Adygéens, et de sa sortie éventuelle de la Fédération. Le général Djokhar Doudaiev, président de la Tchétchénie, incarne cette aspiration indépendantiste et envisage de proclamer une Confédération des peuples du Caucase. Moscou bruisse de rumeurs sur le trafic mafieux d'armes et de drogue dont la Tchetchénie est une plaque tournante.

Le ministre de la Défense, Pavel Gratchev, auquel son goût tapageur pour les Mercedes payées sur les fonds de son ministère vaut le surnom de « Pavel-Mercedes », assure que la reprise en main de la république caucasienne ne sera qu'une simple opération de police. Un raid russe tenté sur Grozny, le 26 décembre 1994, tourne pourtant à la catastrophe. Pour la camoufler, le gouvernement Eltsine engage une véritable guerre, ruineuse en hommes et en roubles. La résistance des indépendantistes tchétchènes, la corruption et l'incompétence du commandement russe et l'impréparation des troupes se conjuguent pour prolonger un conflit *a priori* déséquilibré, dont l'effondrement social que subit le pays accroît l'impopularité. Après la liquidation du général Doudaiev et des négociations vite interrompues, les indépendantistes infligent une lourde défaite aux forces russes en plein cœur de Grozny le 10 août 1996. Le général Alexandre Lebed, chargé en hâte par Eltsine de régler le dossier, négocie une nouvelle trêve, signée le 13, puis un armistice et un accord avec le nouveau dirigeant tchétchène Aslan Maskhadov. L'accord confirme l'arrêt des combats et le retrait des troupes russes de Tchétchénie, qui se voit attribuer un statut d'autonomie. Le 11 mai 1997, Eltsine et Maskhadov signent un traité de paix, qui prévoit, au bout de cinq années, la tenue d'un référendum sur l'indépendance de la république, rebaptisée Itchkérie. Pour Moscou, le fiasco militaire et la défaite politique qui le couronne vont laisser des traces durables. La publication, le 6 septembre 1999 par le journal *Itchkeria*, d'un nouveau code

pénal de l'Itchkérie, copie du code pénal du Soudan soumettant la justice à la loi de la charia, souligne cette défaite. La carrière politique de Poutine commencera par une tentative de l'effacer par la terreur.

La privatisation ravage une grande partie du pays. Anna Politkovskaïa, la journaliste assassinée à Moscou en 2006, a donné une description hallucinante de la privatisation de la métallurgie dans la vieille région industrielle de Russie, l'Oural, où des groupes rivaux se sont partagés, dans le sang, les dépouilles de son industrie en grande partie liquidée par leurs soins. Son récit illustre de façon exemplaire la méthode et les objectifs usuels de ces opérations menées, d'un bout à l'autre de la Russie, dans une débauche de pots-de-vin, de dessous-de-table et de règlements de compte. Il éclaire la nature de la caste bureaucratique occupée à liquider le plus souvent ces secteurs industriels.

Un mafieux nommé Fedoulev met la main sur une usine de la ville de Lobva. Il la vide de sa substance, puis s'attaque au secteur de la métallurgie. Politkovskaïa raconte : « Nombre de firmes passèrent sous la coupe du binôme formé par Fedoulev et Sosnine et notamment les combinats métallurgiques de Nijni-Taguil et de Katchkanar (deux groupes de renom international) d'Ouralkim-mach, d'Ouraltelekom, le site métallurgique de Bogolovski et trois usines d'hydrolyse situées dans les villes de Tavda, d'Ivdel et de Lobva [...]. Sosnine pas plus que Fedoulev n'avaient le projet de développer ces entreprises. » Politkovskaïa souligne l'un des aspects habituels de ces opérations : « Les deux associés [...] partagèrent le produit de leurs rapines avec les gens influents (les officiels locaux) » en s'appuyant sur « une armée mafieuse de plusieurs milliers d'hommes au sein d'une stricte hiérarchie ». Pour quoi faire ? Pour piller les entreprises, les liquider et se partager le fruit du butin.

Ils mettent la main sur l'usine d'hydrolyse de Tavda et celle du combinat métallurgique de Katchkanar, deux entreprises tout à fait « rentables » s'ils voulaient produire et vendre des marchandises avec profit. Mais les deux truands ont d'autres buts. Katchkanar, écrit-elle, est un « fleuron de l'industrie russe. C'est l'une des rares usines au monde spécialisées dans la production de ferrovanadium », métal indispensable pour la

construction de hauts-fourneaux et la fabrication des rails de chemin de fer. Fedoulev et ses complices prennent d'assaut l'usine, déjà affaiblie par une série d'opérations de privatisations, puis passent à la deuxième phase de leur grand projet : la faillite programmée de l'entreprise que, à cette fin, ils disloquent en une kyrielle de microsociétés[9]. Tel est le but le plus fréquent des privatisations présentées comme la panacée. Cette mise en coupe réglée a été cent fois répétée aux quatre coins du pays avec la collaboration fréquente de groupes de policiers, voire de magistrats.

Dès le milieu des années 1990, les « démocrates » sont pour la population laborieuse tellement associés au pillage et à l'effondrement social produit par la thérapie de choc que dans la conversation des millions d'hommes et de femmes remplacent le mot « démocrate » par « deRmocrate » c'est-à-dire « merdocrate » (« dermo » signifie la merde…). Et la trace de ce choc est à ce jour restée indélébile. Alexandre Melnik, ancien diplomate russe, professeur de géopolitique à l'ICN Business School de Nancy-Metz, note : « Les mots comme "démocratie" et "marché" sont devenus pour le peuple russe des insultes[10]. » Ce rejet contraint Poutine et Medvedev à mener leur politique de privatisation avec une prudence qui la freine, voire la bloque… parfois.

Dès 1997, les indices d'une crise financière se multiplient. L'État augmente les émissions d'obligations du Trésor (les GKO), qui représentent en fait une subvention massive de l'État aux banques russes. Leur rendement annuel atteignant de 60 à 200 %, aucun établissement de crédit ne peut emprunter à des taux aussi élevés, qui étranglent donc les entreprises et l'État, qui se ruine pour payer le service de la dette. Les banques, qui profitent de ces bénéfices énormes, dont la fameuse Menatep, n'investissent quasiment rien dans l'économie. Il s'agit d'une gigantesque spéculation dont le père, Anatoli Tchoubaïs, appartient toujours aux cercles du pouvoir de Poutine.

En 1998, les émissions de ces obligations d'État atteignent la somme énorme de 70 milliards de dollars, tandis que la totalité des recettes produites par la vente des bons du Trésor servent à rembourser les émissions précédentes, auxquelles s'ajoutent des intérêts en augmentation permanente. Ce système reproduisait la pyramide de Ponzi que le célèbre escroc américain Bernard

Madoff imitera à la fin des années 1990 et qui s'effondrera en 2008 lors de la crise dite des subprimes. Dès que les banques russes commencent, au printemps 1998, à se débarrasser de leurs obligations d'État, la pyramide s'effondre. Le 17 août, le gouvernement annonce un moratoire sur les transactions bancaires, gèle les remboursements de sa dette au taux du rouble du jour, ce qui équivaut à cesser d'en soutenir le cours, et révèle donc un défaut sur la dette intérieure et une dévaluation de fait.

Le rouble perd les trois quarts de sa valeur en quelques jours, passant de 5,9 roubles pour 1 dollar à 21,1. Entre le début et la fin de l'année, les prix à la consommation augmentent de 84 %. La plupart des banques qui détenaient des obligations d'État sont ruinées. La collecte – déjà très aléatoire – des impôts cesse pratiquement pendant des mois. La plus grande partie des 4,8 milliards de dollars envoyés par le FMI pour renflouer la Russie s'évanouit dès leur arrivée à la Banque centrale. La banque Menatep de Mikhaïl Khodorkovski sera soupçonnée d'avoir joué un rôle dans cette évaporation. En l'absence de toute forme d'indexation des salaires, les employeurs répercutent le coût de la crise sur leurs employés et ouvriers. Et les salaires, payés irrégulièrement, voire pas du tout, baissent d'un tiers au cours de l'année. L'historien Georges Sokoloff évoque la façon dont des millions de Russes se débrouillent pour survivre : « Beaucoup vivent des jardinets individuels [dont la surface depuis Staline est fixée à 600 mètres carrés], des marchés de gros les moins chers, de la solidarité des parents, amis et voisins, de la chasse, de la pêche, de la cueillette. Au pire, ils mangent du chien, du chat, du corbeau, du merle ou du pigeon[11]. »

Et encore ces recettes sont-elles incertaines. Les tomates et les pommes de terre des jardinets individuels peuvent être volées. De plus, le gouvernement fait à nouveau tourner la planche à billets : les ouvriers et les retraités qui ont la chance de percevoir leur salaire ou leur retraite touchent ce qui leur est dû avec des roubles qui se dévalorisent quasiment de jour en jour.

En guise de dernier sursaut à la grève générale de juillet 1998, les mineurs de Vorkouta et d'ailleurs se mettent à nouveau en grève et occupent pendant des jours entiers le « pont bossu » qui surplombe la Moskova en face de la Maison blanche.

La pilule est amère pour plusieurs banques et investisseurs étrangers. Les pertes cumulées des banques russes et étrangères atteignent 40 milliards de dollars. Les marchés boursiers du monde chutent de près de 10 %. Les oligarques dans leur ensemble ont perdu 185 milliards d'euros. En 1998, 700 banques sur 1 600 ferment. Un grand nombre de banquiers disparaissent avec la caisse, sans rembourser leurs clients. Un million et demi de Russes perdent leurs économies dans le krach bancaire. La crise efface 70 % de l'épargne des ménages. En 2000, 42 millions de personnes, soit 29 % de la population, vivaient en dessous du seuil officiel de pauvreté, pourtant calculé avec une grande pingrerie.

Le journaliste Paul Klebnikov, Américain d'origine russe, a résumé en quelques lignes l'héritage commun de Gorbatchev et d'Eltsine : « Les empires financiers contrôlés par les gangsters naquirent tous sous Gorbatchev » grâce à ses « réformes libérales ». Après lui et Eltsine, « les richesses du pays furent dilapidées [...] [ce fut] une catastrophe sans précédent dans l'histoire moderne, la seule comparaison possible étant avec des pays détruits par la guerre, le génocide ou la famine[12] ». Tel était le prix à payer pour liquider l'économie planifiée et privatiser la propriété d'État.

Poutine, en novembre 2007, qualifiera l'époque Eltsine, sans toutefois nommer ce dernier, de « temps de l'humiliation, de la vassalité et de l'effondrement[13] ».

2

Un héritage encombrant
(2000-2004)

Le 31 décembre 1999, alors que le XXe siècle se termine, neuf ans de présidence de Boris Eltsine à la tête de la Russie prennent fin. Il est midi. Le visage boursouflé par l'alcool, Eltsine apparaît sur les écrans de la télévision russe. Il bafouille une longue confession autocritique, qui n'attendrit guère que lui-même : « Je veux vous demander pardon […] de ne pas avoir exaucé les espoirs de ceux qui croyaient que nous parviendrions à bondir d'un seul élan, d'un seul coup hors de notre passé gris, médiocre et totalitaire vers un avenir clair, prospère et civilisé […]. Un seul élan n'a pas suffi. » Puis il gémit : « J'ai ressenti comme une souffrance en moi, dans mon cœur, la souffrance de chacun d'entre vous[1]. » Pour des millions de Russes réduits à la misère, son nom restera comme le symbole du pillage de leur pays, du triomphe des oligarques mafieux arrogants et de l'effondrement de leur niveau de vie. C'est un atout pour son successeur et pour son clan. Vladimir Poutine soldera l'héritage en faisant voter l'impunité de son prédécesseur pour tous ses actes antérieurs, y compris crapuleux, dont il n'aura pas à répondre. Eltsine mourra en 2007 et bénéficiera de funérailles religieuses solennelles.

Il a auparavant clairement désigné comme successeur un homme que nul n'attendait. *Le Monde* rappelle l'image que Poutine donnait alors : « Sur les écrans de télévision […] il fait presque pitié à voir […]. Petit homme aux cheveux blond

filasse, doté d'une longue figure pointue et mobile et d'un regard alternativement perçant, triste et fatigué, le nouveau Premier ministre (le cinquième en l'espace d'un an et demi) n'inspire rien de bon. Manifestement horriblement mal à l'aise en public, il est tout juste capable d'ânonner son texte[2]. »

Cet ancien agent du KGB est pourtant déjà aux commandes du pays depuis cinq mois. Eltsine l'a nommé chef du FSB (le Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie) le 25 juillet 1998, puis Premier ministre, et désigné comme son successeur le 9 août 1999, après une valse-hésitation entre lui et deux autres candidats potentiels.

Sa carrière passée semblait toutefois le destiner au rôle d'outsider. Il a commencé par être agent du KGB en 1985 à Dresde en RDA, où la Stasi faisait le travail policier requis. Si le KGB l'avait jugé talentueux, on l'aurait envoyé en Allemagne fédérale où le travail du kaguébiste pouvait être infiniment plus fructueux. À la fin de la perestroïka et de l'URSS, il entre, sans doute sur recommandation du KGB dont il prétend avoir démissionné en août 1991, dans l'équipe du maire démocrate de Leningrad-Saint-Pétersbourg, Anatoli Sobtchak. Ce juriste bavard et affairiste est fasciné par les grands de ce monde : dans l'un de ses ouvrages, il étale ses photographies, où il parade aux côtés de Jacques et Bernadette Chirac, du chancelier Kohl, de Pierre Cardin, de Boris Eltsine, du patriarche Alexis II, du grand-duc Vladimir de Russie et de son épouse, du président du CIO (Comité international olympique), le franquiste Juan Antonio Samaranch, de la reine d'Angleterre Élisabeth II et même de la top-model Claudia Schiffer.

La carrière de Poutine sous Sobtchak prête à controverse. Le maire l'a placé à la tête du comité aux relations économiques extérieures de la mairie. Face à la situation catastrophique de l'approvisionnement à Saint-Pétersbourg, le comité élabore un plan de troc consistant à livrer des matières premières contre de la nourriture. À cette fin, il distribue à foison des licences d'exportation qui débouchent sur la vente à l'étranger de 100 millions de dollars de pétrole, bois et minerais divers. Mais nul, semble-t-il, n'a jamais vu la trace de la nourriture attendue en retour. Ces malversations et trafics sont alors monnaie courante dans cette époque de chaos et l'on ne sait pas toujours

très bien où se situe l'escroquerie principale dans la chaîne des commanditaires, intermédiaires, destinataires et mafieux présents aux divers stades de l'entreprise, mais il serait invraisemblable qu'une partie n'ait pas fini dans la poche de Poutine.

En 1992, Marina Salié, membre du mouvement Russie démocratique, élue en 1990 députée du Parlement fédéral et conseillère municipale de Saint-Pétersbourg, rédige un rapport sur les activités du comité, que Sobtchak, sans doute bénéficiaire, lui aussi, du trafic, enterre et qui ne débouche donc sur aucune enquête. Marina Salié abandonnera la politique dès l'élection à la présidence de Poutine, qui pourra dormir tranquille – elle mourra d'une crise cardiaque en mars 2012.

En 2000, *Le Monde* poursuivait son portrait du président à la triste figure en s'exclamant : « Mais le miracle fut. Quatre mois plus tard, le "phénomène Poutine" s'est imposé dans tous les foyers russes. » Pourquoi ? La réponse traditionnelle est celle que donnait le dirigeant indépendantiste tchétchène Aslan Maskhadov, interviewé en 2005, peu avant son assassinat : « Il y a eu complot du Kremlin. Pour remplacer Eltsine, on n'a trouvé qu'un inconnu. Mais les Russes l'ont aimé lorsqu'il a dit "Butons les Tchétchènes !". Ce fut un plan de l'administration du président, dirigée par [Alexandre] Volochine, de l'oligarchie financière, [Boris] Berezovski en tête, et des militaires[3] », qui ont « utilisé la seconde guerre de Tchétchénie pour organiser un fructueux trafic d'otages vendus et revendus jusqu'à plus soif ». L'affirmation est indéfiniment répétée : « La légitimité du premier mandat de Poutine lui est venue du Caucase du Nord[4]. » Son premier acte politique réel, avant même sa présidence, consiste donc à régler un problème par la force. Cela marque la suite, mais ne suffit pas à expliquer la transformation du personnage.

Le 31 août 1999, une bombe éclate place du Manège près du Kremlin, tuant une personne et faisant une quarantaine de blessés ; plus grave, le 3 septembre, une voiture piégée explose devant un immeuble occupé par des familles de militaires et fait 64 morts à Bouïnaksk au Daguestan ; le 8, en pleine nuit, l'explosion d'un immeuble à Moscou tue 94 personnes ; le 12, une déflagration détruit un autre immeuble de huit étages, ensevelissant sous ses ruines 118 morts. Enfin, le 16 septembre, un

camion piégé saute devant un immeuble à Volgodonsk, non loin de Rostov, et tue 17 personnes. L'enquête attribue ces attentats aux indépendantistes tchétchènes, mais rien n'oblige à ajouter foi à ces conclusions. L'officier du FSB Alexandre Litvinenko, après avoir quitté la Russie et émigré en Angleterre, aux côtés de l'oligarque Berezovski, attribuera tous ces attentats à une provocation montée par le FSB. La version paraît vraisemblable, la provocation policière étant une vieille tradition de la Guépéou et du KGB, mais les déclarations d'un homme associé à Berezovski ne peuvent suffire à la confirmer. Plus significatif, sans doute, est le sort du député Sergueï Iouchenkov, abattu, le 17 avril 2003, sur le trottoir, alors qu'il menait une enquête parlementaire sur ces attentats.

Dès le lendemain de l'attentat de Volgodonsk, l'aviation russe bombarde plusieurs objectifs des rebelles tchétchènes et, le 1er octobre 1999, l'armée de terre entre en Tchétchénie. C'est le début d'une guerre qui ressemble à toutes les guerres coloniales, comme celles que l'État français a menées à Madagascar en 1947, en Indochine de 1947 à 1954, en Algérie de 1954 à 1962, avec son lot de massacres, d'exactions contre les civils, de viols, de tortures, de pillages.

Poutine parachèvera au détriment du peuple russe cette débauche de violence coloniale visant à restaurer un État fort dirigé par un président encore plus fort. Le 23 octobre 2002, des rebelles tchétchènes prennent quelque 850 personnes en otages dans le théâtre Doubrovka à Moscou. Ils exigent le retrait des troupes russes de Tchétchénie. Poutine refuse de négocier et règle brutalement le problème trois jours plus tard : 130 otages sont victimes d'un gaz théoriquement anesthésiant et 41 rebelles sont tués dans l'assaut des forces russes. La restauration de l'autorité de l'État débouche sur un bain de sang près de deux ans plus tard : le 6 février 2004, un kamikaze se fait sauter dans une rame de métro à Moscou à une heure de pointe ; le 24 août, deux avions partis de Moscou explosent en plein vol, faisant 90 morts ; une semaine plus tard, le 31 août, une femme kamikaze se fait exploser dans le centre de Moscou et tue 10 voyageurs. Le 1er septembre, jour de la rentrée des classes et de la fête qui l'accompagne, des terroristes tchétchènes envahissent une école de Beslan en Ossétie du Nord. Poutine refuse là encore

toute négociation. Le 3, l'armée et les troupes du ministère de l'Intérieur répondent aux provocations des terroristes en lançant un assaut meurtrier : 331 otages, en grande majorité des enfants, périssent. La « pacification » en Tchétchénie se fait attendre aussi longtemps que le fameux « dernier quart d'heure » de la guerre d'Algérie, et pour les mêmes raisons : la population soutient massivement les indépendantistes.

Ainsi se forge l'image d'un chef. Valentina Melnikova, la présidente du Comité des mères de soldats russes, y voit une imposture : « Poutine est si petit [...]. Il signe des décrets et des ordonnances que les membres du gouvernement s'appliquent à saboter aussitôt. Il n'est pas efficace et il accepte que ses décisions restent sans effet[5]. » Ce n'est pas toujours vrai, mais cela l'est souvent, comme le montre sa vaine tentative de freiner la coûteuse corruption généralisée.

Cette guerre coloniale n'est qu'un aspect d'une politique qui prolonge celle d'Eltsine sur le plan économique et social et l'infléchit en politique intérieure en s'attachant à restaurer l'autorité de l'État central tout en maintenant le système de prébendes destiné à enrichir les clans concurrents au sommet du pouvoir.

Poutine fait ses premiers pas en ce sens au poste de Premier ministre le 9 août 1999. Ce même mois, il nomme l'un de ses proches, Sergueï Tchemezov, à la tête de l'agence étatique Promexport, chargée de vendre des surplus militaires du ministère de la Défense. Puis, une fois devenu président, il organise la fusion de deux sociétés chargées de la vente des armes, Rosvoorujenie et Promexport, donnant naissance à Rosoboronexport (ROE), dotée du statut d'entreprise unitaire d'État. Grâce à elle, Poutine veut développer l'exportation des armements. La ROE, dont l'administration est composée en grande majorité d'anciens membres du KGB et des services de sécurité, est chargée de prospecter, négocier, conclure et exécuter les contrats de ventes d'armes. Tchemezov, appliquant la politique centralisatrice de Poutine, tente d'établir son monopole total sur les exportations d'armements. Il devra pourtant attendre décembre 2006 pour obtenir un décret en ce sens du Conseil des ministres. En février de cette même année, les

exportations d'armes ont rapporté à la Russie 6,1 milliards de dollars.

Dès la nomination de Poutine au poste de Premier ministre, ses services fabriquent de toutes pièces un parti gouvernemental fantôme, Unité, pour participer aux élections législatives. Au même moment, l'ancien chef du FSB et ancien Premier ministre, Evgueni Primakov, et le maire de Moscou, Iouri Loujkov, unissent pour ces élections leurs deux partis, tout aussi fantomatiques, pour former La Patrie-Toute la Russie. Aux élections législatives du 19 décembre 1999, Unité obtient 23,3 % des suffrages, le parti communiste 24,3 % et le bloc Loujkov-Primakov 13,3 %. Le pourcentage du parti de Poutine paraît un peu léger à la veille de la campagne qui commence pour affronter l'élection présidentielle de mars 2000 et gouverner sans ennui, si restreints que soient les pouvoirs de la Douma, la Chambre basse du Parlement.

Le 23 décembre, Poutine inaugure un Centre d'élaboration stratégique, dont il confie la direction à Guerman Gref, chaud partisan des privatisations et de la loi du marché, recettes inlassablement répétées sous tous les cieux par les experts de la Banque mondiale, du FMI, de l'OCDE, de l'Union européenne, des divers think tanks de droite comme de gauche : dérégulation, déréglementation, flexibilité accrue de la force de travail, baisse du coût du travail, réduction de la protection sociale, recul de l'âge du départ en retraite, blocage, voire baisse, des salaires et des retraites, etc.

Dans sa campagne présidentielle, il stigmatise les ambitions démesurées des oligarques, qui, déclare-t-il en février 2000, « doivent se tenir à distance du pouvoir. Il est exclu qu'ils utilisent ce dernier à leur propre fin ». Il parle ici au nom des divers clans de l'appareil d'État (dont le FSB), qui le soutiennent et dont il incarne et arbitre à la fois les intérêts et les objectifs parfois divergents, mais qui veulent gérer seuls l'État. À la présidentielle du 26 mars, qui comporte son lot habituel de trucages difficiles à quantifier, Poutine est élu dès le premier tour avec 52,9 % des voix, contre 29,2 % à Guennadi Ziouganov et 5,8 % à Grigori Iavlinski, le père de la thérapie de choc, qui amorce sa sortie brutale de la scène politique.

Dès les premiers mois de son mandat, Poutine s'attaque à deux héritages d'Eltsine qui affaiblissent l'appareil central de l'État : le pouvoir accordé aux oligarques de piller les richesses du pays en ne payant que des impôts dérisoires, et l'autonomie dont bénéficient les régions et leurs gouverneurs ou présidents.

Il s'attaque aussi à un héritage social soviétique qui s'avère difficile à démanteler. « Son pragmatisme, souligne l'économiste français Georges Sokoloff, pousse Poutine à dire que, vu sa situation financière et démographique, la Russie ne peut plus promettre à son peuple de sauvegarder les acquis sociaux » hérités de l'URSS. Ainsi le programme des réformes sociales prévoit-il une refonte du système de retraite fondée sur le recul de la limite d'âge et l'introduction de la capitalisation, la prise en charge par les usagers d'une partie des dépenses liées au logement et aux services communaux, l'officialisation dans les domaines de l'éducation et de la santé d'un régime associant un minimum de service public gratuit et un maximum de prestations payantes. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. « Néanmoins, poursuit Georges Sokoloff en 2003, en dehors d'un début d'application de la réforme des retraites au 1er janvier 2002 (et du vote par la Douma d'un nouveau code du travail en décembre 2001), la plupart des projets dits sociaux ne sont pas très avancés[6]. » Ces difficultés persisteront longtemps. Ainsi Poutine devra attendre son troisième mandat pour lancer la réduction massive du nombre d'hôpitaux, qui, comme dans le monde entier, sont jugés trop coûteux à l'heure de la réduction généralisée des dépenses publiques.

Le 7 mai 2000, Poutine est officiellement proclamé président. Dès le 11 mai, il attaque l'empire de l'oligarque Vladimir Goussinski et d'abord son insolente chaîne de télévision NTV ; un groupe de policiers armés envahit les locaux de Media-Most, son holding. Goussinski est arrêté le 13 juin, jeté en prison et accusé de fraude fiscale. Les services de Poutine n'ont aucun mal à lancer une telle accusation, car tous les oligarques ont, sous Eltsine, monté des combinaisons leur permettant d'échapper à l'impôt.

Le lendemain, dix-sept responsables des plus grandes entreprises privées, se sentant menacés, protestent contre son arrestation. Anatoli Tchoubaïs dénonce l'action des « gens de la

Procurature » et des services secrets, qu'il accuse d'avoir toujours été hostiles aux « réformes ». Poutine adresse ainsi un premier message aux oligarques rois de l'ère Eltsine : ils n'ont plus la garantie de pouvoir impunément piller les ressources du pays au détriment des intérêts et des besoins de l'appareil d'État. Goussinski s'envole bientôt pour l'Espagne, puis pour Israël, et disparaît de l'horizon politique de la Russie. L'ex-faiseur de roi Berezovski comprend le message : en octobre 2000, il vend ses actions de la chaîne de télévision ORT et la majorité de celles de la compagnie pétrolière Sibneft à Roman Abramovitch, son ancien protégé, passé du côté de Poutine, puis s'envole pour Londres où il a placé la plus grande partie de sa fortune. Il y mènera une guérilla permanente, mais stérile, contre Poutine jusqu'à son suicide réel ou maquillé en 2013. Pour être certain d'être bien compris, Poutine réunit vingt et un grands patrons le 28 juillet et leur fait adopter bon gré mal gré un pacte : il leur promet que les résultats des privatisations ne seront ni contestés ni révisés ; en contrepartie, les hommes d'affaires doivent s'engager à ne plus faire de politique. L'ancien vice-Premier ministre de Boris Eltsine, Boris Nemtsov, tire une conclusion de cette réunion : « L'ère des oligarques est finie[7]. »

Poutine réunira à nouveau un groupe d'oligarques, en janvier 2001, pour préciser les nouvelles règles du jeu : ils doivent payer des impôts, investir une partie de leurs profits dans l'économie du pays et se tenir à l'écart du jeu politique. Pour le journaliste Alexeï Guermanovitch, qui raconte la séance, les oligarques ont capitulé devant les exigences du président[8]. En frappant certains d'entre eux (en particulier les juifs Goussinski et Berezovski), Poutine suggère à la population laborieuse, durement frappée sous Eltsine, que l'ère des richards omnipotents est terminée. Ce n'est que partiellement vrai et exclusivement dans le domaine politique. L'un d'eux pourtant, trop sûr de son pouvoir financier et de ses liens aux États-Unis, Mikhaïl Khodorkovski, refuse de comprendre ou du moins de s'incliner. Il le paiera cher.

Brider les oligarques n'empêche nullement Poutine d'accorder ses faveurs au monde des affaires. En juillet 2000, il fait adopter un nouveau code fiscal qui entre en vigueur au 1er janvier 2001 et supprime la progressivité de l'impôt sur le revenu

en établissant un taux unique pour tous de 13 %. L'enseignant, qui gagne 250 euros par mois, et le milliardaire paient ainsi le même pourcentage. Poutine applique une réforme conseillée par les institutions internationales et mise en œuvre dans nombre d'ex-« démocraties populaires ». Ainsi la Bulgarie, championne incontestée de l'inégalité fiscale, établit un impôt sur le revenu au taux unique de 10 % ; la Lituanie le fixe à 15 % ; la Hongrie et la Roumanie à 16 %. L'opposant acharné de Poutine Alexeï Navalny, partisan déterminé des privatisations, voit là un reflet de la bonne politique que, selon lui, le président a menée jusqu'en 2003. « Ils ont alors fait quelque chose de bien : l'impôt sur le revenu par exemple[9]. » L'année suivante, Poutine fera voter par la Douma, ou la laissera voter, une baisse de la TVA sur les agences immobilières, qui brassent des dizaines de millions de roubles dans des opérations souvent troubles.

En octobre 2001, Poutine envisage d'entamer la privatisation de l'énorme entreprise publique de chemins de fer, qui emploie alors près de deux millions de personnes. Il nomme vice-ministre des Voies de communication, chargée de préparer un plan en ce sens, Anna Belova, venue de la compagnie « Développement du business-system » du groupe Arthur Andersen et McKinsey, spécialisé dans les plans de privatisations (tous identiques) des chemins de fer dans divers pays. En Russie, elle prévoit de séparer la gestion de l'infrastructure (le rail) et celle du matériel roulant (trains), de diviser le réseau en sept unités régionales différentes, de transformer de nombreux secteurs d'activité (réparation, billetterie, etc.) en sociétés privées, de transférer les trains de banlieue à la charge des municipalités, évidemment incapables de faire face à leur entretien, préparant ainsi la réduction du nombre de trains par ligne, voire la fermeture de certaines lignes. À la première étape, l'État est censé garder 100 % des actions, à la deuxième, en céder une partie et, à la troisième, les vendre au secteur privé. Le même plan (y compris les sept régions) a déjà été mis en œuvre en Ukraine, où les directions régionales ont supprimé les arrêts de trains dans les gares où la vente de billets est jugée insuffisante.

Poutine tente en même temps de renforcer l'appareil d'État. Au début de 2001, il impose la fusion de son parti, Unité, et des deux autres partis gouvernementaux, composés des mêmes

membres de l'appareil d'État, pour former Russie unie. Selon son ancien conseiller Sergueï Markov, il forme ainsi une coalition des « libéraux » et des « tchékistes » (anciens du FSB), dans laquelle « les libéraux sont responsables de l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale, et les tchékistes du maintien de la souveraineté de l'État[10] ».

Ces derniers sont mis à l'épreuve. Les attentats tchétchènes relèguent au second plan la perpétuation, quoique ralentie, des règlements de compte liés à la privatisation forcenée. Le 20 août 2002, le député Vladimir Golovlev, proche de Berezovski et accusé de corruption lors des privatisations dans la région de Tcheliabinsk, est abattu d'une balle dans la tête en pleine rue à Moscou. Le 18 octobre, le gouverneur de la province de Kolyma, Valentin Tsvetkov, qui, deux jours plus tôt, avait confirmé les détails crapuleux de la vente de toutes les actions de la plus grosse compagnie russe d'extraction d'or de Kolyma (Omolonskaia) à une compagnie canadienne, est lui aussi assassiné au cœur de Moscou. Le 3 juillet 2003, le journaliste et député Iouri Chtchekotchikhine, spécialiste de la chasse à la corruption, meurt victime d'un empoisonnement brutal, sans doute commandité par le pouvoir.

La guerre de Tchétchénie, qui ne s'achèvera qu'en 2006, marquera durement le pays : des dizaines de milliers de soldats russes en reviennent, brisés par ce conflit qui a fait d'eux des tueurs de civils, de femmes, de vieillards et d'enfants ; abandonnés par le gouvernement, ils sont souvent incapables de se réinsérer dans la vie civile et de trouver un travail, sauf dans les services de sécurité privés qui pullulent. La sauvagerie de la milice mafieuse de l'homme de Poutine en Tchétchénie, le psychopathe Ramzan Kadyrov, pousse une partie de la jeunesse tchétchène dans les bras des islamistes. Même phénomène dans l'Ingouchie voisine, soumise à une répression brutale par le gouverneur Mourat Ziazikov, corrompu et sanguinaire, et ses miliciens d'une jeunesse souvent condamnée au chômage. L'avocat Stanislas Markelov, qui dénonçait les exactions nombreuses en Tchétchénie, sera assassiné en plein jour à Moscou le 19 janvier 2009 avec la journaliste Anastasia Babourova de *Novaïa Gazeta*.

Au lendemain de l'éviction de Goussinski, Poutine laisse entendre que NTV gardera sa liberté de parole et de ton. Mais, en avril 2001, sa direction, désormais contrôlée par Gazprom, limoge son directeur Evgueni Kisselev, le principal présentateur de la chaîne, et le remplace par le banquier Boris Jordan. Les trois quarts des journalistes démissionnent. NTV ne devient pas tout de suite une chaîne de propagande gouvernementale, mais Poutine en personne la dénonce lorsqu'en octobre 2002 la chaîne fait un reportage critique sur le carnage provoqué par les forces de sécurité russes lors de la prise d'otages de la Doubrovka évoquée plus haut. Sa mise au pas s'accompagne d'une nouvelle série de démissions…

Boris Eltsine avait accordé aux barons régionaux de nombreux pouvoirs et avait favorisé une indépendance accrue des régions, empiétant sur le pouvoir fédéral. Il avait encouragé les entités régionales à « prendre autant d'autonomie qu'elles le voudraient ». Le patrimoine russe se trouve donc en grande partie entre les mains des gouverneurs et résidents et fonde leur puissance.

Poutine engage aussitôt la recentralisation du pouvoir. Un décret du 13 mai 2000 place les représentants du président à la tête de sept « districts fédéraux » (huit depuis la création en 2010 de celui du Nord-Caucase), qui correspondent plus ou moins aux districts militaires et comprennent de huit à dix-huit « sujets » (en gros des régions) de la Fédération. Ces sept (et bientôt huit) hauts fonctionnaires coiffent donc les 88 (ou 89) gouverneurs et présidents régionaux, qu'ils remplacent d'ailleurs au Conseil de sécurité, où ils siégeaient depuis 1993 et retiraient de cette appartenance une partie de leur autorité. Les prérogatives de ces superpréfets sont limitées au contrôle des actes régionaux, à la coordination des organes de la Fédération situés dans les régions et au choix des responsables. Mais ils doivent s'attacher à mettre en conformité la législation régionale avec le droit fédéral en éliminant les principales violations de la Constitution fédérale par les constitutions des républiques et autres entités régionales. En 2004, ils seront chargés de proposer au président les candidats aux fonctions de gouverneur. Poutine peut enfin destituer les gouverneurs élus. Jusqu'à la présidentielle de 2004, il ne fera jamais usage de ce droit. La

recentralisation du pouvoir qu'il entame dès son élection est encore trop balbutiante et fragile pour lui permettre de heurter de front les barons régionaux. Leur heure viendra plus tard.

Cette tentative de rétablir les prérogatives de l'État ne peut aboutir que si ce dernier, privé d'une solide base sociale, contrôle les principales ressources dont dispose le pays, le pétrole et le gaz, destinés à un usage interne comme à l'exportation. En mai 2001, Poutine confie la direction de Gazprom à Alexeï Miller, qui, en septembre, remplace les hommes de l'ancien président Rem Viakhirev, restés aux postes de commande, par un groupe de cadres du FSB. La nouvelle direction épure le réseau de sociétés intermédiaires ou de filiales mis en place par l'équipe de l'époque Eltsine pour commercialiser le gaz. Ces filiales étaient toutes confiées à des membres de la famille Viakhirev qui les ponctionnaient sans retenue au détriment des intérêts de la maison mère et de l'État. En novembre 2001, Poutine réunit les employés de Gazprom sur le lieu de production en Sibérie et s'interroge devant eux sur l'écart qui sépare le bas prix auquel l'entreprise vend son gaz à ces sociétés et le prix élevé auquel ces dernières le commercialisent, et feint de se demander où va la différence, où est passé l'argent, qu'il s'attache à récupérer. Le fils de l'ancien président, Iouri Viakhirev, est limogé de la branche de Gazprom qui gérait la vente d'armes. Toute la famille Viakhirev subit le même sort. Les actifs de Gazprom, bradés hier à des compagnies dont la famille détenait un paquet d'actions, sont restitués à l'État.

À peine élu, Poutine s'attaque aussi au code du travail hérité de l'URSS. La détresse sociale dans laquelle la population russe est plongée et la propagande chauvine orchestrée autour de la guerre en Tchétchénie le persuadent peut-être que la tâche sera facile. Il constitue une commission tripartite (représentants du gouvernement, des employeurs et du syndicat officiel, la FNPR), qui débat d'un projet dont la présentation avait été annoncée dès juin 1998 par l'éphémère Premier ministre d'Eltsine Sergueï Kirienko et le président de la Banque centrale Sergueï Doubinine. Le communiqué précisait que ce projet permettrait « l'adoption de lois sur le travail répondant aux exigences de l'économie de marché, incluant une procédure plus simple de rupture des contrats de travail individuels (comme

la suppression de la nécessité d'un accord préalable des syndicats et l'exigence de fourniture d'un autre poste) et l'élargissement de la possibilité de conclure des contrats de travail temporaires[11] ». Malgré la bonne volonté des dirigeants de la FNPR, le projet gouvernemental suscite des protestations et des manifestations, d'ampleur certes modeste (un millier de personnes seulement à Saint-Pétersbourg), mais qui peuvent cristalliser un mécontentement latent. Poutine temporise, prolonge les discussions. Le nouveau code du travail sera adopté en décembre 2001.

Une étude de l'Académie des sciences de Russie sous la direction de l'académicien Rouslan Grinberg en résume en trois lignes l'essentiel : « L'organisation d'une grève se heurte à une telle quantité de limitations et de formalités à observer (des normes très complexes concernant les procédures à suivre et les délais à respecter…) qu'il est très difficile de les mettre en œuvre dans la vie réelle[12]. » Les cheminots et les aiguilleurs du ciel n'ont pas le droit de faire grève ; les grévistes doivent déposer un préavis sept jours avant la date à laquelle ils souhaitent débrayer, donnant ainsi à l'employeur le temps de soumettre cette décision à un tribunal, invité à la déclarer illégale et qui peut, dans ce cas, confisquer les biens du syndicat. Pour contourner cet obstacle, certains substituent à l'arrêt de travail la grève de la faim, qui ne gêne guère les employeurs.

Le 6 août 2001, Poutine promulgue une loi sur la police qui donne au président et à lui seul la prérogative de nommer et de révoquer les chefs des divisions régionales, capables ainsi d'échapper à la tutelle de l'exécutif régional. Certes, cette mesure ne modifie en rien la corruption qui ravage la police, mais elle renforce le pouvoir central. Cette même année, Poutine abroge la commission des grâces qui faisait amnistier quelques condamnés ici ou là.

À partir de 2002, l'administration commence à reprendre le contrôle de pans entiers de l'économie, notamment dans le secteur des matières premières. De passage à Paris en juillet 2002, le Premier ministre Mikhaïl Kassianov déclare dans une interview au *Figaro* : « L'amélioration du climat pour les investisseurs est notre priorité absolue. Le gouvernement et le Parlement ont fait “tout le nécessaire” pour engager le pays

sur les voies de la démocratie et de l'économie de marché. Les décisions nécessaires ont été prises, reste à les faire appliquer[13]. » Il passera plus tard dans l'opposition dite « libérale ».

La politique étrangère de Poutine, dictée par l'intégration croissante de la Russie au marché mondial et par son faible poids économique et militaire, prolonge d'abord la subordination aux États-Unis engagée par Boris Eltsine. Ainsi, le 17 octobre 2001, le président fait un double geste en direction de Washington : il ferme la station d'écoute de Lourdes à Cuba et la base russe de Cam Ranh au Vietnam. Cette décision suscite la grogne au sommet de l'armée russe. En février 2002, une vingtaine de généraux et amiraux à la retraite, donc dégagés de tout souci de carrière, dont l'ancien ministre de la Défense Igor Rodionov, dénoncent violemment cette décision comme relevant d'une politique nuisible aux intérêts de l'État russe, assimilable donc à une trahison, dans les colonnes du journal *Sovietskaia Rossia*. Le 24 mai 2002, Moscou signe un accord avec Washington sur la « réduction des potentiels stratégiques offensifs », suivi, le 28, d'un deuxième avec l'OTAN à Pratica di Mare en Italie, puis, le 29, d'un troisième avec les dirigeants de l'Union européenne, qui daignent alors octroyer à la Russie le statut d'« économie de marché ». Un an plus tard, le 13 mai 2003, le Conseil OTAN-Russie se réunira solennellement à Moscou. En même temps, Poutine informe Washington qu'il n'objecte en rien à l'installation de bases américaines en Asie centrale et à leur présence en Géorgie.

La déclaration sur la « stratégie de sécurité nationale », adoptée au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 contre les tours jumelles de New York et diffusée, le 20, par le gouvernement de G. W. Bush, qui fait planer une menace encore imprécise sur tout adversaire potentiel de Washington, ne refroidit apparemment pas les ardeurs atlantistes de Poutine. Dans ce document, le gouvernement américain s'attribue le droit de déclencher des frappes militaires unilatérales et préemptives contre des États et des groupes jugés hostiles et accusés de fabriquer des armes de destruction massive. Le 13 novembre, Poutine et Bush publient une déclaration commune sur la « nouvelle relation États-Unis/Russie » qui confirme l'entente cordiale. En mai 2002, George W. Bush débarque à Moscou

et signe avec Poutine une déclaration annonçant une « nouvelle relation stratégique » entre les deux pays. La déclaration débouche sur la constitution d'un groupe de travail russo-américain de lutte contre le terrorisme, réuni quinze fois entre la date de sa création et le début de 2007. Le journal espagnol *El Pais* applaudit : « Le résultat le plus spectaculaire, en politique internationale, est l'alignement de Poutine sur les États-Unis[14] », d'autant plus frappant que l'ère de Boris Eltsine avait été marquée par une subordination totale à Washington…

Dressant un bilan de la Russie après quatre ans de présidence, Georges Sokoloff souligne avec satisfaction : « Poutine s'est montré fidèle au projet de prolonger l'œuvre réformatrice, notamment dans la tournure qu'elle avait prise en 1997 […]. La détermination mise par le nouveau président à remplir le programme des réformes structurelles des "jeunes réformateurs" [c'est-à-dire Tchoubaïs, Nemtsov, Kirienko] […] témoigne de cette continuité[15]. »

La déclaration américaine sur la « stratégie de sécurité nationale » s'incarne brutalement le 20 mars 2003. Les États-Unis, flanqués du gouvernement britannique du travailliste Tony Blair, agressent l'Irak, officiellement pour détruire des armes de destruction massive inventées de toutes pièces, en réalité pour renverser le régime de Saddam Hussein. Poutine ne réagit pas.

Dans le quotidien financier français *La tribune*, le 5 décembre 2003, Alexeï Koudrine précise : « Le secteur privé doit être le moteur de l'économie. » Soucieux de « créer une économie de marché où la concurrence joue pleinement », il souligne : « Il faut nous engager plus activement dans les réformes structurelles, en réduisant le contrôle de l'État sur l'économie. »

En 2003, Poutine s'attaque au magnat du pétrole Mikhaïl Khodorkovski, à la carrière fulgurante. Ce dernier a adhéré au komsomol à l'âge de 23 ans. En 1987-1988, le Kremlin prend trois décisions que le jeune homme sait utiliser à son profit : il accorde une certaine autonomie de gestion aux entreprises d'État, libres de fixer les prix d'une partie de leur production, autorise la création de « cafés de jeunes et associations », puis encourage la création de coopératives privées disposant d'une comptabilité autonome et de la possibilité de réinvestir leurs profits. Les coopératives fleurissent alors à Moscou.

Khodorkovski obtient du directeur de l'Institut des hautes températures un gros prêt de 170 000 roubles, qui ne sera jamais utilisé pour le moindre projet scientifique, mais pour des activités commerciales. La recette est simple : « Simple intermédiaire qui ne vendait ni n'achetait rien, il privatisait en réalité l'argent de l'État à l'aide de tours de passe-passe bureaucratiques. […] Il vendait des créances d'entreprises qui ne lui appartenaient pas[16]. » Il ouvre un café et crée une coopérative d'import-export, fait commerce de jeans, cognac et surtout des ordinateurs personnels qu'il achète à l'Ouest et revend avec un bénéfice de 300 à 600 % à des entreprises, entre autres, du secteur de la Défense. Il le rappelle lui-même en ajoutant : « C'est pourquoi nous étions sous le contrôle du KGB du quartier de Frounzé. C'étaient des gars bien. Tous se sont lancés dans les affaires après 1991[17] », preuve de leur valeur. La loi autorisant à créer des banques, il en fonde une enregistrée le 29 décembre 1988, sous le nom de « Banque commerciale innovante du progrès scientifique et technique », qui ne se préoccupe guère du progrès, mais emmagasine l'argent venu de nombreux ateliers clandestins, du marché noir, des exportations illégales, des pots-de-vin pour passe-droits, et de la spéculation sur les devises. C'est l'origine de la banque Menatep.

En décembre 1995, le gouvernement Eltsine charge Menatep de privatiser par voie d'enchères la compagnie pétrolière Ioukos, qui possède alors un gisement à Nefteïougansk en Sibérie et des raffineries dans la région de Samara. Menatep, soutenue par le clan Eltsine, se l'attribue à elle-même pour la somme ridicule de 350 millions de dollars ; deux ans plus tard, sa valeur boursière sera de 9 milliards de dollars et sera multipliée par 80 en dix ans.

Khodorkovski gère Ioukos à grand renfort de coups tordus ; il se met en défaut de paiement pour des crédits de 250 millions de dollars, change le lieu des assemblées générales à la dernière minute, envoie de grosses sommes sur des comptes offshore, dilue les parts des actionnaires par de soudaines augmentations de capital. Au début 2000, il veut élargir son champ d'action pétrolier au-delà de la Russie et se tourne vers les États-Unis. Il appelle trois Américains au conseil d'administration de Ioukos, dont il confie les comptes au cabinet d'affaires McKinsey, la

technique à la multinationale de services Schlumberger et les relations publiques à APCO Worldwide. Il crée une fondation caritative, Russie ouverte, où siègent Henry Kissinger et Lord Rothschild, et dont une filiale est ouverte en grande pompe à Washington, en 2002, dans la bibliothèque du Congrès en présence de parlementaires américains.

En octobre 2002, Khodorkovski fait sensation dans une conférence pétrolière à Houston (Texas) en proposant la construction d'un terminal pétrolier géant à Mourmansk, sur la mer de Barents, destiné à livrer directement les États-Unis. Il soutient aussi un autre projet d'oléoduc à destination de la Chine, opposé au tracé prévu par Transneft, la compagnie nationale de transport pétrolier.

Ces projets et ces relations étroites et cordiales avec les cercles dirigeants et les milieux d'affaires américains font peser une menace sur Poutine, d'autant que Khodorkovski finance publiquement plusieurs partis (Iabloko, le Parti démocratique russe, SPS, l'Union des forces de droite, et le parti communiste) afin de constituer un groupe parlementaire docile à ses intérêts ; il peut devenir le relais d'une pression américaine déjà insistante, voire contrôler la politique étrangère de la Russie en ne laissant à Poutine que les apparences du pouvoir. Selon Grigori Iavlinski, « le projet américain de Khodorkovski, plus encore que le financement des partis réformateurs, déclencha l'ire du Kremlin ». Poutine, lors d'une entrevue avec Iavlinski, se déchaîne contre les ambitions des oligarques « qui voudraient tout contrôler, tout décider[18] ».

Le 19 février 2003, il convoque les oligarques à une réunion consacrée à la lutte contre la corruption. Rien ne semblait devoir dépasser la routine bureaucratique inefficace habituelle, lorsque Khodorkovski prend la parole ; il suggère de réformer le pouvoir pour que les choses changent. Il souligne que la société pétrolière d'État Rosneft, dirigée par un proche de Poutine, vient de racheter la petite société privée de pétrole Severnaia Neft à un prix trois fois plus élevé que le prix proposé à lui-même peu auparavant. L'allusion est claire : Rosneft a payé un pot-de-vin réparti entre l'acheteur et ses complices. Conclusion implicite, mais vraie : le président ne veut pas réellement combattre la corruption. Tout cela met en rage Poutine, qui

explose : « Cet homme m'a fait bouffer plus de boue que je ne peux en avaler[19]. »

Début juillet, le FSB arrête Platon Lebedev, l'associé le plus proche de Khodorkovski, et Alexeï Pitchouguine, ancien officier du KGB, chef de la sécurité privée de Menatep, accusé de plusieurs meurtres, dont celui du maire de Nefteïougansk, adversaire de la compagnie, assassiné le jour de l'anniversaire de Khodorkovski, en juin 1998. Celui-ci répond en défiant Poutine : le 4 juillet 2003, il se rend ouvertement à l'ambassade américaine pour célébrer avec ses hôtes l'anniversaire de l'indépendance des États-Unis. Le défi lancé à Poutine est clair : si vous vous en prenez à moi, voilà à qui vous vous attaquez. Il paie comptant ce nouveau défi. Le FSB l'arrête, en octobre, sur le tarmac d'un aéroport de Sibérie. Il est envoyé dans une colonie pénitentiaire dont il ne sortira qu'en 2013. Dans les mois qui suivent, Poutine démantèle Ioukos. L'élimination de Khodorkovski favorise la mise en œuvre des réformes fiscales, jusqu'alors freinées, voire paralysées, par le lobby pétrolier contrôlé par Ioukos au sein du Parlement.

L'une des dernières victimes des manipulations mafieuses de l'époque de Boris Eltsine est Gueorgui Tal, ancien chef, entre 1997 et 2001, du Service fédéral chargé de l'assainissement des finances et de la gestion des faillites. Ce service, selon Anna Politkovskaïa, « a joué un rôle essentiel dans la grande distribution des richesses du pays, surtout dans les secteurs du pétrole et de l'aluminium. […] Quand une entreprise suscitait l'appétit de certains hommes d'affaires proches du pouvoir, Tal déclarait qu'elle était en banqueroute, ce qui permettait aux oligarques de la récupérer pour une bouchée de pain[20] ». Il est abattu en 2002. Tal en savait trop sur le pillage et le partage mafieux des fleurons de l'industrie russe ; il avait trop d'obligés dans un pays où la lutte au sommet se réduit souvent à la diffusion de *kompromaty*, documents authentiques ou falsifiés dénonçant les infamies réelles ou supposées d'un adversaire.

En achevant le processus de privatisation vers la fin des années 1990, les clans issus de la nomenklatura ou bureaucratie ont souhaité l'instauration d'un système stable, d'un « ordre » qui garantisse le maintien, « la conservation » ou la consolidation du statu quo. Ils n'ont donc plus eu besoin d'éléments

« libéraux » à la Nemtsov et à la Iavlinski, protecteurs d'une libre concurrence, par ailleurs féroce, entre les divers clans du régime, mais d'un arbitre suprême, garant d'un « nouvel ordre ». Cette consolidation se traduit par la diminution brutale des assassinats mafieux, économiques et financiers, qui avaient marqué le règne d'Eltsine. Les assassinats de l'ère Poutine viseront surtout journalistes, avocats et hommes politiques.

Poutine est ainsi devenu le centre réel du pouvoir ; les élections aux organes dirigeants, auparavant déjà plus ou moins truquées, relèvent d'un rite quelque peu instable, mais d'un rite tout de même ; le système des partis, déjà bousculé en octobre 1993, a été réduit à un simulacre soumis au Kremlin et incarné dans le spectacle d'une Douma fantôme, privée de pouvoir autour du parti Russie unie ; les médias ont été transformés en une grossière machine de propagande. Cette situation rappelle, sous une forme parodique, celle que Karl Marx avait décrite dans son article sur le bonapartisme français du XIXe siècle : « La bourgeoisie reconnaît que son propre intérêt lui commande de se soustraire aux dangers du *self-governnent* ; que, pour rétablir le calme dans le pays, il faut avant tout ramener au calme son Parlement bourgeois ; que, pour conserver intacte sa puissance sociale, il lui faut briser sa puissance politique ; que les bourgeois ne peuvent continuer à exploiter les autres classes et à jouir tranquillement de la propriété, de la famille, de la religion et de l'ordre qu'à la condition que leur classe soit condamnée au même néant politique que les autres classes ; que, pour sauver sa bourse, la bourgeoisie doit nécessairement perdre sa couronne et que le glaive qui doit la protéger est fatalement aussi une épée de Damoclès suspendue au-dessus de sa tête[21]. »

Les divers clans de la nomenklatura doivent d'autant plus accepter cette protection incertaine que Poutine s'appuie sur une baisse des tensions sociales. « Après la chute vertigineuse de la production industrielle et la paupérisation généralisée, écrit Boris Kagarlitski, le moindre redressement était perçu comme une prouesse. La production et les revenus de la population ont commencé à augmenter, la situation politique et sociale s'est globalement stabilisée, une partie non négligeable des Russes sont sortis de la misère[22]. » L'amélioration de la situation

socio-économique semble un moment faire oublier la réduction des droits politiques, de plus en plus formels et civils. Sous Poutine, en effet, se réalise peu à peu ce que Louis-Napoléon Bonaparte avait, selon Karl Marx, réussi jadis par un coup de force : la victoire de « l'État revenu à sa forme primitive, à la simple domination insolente du sabre et du goupillon[23] ».

3

La fausse rupture des « révolutions de couleur » (2004-2008)

Roses à la main, des centaines de manifestants pénètrent dans le Parlement géorgien à Tbilissi, ce samedi 22 novembre 2003, et bousculent tables et chaises ; leur dirigeant, Mikhaïl Saakachvili, s'empare du micro ; il dénonce les élections législatives qui viennent de se tenir dans le pays et ont attribué 21,3 % des voix au parti du président Edouard Chevarnadze, qui s'éclipse, puis décrète l'état d'urgence. Le Département d'État américain dénonce les résultats du scrutin comme le produit d'une « fraude électorale massive » et demande une enquête indépendante. Dans une capitale où fleurissent quelques ONG généreuses du milliardaire américain George Soros, l'armée comprend le message et ne bouge pas. Chevarnadze, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Gorbatchev, pro-américain, mais usé jusqu'à la corde, démissionne. Le secrétaire d'État Colin Powel, dans un communiqué, déclare le soutien des États-Unis aux prochaines élections parlementaires en Géorgie. Le 2 janvier 2004, Mikhaïl Saakachvili, revenu l'année précédente des États-Unis, où il a fait ses études, est élu président du pays. Peu de temps après, il inaugure une grande avenue George-Bush dans sa capitale.

Cette pseudo-révolution, soutenue par le Département d'État, voire inspirée par lui, est la première d'une série de révolutions dites de couleur, qui inquiéteront bientôt Poutine et les clans

russes, attachés pour des raisons diverses, entre autres matérielles, au maintien d'un État russe. Or, la Géorgie appartenait jadis à l'Union soviétique, à l'histoire de laquelle elle était intimement liée par les hommes qu'elle avait fournis à son élite bureaucratique, dont Staline et Beria, et elle se trouvait sur le trajet du pétrole extrait sur les bords de la Caspienne. Selon David Trucker, responsable des conflits de faible intensité au Pentagone, « pour les États-Unis, une seule région du monde mérite que l'on se batte pour elle : c'est le territoire qui s'étend du golfe Arabo-Persique à la mer Caspienne et à l'Asie centrale ; c'est là que se trouvent 75 % des réserves pétrolières mondiales[1] ». Les États-Unis veulent donc y exercer le contrôle le plus étroit possible sur les régimes en place.

Poutine semble alors loin de ces soucis. Le 14 mars 2004, il est réélu triomphalement président avec 71,2 % des voix, contre 13,7 % des voix au candidat du parti communiste, le KPRF, et 4,1 % au député Sergueï Glaziev, soutenu par le parti Rodina. Le pourcentage de voix obtenu par Poutine, gonflé par divers trucages, est néanmoins massif. Mikhaïl Gorbatchev expliquera, le 15 février 2006, en présentant Poutine comme un sauveur : « Je vois les erreurs de calcul que commet le président Poutine. Mais je le défends. Je suis de son côté, car il a sorti le pays du chaos […] alors que nous nous trouvions dans un état de semi-désagrégation de toutes les sphères de la société. Cela suffit déjà pour qu'il reste à jamais dans l'Histoire[2]. » Un détail irrite peut-être le nouveau président : Eltsine avait fait introduire sur les bulletins de vote une ligne spéciale avec la mention « contre tous », qui, dans certaines élections locales, obtenait le meilleur score. À cette élection présidentielle, 2 319 056 électeurs cochent cette case « contre tous », qui, plus et mieux que l'abstention, manifeste un rejet de tous les candidats et donc du régime lui-même. L'année suivante, Poutine supprimera ce fâcheux vote, qui gêne tous les partis et qu'aucun ne défend.

L'avertissement géorgien est suivi pour Poutine d'un deuxième plus sérieux, venu d'Ukraine. Dès le milieu des années 1990, les dirigeants des États-Unis avaient souligné l'importance géopolitique de l'Ukraine pour eux-mêmes. Dans la revue *Foreign Affairs,* en 1994, Zbigniew Brzezinski, l'ancien conseiller de Jimmy Carter, écrit : « Sans Ukraine, la Russie cesse d'être un

empire. » En 1997, il définit un programme de démantèlement de la Russie en trois États croupions : la Russie d'Europe, la République de Sibérie et la République d'Extrême-Orient. Ce démantèlement, qui prolongerait la dislocation de l'Union, devrait s'accompagner d'un rattachement de l'Ukraine à l'OTAN et d'une subordination totale des anciennes républiques soviétiques périphériques aux États-Unis et à leurs multinationales. Brzezinski affirmait ainsi : « La Russie devra se résigner à l'inévitable, c'est-à-dire la poursuite de l'élargissement de l'OTAN [...] jusque dans l'espace ex-soviétique. » Il prônait « un système politique décentralisé et une économie libre de marché » permettant de « libérer [...] les énormes réserves de ressources naturelles de la Russie[3] », ainsi ouvertes aux multinationales américaines. Certes, Brzezinski n'exerce plus à cette époque de responsabilités, mais il définit ici l'une des lignes possibles de la politique américaine.

À la fin des années 1990, l'Ukraine est le troisième pays du monde à bénéficier de l'aide financière américaine, derrière Israël et l'Égypte. Cette lune de miel s'interrompt un moment, au début de 2003, lorsque Bush apprend que le président Leonid Koutchma a vendu à l'Irak pour 100 millions de dollars d'armes et a promis de lui céder le système de radar Koltchouga (« cotte de mailles ») permettant de repérer les bombardiers américains dits indétectables. Mais Koutchma est en fin de course.

En 2004, l'Ukraine se prépare à connaître un scénario géorgien amélioré. La vie politique y est rythmée par la valse des partis, tous liés au clan du business, où tout s'achète. Des députés monnayent leur changement de groupe parlementaire : le tarif varie de 5 millions à 7 millions de dollars, dans un pays où la majorité des retraités perçoivent moins de 200 euros par mois. Le système est mafieux dans ses fondements mêmes. Affairistes et oligarques obtiennent, contre pots-de-vin, des certificats truqués leur permettant de déclarer vendues à l'étranger des marchandises écoulées en Ukraine et de se faire ainsi rembourser la TVA. À la veille de son départ, le président Koutchma cède en hâte et à bas prix toute une série d'entreprises à des proches. Ainsi brade-t-il la plus grande usine métallurgique du pays, Krivorojstal, à son gendre Viktor Pintchouk

et à l'homme d'affaires Rinat Akhmetov pour 800 millions de dollars, le sixième de sa valeur réelle. En octobre 2005, Mittal Steel rachètera l'entreprise aux deux compères pour 4,8 milliards de dollars.

Aux élections de novembre 2004 s'affrontent Viktor Ianoukovitch, poulain de Koutchma, soutenu publiquement par le Kremlin, et Viktor Iouchtchenko, formé aux États-Unis, marié depuis 1998 à une Américaine d'origine ukrainienne, Catherine Tchoumatchenko, ancienne fonctionnaire du Département d'État, et soutenu tout aussi publiquement par Washington et toutes les associations américaines installées en Ukraine pour « développer la démocratie » comme le National Democratic Institute de Madeleine Albright ou la Freedom House, financée par le Département d'État.

Au second tour des élections, le 21 novembre, Viktor Ianoukovitch est déclaré vainqueur grâce au trucage électoral. La fraude soulève l'indignation populaire, nourrie par la haine qui dresse des millions d'Ukrainiens contre les oligarques et le clan Koutchma, haine habilement manipulée par les clans de Viktor Iouchtchenko et de la députée de l'opposition Ioulia Timochenko, alliés un bref moment. Plusieurs centaines de milliers de manifestants déferlent, drapeaux orange en tête, à Kiev sur la place de l'Indépendance, qu'ils occupent pendant près de deux semaines. Les fondations américaines dépensent plus de 65 millions de dollars pour couvrir les frais de l'occupation de la place Maïdan (tentes, cuisines volantes, postes de téléphonie, etc.). Koutchma et Ianoukovitch doivent céder et organiser de nouvelles élections. Le 26 décembre, Iouchtchenko est élu avec 51,9 % des voix. Son adversaire crie à la fraude, plus que probable certes, mais l'arroseur arrosé ne peut rien faire. Il devra attendre pour savourer sa revanche.

Entouré de conseillers américains, Iouchtchenko engage comme conseiller spécial Boris Nemtsov, qui, lorsqu'il était vice-Premier ministre de la Russie en 1997, avait affirmé la nécessité de mettre en œuvre des mesures impopulaires douloureuses et d'en finir avec les « innombrables avantages sociaux ». Aiguillonnée par la haine générale des oligarques petits et grands comme de la corruption omniprésente, et avide de popularité, Ioulia Timochenko, nommée Premier ministre en janvier 2005,

annonce une révision des privatisations antérieures, alarmant oligarques et banquiers étrangers, qui gèrent leurs dépôts délocalisés. Devant la pression, Timochenko recule et ne révise qu'à la marge quelques menues privatisations. Son gouvernement est bientôt touché par des scandales. L'Ukraine achète alors le gaz russe à un tarif préférentiel ; des oligarques ukrainiens le revendent alors en Europe au tarif mondial *via* l'Ukraine ; l'épouse du ministre de la Justice, Roman Zvaritch, ancien citoyen américain, co-organise ce trafic très juteux. Le président et son Premier ministre concoctent une loi l'interdisant, avant de se déchirer. Sans surprise, Zvaritch vote contre. Le président se débarrasse de la dame à la fausse tresse blonde en septembre, puis nomme Premier ministre son ancien rival Ianoukovitch.

Avant que la « révolution orange » ne se dénoue ainsi, dans le jeu des combinaisons douteuses, un troisième avertissement sonne aux oreilles de Poutine : la révolution dite des tulipes, ou parfois des citrons, balaie le régime clanique corrompu jusqu'à la moelle du président kirghize Askar Akaiev. Le Kirghizistan est l'une des anciennes républiques soviétiques les plus misérables ; un pays où 15 % du PIB viennent du travail des enfants, où des gamines, pour survivre, se prostituent pour un dollar, voire moins, un pays, enfin, ravagé par des conflits entre le Nord et le Sud et que le clan présidentiel rackette. L'opposition dénonce les fraudes aux élections législatives de mars 2005, puis, le 24 mars, envahit le siège du gouvernement d'Akaiev, qui s'enfuit, abandonné par l'armée, contrôlée par l'ambassade américaine, qui l'invite à ne pas obéir au président et à ne pas entraver la « révolution ».

Les années précédentes, le Pentagone avait en effet invité des groupes d'officiers à des stages de formation gratuits aux États-Unis. L'ambassadeur américain au Kirghizistan Stephen Young déclare alors candidement : « On est fier d'avoir soutenu la révolution. Nous avons porté notre soutien, notre aide financière annuelle à l'opposition à 30 millions de dollars. C'est une augmentation sensible, conforme aux instructions du Département d'État[4]. » La « démocratie » n'a pas de prix, mais elle a un coût.

La journaliste Natalie Nougayrède décrit le déploiement dans la capitale, Bichkek, à la veille du scrutin de « tout l'arsenal

des fondations américaines qui ont soutenu les oppositions en Serbie, en Géorgie et en Ukraine, notamment le National Democratic Institute ». Elle ajoute : « Pratiquement tout ce que le Kirghizistan compte comme société civile est financé par des fondations ou par des aides directes occidentales, en premier lieu le programme étatique américain USAID », qui commence à se déployer en Russie. Edil Baisalov, l'activiste khirgize et président de Coalition for Democracy and Civil Society, explique naïvement la continuité de l'intervention américaine dans les diverses « révolutions de couleur ». Il raconte son « émerveillement » devant les événements à Kiev, où il s'est rendu grâce à des financements américains et d'où il est revenu « converti[5] ». Il n'est pas le seul.

Ces « révolutions » complètent le tableau qu'annonçait déjà l'affaire Khodorkovski ; après sa réélection triomphale, Poutine infléchit donc sa politique dans deux sens complémentaires : il entreprend la seconde phase de la recentralisation de l'État et renforce son contrôle sur quelques secteurs de l'économie jugés essentiels (pétrole, gaz, industrie d'armement), tout en poursuivant la privatisation des secteurs que l'appareil de l'État ne juge pas strictement indispensables à son maintien, à son renforcement et aux ponctions des clans au pouvoir.

Poutine veut d'abord accélérer le contrôle étatique du secteur des hydrocarbures. Guerman Gref, ministre du Développement économique et président du conseil d'administration de la compagnie pétrolière Rosneft jusqu'en juillet 2003, avait contribué à sa privatisation partielle et désirait sa fusion avec Gazprom. Au début de 2004, Poutine abandonne ce projet et décide que les deux entreprises doivent devenir les bras du Kremlin, chacune dans son secteur. En juillet 2004, il nomme Igor Setchine, ancien des services secrets de l'armée soviétique (le SVR), président du conseil d'administration de Rosneft qui, en décembre 2004, met la main sur Yuganskneftgaz, actif-clé du groupe Ioukos, pour 9,35 milliards de dollars. En juin 2005, l'État augmente sa part de 38 à 50,1 % dans Gazprom, présidé par Alexeï Miller, qui a travaillé avec Poutine au département des relations économiques extérieures de Saint-Pétersbourg. Poutine étend ce schéma de semi-privatisation à de nombreuses entreprises jugées stratégiques.

En 2006, une loi accorde à Gazprom le droit exclusif d'exporter du gaz naturel russe en Europe ; le gouvernement impose différentes taxes d'export sur les dérivés pétroliers négociées avec chaque pays importateur. L'État en retire des ressources importantes. Ainsi, en 2007-2008, les recettes de Gazprom contribuent à plus de 25 % de celles du gouvernement. Les dividendes du gaz et des produits pétroliers ont, de 1999 à 2008, représenté plus de 50 % des recettes de l'État. Lorsque le prix du baril de pétrole est supérieur à 91 dollars, tout l'excédent est transféré au fonds souverain.

Pour poursuivre la recentralisation de l'appareil d'État, Poutine supprime l'élection des gouverneurs. Là encore, il procède lentement. Le 4 février 2005, il effectue sa première nomination d'un gouverneur et se contente de confirmer à la tête du Primorié (région de Vladivostok) le gouverneur précédemment élu, le très corrompu Sergueï Darkine. Trois jours plus tard se tient la dernière élection d'un gouverneur dans le district autonome des Nenets. Poutine crée aussi une nouvelle institution : une Chambre civique, dénuée de tout pouvoir, qui réunit des membres censés représenter la société civile et tous nommés par lui.

Une loi dite 122, qui entre en application le 1er janvier 2005, supprime une large palette d'avantages sociaux dont bénéficiaient les vétérans de la dernière guerre et de la guerre de Tchétchénie, les retraités, les familles nombreuses et les militaires (gratuité des transports ou tarifs réduits, soins médicaux et médicaments gratuits, tarifs réduits de gaz et d'électricité, gratuité de la correspondance pour les soldats, qui ne perçoivent pas la moindre solde). Le gouvernement prétend compenser ces avantages liquidés par une indemnité monétaire qui n'en couvre en réalité qu'une infime partie.

Anna Politkovskaïa décrit les lourdes conséquences de cette (contre) réforme, conforme aux exigences universelles du FMI, de la Banque mondiale et de la Commission européenne : « Les handicapés n'ont plus droit à des médicaments gratuits. Pour eux cela signifie la mort tout simplement. Leurs pensions sont misérables et suffisent à peine à se procurer de quoi ne pas mourir de faim. » Quant aux vétérans de la guerre de Tchétchénie, ils bénéficiaient presque tous de divers avantages

sociaux, d'autant plus importants pour eux que personne ne veut embaucher des rescapés de cette guerre féroce, ravagés par ses horreurs et qui se refugient trop souvent dans l'alcool ou la drogue. « Ils étaient déjà pauvres ; maintenant c'est l'indigence totale qui les attend. Les blessés et les handicapés mourront faute de soins. Et ceux qui ont réussi à s'inscrire à l'université seront obligés d'abandonner car ils n'auront pas les moyens de payer leurs études plein tarif[6]. » Poutine a, en effet, prolongé et aggravé la liquidation entamée par Eltsine de l'héritage soviétique des études universitaires gratuites. Elles sont devenues inaccessibles aux couches les plus pauvres. Les vétérans de plus en plus rares de la Grande Guerre patriotique (1941-1945), glorifiée dans les médias et les défilés d'unité nationale du 4 novembre, se voient retirer la gratuité des transports et d'autres avantages sociaux. La loi 122 frappe aussi les mères de soldats tués en Tchétchénie. Jusqu'au 1er janvier 2005, elles pouvaient, grâce à la loi sur les vétérans, bénéficier comme eux de titres de transport gratuits, se faire soigner gratuitement, ne payer que la moitié de leurs factures de téléphone et de télévision. La loi 122 remplace tous ces avantages par une allocation mensuelle misérable de 150 roubles (soit, à l'époque, 5 euros), que les mères de Krasnoïarsk, puis de Togliatti (la ville de l'usine d'automobiles Avtovaz) et de plusieurs autres considèrent comme une insulte et renvoient à Poutine.

L'ensemble de ce dispositif de la « monétarisation » révolte les victimes. Début 2005, des dizaines de milliers de retraités, de vétérans, de mères de famille et de soldats (200 000 à 400 000 selon les estimations) descendent spontanément dans les rues à travers toute la Russie. Aucun des partis institutionnels (ni, bien entendu, aucune instance du syndicat officiel, la FNPR) ne les y a appelés, aucun n'organise une manifestation de soutien. L'abîme apparaît ainsi béant entre la noria des candidats à la députation et la masse de la population, peu intéressée par les dénonciations des fraudes, par ailleurs bien réelles, aux élections, qui sont le souci premier, voire unique, des candidats démocrates battus. Pourquoi la masse de la population partagerait-elle leur indignation alors qu'Anna Politkovskaïa, démocrate elle-même, constate avec dépit que les gens de son camp ne s'intéressent pas à la protestation des victimes de

la loi 122 sur laquelle, dit-elle, « les démocrates, comme toujours, se sont faits étonnamment discrets[7] » ? Les nationaux-bolcheviks d'Edouard Limonov et le parti communiste finissent par prendre le train en marche. Les démocrates n'y monteront jamais. Pour eux, en effet, les acquis sociaux sont autant d'entraves au libre fonctionnement des lois du marché.

Une seconde mesure gouvernementale de Poutine, dont les conséquences dramatiques apparaîtront pleinement en 2010, détricote un peu plus l'héritage des acquis sociaux de l'époque soviétique. En 2006 encore, l'année même où il fait un nouveau cadeau aux oligarques et à la nouvelle petite bourgeoisie de la « classe moyenne » en faisant voter la suppression des droits de succession, il fait adopter par la Douma un nouveau code forestier qui décentralise la gestion des forêts confiée aux autorités régionales et locales chargées de financer leur entretien avec les subsides reçus de l'État qu'en général elles se mettent dans la poche. La loi entre en vigueur le 1er janvier 2009 et débouche sur la privatisation de nombreuses forêts. Les exploitants sont désormais responsables de leur sécurité. Les géants de l'industrie du bois et du papier mettent la main sur leur gestion. Dans les mois qui suivent, 70 000 postes de gardes forestiers sont supprimés. Le réseau de surveillance, avec des tours d'observation permettant de repérer les départs de feu qui étaient alors neutralisés avant de faire des dégâts, les équipes entraînées avec tout le matériel nécessaire, tout cela est liquidé. Dmitri Tchouïko, conseiller de la direction du géant papetier Ilim, dont le Premier ministre et futur président, Dmitri Medvedev, fut un temps le conseiller juridique et l'associé, déclare : « Le code forestier nous est favorable, il protège les intérêts des grandes entreprises du secteur[8]. » Il favorise outrageusement les grands lobbies industriels. L'organisme expérimenté de protection aérienne des forêts, Avialesookhrana, est disloqué région par région, puis démantelé et enfin détruit. La Russie ne compte plus alors que 22 000 pompiers pour tout le pays. D'immenses zones boisées sont bradées dans toute la Russie comme terrains de chasse pour une bouchée de pain. L'un des protégés de Poutine jusqu'en août 2015, Vladimir Iakounine, longtemps président des chemins de fer russes, a ainsi acquis pour un prix d'ami un terrain de chasse de 75 000 hectares

non loin de Saint-Pétersbourg. Les bureaucraties régionales se remplissent les poches en liquidant ainsi des zones forestières entières, dans la plus grande indifférence du pouvoir exécutif.

La privatisation montre là son caractère destructeur. Un journaliste russe, écrivant au lendemain du terrible incendie qui ravagea les forêts russes en août 2010, insiste sur l'ampleur du phénomène. Soulignant que le système de protection et de contrôle de l'exploitation forestière, jadis très efficace, avait été entièrement démantelé du jour au lendemain, il s'indigne : « Trois ans se sont écoulés depuis que l'encre de la signature de Poutine a séché au bas du document. Combien de surfaces boisées ont-elles depuis été massacrées de manière barbare, sans aucune organisation et sans le moindre souci de reforestation ? Combien de dizaines de milliers d'hectares ont-ils brûlé par manque d'entretien ? Tout cela pour pouvoir engranger, grâce à la corruption, des tas d'argent contre des tas de bois[9]. »

Dans *Expert*, quatre journalistes écrivent : « Les rares gardes forestiers se sont transformés en fonctionnaires occupés à remplir d'innombrables fiches […]. Les réductions d'effectifs des brigades de protection font que le pays ne peut plus contrôler en permanence, jour après jour, les 70 % du territoire couverts de forêts appartenant à l'État. » Selon la chercheuse Alexandra Volokitina, « personne ne doute que la forêt russe soit la proie d'un drame mis en place sciemment. Jamais ce secteur n'avait été soumis à une destruction stratégique et systématique de cette ampleur […]. Le service de protection des forêts a pratiquement été dissous[10] ».

La même année 2006, Poutine fait adopter un nouveau code du logement, qui prévoit la privatisation complète des services d'entretien des immeubles en 2007 et la totale libération des tarifs des services communaux (eau, gaz, électricité) pour 2009. La loi du 4 juillet 1991 avait transféré aux habitants qui le souhaitaient la propriété du logement qu'ils occupaient dans le secteur public, moyennant une contrepartie très faible. Le nouveau code du logement vise à transférer la gestion des immeubles des services municipaux à des sociétés privées, dont les deux principales à cette époque sont le groupe Renova, dirigé par Viktor Vekselberg (avec un chiffre d'affaires d'un milliard de dollars) et Rosvodokanal, fondée conjointement par Alfa-Bank

et la Deutsche Bank. La mesure provoque un vaste mouvement de protestation. Du temps de l'URSS, l'entretien des immeubles, totalement à la charge des soviets municipaux, était souvent très sommaire, mais, à sa chute, il a été abandonné, qu'il soit devenu purement formel ou effectué à coups de combines coûteuses. De nombreux immeubles n'avaient donc pas été entretenus depuis près d'un quart de siècle.

Le 1er janvier 2007, une nouvelle réforme facilite les expulsions de locataires du parc social pour impayés ou insalubrité et transfère les frais de gestion et d'entretien des immeubles sur les propriétaires et les locataires à la place de l'État et des collectivités locales. Ces dernières confient les travaux à des sociétés privées qui, fréquemment, facturent des travaux imaginaires ou inachevés. Quelques milliers de personnes protestent, organisent des rassemblements dans une dizaine de villes les 18-19 février 2006, puis, privé de relais syndical et politique, le mouvement se tarit.

La recomposition de la « verticale du pouvoir » s'avère délicate dès qu'elle touche à la jonction de la politique et des affaires. Au début de septembre 2006, le vice-président de la Banque centrale, Andreï Kozlov, est assassiné. C'est la première fois qu'un haut dirigeant d'une instance de l'État est abattu : au nom des intérêts de l'État, il voulait imposer une réglementation des échanges financiers qui se révélait fâcheuse pour les trafics mafieux et le blanchiment d'argent qu'ils génèrent. La presse attribue son assassinat à la mafia, mais la mafia a bon dos. Le tueur, resté inconnu, exécutait peut-être la commande d'un clan du pouvoir, gêné par la rigueur de Kozlov.

Le raidissement intérieur marqué par la recentralisation du pouvoir n'empêche nullement le Kremlin de continuer à courtiser Washington et de se montrer complaisant à l'égard de ses exigences. En décembre 2005, le président du conseil d'administration de Rosneft, Igor Setchine, propose à Donald Evans, ancien ministre américain du Commerce et ami d'enfance de George W. Bush, de devenir président de la compagnie[11]. Sans succès.

Dans son adresse à la Douma, en date du 10 mai 2006, Poutine joue profil bas : en pourcentage du PIB, les dépenses militaires de la Russie sont, dit-il, comparables à celles de la France

et de la Grande-Bretagne, voire inférieures, ajoutant : « Elles sont sans commune mesure avec celles de États-Unis ; en valeur absolue, leur budget militaire est presque 25 fois supérieur à celui de la Russie[12]. » Raison de plus pour faire patte de velours.

Ainsi, un document du ministère des Affaires étrangères de Russie de mars 2007 présente les relations entre la Russie et les États-Unis sous un jour idyllique : « Lorsque la Russie et les États-Unis sont amenés à travailler ensemble, ils parviennent généralement à s'entendre sur des solutions viables. Nous tenons à ce que ce soit précisément cette pratique qui s'affirme dans nos relations avec nos partenaires américains. […] Les relations avec les États-Unis ont, ces dernières années, connu principalement une dynamique positive[13]. »

Le 25 mai 2007, Poutine fait voter par une Douma unanime le droit pour le président d'accorder aux troupes de l'OTAN le passage par le sol russe en cas de besoin. Quelques jours plus tard, il répond à la volonté des États-Unis d'installer une base de missiles en Pologne contre l'Iran en leur proposant, après quelques rodomontades, d'intégrer une base russe en Azerbaïdjan, juste en face de l'Iran.

En juin 2007, au Forum économique de Saint-Pétersbourg, il suggère aux dirigeants du G8 qu'Américains et Russes partagent deux stations radars, l'une, azérie, à Gabal et une autre dans le Sud de la Russie. Il affirme la nécessité d'une « approche libérale », expression qu'il répète plusieurs fois, et critique même le protectionnisme de l'OMC, dont c'est bien le dernier péché puisqu'il s'attaque systématiquement aux barrières économiques que les États, ici et là, tentent d'opposer à la pénétration incontrôlée des multinationales.

À ce même forum économique, Poutine propose aux Américains d'installer à Moscou un centre d'informations communes. Dmitri Orlov, directeur général de l'Agence de communication politique et économique, s'enflamme à propos de son attitude vis-à-vis des « grands pays occidentaux. Toutes ses propositions, au lieu de créer un champ de confrontation, créent un champ de coopération[14] ». Trois mois plus tard, en septembre 2007, l'ancien Premier ministre Evgueni Primakov rappelle que « la Russie a aidé les États-Unis à obtenir des bases aériennes dans les anciennes républiques centre-asiatiques[15] ».

Dans ce prétendu partenariat, le rapport de force s'avère très inégal, tant la différence de potentiel économique est énorme. La Russie vient en effet tout juste de retrouver le PIB de 1991, l'année de l'effondrement économique et politique de l'Union soviétique. Cette coopération n'empêche pas Poutine d'utiliser le spectre des « révolutions de couleur » dans sa propagande patriotique. Au rassemblement de ses partisans au stade Loujniki de Moscou, le 21 novembre 2007, il qualifie ses opposants de « chacals » et déclare : « Malheureusement, il y a toujours dans notre pays des personnes qui s'infiltrent par le biais des ambassades étrangères, qui comptent sur le soutien de fonds et de gouvernements étrangers, mais pas sur leurs propres concitoyens[16]. »

En mars 2006, Poutine constitue une commission militaro-industrielle (VPK) pour superviser l'ensemble des agences et ministères chargés de l'armement et des secteurs civils et militaires de l'économie afin de rationaliser les commandes de matériel et les investissements dans un secteur ravagé par les conflits d'intérêts et la corruption. À cette fin, il nomme en février 2007 Anatoli Serdioukov ministre de la Défense avec la double mission de moderniser l'armée et de l'alléger de propriétés foncières et immobilières officiellement inutilisées. Si en 2007 la Russie vend pour 7,55 milliards de dollars d'armement à l'étranger, en 2008, elle en vendra pour 8,35 milliards. Mais cette entreprise de rationalisation se heurte à de nombreuses difficultés qui aboutissent à des retards de livraison, voire à la livraison d'appareils défectueux. Ainsi, en 2008, l'Algérie refuse d'accepter les chasseurs livrés par la Russie dans lesquels elle détecte plusieurs défauts de fabrication.

Pour tenter de relever l'économie, Poutine, de janvier 2004 à décembre 2007, forme neuf corporations d'État (dont sept sur neuf créées pendant la seule année 2007), publiques à 100 % mais disposant d'un statut particulier. Elles ont été créées pour faire face à une situation que Dmitri Orlov résume par une formule dans un article des *Izvestia* : « Nous devons absolument devenir concurrentiels, mais cela va prendre des décennies[17]. » Un haut fonctionnaire du ministère des Finances explique qu'en Russie les investisseurs privés veulent tous un profit à court terme et que seul l'État peut donc lancer des projets à long

terme. Or, la Russie manque d'autoroutes, son réseau ferroviaire est à la traîne, la flotte aérienne des lignes intérieures a besoin d'être renouvelée et le réseau électrique est très inférieur aux besoins.

Ces neuf corporations peuvent mener des projets avec des investisseurs privés. Leur liste couvre un vaste champ : 1) L'agence pour l'assurance des dépôts bancaires, créée en janvier 2004, assure les dépôts bancaires et tient un registre des banques fiables ; 2) L'OAK, groupe aéronautique unifié créé en février 2006, qui regroupe toutes les entreprises de l'aéronautique civile et militaire, doit sauvegarder et développer leur potentiel, assurer la sécurité et la capacité défensive de l'État ; 3) L'OSK (compagnie pour la construction navale) regroupe les grands chantiers navals, civils et militaires, et tout ce qui concerne les équipements de construction navale ; 4) La Banque de développement, créée sur la base de la Vnesheconombank (banque du commerce extérieur) et de quelques autres banques, finance des projets en Russie et à l'étranger ; 5) La Fondation pour la réforme des services communaux vise à favoriser la rénovation de l'habitat ; 6) La Rosnanortech est destinée à promouvoir le potentiel scientifique russe dans les nanotechnologies ; 7) Olympstroï est chargée d'assurer avec des partenaires privés l'aménagement du site de Sotchi pour les jeux Olympiques d'hiver ; 8) Rostechnologies, créée sur la base de Rosoborononexport, l'agence fédérale d'exportation des armements, doit développer les hautes technologies ; 9) Rosatom regroupe toutes les activités nucléaires civiles et militaires.

Ces corporations relèvent de l'autorité du président, qui nomme leurs directeurs généraux. Une fois créées, elles prennent possession des propriétés d'État dans le secteur qui les concerne et sont autorisées à effectuer toute transaction autour de ces propriétés et à susciter des filiales par actions susceptibles d'être introduites en Bourse. Leur autonomie financière est totale. Non intégrés au budget de l'État, leurs profits sont censés être réinvestis. L'État prévoit de leur accorder d'ici la fin 2008 33 milliards de dollars d'actifs. Selon l'économiste Mikhaïl Deliaguine, « il s'agit en somme d'une privatisation gratuite de la propriété et des fonds publics », puisque « les actifs transmis par l'État deviennent la propriété de la corporation ». Pour Poutine, ces

corporations devront dans un futur proche être « totalement privatisées[18] ».

Le président mène une politique similaire vis-à-vis de certains grands trusts hérités de l'URSS. Le grand trust automobile Avtovaz de la ville de Togliatti, à 1000 kilomètres au sud-est de Moscou, illustre les difficultés de l'entreprise tombée, à l'époque d'Eltsine, entre les mains de bandes mafieuses qui la pillaient à loisir, en collaboration avec Boris Berezovski. Avtovaz, située sur un site de 6000 hectares, compte 105000 salariés en 2007 ; modèle typique de l'entreprise soviétique, elle chapeaute les hôpitaux de la ville, des sanatoriums, des crèches, des piscines, des hôtels, une chaîne de télévision locale et une entreprise de BTP ; elle leur fournit à tous l'électricité. Outre ses quatre lignes d'assemblage, elle comprend une usine sidérurgique, des unités de production de matières plastiques, de composants automobiles, une immense centrale thermique et des ateliers pour produire ses propres machines-outils. En 2005, Poutine nomme à la tête de la compagnie un nouveau directeur, un ancien des services de renseignements militaires, qui limoge le conseil d'administration, demande des poursuites contre douze de ses membres et remplace entièrement le service d'ordre de l'usine. Le président destitue également les procureurs de Togliatti et de Samara, complices de la mafia.

Poutine cherche parallèlement des investisseurs étrangers. En 2007, année où Avtovaz produit 735840 véhicules destinés au marché russe, Renault investit un milliard de dollars et prend 25 % du capital de la compagnie, dont les salariés gagnent alors en moyenne 750 dollars par mois. L'État promet de subventionner l'usine pendant trois ans, entre autres pour se débarrasser des « infrastructures sociales », qui emploient 8000 personnes. La nouvelle direction se propose ensuite de diviser le groupe en cinq filiales distinctes (production automobile, emboutissage, plasturgie, métallurgie, production de machines-outils) afin d'ouvrir leur capital à des investisseurs *ad hoc*. Elle vise l'acquisition de 40 % du marché russe en 2016, soit 1,6 million de véhicules. Pour y parvenir, elle veut réduire massivement la main-d'œuvre. En 2010, Avtovaz aura supprimé 30000 postes de travail et dégagé un profit net de 3,1 milliards de roubles, soit 80 millions d'euros. Mais pour Renault, qui, sur l'insistance de

Poutine, élèvera alors sa participation à 50 % du capital, cette saignée n'est qu'un début. Le P-DG de Renault, Carlos Ghosn, veut ramener le nombre d'ouvriers d'Avtovaz en dessous de 40 000.

Quand le Premier ministre Mikhaïl Fradkov affirme son hostilité à la concentration de nombreux actifs dans le secteur public, Poutine provoque puis accepte sa démission le 12 septembre 2007. Il le remplace par Viktor Zoubkov, ancien responsable de sovkhoze dans la région de Leningrad, devenu son premier adjoint, responsable des relations extérieures à la mairie de Saint Pétersbourg ; en 1993, il avait dirigé le service régional des impôts, puis, en 2001, le service fédéral de la sûreté financière, avec pour mission de faire sortir la Russie de la liste noire du GAFI, le groupe d'action financière spécialisé dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ce qu'il avait obtenu en 2003.

Dans « Qui dirige la Russie ? », Jean-Robert Raviot tire un bilan de la réorganisation du pouvoir politique opérée par Poutine : « La recentralisation prive les féodalités régionales et leurs chefs très influents pendant les années 90 de leur autonomie politique. Les barons les plus puissants doivent prêter allégeance au Kremlin. Enfin, au cours du second mandat présidentiel de V. Poutine, les hauts responsables de l'exécutif – gouvernement et administration présidentielle – font une entrée massive dans les directoires et conseils d'administration des grands groupes russes. L'autonomie politique des principaux dirigeants industriels et financiers qui a caractérisé les années 1990, dont les "oligarques" furent le symbole, est réduite à néant[19]. »

Cette réorganisation ne donne pas d'atouts supplémentaires à la Russie pour faire face à la crise financière qui frappe le monde avec l'annonce aux États-Unis, à la fin de 2006, de la bulle des subprimes, ces crédits immobiliers accordés massivement à des débiteurs sans le sou incapables de rembourser leurs prêts. Au début de février 2007, la banque HSBC annonce une perte potentielle de 10,5 milliards de dollars sur ces subprimes. En mars 2008, l'une des cinq grandes banques d'investissement de Wall Street, Bear Stearns, fait faillite. L'État américain aide la banque JPMorgan Chase à la racheter pour tenter d'enrayer l'expansion de la crise.

En mai 2008, Dmitri Medvedev devient président de la Russie et nomme Poutine Premier ministre. Le pays semble un moment pouvoir échapper au marasme grâce à la hausse permanente du prix du pétrole. Le baril monte à 147 dollars en juillet. Plus dure sera la chute.

4

Un syndicat aux ordres

Dès la fin des années 1920, les syndicats sont devenus en Union soviétique une simple « courroie de transmission » du parti communiste au pouvoir. Le terme est d'ailleurs utilisé très officiellement. À la tête de chaque entreprise se trouve une troïka : le directeur, les secrétaires du PCUS et le secrétaire de la section syndicale. Ce dernier et le directeur sont l'un et l'autre membres du parti communiste, mais dans cette troïka le « syndicaliste » a un rôle subordonné d'adjoint et d'exécutant : il doit contribuer à faire remplir les tâches définies par l'État et le parti, voire dénoncer à l'appareil du parti les mauvaises têtes, les trublions, qui critiquent tel ou tel aspect – même mineur – de la politique du PCUS, de son appendice syndical et de la direction. Si après la mort de Staline, l'appareil syndical défend souvent les ivrognes et les absentéistes, il ne prend jamais parti pour ces trouble-fête.

De plus, au fil des années, il est amené à gérer les avantages sociaux, très maigres au début, mais qui, à partir de l'ère Khrouchtchev, tendent à s'accroître. Il s'occupe d'un réseau de plus en plus large de maisons de repos et de vacances, dites sanatoriums, distribue les bons gratuits dont bénéficient les ouvriers jugés les plus méritants par l'appareil. Chargé de garantir la paix sociale, il a, dès cette période, son mot à dire sur les licenciements, qui exigent son accord, qu'il donne pour un licenciement politique – cas très rare – mais qu'il rechigne en général à donner pour tout autre motif. En deux mots, ce syndicat vertical intégré peut défendre individuellement des

travailleurs, mais ne soutiendra jamais une protestation et moins encore une action revendicative collective.

La puissance apparente du syndicat est énorme, puisque tous les travailleurs sont syndiqués : la cotisation syndicale est en effet prélevée directement sur la feuille de paye. Elle est automatique et donc obligatoire ; le syndicat dans l'entreprise rassemble tous les personnels, du directeur au gardien de l'usine. C'est un syndicat vertical typiquement corporatiste… à la seule nuance près que le directeur de l'entreprise n'est pas un patron de type capitaliste. Il représente l'État et non des intérêts privés.

Les dirigeants des fédérations et du Conseil central des « syndicats » officiels ne sont pas élus par les syndiqués ou leurs délégués ; ils appartiennent à la « nomenklatura » du secrétariat du Comité central, c'est-à-dire qu'ils jouent un rôle essentiel au fonctionnement de l'État, qui compte environ 40 000 postes jugés capitaux, et sont donc nommés ou validés par ce secrétariat. À la mort de Iouri Andropov, en 1985, les syndicats officiels rassemblent 125 millions de membres !

Un épisode curieux souligne leur fonction politique et sociale réelle. En 1967, Leonid Brejnev veut se débarrasser de l'ancien président du KGB, Alexandre Chelepine, qui l'avait aidé en 1964 à éliminer Khrouchtchev ; il le nomme président du Conseil central des syndicats. Cet exemple, unique dans l'Histoire, de la nomination d'un ancien chef de la police politique à la tête des syndicats révèle mieux que tout leur véritable visage.

Le syndicat officiel et unique fonctionne comme un cogestionnaire de l'entreprise, tâche facilitée par le maintien du plein-emploi. Il n'y a pas de chômage en URSS, sauf pour les rares victimes de discrimination ou de répression politique. Le syndicat doit contribuer à la réalisation des objectifs fixés par la direction du PCUS. Au fil des années, il apparaît cependant de plus en plus incapable de le faire. Le député PCF de Longwy Antoine Porcu, en délégation en URSS en 1967, est ainsi invité à visiter une usine. À sa grande surprise, il constate que la grande majorité des ouvriers ne font rien ou presque. Me rendant avec une délégation à Leningrad dans l'usine de turbines dite du XXIIe congrès en avril 1970, je fais le même constat : à l'arrivée de la délégation, qui comprend plusieurs officiels soviétiques et des pays de l'Est, la grande majorité

des ouvriers discutent, fument, mâchonnent un sandwich, etc., et ne se remettent pas au travail ! L'appareil du parti et des syndicats est incapable de faire face à cette résistance passive, qui engendre une productivité du travail quatre fois inférieure à celle des États-Unis ou des États européens et rend l'économie soviétique de plus en plus fragile face à celles des grands pays capitalistes.

La crise politique ouverte par la perestroïka transforme pourtant ici et là le mécontentement ou la résistance passive de la classe ouvrière en protestation ouverte et débouche sur des grèves en dehors du syndicat officiel et donc contre lui. Le moment décisif est la grève massive des mineurs de juillet 1989, qui ébranle tout l'édifice. Au milieu de ce mouvement, la *Pravda* affolée titre : « L'opposition de deux forces ne peut durer indéfiniment. » Le président du comité de grève de Kemerovo, Teimouraz Avaliani, affirme la nécessité de créer de nouveaux syndicats. Faute de changer le contenu, le pouvoir pense modifier les apparences. Dès 1999, le Conseil central des syndicats se rebaptise en hâte Fédération nationale des syndicats indépendants (initiales russes : FNPR) sans changer de nature.

La chute brutale de l'URSS, qui, en septembre 1991, explose en une quinzaine d'États plus ou moins indépendants les uns des autres, modifie la donne. Le PCUS, dissous, s'effondre, mais la FNPR garde en Russie l'essentiel du grand patrimoine immobilier de l'ancien Conseil central des syndicats, à commencer par ses centres de vacances ; la cotisation au syndicat (désormais) officieux est toujours prélevée directement sur la feuille de paye. Le travailleur qui veut quitter la FNPR, pour adhérer ou non aux syndicats indépendants qui tentent de se constituer très difficilement ici ou là, doit le demander par lettre à la direction. Le service comptable avertit la direction, qui peut faire la sourde oreille, ou menacer, voire licencier le (ou les) audacieu(x).

L'effondrement social qui marque les années 1990 ébranle toutefois la FNPR. En mars 1992, le gouvernement Eltsine-Gaïdar libère les prix et une inflation à trois chiffres dévale sur la Russie. La FNPR s'engage à fond dans la coopération organique avec l'État et le patronat émergent. Mais elle doit, pour répondre à la colère qui monte contre la dégradation

brutale des conditions de travail et de vie, organiser, en 1992, une journée nationale d'action qui rassemble environ un million de travailleurs.

Le gouvernement réagit en proposant à la FNPR, qui accepte, d'entrer dans une commission tripartite formée de représentants du gouvernement, de l'Union des industriels et des entrepreneurs du patronat émergent ou des directeurs d'entreprises d'État. Cette étroite coopération au sommet s'appuie sur une coopération plus étroite encore au niveau des entreprises entre les cadres de la FNPR et les directeurs, ou anciens directeurs, avec lesquels ils collaboraient du temps de l'URSS.

Le président de la FNPR de la région d'Iekaterinbourg le dit nettement : « Il est impossible de considérer de façon absolument négative le fait que la direction et le syndicat soient souvent très proches et entretiennent de bonnes relations depuis longtemps[1]. » Certains vont encore plus loin. Des responsables de la FNPR des usines Mostransgaz déclarent : « On discute ensemble des problèmes avec la direction. Parfois elle apporte une meilleure solution quand elle connaît mieux le problème [...]. La direction est généralement compréhensive[2]. » Le « partenariat » vire souvent à la subordination ou à la soumission clientéliste.

Le président du syndicat de l'usine des pièces pour camions de Iaroslavl s'interroge en 1999 sur les résultats de ce partenariat : « Notre directeur est membre du syndicat. Nous n'avons pas de mouvement ouvrier, parce que nous n'avons pas de classe d'employeurs, de vrais patrons avec des intérêts et un pouvoir clairement opposés aux nôtres[3]. » Les directeurs ont pourtant tendance à regarder leurs entreprises comme une source de rentes, voire de pillage.

L'année 1993 marque un infléchissement dans ce partenariat social. En octobre, un conflit éclate entre le Parlement et le gouvernement. Eltsine envoie les chars bombarder la Maison blanche au prix de quelque 200 morts. Le secrétaire général de la FNPR, Igor Klotchkov, appelle à la grève générale contre le gouvernement. Dès sa victoire assurée, Eltsine exige le limogeage de Klotchkov, remplacé par Mikhaïl Chmakov, qui met en place une collaboration resserrée avec le gouvernement.

Huit mois plus tôt, en février 1993, alors que j'étais secrétaire national du syndicat FO des enseignants, j'avais pris la parole aux côtés de ce même Chmakov devant près de 600 enseignants grévistes rassemblés en plein air en face du parc Gorki, par moins 12 ou 13 °C. La volonté obstinée de Chmakov de persuader les grévistes, sous-payés, affamés, voire, pour certains, déguenillés, de reprendre le travail sans tarder… et sans avoir rien obtenu avait valu un accueil glacial à ce « syndicaliste » d'État, formé à une époque où le mot grève même était interdit et plus soucieux de ses rapports avec les autorités qu'avec les syndiqués.

Avec la nomination de cet ancien secrétaire du « syndicat » officiel des personnels de la défense, l'opposition du syndicat au pouvoir se fait de plus en plus rhétorique et ses dirigeants évitent l'affrontement peut-être « par crainte d'une interdiction (qui impliquerait la perte des biens appartenant à la fédération) ou d'une dégradation de leur position au sein des instances nationales de négociation. Sa direction ne mène plus aucune action collective de contestation[4] ». Pourtant, les gouvernements qui se succèdent laissent peu à peu tomber les instances tripartites du partenariat social, qu'ils convoquent de plus en plus rarement. Jusqu'en 1999, la FNPR organise encore deux fois par an une rituelle « action nationale de contestation », journée d'action sans grève, qu'elle supprimera dès l'élection de Poutine.

Parallèlement, le pouvoir retire à la FNPR une partie des fonctions sociales qu'elle remplissait à l'époque de l'URSS : le fonds des pensions qu'elle gérait est placé sous la tutelle du gouvernement, le fonds d'assurance-maladie sous celle du ministère de la Santé, le fonds d'assurance sociale sous celle du ministère de la Protection sociale et le fonds de l'emploi sous celle du service fédéral de l'emploi. Malgré cette déperdition, la FNPR tient bon sur la gestion du secteur social qui lui reste. Le syndicat de l'entreprise continue ainsi à gérer les restes des œuvres sociales (logements, cliniques, crèches, camps de vacances, centres culturels et sportifs, aide sociale) que les entreprises d'État financent plus ou moins, mais dont les entreprises privatisées tentent de réduire au maximum la part. Ce patrimoine immobilier donne à la direction de la FNPR une

assise matérielle considérable et lui permet à l'occasion de réaliser des affaires financières juteuses.

Le président du comité de la FNPR de l'usine ZIL (ancienne usine automobile ZIS de l'époque stalinienne, rebaptisée ZIL en 1956) évoque ce changement en déclarant : « Nous essayons de conserver des camps de vacances, des jardins d'enfants, pour aider à l'éducation des enfants. » Plus nette encore, une responsable de la FNPR de l'usine Istok affirme : « On s'occupe avant tout des questions sociales, c'est devenu notre priorité avec l'aggravation des difficultés de la vie. On essaie d'aider à surmonter les difficultés financières passagères, selon la situation particulière de chacun. Notre priorité est bien sûr d'éviter que les enfants souffrent trop de la crise sociale. C'est pour ça qu'on cherche à maintenir les camps de vacances et puis on imagine d'autres moyens d'aider. » Elle illustre cette transformation du syndicat en organisme d'assistanat social en expliquant : « Par exemple on fait en sorte de permettre aux femmes d'avoir un travail complémentaire[5] », qui, s'ajoutant à la journée de travail, signifie un allongement de sa durée, que réclament les représentants du patronat. Ainsi, l'oligarque Mikhaïl Prokhorov, au nom de l'Union russe des industriels et des entrepreneurs (RSPP), proposera en 2010 d'allonger la semaine de travail à soixante heures.

En bon partenaire social, lors de l'élection présidentielle de 1996, Mikhaïl Chmakov appelle au nom du syndicat à voter pour Eltsine, le candidat déclaré des oligarques qui le financent.

La crise financière de 1998 réduit comme peau de chagrin les possibilités du partenariat social en dissipant en fumée, une seconde fois, l'épargne modestement reconstituée des ménages et en multipliant les faillites. C'est alors que, en juillet, trois oligarques, Vaguit Alekperov, président de Loukoil, Boris Volkov, président de Sidanko, et Mikhaïl Khodorkovski, président de Ioukos, adressent une lettre comminatoire au Premier ministre de l'époque, Sergueï Kirienko, sur les problèmes de l'industrie pétrolière. Ils y affirment d'emblée : « Le concept de partenariat social a historiquement caractérisé le mieux possible les rapports de l'État et de ce secteur. » Puis ils avancent huit souhaits destinés à réduire le poids des taxes diverses sur leur secteur et concluent : « Au cas où il n'apparaîtrait pas possible de réaliser les mesures que nous proposons, nous demandons

que l'on examine une autre variante : l'interdiction par la loi des grèves dans l'industrie pétrolière[6]. » Le gouvernement fait la sourde oreille. Khodorkovski ne se réclamera jamais plus tard de cette initiative.

À l'élection présidentielle de 2000, la FNPR appelle publiquement à voter Poutine. Sa collusion avec le pouvoir s'amplifie et se manifeste avec éclat à l'occasion de la réforme du code du travail, décidée pour se gagner le monde des affaires, et que soutient dans les faits la FNPR, même si elle feint de la critiquer pour donner le change.

Pour la remercier de sa collaboration, Poutine promet à la FNPR de ranimer la commission tripartite du partenariat social. L'association organique de la FNPR à la mise en œuvre de la politique du gouvernement s'incarne dans les hommes. Chmakov adhère à Russie unie. À Saint-Pétersbourg, Evgueni Makarov, président jusqu'en août 2000 de la fédération régionale de la FNPR, est nommé adjoint du superpréfet Tcherkessov. Au milieu des années 1990, Chmakov a recruté comme adjoint au secrétariat de la FNPR et vice-président Andreï Issaïev, ancien dirigeant de la Confédération anarcho-syndicaliste (KAS). Issaïev, qui se fera élire député à la Douma en 1999 sur les listes du parti du maire de Moscou Iouri Loujkov, adhère lui aussi à Russie unie ; il est réélu député au titre de ce parti, puis nommé premier secrétaire général adjoint du conseil général de Russie unie et chargé de présider la commission des affaires sociales du Parlement, tout en restant au secrétariat de la FNPR. Cette collaboration étroite de la FNPR avec le gouvernement ne l'empêche nullement d'appartenir à la Confédération (mondiale) des syndicats indépendants.

En 2010, la FNPR annonce 28 millions de syndiqués déclarés grâce au maintien du prélèvement automatique de la cotisation. En 2015, elle prétend en avoir encore un peu plus de 20 millions. Mais cette puissance numérique a un aspect formel, vu l'abîme qui sépare les dirigeants de la FNPR et les syndiqués, de leur plein gré, par routine ou pression administrative. Les cotisations de ses membres ne représentent qu'un tiers des revenus du syndicat.

L'un des secrétaires de la FNPR, Igor Chanine, déclare au journaliste anglais Simon Pirani : « "Le partenariat social" est

un instrument essentiel pour protéger le niveau de vie des travailleurs[7]. » Pourtant, quand, en 2005, la FNPR signe un accord tripartite dans le cadre de ce partenariat social, elle est absolument hors d'état d'obtenir la décision d'élever peu à peu le salaire minimum jusqu'au minimum vital, dont il ne représente qu'un quart en 2005 ! À la fin de 2010, la FNPR déclare qu'elle refuse de signer l'accord tripartite avec le gouvernement et les patrons pour l'année 2011-2013 si le gouvernement n'augmente pas le salaire de tous les travailleurs de l'État. Celui-ci refuse. La Douma, répond-il, a déjà voté le budget pour l'année à venir et cette mesure n'y est pas prévue. La direction de la FNPR ne pouvait l'ignorer et a délibérément avancé sa revendication *après* l'adoption définitive du budget. Elle protégeait ainsi le gouvernement, tout en feignant de défendre les demandes des travailleurs. Ces jeux ne trompent pas grand monde. Selon des sondages répétés, seuls 10 % des travailleurs du secteur étatique et 15 % de ceux du secteur privé considèrent que les syndicats (au premier chef la FNPR) défendent leurs intérêts. La FNPR n'a d'ailleurs jamais mené la moindre campagne de protestation contre les restrictions nombreuses imposées au droit de grève.

Le bilan du partenariat social éclaire sa nature. Les accords collectifs d'entreprise, voire de branche, n'existent quasiment pas dans les petites entreprises, en général dépourvues de syndicats ; ils sont rarissimes dans le secteur du bâtiment qui emploie massivement des travailleurs migrants venus du Tadjikistan, d'Ouzbékistan, du Kirghizistan. Ces accords sont souvent des trompe-l'œil. Il n'est pas rare qu'il n'y soit pas fait mention des salaires. « Dans près de la moitié des entreprises, l'accord n'est pas complètement mis en œuvre. » Il est vrai, précise Rouslan Grinberg, que, souvent, les engagements notifiés dans l'accord sont vagues et flanqués d'une clause précisant : « Si les moyens financiers le permettent. » « Les accords exercent une faible influence sur la sphère des rapports de travail [...]. Près de la moitié des employeurs ignorent complètement leur existence, et près de 20 % ne connaissent pas leur contenu[8]. »

Cet amer résultat du partenariat social aboutit à ce qu'au congrès de la FNPR de 2006, le président du syndicat des mineurs et de la métallurgie, Mikhaïl Tarassenko, déclare : « Le temps où l'on pouvait jouer au partenariat social est passé. Les

syndicats n'ont jamais été extrémistes, et ont toujours accepté la nécessité de cuire le pâté avant de le partager, mais maintenant le pâté est cuit et doit être divisé de façon juste. » Poutine, présent à ce congrès, déclare cette position « prématurée et nuisible[9] ».

Les conséquences de ce partenariat social apparaissent plus pleinement encore lors du conflit qui éclate en 2007 à l'usine d'automobiles Avtovaz de Togliatti. En mars 2007, les candidats du parti présidentiel Russie unie aux élections régionales annoncent leur volonté de porter les salaires à 25 000 roubles par mois (contre 13 000, primes comprises, de salaire moyen à Avtovaz). Leur élection n'est suivie que de l'achat de superbes 4 × 4 pour l'usage personnel des membres de la direction et des cadres les mieux payés. Début juillet, un groupe d'ouvriers de l'usine exigent l'augmentation du salaire minimum à 25 000 roubles. La direction promet un 5 % dérisoire. Un petit groupe annonce sa volonté de faire grève le 1er août. Quelques jours plus tôt, la police a arrêté dans la rue l'un d'entre eux, Anton Vechkounine, membre du petit syndicat indépendant Edinstvo (Unité) qui soutient le mouvement de protestation et appartient à la KTR (Confédération du travail de Russie), regroupement depuis 2006 de divers petits syndicats indépendants, sous la présidence de l'ancien anarcho-syndicaliste Boris Kravtchenko.

Le président de la section de la FNPR d'Avtovaz, Nicolas Karaguine, fidèle aux principes du partenariat social (et par ailleurs candidat malheureux aux élections régionales de mars 2007), déclare aux ouvriers qui veulent se mettre en grève que leur mouvement est illégal. Après leur débrayage, qui entraîne, le 1er août, un peu plus d'un demi-millier d'ouvriers… sur 110 000, la direction de l'usine sanctionne certains d'entre eux. Nicolas Karaguine informe les ouvriers qu'il approuve ces sanctions, déclare que cette grève « ne sera pas traitée comme une grève mais comme le refus par certains individus de travailler[10] » et qu'il ne soutient pas l'action entreprise. La majorité des rares grévistes étaient pourtant adhérents de la FNPR, que plusieurs d'entre eux quittent à la suite des déclarations musclées de leur président.

La direction de la section organise fin août une conférence de presse de Mikhaïl Chmakov et d'Andreï Issaïev, le président et le vice-président de la FNPR, pour dénoncer à la fois la petite grève du 1er août, le syndicat Edinstvo et son secrétaire, Piotr Zolotarev. Faut-il que le régime se sente à ce point fragile pour utiliser l'artillerie lourde contre une grève ultra-minoritaire ? Issaïev dénonce « un pseudo-syndicat, qui travaille contre l'entreprise, déstabilise la situation ». Réduisant le nombre de grévistes à 200 (qui suffiraient donc à déstabiliser le pays ?), il stigmatise des comploteurs « depuis longtemps intéressés par une révolution orange en Russie » et désireux à cette fin de « provoquer des désordres ouvriers ». Enfin, Issaïev ajoute aux oligarques les trotskystes, utilisés « à l'Ouest [...] pour lever des fonds dans le but de déstabiliser tel ou tel régime politique[11] ». Le partenariat social corporatiste débouche ainsi sur la chasse aux grévistes. En 2014, le parti Russie unie enverra Issaïev le représenter au congrès du Front national en France.

Le partenariat social, ainsi éclairé, exige la mise sur la touche des syndicats indépendants. Outre la tempête déclenchée par la petite grève d'Avtovaz, les mésaventures de Valentin Ouroussov le confirment pleinement : ce jeune ouvrier fonde, en juin 2008, un syndicat indépendant, Profsvoboda, dans l'entreprise d'extraction de diamants Alrosa, sise dans la république de Sakha-Iakoutie en Sibérie orientale. Alrosa, le premier producteur russe de diamants, qui assure 98 % de la production domestique et 25 % de la production mondiale, est contrôlée de près par le pouvoir. Son conseil de surveillance est alors présidé par le ministre russe des Finances du moment, Alexeï Koudrine, flanqué du Premier ministre de la république de Sakha-Iakoutie, Egor Borissov, et de son vice-Premier ministre, Guennadi Alexeiev. En août 2009, Poutine a fait attribuer par l'État russe un soutien d'un milliard de dollars à la compagnie.

Le syndicat indépendant d'Ouroussov rassemble vite près d'un millier de membres et, au cours de l'été 2008, soumet à la direction une liste de revendications sur les conditions de travail et de salaire. La réaction, immédiate, prend la forme d'une criminalisation mafieuse visant à discréditer le syndicat et le syndicaliste. Le 13 septembre, Ouroussov est arrêté, accusé de « détention de narcotiques » et condamné par le tribunal à six

ans de prison. Puis la direction d'Alrosa licencie tous les responsables du syndicat et les inscrit sur une « liste noire ». Toutes les entreprises de la ville dépendant d'Alrosa, ils ne peuvent trouver de travail dans aucune. Le syndicat, décapité, disparaît.

Le partenariat social ne freine en rien l'offensive récurrente du patronat (d'État comme privé) contre les garanties du vieux code du travail, pourtant déjà réduites lors de sa révision en 2001. Ainsi, en 2010, l'un des plus grands oligarques de Russie, Mikhaïl Prokhorov, au nom de l'Union russe des industriels et des entrepreneurs (RSPP), réclame la refonte de ce code, jugé « trop soviétique » et coupable de défendre « exagérément » les droits des ouvriers et de lier les mains des employeurs malgré les assouplissements introduits en 2001. Il propose d'allonger la durée de la semaine de travail de quarante à soixante heures, de légaliser le travail précaire, d'élargir le champ d'application des contrats à durée déterminée et de priver les travailleurs du droit de recevoir une formation professionnelle sans autorisation de l'employeur[12]. L'Institut du développement contemporain (INSOR), l'état-major des économistes libéraux et le think tank du président Medvedev soutiennent les propositions de « réforme » de Prokhorov, que la grande presse relaie largement.

La RSPP organise, le 19 avril 2011, une conférence intitulée « La productivité du travail et la qualité de la main-d'œuvre : les tâches du développement de la période post-crise ». Elle y invite entre autres les responsables des principales confédérations syndicales du pays, tant la FNPR que la KTR et quelques petits syndicats autonomes. La conférence devait être présentée à l'opinion publique comme le triomphe du « partenariat social » et du « dialogue social constructif ».

Les dirigeants de la KTR, Igor Kovaltchouk et Boris Kravtchenko, refusent d'y participer et déclarent : « La logique sur laquelle repose la proposition de la RSPP concernant la législation du travail "flexible" [...] vise à favoriser l'augmentation des profits des entreprises [...] au prix de l'aggravation de l'exploitation des travailleurs. Nous n'avons pas l'intention de laisser dire à la RSPP que ses idées "de pointe", qui visent à renforcer encore plus l'exploitation des salariés de Russie afin de conserver leurs superprofits dans les conditions de la crise, auront été adoptées avec notre participation[13]. »

La FNPR participe à la conférence, mais Chmakov, dans un discours très radical, accuse la RSPP de vouloir en finir avec l'article 7 de la Constitution sur l'État social et évoque même l'antagonisme entre exploiteurs et exploités. Les patrons présents, mécontents, le sifflent, l'accusant d'« être en chaleur ». La délégation de la FNPR quitte la salle. Chmakov et Issaïev, membres de Russie unie, prennent leurs ordres au Kremlin. Poutine a donc probablement considéré que la brutalité des propositions de Prokhorov, au nom des industriels et des entrepreneurs, pouvait provoquer une vive tension, voire une explosion sociale qu'il préfère différer au maximum.

Ce jeu recoupe sans doute des divergences tactiques dans les cercles du pouvoir sur l'équilibre entre ses différents soutiens indispensables. Mais le tripartisme et le partenariat social exigent en outre à la fois la subordination du « syndicat » à la politique du gouvernement, le combat contre les syndicats effectivement indépendants et la nécessité de jouer la comédie de l'indépendance. La RSPP n'en a cure. Fin mai 2011, le président Medvedev adresse un message officiel au congrès extraordinaire de la KTR. Il l'invite à un « dialogue social constructif ». Medvedev ne juge manifestement pas suffisants la répression et le contrôle exercé par la très officielle FNPR face à une instabilité sociale menaçante, certes toujours contenue et camouflée par la vague de nationalisme chauvin orchestrée par le pouvoir au lendemain de la crise ukrainienne, mais pour combien de temps ?

La commission tripartite poursuit son existence sous l'appellation plus précise de « commission tripartite pour la régulation des relations sociales et les relations du travail ». Lors de sa réunion du 25 juillet 2013, ses membres adoptent une déclaration affirmant : « Il est très important que la commission joue son rôle dans la consolidation des positions de l'État, du business et des syndicats ; elle est devenue fondamentalement un mécanisme du partenariat social. » Le 20 mai 2014, celle-ci se voit attribuer par les ministères du Travail et des Affaires étrangères l'élaboration d'un projet de loi sur « la ratification de la convention sur les consultations tripartites visant à contribuer à l'application des normes internationales du travail ». Le vague de la formulation suggère qu'il ne s'agit pas de contribuer à la mise en œuvre des conventions de l'Organisation internationale

du travail (OIT), mais des contraintes qui découlent de l'adhésion de la Russie à un ensemble d'organisations internationales dont l'Organisation mondiale du commerce, à laquelle elle a fini par se joindre en 2012.

« Le partenariat, souligne Rouslan Grinberg, n'a pas débouché sur la moindre régulation si peu que ce soit sérieuse des relations de travail. Au niveau national, la commission tripartite se contente de fixer formellement des décisions qui, pour l'essentiel, ont déjà été prises auparavant par les autorités [...]. Là où la commission manifeste son autonomie, les accords passés n'ont qu'un caractère soit déclaratif soit non obligatoire[14]. » La mécanique du partenariat ne sert guère qu'à anesthésier une classe ouvrière encore nombreuse et dont les moyens d'action les plus fréquents se réduisent aux piquets devant la Douma ou les ministères et aux grèves de la faim.

Le chef du département de recherches régionales au Centre des technologies politiques de Moscou, Rostislav Tourovski, constate mi-octobre 2015 : « À l'échelle nationale, les syndicats ne remplissent pas pleinement leur mission et ont davantage tendance à coopérer avec les autorités et le monde des affaires qu'à défendre les intérêts des ouvriers. » Ces lignes auraient pu être écrites quinze, dix ou cinq ans plus tôt, mais il ajoute : « Cela fait que la demande en faveur de syndicats réels existe », car « les violations des droits des travailleurs augmentent en période de crise et les travailleurs se rassemblent d'eux-mêmes pour manifester[15] ». En l'absence de formes d'organisation capables de les orienter vers un objectif, les protestations retombent toutefois rapidement.

Malgré ses faux-semblants, le partenariat social corporatiste est toujours l'un des piliers du régime de Poutine. Mais l'envergure de l'appareil bureaucratique de la FNPR et l'ampleur de son trésor de guerre (biens immobiliers et cotisations des membres) ne sont que l'image inversée d'une faiblesse organique profonde : la masse des ouvriers et employés qu'elle syndique reste dans ses rangs par routine, ne lui accorde qu'une très faible confiance et, vu son indifférence, rendrait en cas de crise sociale aiguë cet appareil incapable de jouer le rôle d'amortisseur ou de frein que sa place dans le partenariat social devrait lui réserver.

Poutine tente néanmoins de jouer de temps à autre la carte de la démagogie ouvriériste. En décembre 2011, Igor Kholmianskikh, chef d'atelier et secrétaire de la section de la FNPR – syndicat officiel unique – de l'usine Uralvagonzavod (UVZ), le grand fabricant de chars de Nijni-Taguil dans l'Oural, intervient au beau milieu d'une émission télévisée en « ligne directe » avec Vladimir Poutine. Il s'exclame à la télévision : « Nous, les gars de l'usine, on est prêt à venir défendre l'ordre et la stabilité [...] au cas où la police n'y parviendrait pas », et il propose même d'envoyer un tank T-90 pour aider Poutine à mater les manifestations d'opposants pendant l'hiver 2011-2012. Une proposition à laquelle le président répond avec enthousiasme : « Venez, venez ! » Mais sans char d'assaut bien sûr ! Un communiqué suffira. Kholmianskikh s'enflamme : « À Moscou et dans d'autres grandes villes, des bons à rien, des petits malins organisent des meetings. Ils se sont arrogé le droit de parler au nom du peuple tout entier. Alors que nous travaillons jour et nuit dans nos usines [...], ils se baladent dans les rues et réclament leurs droits[16]. » Malgré la mâle vigueur du communiqué, Kholmianskikh, permanent syndical jouissant d'une décharge complète, en outre en très bons termes avec le directeur de l'entreprise, Evgueni Chkolov, ancien agent du KGB et collègue de Poutine à Dresde dans les années 1980, ne travaille pas la nuit et à peine plus le jour.

Sa proposition va pourtant se matérialiser un peu plus tard. Le 23 février 2012, il débarque au meeting électoral de Poutine au stade Loujniki, à la tête d'un millier de prétendus « ouvriers » de l'usine, dont tous les permanents « syndicaux » de la ville venus par train affrété par la FNPR. Cet empressement sera vite récompensé. Conclusion prévue d'un spectacle soigneusement mis en scène... depuis le début, Poutine, le 21 mai, nomme Igor Kholmianskikh préfet de la région de l'Oural. Le président promeut un « ouvrier » qui ne l'est plus depuis longtemps.

La promotion de Kholmanskikh coupe court aux développements incontrôlés susceptibles d'être provoqués par la démagogie ouvriériste. Un sociologue le souligne : « L'idée de lancer la classe ouvrière de la province contre la classe moyenne de la capitale est risquée, y compris pour le régime en place. » Les mineurs roumains qui débarquèrent à Bucarest à l'appel

du président Ion Iliescu en 1990 contre ses opposants transformèrent leur mission officieuse de soutien en manifestation musclée pour sauver leurs mines menacées.

Avant d'achever son mandat de président de la République de Russie en 2012, Medvedev accepte de recevoir une liste de 39 cas de victimes de la répression pour lesquels il envisage de prendre une mesure de grâce. Parmi les 39 noms proposés par des syndicalistes et des personnalités diverses figurent Khodorkovski, Platon Lebedev, Ouroussov et Zara Mourtazalieva, cette ouvrière tchétchène victime du procédé que les policiers, coutumiers du fait, utiliseront plus tard contre Ouroussov. Décidés à arrêter une fausse terroriste faute d'en interpeller de vrais, ils découvrirent dans son sac près de 200 grammes de TNT qu'ils venaient d'y déposer. Mourtazalieva paya ce tour de passe-passe de huit ans de camp. (C'est le seul genre de succès que la police de Poutine remporte contre le terrorisme.) Le 23 avril, Medvedev gracie quatorze détenus, dont treize de droit commun. Ouroussov est oublié : Alrosa rapporte trop au clan au pouvoir et le syndicalisme indépendant est décidément trop dangereux.

5

« Le poignard et le goupillon »

« Vladimir Poutine, le poignard et le goupillon », c'est ainsi que *Le Figaro,* en date du 5 octobre 2012, quotidien en général fort respectueux des grands de ce monde-ci et de l'autre, définit les deux éléments-clés, selon lui, du pouvoir du président russe.

Le patriarcat de l'Église orthodoxe s'engage effectivement, corps et âme, derrière lui. Le 11 décembre 2007, le patriarche Alexis II, en poste depuis 1990, exalte « le dévouement sans réserve de Poutine à la patrie, son amour de la patrie, les efforts énormes qu'il déploie pour elle », salue le choix par Poutine de Medvedev comme son successeur à la présidence et déclare : « S'il y a un tel duo, je pense que ce sera une bénédiction pour la Russie. » Puis, il félicite le Premier ministre : « Son travail, dit-il, va dans le sens des objectifs communs à l'Église et à l'État. »

À la veille du scrutin présidentiel du 4 mars 2012, son successeur le patriarche Cyrille Ier, ancien agent du KGB sous le nom de code d'Ostrovski, affirme : « Vladimir Poutine est un cadeau de Dieu », un « miracle divin » et appelle à voter pour lui. Poutine, il est vrai, a bien mérité cette bénédiction électoraliste. Le 7 janvier, assistant à la messe du Noël orthodoxe dans la cathédrale de Saint-Pétersbourg, il a révélé un émouvant secret : « Cette cathédrale est spéciale pour moi car j'y ai été baptisé » en 1952 par sa mère, en secret, son père étant membre du PCUS. Dans son message de Noël, il invitait l'Église à « continuer à pratiquer une coopération constructive avec l'État ». Puis, le 30 janvier, il allait déposer un cierge

devant l'icône de la Vierge du monastère Tikvine près de Saint-Pétersbourg.

Le 7 mai, Poutine, élu président pour la troisième fois, prête serment devant ses ministres, ainsi que devant ses amis Silvio Berlusconi et Gerhard Schröder, puis les invités se rendent à une messe d'intronisation dans l'une des cathédrales du Kremlin devant Cyrille, qui les bénit. Le patriarche se situe dans la droite ligne de l'Église orthodoxe, qui, tout au long de son histoire, sauf de 1917 à 1943, a toujours été en symbiose avec l'État. Au début du XVIIIe siècle, Pierre le Grand avait défini sa fonction d'auxiliaire de l'État en supprimant l'élection du patriarche par les dignitaires de l'Église, désormais dirigée par un saint-synode, dont le tsar désignait lui-même les membres.

Tout au long du régime tsariste, l'Église l'a servi docilement et contribué à définir son idéologie nationaliste et son obscurantisme antisémite. Au fil des années, le régime a pris, avec son appui et sa bénédiction, près de 700 mesures d'interdiction diverses contre les juifs. Après la révolution bolchevique, l'épiscopat orthodoxe est à la pointe de la campagne antisémite des Russes blancs. En 1920, l'ancien marxiste Serge Boulgakov, devenu prêtre en 1918, l'un des idéologues de l'orthodoxie, nourrit, dit-il, « le soupçon, sinon la conviction qu'un kahal juif unifié, organisé quelque part en Amérique, dirige le monde entier et que c'est lui qui a lâché consciemment le bolchevisme sur la Russie[1] ». Cette vision ravage la majorité du haut et bas clergé orthodoxe. Ainsi, en 1995, la commission patriarcale pour la canonisation du tsar Nicolas II, présidée par le métropolite Iouvenali Poiarkov, soumet au gouvernement un questionnaire, dont l'une des questions porte sur l'éventualité d'un crime rituel juif contre le tsar.

Au lendemain de la chute de l'URSS, le patriarcat participe aux opérations commerciales douteuses liées à la liquidation du monopole du commerce extérieur et aux privatisations. Il obtient ainsi de Boris Eltsine, en 1993, le droit d'importer des spiritueux et, en 1996, 50 000 tonnes de tabac, considérés comme une forme d'aide humanitaire et donc exonérés de taxes et droits de douane. Il devient le principal actionnaire du holding d'import-export Coopération économique internationale (RAO UES), qui participe, en 1998, à une grossière

entourloupe financière. Pourneftgaz, filiale de Rosneft, estimée à 500 millions de dollars, est alors vendue aux enchères, sans appel d'offres, pour 10 millions à ce holding. La technique de ce coup fourré est très simple. Pourneftgaz a « oublié » de rembourser un petit prêt obtenu au début de 1996 auprès de la MAPO-Bank/RAO UES, spécialisée dans la vente du pétrole ; la banque saisit une cour d'arbitrage, qui confisque la moitié des actions de contrôle de Pourneftgaz, puis s'arrange pour que des amis récupèrent la mise. Obtenir un crédit d'une banque, ne pas le rembourser à temps, laisser une cour arbitrale ou un tribunal confisquer une partie des biens de la société et les transférer à des « amis » proches ou insistants est une technique alors très souvent utilisée. *In fine*, le patriarcat transfère ces avoirs obtenus à très bas prix à la compagnie pétrolière Lukoil, auprès de laquelle il a contracté de lourdes dettes.

Au cours de son deuxième mandat, de 2004 à 2008, Poutine s'attache à resserrer les liens avec l'Église. En 2004, les écrans russes projettent un film représentant de façon transparente la vie magnifiée de Vladimir Poutine. Une scène révèle sa foi profonde : un jour, la maison des parents du jeune héros s'embrase. Il s'y rue et en ressort en brandissant son bien le plus précieux : une croix. Ainsi, les voies parallèles du KGB et du Seigneur se rejoignent… L'ardeur douteuse de cette foi juvénile illustre la place officielle de plus en plus envahissante que Poutine attribue à l'Église orthodoxe dans la Russie d'aujourd'hui.

Cette place ne transparaît pas qu'au cinéma : le 17 mai 2007, il obtient la réunification de l'Église orthodoxe de Russie et de l'Église orthodoxe russe en exil, fondée, en 1927, par les émigrés après la décision du métropolite Serge de proclamer sa loyauté à l'égard du pouvoir soviétique et dirigée jusqu'alors par un métropolite installé à New York. L'archiprêtre Vsevolod Tchapline, vice-responsable des relations extérieures, déclare : « Les héritiers de l'idée blanche vont à nouveau se sentir appartenir à la Russie dont ils seront les ambassadeurs à travers le monde[2]. » L'Église orthodoxe récupère ainsi 400 paroisses. Après une entrevue avec Poutine, le patriarche Alexis II se déclare persuadé que la Russie est dirigée par un « véritable orthodoxe[3] ».

Au nom de leurs objectifs et intérêts communs, Alexis II avait en 1999 béni les troupes chargées des armes chimiques

et les blindés engagés en Tchétchénie ; il bénira avec autant d'ardeur les équipes russes investies dans tous les grands événements, jeux Olympiques, championnat d'Europe de football, etc. Toutes les Églises orthodoxes nationales dites « autocéphales » sont indépendantes du patriarcat grec, mais subordonnées au pouvoir d'État dont elles sont un instrument ou une roue auxiliaire, sauf les Églises dissidentes.

Le 12 janvier 2008, Poutine, en visite au monastère de l'icône Notre-Dame-d'Ibérie sur les bords du lac de Valdaï (dans la région de Novgorod), promet au patriarche : « L'État s'acquittera de sa dette envers l'Église orthodoxe russe » et l'aidera à assurer sa mission. Le monastère le prouve : confisqué par l'État en 1927 et transformé en colonie pour enfants tuberculeux puis en musée ethnographique, il a été rendu à l'Église dès 1991, et sa restauration a été entièrement financée par la compagnie des chemins de fer russes, présidée par Vladimir Iakounine, la compagnie nationale d'électricité UPS, Gazprom et la caisse d'épargne Sberbank, quatre sociétés d'État.

En 1989, la Russie comptait 9 734 paroisses, 35 monastères, 8 100 prêtres et diacres. À la veille de la mort d'Alexis II, en décembre 2008, elle compte 27 942 paroisses, 732 monastères en activité et 29 841 prêtres et diacres. Seule l'aide de l'État a permis ce résultat. Moscou remporte la palme. Le nombre d'églises y est passé de 40 en 1989 à… 725 en 2012 ! En un peu moins d'un quart de siècle, l'Église orthodoxe a fait construire plus de 20 000 églises en Russie et dans le monde, soit près de 3 000 par an ou 3 par jour. Oligarques et mafieux en tout genre financent les activités du patriarcat et la construction ou la reconstruction d'églises. En 2009 et dans les années suivantes, l'État débourse 3 milliards de roubles pour la restauration des églises.

L'Église orthodoxe russe dispose en outre de 442 diocèses dans divers pays en dehors de la Russie (en Biélorussie, Ukraine, Lituanie, Ouzbékistan, Moldavie et Roumanie) ! Ces diocèses sont autant de points d'appui pour l'État russe. Mais ce rôle se paye par des ruptures plus politiques que religieuses, même si elles en prennent la forme. L'Ukraine possède ainsi trois Églises orthodoxes dressées l'une contre l'autre par une haine farouche : l'Église orthodoxe russe, qui dépend du patriarcat

de Moscou et regroupe environ 6 000 paroisses ; l'Église orthodoxe ukrainienne, qui contrôle 2 000 paroisses, ne reconnaît pas l'autorité du patriarcat de Moscou et combat ce dernier ; enfin l'Église ukrainienne autocéphale fondée par des émigrés. Il faut leur ajouter l'Église uniate, haïe par les trois premières, car, quoique de rite orthodoxe, elle reconnaît depuis quatre siècles l'autorité du Vatican et contrôle 3 000 paroisses.

L'enterrement d'Alexis II, habitué à fréquenter les allées du pouvoir, est l'objet de fastes officiels tapageurs retransmis en direct des heures durant à la télévision. La correspondante de *Libération,* Lorraine Millot, note : « Le dernier hommage de la Russie à son patriarche [...] aura été aussi pompeux que pauvre en ferveur populaire[4]. » Les fidèles ne se sont pas précipités ; en revanche, tous les nomenklaturistes étaient là, installés dans leur long cortège de limousines noires : Medvedev et Poutine avec leurs épouses, les dirigeants de Biélorussie, Serbie, Moldavie, Arménie, hier acharnés à persécuter les croyants, tout en infiltrant et contrôlant l'appareil de l'Église orthodoxe, et aujourd'hui très liés avec sa haute hiérarchie, redevenue un rouage du pouvoir, qui encourage donc par tous les moyens son expansion.

Pour mieux souligner son allégeance continue à l'État d'hier et d'aujourd'hui, l'Église orthodoxe a béatifié en 2000 le tsar Nicolas II, le tsar du Dimanche rouge du 9 janvier 1905, au cours duquel ses troupes fusillèrent plus de 600 manifestants et manifestantes pacifiques, y compris des enfants, conduits par le pope Gapone, qui chantaient des cantiques et brandissaient ses portraits.

Le 2 février 2009, lors de la réception donnée en son honneur par Medvedev pour son élection à la tête de l'Église, Cyrille Ier insiste sur « la symphonie des pouvoirs », théorie élaborée par l'empereur byzantin Justinien selon laquelle l'Église et l'État doivent collaborer et se soutenir l'une l'autre. Cette « symphonie permet au patriarcat d'obtenir la présence d'aumôniers dans les casernes ».

De son côté, le gouvernement utilise l'Église orthodoxe dans sa diplomatie. Il a ainsi débloqué 700 000 euros pour régler les arriérés de paiement des sépultures du cimetière russe de Sainte-Geneviève-des-Bois, où se trouvent les tombes de la

plupart des chefs militaires blancs morts en émigration, sauf le tombeau du général Denikine décédé aux États-Unis et rapatrié pompeusement il y a quelques années à Moscou. Poutine a même envisagé un moment l'érection d'une cathédrale orthodoxe en plein Paris sur l'ancien emplacement de Météo France, quai Branly, mais l'effondrement du prix du pétrole semble avoir pour le moment refroidi ses ardeurs spirituelles.

La ferveur populaire n'est pourtant pas plus au rendez-vous dans les églises russes qu'aux funérailles de feu Alexis II. Et l'on peut parler d'« églises théoriquement en activité », parce que souvent peu, voire très peu, fréquentées.

Officiellement, l'Église orthodoxe n'est pas Église d'État en Russie, où la laïcité promulguée en janvier 1918 par le gouvernement de coalition bolcheviks-socialistes-révolutionnaires de gauche n'a pas été abrogée. Mais elle est invitée à jouer un rôle important dans la renaissance d'un nationalisme russe passablement artificiel et d'autant plus agressif. À l'époque du tsarisme, elle en a été un élément constituant ; Staline lui a redonné une place modeste, mais réelle, sur ce plan pendant la dernière guerre. Et c'est avec son plein accord que le pouvoir l'utilise dans sa campagne nationaliste actuelle. C'est au nom de ce nationalisme frelaté que les dirigeants du Parti communiste de la Fédération de Russie s'affichent régulièrement avec des dignitaires de l'Église orthodoxe, tout en brandissant dans les manifestations des portraits de Staline.

L'imbrication du pouvoir et de l'Église est si étroite que cette dernière a nommé en son sein des chargés de relations avec les forces de l'ordre et les forces armées. Le gouvernement, lui, a placé les troupes du ministère de l'Intérieur sous la protection de saint Vladimir, celles du ministère de la Défense sous la protection de saint Georges, qui terrassa le dragon, et celles des gardes-frontières sous celle de saint Ilia Mouromets, saint local, dont une gigantesque statue se dresse à Mourom au-dessus du fleuve Oka. Lors de la célébration du Noël orthodoxe, la télévision montre longuement Medvedev, Poutine et leurs épouses abîmés en prière dans la cathédrale du Christ-Sauveur, jadis dynamitée par Staline, puis reconstruite avec des fonds oligarchiques et gouvernementaux entre 1997 et 1999.

Dmitri Medvedev et son épouse Svetlana sont des pratiquants démonstratifs ; Svetlana Medvedeva parraine le programme Culture morale et spirituelle des jeunes, soutenu par le patriarcat et animé en particulier par l'association militaro-patriotique Stiag ; elle est chevalier de l'ordre Euphrosyne de Moscou, récompense décernée par l'Église aux femmes méritantes.

En 2009, l'évêque de Zaraïsk, Monseigneur Merkouri, qui a longtemps vécu aux États-Unis, a été nommé à la tête du département catéchèse et éducation religieuse du synode, puis est devenu membre du conseil d'experts chargés de la mise au point des nouvelles normes d'éducation auprès du ministère de l'Éducation et des Sciences. En août, Medvedev réunit dans sa résidence de Barvikha les chefs des quatre religions officiellement reconnues en Russie (orthodoxe, musulmane, juive et bouddhiste) pour leur annoncer qu'il donne le feu vert à une expérimentation d'enseignement de la culture religieuse et morale dans les écoles publiques. Ne reste plus qu'à choisir la discipline dont une heure devra être supprimée pour y placer ce cours de religion… L'archidiacre Andreï Kouraiev, chargé par Cyrille Ier de diriger le comité de rédaction du nouveau manuel présentant les bases de l'orthodoxie, déclare qu'on « pourrait choisir de rogner sur les matières d'éveil ou sur les sciences naturelles[5] ».

En mars 2010, la Douma adopte une loi proposée par le gouvernement sur « le transfert des biens à caractère religieux actuellement détenus par l'État ». La loi prévoit une reprivatisation massive de tous les biens nationalisés depuis Pierre le Grand et Catherine II. En janvier, Poutine avait informé Cyrille de son accord. La loi concerne des biens fédéraux, des régions et des villes. Seules exceptions (révisables !), les monuments classés au patrimoine national par décret présidentiel.

Ces biens seront exonérés d'impôts, mais le financement des travaux de restauration des églises et des monastères demeurera à la charge de l'État. La mesure sera appliquée en trois étapes : privatisation des bâtiments, puis des biens mobiliers et enfin des terrains. Les fonctionnaires n'auront matériellement pas le temps d'examiner l'avalanche de demandes et devront dire amen à tout. Cette loi risque de créer une jurisprudence

et de pousser des héritiers lésés par la révolution à réclamer le retour de « leurs » biens.

Après quelques lenteurs, le 30 novembre 2010, dans la cathédrale de l'Annonciation en plein cœur du Kremlin, Medvedev annonce finalement au patriarche Cyrille qu'il a signé la loi sur la restitution des biens du clergé ; le patriarche, radieux, s'écrie : « C'est la preuve que notre pays a surmonté les épreuves tragiques de son histoire », c'est-à-dire la révolution. « La justice est restaurée. » La loi sur le « transfert aux organisations religieuses des biens de nature religieuse, propriétés de l'État ou des municipalités » entre en vigueur le 3 décembre. Elle prévoit entre autres la restitution à l'Église de 6402 églises, chapelles et monastères confisqués après 1917 et lui permet de devenir le plus gros propriétaire de Russie ; elle menace l'existence des musées assez souvent installés depuis les années 1920 sur des terrains et dans des bâtiments retirés à l'Église et que l'État ne protège plus. L'Église récupère ainsi le monastère Novodievitchi au cœur de Moscou et obtient la restitution des « biens » de l'Église orthodoxe à Jérusalem, en Italie et en France. Poutine promet aussi de favoriser la présence des prêtres comme professeurs de religion dans les écoles, les orphelinats, les maisons de retraite et les prisons et de leur ouvrir largement les médias.

Peu avant, fin juin 2010, le Conseil de la Fédération de Russie a approuvé la création d'une fête religieuse supplémentaire : la journée du baptême de la Russie, fixée au 28 juillet. L'État finance les cérémonies organisées à cette occasion. De même le 24 mai, qui célèbre la Journée de la culture et de l'écriture slaves (jour des saints Cyrille et Méthode), où les autorités mettent officieusement en place des défilés.

En 2012, une loi décide la création obligatoire dès la rentrée scolaire d'un cours pour les écoles primaires intitulé « Fondements des cultures religieuses mondiales et d'éthique laïque » (cette dernière à titre de camouflage), en d'autres termes l'introduction d'une heure de religion. L'Église fait soumettre à la Douma une loi dite « sur la liberté de conscience et les organisations religieuses » : des lieux de prière seront installés dès le 1er janvier 2013 dans les établissements scolaires publics.

En 2012 encore, un dignitaire du patriarcat de Moscou, responsable des relations avec les forces armées, demande

au ministère de la Défense de munir les troupes aéroportées d'églises gonflables, parachutées sur le champ de bataille en même temps que les armements et les soldats, afin d'assurer le salut de leurs âmes. Le ministère promet d'y penser, d'autant, assure un officiel, que tous les parachutistes de l'armée sont croyants !

Les dignitaires orthodoxes se pavanent dans toutes les cérémonies officielles. Gonflé du sentiment de la revanche, l'archiprêtre Vsevolod Tchapline, président du département synodal pour l'Église et la société, a récemment regretté que les chrétiens n'aient pas tué suffisamment de bolcheviks pour préserver l'Empire russe et évoqué la nécessité de recourir aux mêmes procédés, au cas où « les mécréants » s'aviseraient à nouveau d'attenter à la stabilité de l'État pour saboter sa mission mondiale.

Le Kremlin est aux petits soins avec Cyrille Ier, dont la fortune est estimée à un milliard et demi de dollars. Dans la hiérarchie officielle, le patriarche de l'Église orthodoxe est le sixième dignitaire de l'État. Le saint homme se déplace toujours flanqué d'une pléiade de gardes du corps dans une superbe Mercedes et arbore au poignet une Rolex. Il possède un bel appartement dans la fameuse Maison sur le Quai destinée aux membres de l'appareil d'État soviétique. En 2011, l'un de ses voisins, l'ancien ministre de la Santé Iouri Chevtchenko, y fait des travaux ; la poussière gêne la respiration du patriarche et, prétend-il, a détérioré son appartement. Un proche du patriarche porte plainte pour contamination aux « nanoparticules cancérigènes ». Chevtchenko est condamné à une amende de 20 millions de roubles, soit la moitié de la valeur marchande de l'appartement.

Comment s'étonner dès lors de la rebuffade essuyée en 2014 par les habitants d'un quartier du sud de Moscou, venus protester auprès de la municipalité locale contre son intention de détruire l'unique terrain de jeux du quartier afin d'y installer l'une des deux cents églises que la mairie de la capitale fait construire dans la ville ? Le maire les éconduit avec indignation en leur lançant : « Êtes-vous croyants ou non ? »

Vladimir Iakounine est l'un des symboles de cette quasi-fusion entre l'État et l'Église. Cet ancien membre de la première division du KGB, de 1985 à 1991, appartint alors à la

représentation soviétique de l'ONU à New York et participa au transit des informations procurées par l'espionnage aux États-Unis. Après la chute de l'URSS, il passa de la police politique à la religion, revint à Saint-Pétersbourg, où il occupa une datcha voisine de celle de Poutine, qui le nomma, en 2005, à la tête de la société des chemins de fer (RJD), d'où il sera limogé en septembre 2015 après avoir connu un déficit de 2 milliards d'euros en 2014. Entre-temps, en septembre 2010, Nicolas Sarkozy l'avait promu officier de la Légion d'honneur. Il copréside, depuis 2011, l'Association du dialogue franco-russe « pour un partenariat stratégique optimal entre Paris et Moscou ». L'ex-tsar du chemin de fer est l'idéologue du renouveau de l'ordre moral et religieux de la Russie. Il préside la Fondation Andreï Pervozvanny (saint André) et organise des tournées de reliques à travers le pays.

Ainsi, en octobre 2011, il fait venir en Russie d'un monastère du mont Athos (d'où elle n'était jusqu'alors jamais sortie), aux frais de sa fondation, la ceinture jadis portée, paraît-il, par la Vierge Marie, dotée du pouvoir de guérir les maladies graves et de favoriser la fertilité. Poutine vient en personne accueillir en grande pompe la ceinture à l'aéroport de Saint-Pétersbourg, le 20 octobre, pour dissuader les femmes d'avorter ; entre le 20 octobre et le 23 novembre, la ceinture est montrée dans douze villes, de Kaliningrad à Vladivostok en passant par Moscou. Des centaines de milliers de femmes font la queue des heures durant pour l'embrasser. Les résultats sont douteux.

Chaque année, à Pâques, Iakounine reçoit le « feu sacré » du patriarche orthodoxe de Jérusalem, qu'il rapporte à Moscou. Ce défenseur de la sainte trinité – famille, religion et patrie – est le coauteur d'un livre édifiant, *Les Nouvelles Technologies de lutte contre l'idéologie de l'État russe,* publié en 2010. Proche d'Alexandre Douguine, le théoricien de l'eurasisme admirateur nostalgique des SS, il dénonce la propagation du sida et l'apparition des mouvements homosexuels comme le début d'une « guerre démographique » menée par la CIA contre la Russie.

Adossée à des soutiens aussi fermes, l'Église tente d'établir un ordre moral, surveillé et contrôlé par son clergé, et une véritable cléricalisation de la culture. Le procès intenté, en juin 2009, à Iouri Samodourov, directeur jusqu'en 2008 du

musée et centre culturel Andreï Sakharov à Moscou, et à Andreï Erofeïev, responsable du département d'art contemporain de la galerie d'État Tretiakov à Moscou et brutalement limogé, en est un signe. Les deux hommes, déjà harcelés en 2003, peu après l'inauguration d'une première exposition intitulée « Attention religion ! », avaient organisé, en mars 2007, une exposition d'« art interdit ». On y montrait des œuvres jugées iconoclastes, parmi lesquelles un Christ avec le logo McDonald's surmontant l'inscription « Ceci est mon sang » ou un officier russe sodomisant un jeune conscrit sous le slogan « Gloire à la Russie ! ». Un groupe de six fanatiques avait envahi le musée Sakharov et saccagé plusieurs des œuvres exposées.

Iouri Samodourov et Andreï Erofeïev, commissaires de l'exposition, sont poursuivis à la demande d'organisations orthodoxes et fascistes et inculpés au titre de l'article 282 du code pénal, qui proscrit « l'incitation à la haine » et « le dénigrement de la personne humaine ». L'archiprêtre Vsevolod Tchapline, adjoint en 2008 de l'évêque et futur patriarche Cyrille, incite les fidèles à écrire à la Procurature pour demander la condamnation des deux hommes. Leonid Simonovitch-Nikchitch, président de l'Union des fraternités orthodoxes, antisémite fanatique et admirateur notoire de Hitler, décoré en son temps par le patriarche Alexis II, et Oleg Kassine, membre fondateur d'un groupuscule fasciste dissous par la suite, organisent l'envoi de plaintes.

Selon le procureur qui engage les poursuites, l'exposition « L'art interdit » « témoigne de manière tangible d'une attitude dégradante et insultante vis-à-vis de la religion chrétienne et plus spécifiquement de l'Église orthodoxe ». Les deux hommes sont donc poursuivis pour un imaginaire délit de blasphème, inconnu du code pénal russe et contraire à la Constitution, qui reconnaît toujours officiellement la séparation de l'Église et de l'État. L'accusation pourra produire cent soixante témoins et la défense seulement deux. Une quarantaine d'individus se portent volontaires pour témoigner du caractère blasphématoire de l'exposition, qu'ils assurent n'avoir pas vue mais dont ils ont entendu parler à la radio.

Le 21 juin 2010, les procureurs requièrent trois ans de réclusion en colonie pénitentiaire contre Samodourov et Erofeïev.

L'archiprêtre Alexandre Chargounov, dans une lettre au Comité de la sécurité de la Douma, qualifie le centre culturel Sakharov de fasciste, affirme qu'il menace la sécurité de l'État, demande son interdiction, soutient que la population russe s'identifie à l'orthodoxie et réclame que les six fanatiques qui ont saccagé plusieurs œuvres exposées dans l'exposition soient récompensés. Le métropolite de Smolensk et de Kaliningrad, Cyrille, déclare : « Toute offense aux sentiments religieux doit être qualifiée de crime. » Un journaliste orthodoxe, sous le titre « Les bandits du centre Sakharov », accuse Samodourov et Elena Bonner, la veuve de Sakharov, d'être des disciples de Trotsky et d'Emelian Iaroslavski (le fondateur de la ligue des militants athées et président de la société des Sans-Dieu en URSS jusqu'à sa dissolution par Staline en 1942), eux-mêmes désignés comme « serviteurs de Satan[6] ». Devant l'ampleur de la protestation au-delà même de la Russie, les deux hommes ne seront finalement condamnés qu'à de lourdes amendes, mais l'avertissement est clair et vise tous les domaines de la vie sociale. Depuis lors, les manifestations publiques d'anticléricalisme sont punies par la loi.

Cette politique d'ordre moral ne connaît guère de limites. Ainsi, le 17 janvier 2011, l'archiprêtre Vsevolod Tchapline publie une proposition visant à réglementer la tenue vestimentaire des citoyens de Russie, surtout des femmes. Il fustige les hommes qui portent des shorts et les femmes qui « s'habillent comme des strip-teaseuses et se maquillent comme des clowns ». Il affirme : « Jamais, dans aucune société, on n'a considéré que la question de l'apparence des gens relevait à 100 % de la sphère privée. Le comportement des femmes dans l'espace public, à l'université, au travail, ne concerne pas qu'elles seules » et il propose de « concevoir un code vestimentaire pour la société dans son ensemble ». (Déjà, depuis 2006, en Tchétchénie, Ramzan Kadyrov impose aux femmes le port de foulards et de jupes ou robes longues.) Et Tchapline qui sera limogé le 24 décembre 2015, de menacer : « Nous connaîtrons bientôt une ère où les personnes vêtues de manière indécente seront chassées des lieux comme il faut […]. C'est pour bientôt, il faudra vous y faire[7]. »

L'Église dénonce l'homosexualité, qu'elle présente comme un élément central d'une politique délibérée de l'Occident,

dégénéré, contre la Russie. Sous sa pression, la Douma adopte à la quasi-unanimité, le 11 juin 2013, une loi dénonçant les « relations sexuelles non traditionnelles », c'est-à-dire, selon l'un des auteurs du texte de loi, « non conformes aux traditions russes ». Le même jour, elle vote une loi interdisant le blasphème, puni d'amendes et d'une peine de prison de trois mois à trois ans ! La loi sanctionnant l'homosexualité ne va pas aussi loin. Elle stigmatise seulement « la diffusion de toute information susceptible d'éveiller l'intérêt des mineurs envers ce type de relations ». Les médias sont eux passibles d'une suspension de quatre-vingt-dix jours. Dans la foulée, à Saint-Pétersbourg, Riazan, Arkhangelsk, Kostroma, des arrêtés, pris en mars 2012, prévoient des amendes pouvant aller jusqu'à 500 000 roubles pour « tout acte public faisant la promotion de l'homosexualité et de la pédophilie ». En réalité, le seul fait de se dire homosexuel est stigmatisé comme un acte de propagande.

L'Église suggère en janvier 2014 d'organiser une consultation populaire pour interdire l'homosexualité et donc la punir d'emprisonnement. La révolution russe avait supprimé les dispositions du code pénal tsariste qui punissaient l'homosexualité masculine de peines de prison. Staline avait rétabli ces peines par un décret du 1er avril 1934. Vsevolod Tchapline déclare dans une interview aux *Izvestia* du 10 janvier 2014 : « De telles relations sexuelles doivent être complètement exclues de la vie de notre société. »

L'ordre moral a toujours une face grotesque. Alors que l'Église orthodoxe se déchaîne contre l'homosexualité, fin 2013, des séminaristes de Kazan dénoncent les abus sexuels dont ils ont été les victimes de la part d'un prêtre du séminaire. Ce dernier n'est pourtant que déplacé dans un autre diocèse ; en janvier 2014, le célèbre archidiacre Andreï Kouraiev dénonce l'affaire sur son blog et stigmatise publiquement l'existence d'un « lobby gay » dans l'Église orthodoxe. À la suite de quoi, il est limogé de son poste de professeur à l'Académie spirituelle de Moscou sous prétexte d'absentéisme.

L'union quasiment incestueuse entre l'Église et le pouvoir pousse le très sérieux *Wall Street Journal* à affirmer : « L'agent du communisme soviétique s'est métamorphosé en patriarche politique de l'orthodoxie russe[8]. » C'est prendre l'apparence pour

la réalité, ou un jeu tactique pour une conviction. Pour les ecclésiastiques, toute la population russe est automatiquement orthodoxe et tenue de pratiquer cette religion. Poutine utilise cette tentative de normalisation obscurantiste de la société comme un anesthésiant susceptible d'apaiser les tensions sociales et politiques. Mais l'efficacité de ce somnifère est très incertaine. Certes, 80 % de la population se dit religieuse et 85 % de cette majorité se déclare orthodoxe, mais moins de 5 % des Russes reconnaissent assister plus ou moins régulièrement à un office religieux. Selon le sociologue Lev Goudkov, « on ne peut pas dire que la construction des églises a rendu les gens plus pieux ». L'auteur du webzine *Vzgliad* écrit : « En réalité, l'Église est à bout de souffle et exsangue. Les paroisses ouvertes dans la précipitation au cours des années 1990 comptent davantage de badauds que de véritables paroissiens. […] Pour la première fois dans son histoire récente, l'Église se trouve en proie non aux persécutions mais à l'indifférence et à la lutte concurrentielle[9]. »

Anna Politkovskaïa disait d'elle avec mépris : « Chacun sait ce que vaut la morale de cette Église orthodoxe russe qui bénit la guerre en Tchétchénie, le commerce des armes et les luttes fratricides dans le Caucase du Nord[10]. » Le poids de cette Église repose, comme à l'époque de Nicolas II, sur la puissance financière de son appareil corrompu et le soutien de l'État, et non sur son emprise, en réalité superficielle, sur la masse de la population. La pompe de ses manifestations solennelles sonne creux.

6

Une criminalité d'État

« Ce n'est rien de grave, sinon j'aurais forcément été averti », déclare le ministre de la Défense Sergueï Ivanov en déplacement à l'étranger, interrogé par le comité des mères de soldats[1]. Il n'y avait effectivement rien de grave : il avait simplement fallu amputer des deux jambes le soldat Sytchev, membre du bataillon de ravitaillement de l'école de chars de Tcheliabinsk, ravagé par la gangrène après avoir été torturé par les « anciens » (les *diedy* ou grands-pères). Rien de grave, bien sûr, dans une armée qui perd bon an mal an 2 000 à 3 000 appelés, victimes de bizutages sauvages (la *diedovchtchina*), de mauvais traitements divers, de l'avidité du corps des officiers, qui les traitent comme des esclaves, et d'accidents dus à la négligence et à l'insouciance de l'encadrement. Ainsi, le 14 juin 2005, le parquet militaire de la Russie indiquait que, en une semaine, 46 militaires avaient trouvé la mort (dont huit par suicide) sans participer à la moindre opération militaire et 22 avaient subi des mutilations. Anna Politkovskaïa qualifiait en 2004 l'armée russe de « machine à bizuter, à mutiler et à tuer » ses propres soldats et comme « une zone de non-droit[2] » où, de plus, les officiers exploitent sans vergogne la force de travail de soldats en bonne santé. Rien n'a depuis lors vraiment changé.

Le mépris des hommes de troupe est un héritage de l'armée tsariste, où les officiers frappaient les soldats, et de l'armée soviétique de Staline, où l'on envoyait les vagues de fantassins à l'assaut, dans des conditions susceptibles de rendre jaloux les mânes du général Nivelle, le responsable des massacres du

Chemin des Dames en 1917, et où les soldats capturés par l'ennemi étaient traités comme des traîtres.

Nombreuses sont les descriptions de l'armée russe qui recoupent en effet ce qu'en écrit Peter Pomerantsev en 2015 : « En fait de service, les appelés passent l'essentiel de leur temps à réparer et à repeindre les véhicules militaires que les officiers du camp revendent en douce […]. Ils sont avant tout de la main-d'œuvre gratuite[3]. »

Certes, l'armée russe affiche une apparente bonne santé : une armée de terre de 380 000 hommes, une armée de l'air de 180 000, une marine de 130 000 et des troupes spéciales d'environ 75 000 hommes. Au total donc, environ 800 000 hommes sous les drapeaux, dont quelque 25 % d'officiers et un budget en constante progression, qui prévoit de consacrer 23 000 milliards de roubles, de 2013 à 2020, pour moderniser et professionnaliser l'armée. Depuis 2008, les parades militaires du 4 novembre étalent sous les yeux des diplomates étrangers un défilé impressionnant de blindés et de missiles.

Mais l'envers du décor est moins reluisant. Depuis le célèbre ministre de la Défense Pavel Gratchev de l'époque d'Eltsine, les ministres qui se sont succédé n'ont guère brillé. Poutine y avait d'abord nommé, en 2001, son vieil ami de Saint-Pétersbourg, Sergueï Ivanov. Ce diplômé de la faculté de philologie, passé par l'Institut supérieur du KGB de Minsk, puis par l'école 101 de la Première direction principale du KGB, a ensuite été envoyé exercer ses talents d'espion à Londres avant d'être rétrogradé en Finlande, puis, pis encore, au Kenya, où, selon l'universitaire Vladislav Inozemtsev, qui choisit sa photographie comme illustration de ce qu'il appelle « la dictature des médiocres », son travail s'est traduit par une désorganisation générale du réseau de renseignements russe en Afrique de l'Est[4]. Il accomplit ensuite une longue carrière d'officier supérieur comme premier directeur adjoint de l'une des directions du Service des renseignements extérieurs de la Fédération (SVR), puis directeur adjoint du FSB, chef du département analyse, prévision et stratégie, et enfin secrétaire du Conseil de sécurité de la Fédération, avant d'être nommé le 28 mars 2001 ministre de la Défense, poste où il manifeste une incompétence notoire.

Il a à gérer, il est vrai, un état-major souvent digne de Gratchev. Ainsi, en mai 2003, le tribunal militaire de la garnison de Moscou juge l'amiral Iouri Klitchouguine coupable d'avoir vendu, en novembre 1994, à une société norvégienne prête-nom (Anadyr Limited) successivement le bateau *Anadyr*, qui sert à transporter des missiles stratégiques, des navires de guerre de petites et moyennes dimensions et des sous-marins atomiques. Ce bâtiment, construit en Finlande en 1988, a été acheté 88 millions de dollars, avant d'être envoyé en 1994 de la flotte du Pacifique vers la flotte du Nord, puis en direction de l'Espagne. Il est cédé à Anadyr Limited pour 21 millions de dollars alors que la Procurature estime sa valeur à 100 millions. La justice considère que l'amiral a décidé seul, sans en référer à ses supérieurs, ainsi tous blanchis. Le procureur réclame huit ans de prison, une peine que le tribunal ramène à quatre ans et demi… avant que l'amiral ne soit aussitôt amnistié ! En tant que médaillé, il bénéficie d'une décision de la Douma votée en 1997 qui exonère les médaillés de toute peine de prison. Or, on connaît la profusion de médailles qu'arborent les gradés soviétiques et russes ! Selon *Rossiiskaïa Gazeta,* « au cours des dix dernières années, une centaine de généraux et d'amiraux ont été traduits en justice, mais la majorité d'entre eux s'en sont tirés à bon compte (amendes, blâmes sévères) ou un châtiment plus proche d'une sanction morale : limogeage, condamnation avec sursis, amnistie. Seuls quelques-uns se sont retrouvés derrière les barreaux[5] ».

Six ans plus tard, en 2007, Poutine nomme à la place d'Ivanov l'ancien marchand de meubles Anatoli Serdioukov, qui, d'après Vladislav Inozemtsev, « sait à peine faire la différence entre un destroyer et un remorqueur[6] », mais est le gendre de Viktor Zoubkov, très proche collaborateur de Poutine dès l'aube des années 1990. Serdioukov est chargé de moderniser et de professionnaliser l'armée, d'en chasser 165 000 officiers jugés superflus, tout comme les bâtiments, que Serdioukov doit donc mettre en vente.

Une sombre affaire de tenues militaires assombrit bientôt son mandat. Dès son arrivée au ministère, il commande de nouveaux uniformes dessinés par un couturier ami personnel de Svetlana Medvedeva, l'épouse de Medvedev. Se soucier

d'abord de l'apparence extérieure, c'est la marque typique de la nomenklatura poutinienne ! Las ! Les soldats qui les portent par temps froid tombent victimes d'une épidémie de bronchite et de pneumonie. Le couturier proteste : les tenues portées par les militaires n'ont rien à voir avec les uniformes élaborés dans ses ateliers. Elles ont été doublées non pas avec le tissu chaud prévu par le couturier, mais avec du tissu synthétique, bien meilleur marché. La différence est passée dans les poches d'une large gamme de fonctionnaires, d'intermédiaires et de fournisseurs.

En octobre 2013, la police saisit 19 kilos de bijoux, dont 57 000 diamants, émeraudes et rubis, dans l'hôtel particulier du centre de Moscou où vit Svetlana Vassilieva, collaboratrice et maîtresse de Serdioukov. Les révélations se succèdent alors en cascade sur les fraudes concernant la société Oboronservis, contrôlée par le ministre lui-même. Le 7 novembre, Poutine limoge ce dernier, accusé d'avoir détourné 3 milliards de roubles en vendant à vil prix à des amis des biens immobiliers de son ministère déclarés inutiles. Ainsi, en 2010, il a cédé le petit aéroport de Koubinka dans la banlieue de Moscou à un oligarque ouzbek pour 5 millions d'euros. Un vrai cadeau. Sa maîtresse est emprisonnée, mais le bruit court qu'elle a pu se faire remplacer en cellule par une doublure…

Poutine nomme alors au ministère de la Défense un proche, Sergueï Choïgou, général du corps de la sécurité civile, qui, pendant les douze années passées à la tête du ministère des Situations d'urgence, s'est révélé incapable de faire face aux incendies à répétition entre 2005 et 2006, et surtout au plus grave d'entre eux, en 2010.

Le laisser-aller et la corruption règnent de la caserne au sommet de l'état-major. En février 2012, le procureur militaire Sergueï Fridinski dénonce le caractère « astronomique » des pots-de-vin dans l'armée, qui atteignent une somme de 3 milliards de roubles.

Les arsenaux, mal entretenus, vieillissent. Le 2 juin 2008, un incendie ravage le dépôt de missiles air-air sur l'aérodrome militaire de Lodeïnoïe dans la région de Leningrad. Le 13 septembre 2009, une partie de la base des services de renseignements militaires à Tambov prend feu à son tour ; cinq militaires

y trouvent la mort. Le 13 novembre 2009, à Oulianovsk, le dépôt de munitions n° 31 de la flotte russe prend feu ; deux pompiers périssent, une soixantaine de maisons sont endommagées. Des soldats déchargent les obus intacts. Le 23 novembre, à la veille même de la visite du président Medvedev, plusieurs d'entre eux explosent et huit démineurs sont tués. Nikolaï Patrouchev, ancien chef du FSB, président du Conseil de sécurité, annonce pourtant une réorganisation militaire en 2010 et, pour impressionner un adversaire potentiel, prévoit même l'utilisation de frappes nucléaires en cas de « conflit local ».

Le budget militaire russe augmente d'année en année, surtout celui de 2015, mais, selon Vassili Zatespine, expert des questions militaires à l'Institut Gaïdar, qui juge l'industrie militaire russe frappée par une corruption endémique et par une faible productivité propres à l'ensemble de l'économie russe, « le budget dépasse largement les capacités de l'industrie et cet argent repose actuellement sur des comptes bancaires[7] ». Pas en totalité, néanmoins, car l'augmentation du budget militaire au détriment des dépenses sociales débouche sur celle des commandes de l'armée, qui diminuent les capacités de livraison à l'étranger et rabotent d'autant les rentrées budgétaires.

L'univers de la police, qui dépend du ministère de l'Intérieur, est plus sombre encore que celui de l'armée. « De nombreux gardiens de l'ordre, écrit le journaliste russe Maxime Chevtchenko, se sont transformés en bêtes sauvages et en monstres. Dans les faits, les organes de protection de l'ordre sont devenus des bandes armées légales. En se couvrant du manteau de la défense de la loi, les policiers commettent des crimes comme de vrais bandits[8]. »

La rédaction rappelle que, dans le numéro précédent, elle avait, une fois de plus, évoqué la « réforme ratée des organes de protection du droit, dont les membres se livrent de temps à autre à des tortures, des meurtres, au prélèvement des pots-de-vin, au commerce de drogue et autres crimes ». Puis elle se demande s'il est « possible en général de redresser notre police si "tordue" » et s'il ne faut pas suivre l'exemple géorgien : « Chasser tous les policiers et en recruter d'autres qui ne soient pas entachés par la criminalité. » Mais licencier d'un

coup plus d'un million de policiers n'est envisageable que dans les colonnes d'un journal.

Les bavures dans ce corps sous-payé, dont les supérieurs se gavent sans retenue ni pudeur, sont nombreuses, de l'ordre de 5000 par an en moyenne. Ainsi les policiers de Kazan, pour faire avouer un suspect, peut-être seulement coupable d'avoir refusé de payer un pot-de-vin, sodomisent le récalcitrant avec une bouteille et ne sont pas sanctionnés. En avril 2009, le major Denis Evsioukov, chef du commissariat de Tsaritsyno, dans la banlieue de Moscou, en état d'ivresse prononcée, abat à bout portant une caissière et un chauffeur de taxi dans un supermarché. Dans la nuit du 3 au 4 janvier 2012, Alexeï Mitaev, policier de Tomsk, torture le journaliste Konstantin Popov et le viole avec un manche à balai. Popov meurt quelques jours plus tard[9].

Les exactions de la police dépassent souvent le stade des bavures. Elle peut passer à tabac, racketter, piller, tuer, en bande ou en accord avec un groupe mafieux, alors même qu'elle se voit confier des tâches politiques. Le 6 septembre 2008, en effet, trois mois après avoir été élu président, Medvedev a par décret remplacé le Département de lutte contre le crime organisé et le terrorisme par un Département de lutte contre l'extrémisme, extrémisme dont la définition officielle permet d'y inclure des manifestations d'opposition au pouvoir et même les railleries, assimilées au blasphème, à l'encontre de l'Église orthodoxe.

Au début de 2009, Medvedev renforce encore cette politique répressive. Il constitue une unité fédérale de réserve composée d'agents issus des administrations de la force publique. Le site internet du Kremlin annonce, le 19 février, que cette nouvelle unité comprendra des représentants de l'armée, du ministère de l'Intérieur, des troupes de la défense civile et de l'agence fédérale des chantiers stratégiques. Au même moment, le Comité des pêches annonce que les gardes-pêche seront bientôt dotés d'armes à feu et qu'une brigade spéciale de lutte contre les braconniers sera créée. Le président décide aussi la fabrication de nouveaux véhicules blindés pour disperser les manifestants. Ainsi, le nombre total d'hommes relevant des différentes structures des forces de sécurité (les fameux *siloviki*) destinées à

assurer l'ordre intérieur atteint les 2,5 millions, un chiffre très supérieur au nombre de soldats dans l'armée, auxquels il faut encore ajouter les véritables troupes « industrielles » de Gazprom et Transneft, chargées de protéger les gazoducs et les oléoducs.

En 2010, Medvedev décide d'une transformation purement sémantique ou décorative de la milice. Il s'inspire sans doute de l'exemple de Poutine, qui, en août 2006, avait remplacé les uniformes kaki des officiers de trois services du FSB par des uniformes noirs semblables à ceux que portaient pendant la guerre civile les soldats du général blanc Vladimir Kappel ; Medvedev, lui, transforme le nom traditionnel de la milice en « police » et augmente quelque peu le salaire de ses membres. Dans un discours du 6 août 2010, il avance cette proposition de « rendre à la milice sa dénomination antérieure » et affirme : « Nous avons besoin aujourd'hui de professionnels, d'agents qui exercent leur fonction avec efficacité, honnêteté et rigueur », signifiant ainsi que, jusqu'alors, ils ne le faisaient pas ; mais la modification du nom n'a rien changé sur le fond. Alors que le projet de loi est en discussion, l'hebdomadaire *Kommersant-Vlast* pose la question : « En quoi la police vaut-elle mieux que la milice ? », Mikhaïl Pachkine, le président du conseil de coordination des syndicats de miliciens de Moscou, lui répond : « Les policiers sont mieux payés. Essayez de vivre avec 13000 roubles ! Il faut faire comme en Géorgie : virer tout le monde, ne garder que les meilleurs et multiplier leur salaire par trente. Alors la police défendra la loi, pas les fonctionnaires corrompus[10]. » Or, Medvedev n'a pas multiplié le salaire des policiers par trente, mais par deux en janvier 2012.

Héritage caricatural de la planification appliquée au racket et reflet des campagnes staliniennes sur les objectifs des plans quinquennaux constamment rehaussés et sans cesse dépassés, un système de quotas contraint chaque année les policiers, mal payés, à déclarer plus d'arrestations que l'année précédente. Mais l'institution est intouchable. Le major Alexeï Dymovski, qui dénonçait la situation dans une lettre du 6 novembre 2009 postée sur YouTube, et imité par sept autres cadres du ministère de l'Intérieur (le MVD), a été accusé de vol et de diffamation et incarcéré. Le procureur adjoint de la région de

Komi, Grigori Tchebalkine, qui révélait de faux témoignages dans une affaire d'incendie criminel, a été lui aussi arrêté pour faux témoignage !

Les Omon (forces anti-émeute) sont payés le double des simples policiers. Dix d'entre eux ont adressé une supplique à Medvedev, publiée dans l'hebdomadaire *Temps nouveau*. Ils témoignent : leurs supérieurs gagnent des fortunes sur leur dos en les envoyant protéger des hommes d'affaires véreux et des prostituées, escorter des cargaisons illégales et prêter main-forte à des raids d'entreprises. « Les commanditaires s'entendent directement avec notre colonel. Il facture nos services à raison de 12 000 roubles par jour et par personne et reverse ensuite 1 500 roubles à chacun », prend la précaution d'exiger de ses officiers qu'ils rédigent auparavant « une lettre de démission non datée, qu'il conserve dans son coffre-fort ». Les hommes doivent enfin interpeller « au moins trois personnes par jour » pour toucher leurs primes[11]. La police de Moscou a qualifié ces révélations de calomnies et leurs auteurs, des officiers, de vulgaires voleurs, par ailleurs limogés quelques mois plus tôt.

Les travailleurs migrants venus du Tadjikistan, d'Ouzbékistan et du Kirghizistan fournissent à la police et à son racket des proies de choix. Un membre de Memorial, association constituée avant la chute de l'URSS pour restaurer et défendre la mémoire des victimes du stalinisme, décrit le mécanisme du triangle infernal dans lequel sont pris ces travailleurs : « Des employeurs qui préfèrent payer des pots-de-vin aux fonctionnaires et à la police plutôt que de travailler dans le respect des règles ; des policiers qui profitent à leur tour de la vulnérabilité des migrants en venant jusque dans leurs logements les battre et les racketter ; et, en bout de chaîne, des nationalistes parfois liés aux deux premiers qui font eux aussi régner la terreur[12] », sans compter les employeurs qui, une fois le travail accompli, dénoncent les migrants clandestins aux policiers ripous pour ne pas avoir à régler leur salaire.

L'affaire de Kouchtchevskaïa, à laquelle la presse française a fait largement écho, illustre l'ampleur de la corruption qui frappe l'appareil de la police et de la justice et l'étroitesse de leurs liens avec les mafias[13].

Le 4 novembre 2010, douze personnes dînent chez un riche fermier tatar de cette ville du Kouban. Un petit groupe de

tueurs, appelés les « sans limites », entre dans la maison, égorge les enfants, dont un bébé de neuf mois, et les convives, puis met le feu à la demeure. Une équipe de télévision de Moscou, qui effectuait un tournage à proximité, apprend la nouvelle et se rend sur les lieux. Les images du massacre, ainsi sorti de la banale chronique quotidienne, font le tour de la Russie et interdisent aux autorités locales complices d'attribuer les cadavres à un incendie accidentel. Une bande mafieuse, qui se fait appeler Brigada, dirigée par un meurtrier récidiviste, Sergueï Tsapok, contrôle la ville et sa banlieue avec la complicité de la police et des magistrats, qu'elle arrose. Tout le monde le sait, mais tout le monde se tait. Tous ont peur car tous savent que Kouchtchevskaïa n'est pas un cas isolé, mais la règle ou peu s'en faut. Tsapok a en effet construit son empire agricole à l'aide d'une technique très répandue en Russie, le *raiding*, dont l'affaire d'Hermitage, exposée plus loin, a donné la forme la plus achevée. Cette pratique exige la complicité totale de la justice et de la police : un procureur inculpe un propriétaire pour un ou des délits imaginaires, le fait condamner, la police emprisonne la victime, exige qu'elle cède son affaire, gratuitement ou pour un prix dérisoire, au mafieux, de mèche avec les magistrats et les policiers, qui, si nécessaire, tabassent l'obstiné parfois jusqu'à ce que mort s'ensuive. Tsapok met ainsi la main sur les entreprises d'un certain Bogatchov, achète un titre de docteur ès sciences et une place de député à la Douma locale sur la liste de Russie unie, où il préside la commission du budget. Le reportage de la télévision moscovite ébranle cet empire local, protégé en haut lieu par le gouverneur du Kouban lui-même. Ce dernier, il est vrai, selon le journaliste Dmitri Sokoloff, « a accumulé une fortune personnelle – 100 000 hectares de terre – grâce à des raids comme ceux de Tsapok[14] ». Tout bon *raider* bénéficie évidemment de la complicité payante des magistrats et des policiers. Les plus chers sont les hauts gradés du FSB, qui se font payer rubis sur l'ongle pour protéger les barons du crime qu'ils sont censés débusquer.

Igor Golochtchapov, ancien des forces spéciales du KGB, qui dirige une association d'entreprises de sécurité privées, souligne la banalité du procédé : « La corruption dans la police et la justice est plus importante que jamais. Parce qu'elle gangrène

le sommet de l'État […]. » Pour arrondir leurs fins de mois, des policiers participent à des raids contre des entreprises : « Vous voulez mettre la main sur une boîte qui rapporte ? Il vous suffit d'acheter un procureur et une équipe du MVD. Munis d'un faux certificat de propriété, ils débarqueront au siège de l'entreprise visée, expulseront ses occupants et s'empareront manu militari de l'affaire. Vous n'aurez plus qu'à vous installer dans le bureau du directeur ! » Selon Vincent Jauvert, « […] les *raiders* des différents services de sécurité, regroupés en clans ennemis, ont fini par se battre entre eux dans des guerres de territoires pour le contrôle de tel ou tel secteur de l'économie[15] ».

Depuis 2000, près de 140 000 policiers et autant de fonctionnaires ont été poursuivis pour faits de corruption et sanctionnés. Mais il ne s'agit guère que de petits fonctionnaires de deuxième et troisième échelon de simples policiers ou petits gradés. Les officiers supérieurs n'écopent, sauf rares exceptions, que de châtiments modestes, qui encouragent leur sens de l'impunité. Ainsi, le 17 novembre 2005, le ministre du Développement économique et du Commerce, Guerman Gref, a écarté de leurs fonctions… pour un mois les chefs des douanes de Saint-Pétersbourg, le général Ivan Mouchket, et de la Baltique, le général Ivan Krassoulenko, coupables selon lui d'« insuffisances dans leur travail ». Qu'en termes galants ces choses-là sont dites ! Les deux hommes avaient mis en place un système consistant à enregistrer des marchandises d'une valeur très inférieure à leur valeur réelle (de simples objets en verre à la place d'objets en cristal par exemple), de sorte que les droits de douane officiels pouvaient ainsi baisser de 1 400 à 400 %, les deux généraux et leurs amis proches empochant la différence.

En 2006, le général Boris Mirochnikov, le chef du service de surveillance de l'Internet, est convaincu de vol de téléphones portables au détriment de la société Evroset. Sous des prétextes divers, les lots de téléphones cellulaires étaient saisis en douane puis revendus à des sociétés amies. Les principaux bénéficiaires de l'escroquerie sont des généraux chargés de la lutte contre la criminalité. Ils ne seront limogés qu'en 2011.

La corruption de la police a de lourdes conséquences.

Pour faire face aux défaillances de la police, des professions s'organisent. Les chauffeurs routiers ont ainsi constitué une

association ou club, Bratichka (la Fraternité). L'un de ses fiefs est Tcheliabinsk, près de l'Oural. Ses membres escortent les poids lourds qui traversent la ville pour leur éviter d'être pillés par les « brigades » criminelles organisées ou par des bandes de jeunes voleurs à la tire capables d'attaquer les camions à l'entrée et à la sortie de la ville, voire en plein centre ! Près de l'un des cafés où les routiers s'arrêtent, une affiche vante « l'accompagnement armé pour la traversée de la ville ». Coût de l'accompagnement en 2011 : 399 roubles (soit alors 10 euros). Le club organise aussi le boycott des sociétés qui oublient de payer les chauffeurs à la fin de leur travail. Bratichka regroupe à l'échelle de la Russie 10300 routiers, soit un cinquième de la profession. Chaque adhérent paye une cotisation mensuelle de 1000 roubles pour s'offrir sa tranquillité.

Le FSB est au cœur de l'édifice des *siloviki*. Il en est la force essentielle. Mais il est comme les autres gangrené par la corruption que Poutine dénonce mais ne combat guère, là comme ailleurs, et ravagé par des dissensions intestines et des luttes de clans qui cherchent à se partager le contrôle des industries non encore privatisées ou le pillage de secteurs (à demi) privatisés de l'économie.

Le FSB s'est constitué en 1995 sur les ruines de l'ancien KGB, dont il occupe toujours le siège historique à la Loubianka. Le KGB était sous le contrôle étroit de l'appareil du parti communiste. Après la mort de Staline, tous les candidats à sa succession voulaient empêcher que la police politique puisse être utilisée pour faire tomber leur tête. Son chef Beria une fois liquidé en juin 1953, Khrouchtchev rétrograda donc la sécurité d'État du rang de ministère à celui de simple comité, étroitement subordonné au secrétariat du Comité central. Le chef du KGB pendant quinze ans, Iouri Andropov, dont le FSB fabrique aujourd'hui un culte destiné à ses propres membres, était un apparatchik placé à sa tête par le secrétariat du Comité central.

Boris Eltsine tenta d'abord de démembrer l'ancien KGB pour mieux assurer le contrôle de la présidence sur la police politique. Poutine, issu de cette dernière, a inversé cette politique et reconstitué une sécurité d'État, qui, quoique héritière du KGB, en diffère sur plusieurs points. De nombreux dirigeants actuels viennent du KGB, du FSB ou du SVR : l'ancien ministre de la

Défense Sergueï Ivanov, Igor Setchine, président de Rosneft, Vladimir Kojine, responsable des biens fonciers et immobiliers du Kremlin, Viktor Ivanov, directeur adjoint de l'administration présidentielle, Viatcheslav Soltaganov, numéro deux du Conseil de sécurité. La liste change sans cesse. Mais cela ne suffit pas à valider l'affirmation du secrétaire d'État américain à la Défense, Robert Gates, en 2010 selon laquelle « le gouvernement russe est une oligarchie dirigée par les services de sécurité[16] ».

Selon les spécialistes russes du KGB Andreï Soldatov et Irina Borogan, « le Service est une organisation radicalement nouvelle, plus influente que son prédécesseur soviétique. Jamais auparavant un officier des services spéciaux n'avait dirigé le pays pendant dix ans[17] ». Il compte aujourd'hui plus de 100 000 agents, dont les dirigeants bénéficient de multiples prébendes, mais se déchirent pour leur partage.

À partir de 2003, les clans du FSB ne cessent d'étaler leur linge sale au grand jour, se lançant au visage des accusations, en général fondées, de détournement de fonds et de corruption. Un épisode illustre l'ampleur de la bataille, dite « guerre des tchékistes », entre deux clans, l'un dirigé par Viktor Tcherkessov, général du FSB en charge de la lutte contre le blanchiment de la drogue et ancien collègue de Poutine à la faculté de droit de Saint-Pétersbourg, l'autre par Nikolaï Patrouchev, le directeur du FSB.

Début octobre 2007, Patrouchev fait arrêter à leur descente d'avion à Domodiedovo un homme de Tcherkessov, Alexandre Boulbov, numéro deux de son service, et plusieurs de ses collègues de la brigade des stupéfiants. Boulbov et ses hommes enquêtaient sur une affaire de contrebande massive organisée depuis 2000 dans le service des douanes, rattaché au FSB. L'inspecteur de police Pavel Zaïtsev avait établi que des officiers des douanes et du FSB se livraient à un trafic de meubles, d'armes, de drogue et de produits pétroliers portant sur des centaines de millions de dollars. En 2002, il se voit retirer la direction de l'enquête, immédiatement close, et, en prime, condamné en novembre 2003 à deux ans de prison avec sursis. Le journaliste et député Iouri Chtchekotchikhine, qui enquête lui aussi sur cette affaire, est victime d'une étrange maladie. Le 16 juin 2003, en pleine séance de la Douma, il est saisi de violents maux de

tête et de nausées. Cinq jours plus tard, il est hospitalisé à la clinique centrale du Kremlin, réservée aux hauts fonctionnaires. Il meurt le 3 juillet. La direction de l'hôpital refuse, au nom du « secret médical », de communiquer le moindre élément de son dossier médical à sa famille, qui demande alors l'ouverture d'une enquête. La Procurature rejette la demande.

L'un des principaux témoins à charge, militaire, Sergueï Pereverzev, est victime d'un accident de voiture ; grièvement blessé, il est transféré à l'hôpital, où il est assassiné à la veille de son audition. En juin 2006, l'enquête est rouverte ; Tcherkessov fait arrêter des responsables du FSB impliqués. Patrouchev réagit immédiatement. Poutine met officiellement à pied par décret trois généraux impliqués dans le trafic, mais les trois hommes restent en place. Le pouvoir de Poutine sur l'institution dont il est issu est donc fragile.

Le 9 octobre 2007, Tcherkessov publie, dans le quotidien *Kommersant*, un article alarmiste intitulé « Ne laissons pas les combattants devenir des commerçants ». Il s'inquiète de la « guerre des gangs » au sein du FSB, évoquée par « des experts et des journalistes », et affirme : « Cette guerre ne peut pas avoir un vainqueur […], elle s'achèvera par l'effondrement total de ce réseau », et cela par la faute de certains, « plus préoccupés de s'enrichir que de protéger la Russie ». Poutine écarte alors les deux hommes de leurs responsabilités dans le FSB et remplace le 13 mai 2008 Patrouchev, nommé secrétaire du Conseil de sécurité, par Alexandre Bortnikov.

La lutte pour les privilèges est sourde mais féroce. Citant les recherches du député Viktor Alksnis, qui en sera récompensé par sa défaite aux législatives de 2007, Andreï Soldatov et Irina Borogan évoquent la fourniture gratuite, ou quasiment gratuite, de luxueuses villas, dans le quartier chic de la Roubliovka, à des généraux du FSB. Ces privilèges diffèrent de ceux de leurs prédécesseurs du KGB. À cette époque-là, leurs bénéficiaires savaient, comme tous les autres membres de la nomenklatura, qu'ils ne pourraient continuer à en user que s'ils conservaient leur poste. « Le vrai propriétaire des datchas, de leur mobilier et des voitures a toujours été le KGB[18], et non ses membres. » À l'époque de l'URSS, en effet, le dignitaire du Bureau politique lui-même, une fois limogé, perdait toutes ses possessions

et ne percevait plus, comme Khrouchtchev l'a vécu après son éviction en octobre 1964, qu'une petite retraite. Aujourd'hui, les généraux sont passés de l'usufruit à la pleine propriété, acquise de manière frauduleuse.

La pénétration des intérêts privés dans le FSB met en péril son activité au service de l'État. En juin 2010, les États-Unis expulsent dix agents des services secrets russes, dont Anna Chapman, fille d'un général du KGB, évidemment connu des services américains ; un tel pedigree est peu commode pour jouer aux espions. Selon plusieurs sources concordantes, Anna Chapman aurait consacré l'essentiel de son temps à gérer sa petite entreprise en utilisant les ressources financières de son père. « Les agents clandestins se contentent de faire du business au profit de leur chef. Ils sont chargés de blanchir l'argent des tchékistes (KGB), des fonctionnaires et des bandits, le plus souvent via des opérations immobilières », affirme Sergueï Kanev, reporter spécialisé dans le monde de la pègre, pour qui l'institution des services spéciaux n'est qu'un « bazar d'ivrognes ». Le traître du réseau, qui a fait tomber ce dernier, le colonel Alexandre Poteïev, aurait utilisé la protection du SVR. Il versait ainsi de l'argent à ses supérieurs à Moscou afin que ces derniers ferment les yeux sur les affaires immobilières américaines de sa femme et de sa fille. Selon Pierre Avril, correspondant du *Figaro* à Moscou, « les problèmes financiers de Poteïev ont débuté lorsque celui-ci a voulu réduire le montant de la contribution financière destinée à ses chefs[19] ». Plusieurs de ces espions expulsés des États-Unis sont aussitôt recasés dans les affaires. Ainsi Anna Chapman, Mata-Hari d'opérette qui n'hésite pas à user de ses charmes, a été intégrée à la direction de la banque FondsServiceBank.

L'émiettement en plusieurs structures et l'affaiblissement du FSB sous Eltsine avaient poussé certains de ses officiers à se reconvertir dans le privé. Depuis lors, les liens organiques entre le FSB et le secteur privé se sont renforcés. Des agents utilisent leur poste ou leur renommée pour placer autoritairement des entrepreneurs sous leur protection. Au début de décembre 2011, deux membres du service du contre-espionnage du FSB sont condamnés à deux ans de prison (l'un des deux avec sursis) pour s'être fait offrir une voiture de luxe par la femme d'un

homme d'affaires en délicatesse avec la justice contre une promesse d'intervention dans le dossier. Être un officier du FSB ouvre de nombreuses possibilités. L'admission dans son académie se monnaye entre 10000 et 20000 dollars ; une entreprise doit payer environ 150000 dollars pour obtenir par un gradé du FSB un contact au sein de l'administration présidentielle. Patrouchev ne manque donc pas d'humour, sans doute involontaire, lorsqu'il qualifie le FSB de « nouvelle noblesse ».

Nombre de ces « nouveaux nobles » sont, depuis les années Eltsine, entrés dans le privé. Ainsi, au début des années 1990, Vladimir Krioutchkov, le dernier chef du KGB, membre du Comité d'État, qui tenta le putsch avorté d'août 1991, travaille un moment à la direction du groupe AFK Sistema, avant de devenir conseiller de Poutine ; Filipp Bobkov, ancien responsable du département n° 5 du KGB, chargé de l'idéologie, dirigeait le service de sécurité du groupe Most créé par l'oligarque Vladimir Goussinski ; Alexeï Kondaourov, général du KGB, ancien chef du Centre des relations publiques du ministère de la Sécurité, intégra le service information et analyse de Menatep, la banque du groupe de Khodorkovski, dont il devint l'analyste en chef.

Les oligarques aiment être entourés d'anciens cadres du KGB pour leur sécurité et celle de leurs entreprises. Les services et entreprises de sécurité et de protection privée pullulent, souvent animés par des anciens des services secrets, de la police fiscale, de la Direction de la lutte contre le crime organisé et du Service fédéral de protection, le FSO, le seul service d'État légalement autorisé par la loi à effectuer certaines missions de sécurité privée. La Russie compte autour de 20000 firmes de sécurité privées, dont 3000 pour Moscou. Leur succès s'explique aisément. Même s'ils ont peu à peu diminué sous Poutine, les règlements de compte font toujours partie de la vie économique russe ; la fragilité des droits de propriété, l'insécurité qui en découle, la pratique du chantage et le grand nombre de « raids » organisés pour mettre la main sur la ou les entreprise(s) d'un concurrent, la corruption de tous les services de police imposent le recours aux services privés de sécurité. Plus de trois millions d'individus, souvent issus de l'armée, de la police et d'autres services spéciaux et peu qualifiés, travaillent dans le gardiennage et la

surveillance, de vigiles à convoyeur de fonds ; ils ne touchent que de maigres rémunérations, mais le chômage qui frappe, début 2015, plus de quatre millions d'hommes et de femmes et les très bas salaires en province favorisent leur recrutement. Selon l'historien militaire Valeri Tcheban, « sur les cinq millions de militaires soviétiques, près de deux millions sont restés dans les ministères de force. Les autres ont rejoint les armées privées[20] ».

Organisme apparemment judiciaire, le Comité d'enquête ne vaut guère mieux. Simple département intégré à la Procurature et dirigé par le procureur Iouri Tchaïka jusqu'en 2009, ce comité, qui compte près de 20000 collaborateurs, est constitué en unité autonome en 2011 et confié à Alexandre Bastrykine, ancien coreligionnaire de Poutine à l'université juridique de Saint-Pétersbourg. Selon le député de Russie unie Alexander Khinstein, « Bastrykine peut se permettre n'importe quoi : emmener des journalistes dans une forêt et les menacer de mort [ce qu'il a fait à un journaliste de *Novaïa Gazeta*], posséder un business à l'étranger, créer tout ce qu'il juge à propos sans supporter la moindre responsabilité[21] ». Bastrykine est le principal organisateur de la répression contre les manifestants interpellés et emprisonnés. Il est peut-être le premier chien de garde du régime ; venu faire une conférence à la Sorbonne en octobre 2013, il a reçu un accueil tumultueux qui l'a laissé de glace.

Pour l'économiste Mikhaïl Deliaguine, « le grand problème c'est que la criminalité est désormais organisée par les structures d'État elles-mêmes, soucieuses de s'approprier les entreprises sous couvert de renationalisation[22] ». L'ancien vice-ministre de l'Énergie Vladimir Milov, s'appuyant sur les statistiques de la criminalité, affirmait, dans le même sens, en 2007 : « Le "mythe" de "l'ordre" réinstauré par Vladimir Poutine, en réaction au chaos criminel des années 1990, ne tient pas une seconde. Les liens entre le milieu du crime et les hauts fonctionnaires se renforcent[23]. » Ils ne peuvent ni se nouer ni se maintenir sans la complicité, somptueusement rémunérée, de membres des divers services de police.

7

Le bal des fantômes

Depuis la chute de l'URSS, l'univers des partis n'est qu'un champ de ruines où paradent des fantômes. Simple façade de l'État et de son lourd appareil, le PCUS n'était déjà avant 1991 qu'un faux parti, dont l'écrasante majorité des 19 millions de membres ne prenaient la carte d'adhérent que par nécessité de carrière ou par routine. L'ex-membre du bureau politique du PCF Francette Lazard le dit à sa manière lorsqu'elle explique pourquoi elle se rendait très peu en URSS dans les années 1960-1980 : elle recevait, écrit-elle, « du haut des tribunes, des leçons de marxisme-léninisme », mais « dans les conversations de table ou de couloir, ce sont les dernières modes de la "modernité" occidentale qui intéressent » ; et lorsqu'elle évoque « un nouvel essor du marxisme », « on [lui] dit avec condescendance : "Comment, tu crois encore au communisme[1] ?" ».

La puissance apparente du mastodonte, paralysé par une bureaucratie aussi avide qu'improductive, n'était que le masque trompeur d'une impuissance organique ; en septembre 1991, les 15 millions de membres encore encartés n'ont, malgré leur nombre, pas opposé la moindre résistance à la dissolution du PCUS, qui s'est proprement évaporé.

Le Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF), fondé en 1993 sous la direction de Guennadi Ziouganov, rassemble les débris de la petite et moyenne nomenklatura maintenue à l'écart du pillage des richesses du pays organisé par ses anciens dirigeants et se situe dans la continuité du PCUS ; seul changement dans l'affichage, ce parti, favorable à l'instauration

de quotas ethniques dans la fonction publique, a remplacé Karl Marx, relégué aux oubliettes, par l'Église orthodoxe, dont il célèbre l'alliance avec Staline, décidée et contrôlée par ce dernier en septembre 1943. Mais, depuis lors, les rapports de force se sont inversés : Staline ne se manifeste plus guère que sous la forme de portraits brandis dans les manifestations par des survivants, chaque année plus rares, de la guerre, bardés de décorations, alors que l'Église orthodoxe impose encore davantage son poids, devenu beaucoup plus financier que spirituel.

Ziouganov a annoncé son credo réel lors d'une réunion à Davos, organisée en son honneur par l'homme d'affaires américain Bill Browder, lui-même petit-fils d'un ancien secrétaire du PC américain, et quelques autres. Il a rassuré le gotha mondial des employeurs rassemblés là : « Tous ceux d'entre vous qui craignent que je renationalise les biens privatisés doivent se rassurer. De nos jours, communiste n'est guère qu'une étiquette. Un processus de propriété privée s'est amorcé en Russie et l'on ne pourra pas revenir dessus. Si nous devions renationaliser les biens privatisés, des troubles agiteraient la société russe, de Kaliningrad à Vladivostok. » Et, adepte du bluff, comme son maître Staline ou comme Poutine, il conclut à l'adresse de ses auditeurs : « J'espère tous vous rencontrer de nouveau quand je serai président de Russie[2] », avenir auquel il ne croit certainement pas le moins du monde.

Son discours à Davos relève donc d'une mascarade qui reflète la réalité politique des institutions et, d'abord, celle d'une fausse assemblée, la Douma, dont le président jusqu'à la fin 2012, Boris Gryzlov, avait un jour déclaré qu'elle n'était pas « un lieu de discussion ». Plus encore que dans le Parlement français de la Ve République, on se contente d'y voter les textes présentés par le gouvernement. Mais en être membre ouvre de grandes possibilités de trafic d'influence. Tout aussi truqués que la Douma sont les partis, dont les dirigeants tentent de se faire élire.

« Tous les partis impliqués dans le processus électoral – pas seulement la progouvernementale Russie unie, mais également la soi-disant "opposition" – sont contrôlés par l'administration et la plupart des gens en sont tout à fait conscients », affirme sur son site[3] Boris Kagarlitski, l'un des observateurs les plus

perspicaces de la scène politique russe. Peter Pomerantsev caricature à peine la réalité lorsqu'il écrit plus méchamment encore : « "L'opposition" avec ses chefs tragi-comiques est structurée et financée de sorte à renforcer le Kremlin[4]. »

Le cas d'école est le Parti libéral-démocrate, créé en 1989 par Vladimir Jirinovski, ancien officier du KGB. Sa naissance même avait une odeur de provocation montée avec l'accord, sinon la participation directe, du KGB. Jirinovski s'est d'ailleurs longtemps conduit en pur provocateur, allant un jour jusqu'à gifler son contradicteur à la télévision. Ses pantalonnades lui ont gagné une réputation de bouffon. Dénonçant « le complot juif », il a, par exemple, invité en 2000 les députés de la Douma à ne pas se lever une minute en mémoire de l'extermination des juifs avant de proclamer haut et fort son amour pour eux. Cette même année, il est décoré par Poutine. Il cultive le chauvinisme le plus extrême et soutient systématiquement le président. Ses députés votent quasiment tous les textes proposés par le gouvernement à la Douma. Ils en sont remerciés par le renouvellement régulier de leur mandat. Ce parti quasi fictif avait obtenu 11 % des voix aux élections législatives de 1995, 12 % à celles de 2003 et 11,67 % à celles de 2011. Simple marionnette du Kremlin, utile pour présenter Russie unie comme vaguement centriste, il n'est pas affecté par les divers et nombreux trucages électoraux.

Le Parti national-bolchevique (PNB), dont le sigle est un décalque affiché du parti national-socialiste, fondé en 1993 par le romancier Edouard Limonov et Alexandre Douguine, puis interdit en 2007, a joué un rôle particulier dans cette trouble constellation. De façon purement provocatrice, les *natsboly* joignent d'abord un culte de Lénine au culte du baron von Ungern, ce « baron fou » qui combattit aux côtés des armées blanches pendant la guerre civile et prônait le massacre des communistes et des juifs, qu'il fit effectivement abattre jusqu'au dernier, enfants compris, lorsqu'il prit Ourga. Dans leurs manifestations, pendant de longues années, l'un de leurs slogans préférés était : « Staline, Beria, goulag ! »

En 1999, Limonov proposa, en vain, au parti fascisant d'Alexandre Barkachov, le RNE, aujourd'hui disparu, de constituer une liste commune. Ce parti, qui faisait le salut fasciste dans ses rassemblements, développait la dénonciation litanique

du « complot juif » ou « américano-sioniste » mondial. Selon Limonov, seules « l'avidité, la vanité, la susceptibilité et la manie des grandeurs de Barkachov ont empêché l'unité des forces nationalistes ». Douguine rompit avec le PNB en 2003 pour fonder le mouvement Eurasie. Au début de 2006, c'est le père fondateur, Limonov lui-même, qui en fut exclu par la majorité.

En septembre 1993, à une autre extrémité apparente de l'arc-en-ciel politique, certains dirigeants de la FNPR envisagent de constituer un Parti du travail qui pourrait rassembler entrepreneurs et salariés et constituerait un socle politique du corporatisme. Parmi les « experts » conseillers de cet éphémère Parti du travail, on trouve l'ancien dirigeant de la Confédération anarcho-syndicaliste Andreï Issaïev, qui amorce son évolution vers de lointains rivages. Les dirigeants de la FNPR abandonneront vite leur Parti du travail resté sans adhérent.

Les « ersatz de partis » créés à divers moments par le pouvoir se suivent et se ressemblent comme autant de matriochkas : en 1993, Egor Gaïdar crée le parti gouvernemental le Choix de la Russie, disparu depuis longtemps comme son fondateur ; en 1993 encore, l'économiste Grigori Iavlinski, le père de la thérapie de choc, fonde Iabloko, un parti aujourd'hui moribond dont les adhérents n'ont jamais été invités à payer une quelconque cotisation.

En 1995, le Premier ministre Viktor Tchernomyrdine fabrique Notre maison la Russie, puis, peu après, c'est l'ancien chef du FSB et bref Premier ministre Evgueni Primakov qui donne naissance à Toute la Russie, tandis que le maire de Moscou Iouri Loujkov, l'un des plus grands mafieux de la Russie nouvelle, crée La Patrie. Ces deux derniers pseudo-partis forment un bloc pour les législatives de 2000. Andreï Issaïev est élu député sur les listes de La Patrie sur lesquelles figurent de nombreux responsables de la FNPR. Puis La Patrie et Toute la Russie fusionnent avec Unité, fondé pendant l'été 1999, à la demande de Poutine, par le ministre de la Défense Sergueï Choïgou, pour former, le 1er décembre 2001, Russie unie, parti présidentiel attrape-tout où les trois hommes rassemblent leurs clients, dont les dirigeants de la FNPR.

Tous ces partis officiels ou officieux sont constitués de fonctionnaires issus des ministères, des législatifs et exécutifs régionaux

ainsi que des municipalités et de mafieux et bandits reconvertis qui entendent profiter de l'immunité parlementaire pour ne pas avoir à rendre compte de leurs malversations. Les « ouvriers » affichés sont d'ordinaire des permanents de la FNPR. La clientèle de ces partis purement clientélistes n'hésite pas à opter pour un autre patron au moindre changement de vent. En juin 2007, Dmitri Goubine affirme ainsi dans le magazine *Ogoniok* : « En Russie, la politique est surtout un moyen d'avoir accès à des avantages matériels sans passer par le marché[5]. » Le même espoir anime les membres des dociles et factices mouvements de jeunesse fabriqués par le pouvoir : Nachi (les nôtres) que leurs adversaires appellent les *nachisty* – qui rappellent nazis –, Jeune Russie, Ceux-d'ici, Gens nouveaux, Notre pays et des formations plus originales comme les motards des Loups de la nuit dont le chef Alexandre Zladostanov, au début de mai 2015, organise un rallye à moto jusqu'à Berlin, par la Biélorussie, en brandissant des drapeaux rouges à l'effigie de Staline et en hurlant : « Pour la patrie ! Pour Staline ! »

Un poste de député est à la fois une protection contre d'éventuels ennuis avec la justice et un placement, même si la Russie n'en est pas au stade de l'Ukraine des Koutchma, Ianoukovitch, Iouchtchenko et autres Timochenko, où le candidat député devait payer de 5 à 7 millions de dollars – qu'il récupérera ensuite très largement – pour obtenir une place éligible sur une liste de candidats. L'idéologie affichée n'est qu'un masque. Lorsque Poutine veut instaurer un système d'imposition permettant de faire payer un peu plus Khodorkovski et sa compagnie Ioukos, qui ont mis au point une stratégie d'optimisation fiscale reprise de celle des multinationales américaines, ce dernier tente d'obtenir le soutien de la Douma pour faire amender la législation fiscale à son avantage. À cette fin, il décide de financer publiquement la campagne électorale à la fois de l'Union des forces de droite (SPS), de Iabloko et du parti communiste. L'alliance éventuelle de ces partis apparemment opposés, qui rassemblerait le père de la thérapie de choc et son opposant public, ne paraît improbable à personne.

Les « démocrates », qui multiplient les organisations moribondes ou mort-nées, ne valent guère mieux. D'ailleurs Iavlinski, l'un de leurs principaux dirigeants, engagé depuis 1993 sur la

pente glissante qui a amené à la disparition totale de son groupe parlementaire aux élections législatives de 2003, faute d'avoir atteint les 5 % de voix nécessaires, avait déclaré fin novembre, juste avant ces élections fatales pour lui : « Depuis la réélection d'Eltsine en 1996, il est complètement illusoire d'espérer créer une opposition politique en Russie » faute, affirmait-il, d'un système juridique indépendant, de médias de masse indépendants… et d'argent ! Or, ajoutait-il, « il est impossible de financer quoi que ce soit en Russie sans passer, à un moment ou à un autre, par les pouvoirs publics ». Et il concluait : « En l'absence de ces trois éléments fondamentaux, il est par définition impossible de mettre sur pied une opposition politique efficace[6]. » Quelques semaines plus tard, il annonçait pourtant sa volonté de construire « un grand parti démocratique », qui ne verra jamais le jour.

Le 25 janvier 2005, la journaliste Anna Politkovskaïa assiste à une de leurs réunions ; le spectacle la décourage : « À Moscou, les démocrates organisent un de ces barnums dont ils sont coutumiers. Cette fois, c'est à l'occasion d'une session du Congrès citoyen "contre la dictature", une énième instance censée réunir les nombreux mouvements se réclamant des idéaux démocratiques. Comme souvent la discussion est phagocytée par les velléités de chacun des participants de s'imposer en tant que "leader de la démocratie russe" […]. Il y a beaucoup de bruit mais peu d'efficacité. » Dans les couloirs, « tout le monde s'accorde à dire que les démocrates ont toujours un train de retard. Or, le peuple ne les attend pas[7] ».

L'abîme apparaît souvent béant entre la noria des candidats à la députation et la masse de la population, plus intéressée par la défense de son faible niveau de vie que par la dénonciation des fraudes aux élections, dont sont friands les candidats battus.

Les efforts de Gorbatchev pour revenir dans le jeu politique au sein de cette constellation participent de cette comédie dérisoire. En 2001, il fonde le Parti social-démocrate de Russie, qui est admis à l'Internationale socialiste, mais disparaît avant d'avoir exercé la moindre activité et ne figure plus sur l'organigramme de l'Internationale. En septembre 2007, flanqué de l'ancien maire de Moscou Gavriil Popov, de l'écrivain Genrikh Borovik et de l'économiste Nikolaï Chmeliov, il annonce un

nouveau parti social-démocrate censé réunir toutes les forces virtuelles d'une social-démocratie russe imaginaire qui n'existe que sur le papier. En septembre 2008, troisième et ultime tentative, l'oligarque et ancien du KGB Alexandre Lebedev, député jusqu'en 2007, dévoile avec Gorbatchev son projet – une nouvelle fois avorté – de créer un parti social-démocrate. À l'instar des trois tentatives de Gorbatchev, d'autres partis météores disparaissent avant d'avoir eu une quelconque action, tel le Parti républicain.

En septembre 2003, sur les conseils du Kremlin, Sergueï Glaziev et Dmitri Rogozine, ce dernier tout juste sorti, à cet effet, de Russie unie, forment le parti Rodina (Patrie), qui obtient 9 % des voix aux législatives de 2004. À la présidentielle qui suit, Rogozine appelle à voter Poutine, alors que son propre parti, Rodina, qu'il préside… présente la candidature de Glaziev qui recueille 4 % des voix ! Rogozine cherche les faveurs du président. Il les obtiendra bientôt, après un petit incident de carrière. En 2005, le spot électoral de Rodina proclame : « Nettoyons Moscou de ses déchets ! » (les travailleurs migrants venus du Caucase), ce qui lui vaut d'être – légèrement – condamné pour incitation à la haine raciale et interdit de participer au scrutin, mais ne va pourtant nullement freiner sa carrière. Rappelant que son arrière-arrière-grand-père fut l'un des chefs de la police tsariste, Rogozine profère : « Nous ne laisserons pas nos villes devenir des tanières à ours, des aouls et des kichlaks (villages du Caucase et d'Asie centrale)[8]. »

En octobre 2006, Rodina fusionne avec le folklorique Parti de la vie, dirigé par le président du Conseil de la Fédération de Russie depuis 2001, Sergueï Mironov, dont la fonction souligne les liens avec le pouvoir, et avec le tout aussi folklorique Parti des retraités, fondé en 2005. Cette fusion donne naissance au parti Russie juste, qui obtiendra en 2008, l'année même où il appelle à voter pour Medvedev à l'élection présidentielle, le statut d'observateur à l'Internationale socialiste, puis en deviendra peu après membre à part entière. L'Internationale socialiste, dont Ségolène Royal est vice-présidente, avait jadis admis dans ses rangs les « partis » uniques et policiers du dictateur égyptien Hosni Moubarak et du dictateur tunisien Ben Ali, ainsi que le « parti » à peine moins policier de l'Ivoirien Laurent Gbagbo.

N'étant très regardante ni sur le socialisme ni sur la démocratie de ses affiliés, elle peut donc accepter un parti fabriqué par le Kremlin.

Poutine lui apporte d'ailleurs son appui quelque peu tapageur. Le 14 septembre 2007, lors d'une rencontre à Sotchi, il évoque Russie juste en classant le parti dans la social-démocratie, qu'il appelle à se développer et qui, précise-t-il, ne doit pas constituer « un résidu des temps passés, une sorte de Parti communiste, mais un vrai mouvement de gauche moderne, un parti de gauche avec une pensée sociale-démocrate ». Il ajoute que si Russie juste échouait, « une autre force responsable verrait le jour, sous la forme d'un parti aux idées sociales-démocrates, parti qui pourrait endosser la charge de l'avenir du pays[9] ».

Les partis n'ayant ni base sociale réelle (en dehors, pour Russie unie, de la bureaucratie gouvernementale, régionale et locale) ni programme politique, ils sont comme suspendus en l'air et peuvent disparaître dans l'indifférence générale. Ainsi les dirigeants de l'Union des forces de droite, le SPS, n'ayant plus aucun député depuis les élections de 2003, ils décident de dissoudre leur parti en 2008. Pour eux, l'absence de députés à la chambre d'enregistrement qu'est la Douma signifie la mort du parti lui-même. L'un de ses anciens dirigeants, Boris Nemtsov, crée l'éphémère mouvement Solidarité. En 2008, Poutine nommera Nikita Belykh, l'un des deux chefs du SPS disparu, gouverneur de la région de Kirov, où ce dernier embauchera Alexeï Navalny.

On peut dès lors assister à des regroupements hétéroclites condamnés dès leur naissance même. Ainsi, en 2006, Viktor Anpilov, ancien membre du très stalinien RKRP (Parti communiste des ouvriers et paysans), dont il a été exclu à la fin des années 1990, resté nostalgique de Staline et leader du groupuscule Russie travailleuse, Garry Kasparov, l'ex-joueur d'échecs, partisan de l'ouverture totale de la Russie à l'économie de marché, leader du Front unifié des citoyens, qui n'unifie pas grand monde et comporte très peu de citoyens, Edouard Limonov, le fondateur exclu du Parti national-bolchevique, dissous l'année suivante pour « extrémisme », et l'ancien Premier ministre Mikhaïl Kassianov, proche des milieux d'affaires, créent l'éphémère L'Autre Russie, qui ne subsistera que quelques mois après

avoir un peu effrayé le Kremlin. En tête de la liste des candidats de L'Autre Russie aux législatives de décembre 2007 figurent Kasparov, Limonov et Viktor Guerachtchenko, ancien président de la Banque de Russie. Malgré le caractère hétérogène de cette formation, paralysée par l'impossibilité d'établir un programme et une politique cohérents, la Commission électorale centrale invalide sa liste de candidats aux élections législatives de 2007. Après son échec, Kassianov fondera l'Union populaire et démocratique qui fera long feu.

Le 22 juin 2011, la justice refuse d'enregistrer le Parti de la liberté populaire (Parnas), dont Kassianov et Nemtsov sont deux des vice-présidents, au motif que les listes d'adhérents comporteraient par endroits des mineurs et des morts. Or, s'insurge Kassianov, « les prétextes invoqués sont fallacieux. Il n'y a que quatre motifs pour refuser l'enregistrement d'un parti : l'appel au séparatisme, l'atteinte à la morale, l'abaissement des droits d'un groupe social ou bien des menaces sur la vie de citoyens[10] ». En d'autres termes, Kassianov avoue… qu'il y a bien des mineurs et des morts sur leur liste. Pourquoi ? Leur parti fantôme fait comme les autres du même type : pour recueillir des signatures d'adhérents (et à l'époque il en faut 40 000 !), il emploie, contre une bonne poignée de roubles ou de dollars, des recruteurs étrangers au « parti », indifférents à son sort, sans compter des fumistes, des saboteurs partisans du pouvoir ou des recruteurs payés par lui, qui inventent des noms fantaisistes ou recueillent volontairement des noms de morts qu'ils signalent éventuellement eux-mêmes à la justice, dont le travail est ainsi mâché.

Au royaume des partis fantômes, la Russie va connaître mieux encore trois jours plus tard. Le 25 juin, Mikhaïl Prokhorov, alors troisième fortune de Russie et candidat à l'élection présidentielle du 4 mars 2012, tient le congrès de fondation du parti Juste cause, qu'il crée de toutes pièces, avec la bénédiction apparente du Kremlin. Ce parti rassemble des rescapés de l'Union des forces de droite, le Parti démocratique, dont le programme se réduit à peu près à l'adhésion de la Russie à l'Union européenne et La force citoyenne, qui réclame la liberté d'entreprise et la restauration de l'élection des gouverneurs, que Poutine décidera l'année suivante. Pour d'obscures

raisons, le Kremlin décide de priver Prokhorov de son parti, au moment même où l'ancien idéologue de Rodina, Dmitri Rogozine, proclame, le 19 août 2011, un nouveau parti intitulé La Patrie-congrès des communautés russes, qui annonce sa participation aux législatives de décembre. Vladislav Sourkov, premier adjoint au chef de l'administration présidentielle, ordonne à ses hommes, placés à la plupart des postes de commande de Juste cause, de mettre Prokhorov en minorité. Sitôt dit sitôt fait. Le 15 septembre, Prokhorov, éliminé de la direction de son propre parti, annonce sa démission forcée.

Des associations *ad hoc* et des ONG tentent de combler le vide créé par l'atonie des partis fantômes et des syndicats officiels qui suscitent des formes de protestation plus ou moins spontanées en réaction à telle ou telle mesure du pouvoir et qui s'effacent sans laisser de traces une fois le succès obtenu. Ainsi, en mai 2005, le gouvernement annonce sa volonté d'interdire l'importation de voitures japonaises avec le volant à droite, responsables de nombreux accidents vu l'habitude des conducteurs russes, même sur les routes sibériennes à deux voies, de doubler sans visibilité. Les manifestations se multiplient en Sibérie ; des opérations escargot bloquent des heures et des semaines durant des centres-villes, contraignant le gouvernement à retirer sa proposition et débouchant sur la création d'une Fédération des automobilistes. Seul le Comité des mères de soldats a une existence et une action durables, parce que le sort des soldats russes est toujours aussi dramatique. Il a vainement tenté de se transformer en parti politique, avant de s'insérer, en 2005, dans le parti républicain de Konstantin Rykov, bientôt disparu de la scène politique.

Début mai 2011, Poutine, désireux de ne pas laisser son image trop étroitement liée à celle des députés discrédités de Russie unie, lance le Front populaire de Russie, front fantomatique qui rassemble quelques débris de groupes virtuels autour du parti gouvernemental. En octobre 2011, Rogozine invite ses membres à rejoindre le Front populaire, ce que Prokhorov n'aurait sans doute pas fait. Seule consolation pour l'oligarque : il obtiendra un peu plus de 7 % à l'élection présidentielle, et sa sœur Irina Prokhorova sera portée, l'année suivante, à la tête

de la minuscule Plateforme civile, nouveau parti de l'opposition tout aussi fantomatique que les autres.

Poutine décide alors de laisser un champ plus large à l'initiative politique, finalement si peu dangereuse. Le 23 mars 2012, la Douma assouplit sensiblement la loi sur les partis politiques. La nouvelle loi facilite leur enregistrement : le nombre requis d'adhérents déclarés passe de 40 000 à 500. Dans les mois qui suivent, dix-neuf nouveaux partis voient le jour, dont La Russie intelligente, les Buveurs de bière, l'Union des citoyens, le Parti pirate, etc.

Mais la justice, sous divers prétextes – statuts incompatibles avec la législation, erreurs dans les listes d'adhérents (mineurs, morts, noms imaginaires) –, refuse d'en enregistrer plusieurs : le Parti pirate, le Comité de salut public, où se retrouvent les reliques de l'Autre Russie, ou encore le plus sérieux Rot Front ou Front du travail unifié, qui rassemble divers groupes staliniens (le Parti communiste ouvrier et paysan – le RKRP – ou les rescapés du « Komsomol révolutionnaire bolchevik » dirigés par Alexandre Batov) et des syndicalistes indépendants comme l'ouvrier de l'usine automobile Ford Alexeï Etmanov. Malgré ces interdictions, à la fin de 2012, le ministère de la Justice compte trente-sept partis enregistrés. Le même texte prévoit le retour à l'élection directe des gouverneurs supprimée en 2004.

Le degré zéro de la vie politique semble être atteint en septembre 2012. Ce mois-là, cinq députés (Alexeï Mitrofanov, Leonid Levine, Djamaladine Gassanov, Igor Zotov, Nikolaï Lakoutine) sont exclus du groupe parlementaire de Russie juste. Ils suscitent alors un groupe parlementaire indépendant, dont le credo politique est : « Ni conservatisme, ni communisme, ni libéralisme… le bon sens. » Difficile de faire plus creux.

Ce degré zéro est pourtant peut-être dépassé quand, le 18 janvier 2013, à Moscou, un groupe d'intellectuels (les écrivains Dmitri Bykov, Boris Akounine et Lioudmila Oulitskaïa, les journalistes Leonid Parfionov et Olga Romanova, le politologue Dmitri Orechkine, le chanteur Iouri Chevtchouk, etc.), tous opposants au régime, créent une Ligue des électeurs qui se présente comme apolitique.

Dans ce vide, les ONG se sont multipliées (il y en avait 450 000 de toutes tailles et de toutes sortes à la fin de 2005),

et les plus politiques d'entre elles, ayant fort peu d'adhérents, vivent le plus souvent de financements émanant de fondations étrangères, surtout américaines, étroitement liées au Département d'État. Pour l'année 2011, le budget officiel de ce dernier destiné à favoriser une « gouvernance juste et démocratique » en Russie était de 35 millions de dollars. Ce volet du budget inclut notamment « la promotion de la participation civique et le développement de la société civile, incluant les groupes qui défendent les intérêts des citoyens et favorisent la responsabilisation du gouvernement » !

Pour 2012, le Département d'État prévoyait d'attribuer aux ONG russes plus de 9 millions de dollars, destinés, selon son porte-parole Mark Toner, à « soutenir les organisations non gouvernementales et le processus électoral lui-même, pas les partis politiques ». Parallèlement au Département d'État, l'agence gouvernementale USAID (United States Agency for International Development) contribue également au financement d'ONG en Russie. L'organisation Golos, aux nombreuses antennes locales, reçoit des fonds de l'USAID, de l'ambassade britannique et de la Commission européenne pour la surveillance des élections législatives russes de 2011. USAID a dépensé, depuis 1991, près de 3 milliards de dollars pour soutenir divers projets et ONG en Russie.

Différentes fondations et associations nord-américaines dédiées à la « promotion de la démocratie », elles-mêmes financées par l'État ou par de grandes entreprises privées, contribuent elles aussi aux ressources des ONG. Ainsi la NED (National Endowment for Democraty), connue pour avoir financé des ONG actives lors des « révolutions de couleur » en Ukraine et en Géorgie, reçoit la quasi-totalité de ses fonds d'agences gouvernementales américaines. Elle soutient aussi un grand nombre d'ONG russes, dont Golos, qui a bénéficié d'un fonds de 65 000 dollars. L'Eurasia Foundation, autre importante organisation privée, dont le conseil d'administration a compté dans ses rangs Michael McFaul, ambassadeur américain à Moscou de décembre 2011 à février 2014, a versé depuis 1993 60 millions de dollars à des ONG russes.

Ces financements réduisent l'action des ONG aux objectifs pour lesquels les diverses fondations les subventionnent et les

isolent des soucis de la masse de la population. La propagande du gouvernement de Poutine utilise ce handicap, depuis 2012, pour les présenter comme des agents de l'étranger.

À quel point ce handicap paralyse l'opposition, rien ne l'exprime mieux que l'activité de Boris Nemtsov lors des derniers mois de sa vie. Alors que le niveau de vie de la population se dégrade, il entreprend, avec ses amis, d'élaborer un mémoire détaillé sur les mesures prises par le Kremlin pour mettre la main sur la Crimée et déstabiliser l'Est de l'Ukraine. Si un tel mémoire sert les intérêts de Washington et de la Commission européenne, il ne répond guère aux soucis de la masse des Russes, dont 3 millions supplémentaires sont tombés, en 2015, sous le seuil de pauvreté officiel, déjà fort bas en Russie. L'opposition dite démocratique ou libérale n'apporte à ces derniers aucun début de réponse, pendant que Poutine joue la carte du nationalisme exacerbé et de la tapageuse démonstration de force militaire.

Le procureur espagnol José Grinda « Pepe » Gonzales, spécialisé dans la chasse aux mafieux russes en Espagne, tirait de sa longue traque une conclusion désabusée : « Il existe des liens entre les partis politiques russes, le crime organisé et le trafic d'armes[11]. »

L'absence de véritables partis réduit donc la vie politique à un jeu d'ombres, auquel la population ne participe qu'en spectatrice sceptique, et révèle la faiblesse du régime. Quels que soient ses résultats électoraux et son nombre de députés et de sénateurs, la force de Russie unie n'en est que le reflet inverse. Le parti gouvernemental, ravagé par les affaires et la corruption, n'est qu'une gigantesque baudruche et n'offre aucun point d'appui sérieux à Poutine et au clan au pouvoir. Au premier choc, il se volatilisera plus vite encore que le PCUS en 1991.

8

Gaz et pétrole : les deux atouts incertains de Poutine

« Artificiellement gonflés par les pétrodollars du géant gazier Gazprom et du colosse pétrolier Rosneft, son budget et ses exportations souffrent d'une dangereuse addiction aux hydrocarbures alors que son industrie pétrogazière héritée de l'ère soviétique taraudée par des luttes de clan est incapable de rattraper son retard sur ses concurrentes occidentales[1] », affirme le chercheur Pavel K. Baev.

Cette industrie est pourtant au centre de la politique du Kremlin, dont elle est l'arme principale. En 2013, les ventes de pétrole et de gaz représentaient 68 % des exportations russes (comme en 1980 !) et même 75 % au début de 2014, soit la moitié des ressources du budget de l'État, qui s'équilibre si le prix du baril atteint 103 dollars. Chaque chute de 10 dollars du prix du pétrole coûte 10 milliards au budget fédéral russe. Le contrôle des hydrocarbures est donc une question de vie ou de mort pour la caste qui dirige la Russie.

Le contrôle de Gazprom et de plusieurs compagnies pétrolières russes par le clan Poutine sert à enrichir les membres du clan, mais aussi à faire pression sur les acheteurs européens du pétrole et du gaz pour défendre la politique du Kremlin.

Poutine manifeste son hostilité à l'idée de Khodorkovski de scissionner Gazprom entre un opérateur de gazoducs – aisément privatisables – et un producteur d'énergie. Il joue l'arbitre entre les partisans de la privatisation et ceux du contrôle de

l'État dans le domaine gazier et pétrolier, et plus largement entre les intérêts divergents au sein de la caste dirigeante.

Le roman à rebondissements permanents avec l'Ukraine illustre l'ampleur du jeu politique que la Russie joue avec le gaz, utilisé comme moyen de pression, et les enjeux troubles qu'il recouvre ici et qu'un épisode éclaire. Lors d'une rencontre à Yalta avec le président ukrainien Koutchma, en 2004, Poutine soutient la création de RosUkrEnergo, société douteuse qui sert d'intermédiaire dans les livraisons de gaz à l'Ukraine. Cette dernière achètera le gaz russe à 230 dollars, le mélangera à du gaz turkmène à 50 dollars et à du gaz venant d'Ouzbékistan et du Kazakhstan à peu près au même prix et le vendra à l'Europe à bien meilleur tarif.

Cette société, fondée l'année précédente et enregistrée en Suisse, domine la vente de gaz en provenance d'Asie centrale. 50 % de son capital appartient à la banque Gazprombank, une filiale de Gazprom qui la rachètera par la suite ; l'autre moitié se trouve entre les mains de Centralgas, société enregistrée en Autriche, créée par la Raiffeisen Zentralbank pour représenter les intérêts de personnes privées russes et ukrainiennes, membre du fonds autrichien Raiffen Investment, au titre duquel l'oligarque ukrainien Dmitri Firtach possède 40 % des actifs. Elle est contrôlée par deux directeurs russes, nommés par Gazprom et par Centralgas. Elle succède à Eural Trans Gaz, déclarée l'année précédente dans un village de Hongrie par trois chômeurs roumains et un citoyen israélien, Zev Gordon, avocat du mafieux Sergueï Moguilevitch, lié à l'oligarque Firtach. Ce Moguilevitch avait, dans les années 1996-1997, fait affaire avec le Premier ministre de l'époque, le mafieux Pavel Lazarenko, et sa collaboratrice très intime, Ioulia Timochenko. Sa société, Arbat International, inondait la Russie de contrefaçons de vodkas Absolut et Raspoutine.

Avant que la bataille avec l'Ukraine ne commence vraiment, le 8 septembre 2005, dix jours avant les élections législatives en Allemagne, Gazprom et les compagnies allemandes BASF et E.ON AG, en présence de Vladimir Poutine et de Gerhard Schröder, dont la carrière de chancelier de l'Allemagne s'achève, scellent l'accord créant la North European Gas Pipeline Company. Gazprom dispose de 51 % des actions, les compagnies

allemandes BASF et EON de 15,5 % chacune, GDF Suez et le néerlandais Gasunie de 9 % chacun. Poutine nomme Matthias Warnig, ancien agent de la Stasi et directeur général (président du conseil des actionnaires) de Nord Stream. En 1991, il avait été le patron du bureau de Saint-Pétersbourg de la Dresdner Bank, ouvert, dès 1991, grâce à une licence octroyée par la mairie dont Poutine dirigeait alors le département des relations économiques internationales. En septembre 2011, Poutine le nommera président du conseil d'administration de Transneft, la société d'État russe qui contrôle l'ensemble des pipelines de Russie. Warnig siège aussi au conseil de Rosneft et de la banque d'État VTB. C'est un fidèle.

Pendant les premières années de la présidence de Poutine, Gazprom, profitant des recettes d'une exportation massive de gaz vers l'Europe, dépense, avec le soutien appuyé de l'État, désireux d'étendre son emprise sur l'économie, près de 14 milliards d'euros pour prendre des participations dans le pétrole, la pétrochimie, l'électricité et le bâtiment. Puis, à compter de 2005, il se concentre plus nettement sur le gaz.

Fin septembre 2005, au plus haut du boom du pétrole, Roman Abramovitch revend à Gazprom les 72 % d'actions qu'il détenait dans Sibneft pour 13 milliards de dollars, soit 130 fois plus cher qu'il ne les avait payées !

Gazprom, lui, renforce ses positions vers l'extérieur. En novembre 2005, Poutine, Silvio Berlusconi et Recep Erdogan assistent à Samsun, en Turquie, à l'inauguration officielle du gazoduc Blue Stream, qui peut transporter 16 milliards de mètres cubes de gaz par an. Le 19 juillet 2006, Poutine signe une loi sur les exportations de gaz naturel qui pose de manière aiguë la question de l'accès de Gazprom aux marchés européens de l'énergie, en plein processus d'ouverture à la concurrence. Peu après, la compagnie construit un grand site de stockage en Belgique.

En 2006, Gazprom, désireux de dépasser le statut de simple fournisseur de matières premières, décide d'acheter la compagnie de distribution gazière anglaise Centrica. L'Union européenne fait pression sur le gouvernement Blair pour qu'il empêche cette acquisition. Or, si une compagnie nationale achète 100 ou 200 dollars le mètre cube de gaz, les consommateurs en bout

de chaîne le paient eux au moins 1 000 dollars. C'est donc celui qui commercialise et non celui qui extrait le gaz qui empoche la manne que l'Union européenne veut conserver, tout en menaçant de se tourner vers d'autres.

Moscou dépend alors de Kiev : le seul gazoduc desservant l'Europe traverse l'Ukraine, et la société Naftegaz Oukraïny, qui achète le gaz à Gazprom, prélève gratuitement ce dont elle a besoin sur le trajet mais paie rarement ses factures ; son endettement vis-à-vis de la Russie est colossal. Gazprom informe alors le gouvernement ukrainien de Ianoukovitch que désormais leur gaz lui sera facturé un peu plus de 200 dollars les 1 000 mètres cubes contre 50 jusqu'alors. L'Ukraine menace de prélever 15 % du gaz qui transite par son territoire. Le 1er janvier 2006, Gazprom interrompt la fourniture à l'Ukraine. Les pays européens, privés de gaz, le menacent de procès pour rupture de contrat. Un accord est finalement signé le 4 janvier : l'Ukraine paiera le gaz 95 dollars les 1 000 mètres cubes.

Poutine fait également payer à la Géorgie sa « révolution des roses ». En janvier 2006, Gazprom fait passer le prix des 1 000 mètres cubes de gaz payés par la Géorgie de 60 à 120 dollars, puis, en décembre, à 235 dollars. Mais la politique n'est pas seule en cause dans le chantage au gaz. Fin 2006, Gazprom menace d'augmenter le prix du gaz qu'il vend à la Biélorussie de 46,5 à 260 dollars. Le président biélorusse Alexandre Loukachenko refuse. Or, ses capacités de stockage de gaz sont limitées. Gazprom signe finalement, le 31 décembre, un accord fixant le prix à 100 dollars les 1 000 mètres cubes et acquiert en revanche 50 % de Beltransgaz, le réseau de gazoducs biélorusses, qui s'étend sur près de 7 000 kilomètres et dont il a désormais la maîtrise. Gazprom achètera en effet, à partir de 2007, 12,5 % des actions restantes de Beltransgaz chaque année et en deviendra le propriétaire unique à la fin de 2011.

Gazprom fournit alors 42 % du gaz à l'Union européenne, 24,2 % à la Norvège et 18,2 % à l'Algérie. La Slovaquie et la Bulgarie sont entièrement otages du Kremlin.

Début septembre 2006, un accord signé à Berlin entre Gazprom, BASF et E.ON AG, lors de la visite de Poutine en Allemagne, prévoit la construction d'un gazoduc nord-européen contournant la Lituanie, la Lettonie et la Pologne. Les députés

polonais dénoncent une « menace pour la sécurité et l'indépendance de la Pologne ». Pour Vitautas Landsbergis, député lituanien au Parlement européen et ancien chef d'État, cette décision laisserait les États baltes et la Pologne « à la merci de la Russie ».

Une semaine avant Noël, la Bulgarie signe une série d'accords sur la livraison de gaz la liant irréversiblement à Gazprom jusqu'en 2030. En août, la Russie avait obtenu 51 % du projet d'oléoduc Bourgas-Alexandroupolis visant à acheminer le pétrole de la Caspienne en Méditerranée sans passer par la Turquie.

Gazprom envisage alors de racheter la compagnie gazière grecque Depa. L'Union européenne en exige la privatisation et la cession des parts de l'État grec dans la compagnie pétrolière Hellenic Petroleum pour une somme ridicule au regard des profits probables et s'y oppose. Les énormes réserves de gaz découvertes en Grèce attisent en effet les appétits de compagnies américaines et européennes.

Gazprom, de son côté, diversifie ses investissements. Sa filiale Gazprom-Media a acheté la chaîne de télévision NTV puis, en 2006, le quotidien les *Izvestia*. Le 19 septembre 2007, la Commission européenne interdit à Gazprom et autres « voisins orientaux », comme le Turkménistan, d'acquérir des actifs européens dans le domaine de l'énergie. Le même jour, l'Estonie interdit à la Russie de faire passer le gazoduc Nord Stream dans ses eaux, et le chef de la Commission des affaires étrangères du Parlement européen, le Polonais Jacek Saryusz-Wolski, exige l'adoption de mesures pour contrer l'expansion de la Russie. Dès lors, toute acquisition dans le domaine de l'énergie devra faire l'objet d'un accord préalable entre les États concernés et l'Union européenne.

Au début de 2007, Washington signe avec Bakou un accord prévoyant un soutien financier américain à la construction de gazoducs et d'oléoducs en provenance d'Asie centrale passant par Bakou et Tbilissi et débouchant en Turquie pour alimenter l'Europe. C'est une première menace pour Gazprom. Le chantier du gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum, point de départ du projet américain Nabucco, démarre cette même année.

Après avoir été limogée en septembre 2005, Ioulia Timochenko, qui a gagné les élections législatives de 2007, redevient Premier ministre de l'Ukraine en décembre. Elle dénonce RosUkrEnergo comme une énorme entreprise de corruption, une « supermétastase qu'il faut supprimer » ainsi que toutes ses filiales pour permettre à l'Ukraine d'établir ses contacts directement avec la Russie. Par une coïncidence peu curieuse, le parquet militaire russe abandonne au même moment ses accusations de corruption contre Timochenko, menacée depuis 1996 d'arrestation en Russie, après l'ouverture d'une enquête contre elle, alors qu'elle se trouvait à la tête d'une compagnie ukrainienne engagée dans une transaction douteuse avec Gazprom et le ministère russe de la Défense.

RosUkrEnergo, qui a le monopole des livraisons de gaz à l'Ukraine, compagnie établie dans le paradis fiscal de Zoug en Suisse, empoche les dividendes sans verser ni taxes ni impôt aux États concernés. Le consortium Nord Stream AG, chargé de construire le gazoduc Nord Stream, est lui aussi domicilié à Zoug. En 2009 figuraient dans les organismes dirigeants de RosUkrEnergo Alexandre Medvedev, vice-président de Gazprom et directeur général de sa filiale Gazpromexport. Konstantin Tchouïtchenko, chef de la direction du contrôle de l'administration présidentielle russe, a appartenu à cette compagnie jusqu'en 2008. L'accord, signé le 12 février 2008, entre Poutine et Timochenko exclut RosUkrEnergo de la livraison du gaz russe vers l'Ukraine.

Le jeu avec cette dernière recommence en janvier 2009 : Gazprom réclame à Naftogaz Oukraïny, la société qui commercialise le gaz en Ukraine, qu'il accuse d'avoir détourné du gaz destiné à l'Europe, quelque 2 milliards de dollars d'impayés, et exige que l'Ukraine paie les 1 000 mètres cubes de gaz 250 dollars contre 179 en 2008. 15 % du gaz acheté à la Russie par l'Union européenne passe par l'Ukraine. Quatre gazoducs acheminent les hydrocarbures vers la Pologne, la Hongrie, la Roumanie et la Slovaquie, et délivrent 65 des 130 milliards achetés annuellement à Gazprom (Bulgarie, Hongrie et Slovaquie dépendent à 80 % du gaz russe). Timochenko propose de le payer 201 dollars, alors que le tarif Europe Gazprom est de 418 dollars et que sept autres pays européens paient jusqu'à

450 dollars, puis, en décembre, elle monte à 235 dollars. Le 7 janvier 2009, Gazprom suspend ses livraisons à l'Ukraine, qui ferme le robinet gazier et plonge l'Europe de l'Est dans le chaos en plein hiver. Timochenko signe finalement avec Gazprom un contrat qui fait payer les 1 000 mètres cubes au prix du marché européen, assorti d'une ristourne de 20 %, soit 360 dollars. Elle paiera cher cette victoire de Moscou.

Pour combattre le monopole de Gazprom, le 13 avril 2010, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Roumanie signent un accord pour acheminer le gaz azerbaïdjanais par un gazoduc vers la côte géorgienne où il sera liquéfié pour être transporté par bateau jusqu'à Constanza, d'où il sera envoyé, une fois regazéifié, vers l'ouest par la Hongrie et vers le sud par la Bulgarie.

De son côté, la Commission européenne accuse Gazprom d'abuser de sa situation de monopole et de dicter des tarifs jusqu'à 40 % supérieurs au marché en Europe centrale et lui inflige une amende. L'Allemagne importe ainsi un tiers de son gaz de Russie. Le 10 mars 2014, deux jours avant d'accueillir la chancelière Angela Merkel à Varsovie, Donald Tusk déclare : « La dépendance de l'Allemagne au gaz russe peut limiter réellement la souveraineté de l'Europe[2]. » Il propose d'unir tous les clients européens de Gazprom dans un consortium pour peser davantage sur Moscou. Mais Merkel refuse…

Au début de 2010, Timochenko perd l'élection présidentielle au profit de Viktor Ianoukovitch, qui sonne l'hallali. Accusée d'avoir, par le contrat signé avec Gazprom, fait perdre à l'Ukraine 200 millions de dollars, elle est condamnée le 11 octobre 2011 à sept ans de réclusion. En avril, Ianoukovitch obtient une ristourne de 30 % en contrepartie d'une prolongation du bail de la base navale de Sébastopol jusqu'en 2042. Mais Kiev, qui importe presque tout son gaz de Russie, le paye plus de 400 dollars les 1 000 mètres cubes, presque aussi cher que l'Allemagne.

Lors d'une conférence interministérielle organisée à Paris les 18 et 19 octobre 2011, Alexandre Medvedev dénonce la « diabolisation artificielle » présentant Gazprom comme le bras armé de la Russie. La Commission européenne, très hostile à ce que les États européens discutent chacun séparément avec Gazprom, exige que ceux-ci demandent son accord avant de signer

un contrat avec un pays tiers, « notamment la Russie », pour que l'Union européenne et ses États membres parlent d'une seule voix, selon le commissaire européen à l'Énergie Günther Oettinger[3].

Le 8 novembre 2011, le Nord Stream, le gazoduc sous-marin reliant la Russie à l'Allemagne, construit par Gazprom en partenariat industriel avec les grands groupes de chimie et d'énergie européens (E.ON, BASF, GDF Suez, Gasunie), et commencé en 1997, entre en fonction. Il est destiné à fournir à terme 55 milliards de mètres cubes de gaz par an à l'UE. Le projet couvre 1224 kilomètres pour un coût de 7,4 milliards d'euros financés à 70 % par une vingtaine de banques. Gazprom lance alors le projet South Stream, cofinancé par lui-même, EDF, l'italien Eni et l'allemand BASF, contre le projet Nabucco, soutenu par Washington et la Commission de Bruxelles.

L'activité de Gazprom fléchit en 2012. Cette année-là, la société extrait 488 milliards de mètres cubes de gaz contre 513 milliards en 2011 et exporte 138 milliards de mètres cubes contre 150 milliards en 2011. Entre avril 2012 et avril 2013, l'action de Gazprom perd 37 %. Cette baisse est liée à la faible demande des pays européens touchés par la récession ; Gazprom a en outre perdu des contrats importants au profit du numéro deux du secteur du gaz russe, Novatek, le principal producteur de gaz privé dont l'un des principaux actionnaires est un proche de Poutine, Guennadi Timtchenko.

La « révolution orange » de janvier-février 2014 chasse Ianoukovitch, coupable de multiplier les malversations et les manipulations financières et de refuser de valider un rapprochement avec l'Union européenne qui lui propose une aide de 610 millions d'euros. Dès lors, la guerre du gaz recommence. Le 1er avril, Gazprom annonce la fin du rabais sur le gaz accordé en décembre 2013 à Kiev contre son renoncement à la signature d'un accord avec l'Union européenne. Le 14 avril, Dmitri Medvedev annonce la fin de la dernière ristourne accordée par Gazprom à Kiev en 2010 en échange de la prolongation du bail de la flotte russe à Sébastopol.

Deux fois ce même mois, Gazprom exige que l'Ukraine, qui prélève sa quote-part sur le gaz en transit vers l'Europe, paie immédiatement sa dette gazière de 2,2 milliards de dollars, puis

porte le prix du gaz facturé à Kiev à 485 dollars les 1 000 mètres cubes ; le 10 avril, Poutine adresse aux chefs d'État européens une lettre menaçant de fermer le robinet de gaz vers l'Ukraine si cette dernière ne paie pas sa dette de 2,2 milliards de dollars. Il y écrit : « La dette de Naftogaz ne cesse d'augmenter […]. Alors qu'une ristourne s'appliquait en mars, l'Ukraine n'a pas versé un seul dollar […]. Dans ces conditions, Gazprom est obligé de recourir au prépaiement et, en cas de non-respect du contrat, se réserve le droit de cesser ses fournitures, partiellement ou totalement[4]. » Selon lui, la Russie a subventionné l'Ukraine pour 35 milliards de dollars au cours des quatre dernières années. L'Union européenne et les États-Unis dénoncent l'utilisation de l'énergie comme « arme politique ou instrument d'agressions ».

Le 16 juin, l'ultimatum de Gazprom arrive à échéance ; il coupe le gaz à l'Ukraine pour non-paiement d'une dette totale de 4,45 milliards de dollars. Des négociations se déroulent entre Günther Oettinger, commissaire européen à l'Énergie, Alexeï Miller, président de Gazprom, et Arseni Iatseniouk, le Premier ministre ukrainien. Oettinger propose que l'Ukraine paie aussitôt à Moscou un milliard de dollars de sa dette gazière et que le solde soit étalé en six paiements jusqu'à la fin de l'année. Kiev réclame un tarif de 268 dollars les 1 000 mètres cubes, mais se déclare prête à payer 326 dollars au lieu des 385 proposés par Moscou. Gazprom exige en plus le paiement immédiat de 1,951 milliard de dollars de la dette. Dmitri Medvedev suspend les livraisons de gaz à l'Ukraine et menace de réclamer à Kiev la somme de 8 milliards d'euros pour compenser le manque à gagner occasionné au budget russe par le tarif préférentiel appliqué à l'Ukraine depuis 2010.

Le gaz de schiste, qui réduit le prix du gaz américain de près de 70 %, la concurrence du gaz naturel liquéfié, la réduction de l'usage des combustibles fossiles, la libéralisation du marché européen, qui menace le monopole de Gazprom sur les gazoducs, et la concurrence de la compagnie privée Novatek fragilisent la situation du géant gazier. Novatek, associé à Total et à la compagnie chinoise CNPC, détenteurs chacun de 20 % de ses actions, lance un chantier concurrent à celui de Gazprom sur l'Arctique, sur la rive du golfe de l'Ob, pour fournir, à partir de 2017, une usine de gaz liquéfié dont le coût

est estimé à environ 27 milliards de dollars. Enfin, en 2015, Novatek signe pour la première fois un contrat sur vingt-trois ans avec Engie (ex-GDF Suez) pour la livraison de GNL (gaz liquéfié) au terminal de Montoir-de-Bretagne.

En octobre 2014, un accord provisoire est péniblement conclu avec l'Ukraine, qui doit rembourser avant décembre 9 milliards de dollars à ses différents créanciers. Le 2 mars 2015, un nouvel accord prolonge d'un mois les livraisons de gaz à l'Ukraine qui, sous la pression du FMI et de l'Union européenne, a augmanté de 330 % le prix du gaz pour les particuliers. Gazprom s'engage à livrer 114 millions de mètres cubes par jour. Naftogaz paie d'avance. Gazprom interrompt ses livraisons de gaz à l'Ukraine pendant l'été, les reprend en octobre, puis les suspend à nouveau en novembre.

En 2014, Gazprom a vu son bénéfice divisé par trois. Entre 2008 et 2014, sa capitalisation a fondu des deux tiers. Avec ses 350 000 ouvriers, employés, techniciens et ingénieurs, dont les salaires, qui peuvent monter jusqu'à 1 500 dollars, sont supérieurs à ceux pratiqués ailleurs, c'est un État dans l'État. Au sein de ses gisements et de sa ville de Novy Ourengoï, à 60 kilomètres du cercle polaire et à 2 500 kilomètres au nord de Moscou, tout est Gazprom : avion, chaîne de télévision, maternité.

Fin décembre 2011, Poutine ordonne aux chefs des entreprises publiques russes de divulguer aux pouvoirs publics la structure actionnariale de tous leurs partenaires commerciaux. Ils doivent aussi fournir la liste de leurs dépenses, de celles de leurs épouses et de leurs enfants. Poutine a l'empire Gazprom dans le collimateur. Le 13 février 2012, la Cour des comptes annonce son intention de vérifier prochainement la liste des comptes offshore possédés par la compagnie. C'est un avertissement.

Le 8 octobre, la seconde ligne de Nord Stream ouverte par le consortium Nord Stream AG, qui double la capacité de Gazprom à 55 milliards de mètres cubes, est inaugurée. Six jours plus tôt, devant un parterre d'hommes d'affaires étrangers, Poutine avait déclaré : « De plus en plus souvent des plaintes nous parviennent sur la manière dont l'entreprise est gérée, sur la corruption qui y règne. C'est probablement le cas […]. La police doit intervenir[5]. » En 2008, Alexeï Miller annonçait que

la capitalisation de Gazprom atteindrait bientôt 1 000 milliards d'euros. La chute n'en est que plus lourde. En 2012, elle atteignait tout juste 92 milliards !

Le 29 août 2012 voit un nouveau revers pour Gazprom, qui avait constitué la société Shtokman Development AG (comprenant Gazprom actionnaire à 51 %, Total actionnaire à 25 % et le norvégien Statoil à 24 %) pour exploiter le gisement du même nom qui dispose d'une réserve de 3 900 milliards de mètres cubes de gaz, le plus gros gisement non exploité de la planète, à 550 kilomètres des côtes et au fond de la mer de Barents sous la glace et les icebergs. La phase un d'exploration doit coûter 30 milliards de dollars. Les associés se déchirent. Gazprom s'affole et, ce 29 août, Total apprend par une dépêche AFP que son associé a décidé de reporter à une date indéterminée la décision d'investissement sur Shtokman. Le norvégien Statoil revend à Gazprom sa part du projet d'extraction et de liquéfaction du gaz destiné au marché asiatique. Total crée ensuite avec Novatek la société Yamal LNG, dont il détient 15,16 % des actions, pour exploiter dans le Grand Nord du gaz naturel liquéfié ensuite par Total.

À peine réélu président en 2012, Poutine crée une commission sur l'énergie directement rattachée à lui, dirigée par Igor Setchine, président de Rosneft. Le 11 septembre 2012, il répond à l'ouverture par la Commission européenne d'une enquête pour entrave à la concurrence contre Gazprom en plaçant toutes les entreprises « stratégiques » opérant à l'étranger sous l'autorité directe et la protection de l'État. Ces sociétés ne peuvent plus négocier ou modifier des accords avec des pays étrangers ou des organisations internationales sans l'accord de l'exécutif.

L'Union européenne voudrait, elle, obtenir une charte énergétique lui permettant d'accéder librement aux gazoducs russes pour y faire circuler le gaz étranger et ne veut pas laisser Gazprom accéder directement au consommateur européen.

« En réalité, écrit un journaliste russe, la compagnie Gazprom n'existe pas », et il suggère de « transformer à nouveau Gazprom en ministère de la Production gazière [...] ou tout simplement en société non commerciale appelée propriété nationale[6] ». Pour ce journal financier, Gazprom, c'est l'État, ce qui provoque l'ire de l'Union européenne favorable aux

privatisations tous azimuts. Comme pour le confirmer, Poutine signe le 21 mai 2014 à Shanghai un contrat de 400 milliards de dollars pour la livraison à la Chine de 1100 milliards de mètres cubes de gaz sur trente ans.

Fin 2013, la Commission européenne lance une enquête antitrust sur Gazprom et conclut que les contrats signés par la compagnie avec sept États membres d'Europe centrale et orientale ainsi qu'avec la Serbie doivent être revus à la baisse. Le 22 avril 2015, la commissaire européenne à la Concurrence, la Danoise Margrethe Vestager, déclenche une nouvelle procédure contre Gazprom. Elle l'accuse d'entraver la concurrence et d'abuser de sa position dominante pour organiser la surfacturation de son produit dans huit pays : la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Bulgarie et les trois États baltes, qui consomment tous 100 % de gaz russe, pour leur faire payer des infrastructures (gazoducs) et pour les empêcher de revendre le gaz à d'autres pays. Elle donne à la compagnie douze semaines pour répondre à la liste des accusations. Le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov répond que le contentieux doit être réglé au niveau intergouvernemental, c'est-à-dire entre la Russie et chacun des pays concernés, ce que la Commission refuse. Gazprom rétorque qu'il observe strictement la loi…

La procédure lancée par la commissaire européenne intervient alors que Gazprom voit ses bénéfices chuter. Ses prix sont près de 20 % inférieurs à ceux du gaz américain ou qatari. Les Russes ont les coûts de production les plus bas au monde. Les Américains et les Qataris doivent liquéfier leur gaz pour le livrer à l'Europe. Avec l'essor du gaz de schiste, les prix du gaz dans le monde ont baissé. Au cours du 1er trimestre 2015, la Norvège a devancé pour la première fois la Russie comme fournisseur de gaz à l'Union européenne, alors que la production de gaz en Norvège baisse de 5 % par an et que, selon Gazprom, les gisements norvégiens s'épuisent. Certes…

Au début de décembre 2014, Poutine annonce un revers infligé par l'Union européenne. En visite en Turquie, qui dépend à 50 % du gaz russe, il révèle l'abandon du projet South Stream destiné à révèle l'Europe méridionale et orientale en gaz russe en contournant l'Ukraine ; Gazprom s'est longtemps s'entêté à investir dans ce projet dont le coût était estimé à 16 milliards

de dollars. Or, son chiffre d'affaires baisse de 10 % par an. Du 1er trimestre 2014 au 1er trimestre 2015, les ventes en Allemagne sont passées de 10,4 milliards de mètres cubes à 9,5, en Italie de 7,2 milliards à 5 et en France de 2 milliards à 1,5. Gazprom ne fait de bénéfices que dans les ventes à l'exportation et n'enregistre en Russie que des pertes à cause des prix bas régulés sur le marché intérieur imposés par l'État sur les deux tiers de ses ventes, pratique totalement interdite par la Commission européenne.

La valeur de Gazprom est passée de 270,3 milliards d'euros en 2007 à 57,8 milliards en 2013, soit une chute des quatre cinquièmes. L'abandon du projet South Stream coûte 4,7 milliards de dollars à Moscou, qui avait passé des accords avec l'Autriche, la Bulgarie, la Croatie, la Hongrie, la Grèce, la Serbie et la Slovénie. Bruxelles a torpillé le projet, ce à quoi Poutine rétorque : « Nous allons trouver d'autres clients. » Gazprom envisage ainsi à la place de construire un Turkish Stream censé livrer du gaz russe à Ankara via le fond de la mer Noire et à l'Europe via les Balkans, mais les études traînent et les rapports avec la Turquie se dégradent.

Gazprom, qui fournit un quart du gaz consommé sur le Vieux Continent et pèse 8 % du PNB russe, investit peu dans la recherche ; vu les prix régulés qui lui sont imposés, l'entreprise ne se soucie guère de fournir du gaz à la moitié de la population qui n'en reçoit pas, et, avec le soutien appuyé du Kremlin, elle intensifie à tout va l'exportation.

Le pétrole est le second atout de la Russie de Poutine, qui a décidé au fil des années de constituer une grande entreprise d'État. Dès novembre 1992, Boris Eltsine engageait la privatisation partielle du secteur pétrolier, qui se poursuivit jusqu'au début de 1995.

Afin de s'assurer le soutien politique des élites régionales, Moscou leur octroie des prérogatives considérables en matière de taxation et de contrôle des marchés pétroliers, leur transfère des parts de compagnies pétrolières et pétrochimiques installées dans leur région et instaure un système de double licence de l'exploitation pétrolière. Les autorités régionales exportent du pétrole. Une compagnie désireuse d'explorer les ressources pétrolières dans une région donnée doit obtenir une licence

auprès des agences fédérales et une autre de l'administration de sa région, qui se sert au passage en pots-de-vin divers et variés.

Au début de 1995, Eltsine inverse le processus de privatisation de l'industrie pétrolière, tandis que Gaïdar et Tchoubaïs souhaitent aussi privatiser Gazprom. Eltsine, craignant de perdre l'une des bases économiques de son pouvoir et du maintien d'un État russe, sans lequel lui et son clan ne seraient plus rien, transforme par décret la compagnie pétrolière Rosneft en société par actions contrôlée par l'État. Six mois plus tard, il tourne casaque avec le projet de ventes aux enchères truquées « prêt contre actions » et décide de brader la majorité des actifs dans le secteur pétrolier. Fin 1995, les meilleurs actifs de Rosneft servent à créer une nouvelle compagnie pétrolière privée, Sibneft, livrée à Roman Abramovitch. En 1997-1999, une autre compagnie, TNK, est privatisée en faveur d'Alfa Group de l'oligarque Mikhaïl Fridman et de Renova de l'oligarque Viktor Vekselberg.

Selon les chercheurs Ahmed Mehdi et Shamil Yenikeyeff, les principales entreprises pétrolières russes, encouragées par la hausse continue des prix du pétrole, s'attachent surtout à racheter des petites compagnies ; ces fusions diminuent la quantité d'actifs industriels détenus par les élites régionales et servent à renforcer l'État et l'unité menacée du pays face à leurs tendances autonomistes. Mais le prix économique à payer est lourd. Les compagnies pétrolières privées manipulent les prix, pratiquent une fraude fiscale à grande échelle, qui laisse l'État exsangue, et se contentent de pomper les vieux sites hérités de l'URSS pour accumuler des profits immédiats sans investir dans la recherche de nouveaux. « L'objectif des trois compagnies pétrolières contrôlées par des banquiers – Ioukos, Sibneft et TNK –, soulignent les deux chercheurs, consistait alors à vendre des parts à des majors internationales afin de légaliser les actifs obtenus sous Boris Eltsine et de s'assurer la protection du système juridique international. Ioukos et Sibneft avaient décidé de fusionner leurs actifs et de vendre une part importante de la nouvelle compagnie ainsi créée à une compagnie pétrolière internationale (International Oil Company IOC) d'origine américaine : ExxonMobil ou ConocoPhillips[7]. »

L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, qui souhaite ramener le secteur énergétique sous le contrôle partiel du Kremlin,

va changer la donne. Il constitue un gouvernement formé de ministres favorables au secteur privé, dotés des postes les plus importants, Alexeï Koudrine au ministère des Finances et Guerman Gref au ministère du Développement économique, et de partisans du renforcement du contrôle de l'État. Il lui fixe l'objectif de récupérer les revenus que les compagnies privées ont dissimulés grâce à leur manipulation. Ioukos et Khodorkovski s'y opposent farouchement. Après l'arrestation, en octobre 2003, de ce dernier, accusé d'une gigantesque fraude fiscale, Ioukos est démantelé et ses actifs transférés à Rosneft, trust d'État, qui devient peu à peu l'acteur numéro un du pétrole en Russie. Le programme de privatisations annoncé en 2011 vise en particulier Rosneft, dont 19 % actions sont vendues, malgré l'hostilité affichée de son président Igor Setchine.

Fin 2009, Poutine, soucieux de diversifier la liste des clients de la Russie, définit les grandes lignes d'une nouvelle stratégie énergétique, qui devrait, d'ici à 2030, faire passer la part des exportations de pétrole et de produits pétroliers vers les pays d'Orient (au premier chef la Chine) de 6 % du total d'alors à 22-25 % pour les hydrocarbures liquides et de 0 % à 19-20 % pour le gaz naturel.

En mai 2012, une crise publique explose dans la direction de l'entreprise TNK-BP, joint-venture montée par BP et quatre milliardaires étroitement liés à la Russie, Mikhaïl Fridman, Len Blavatnik, Viktor Vekselberg et Guerman Khan, et troisième producteur de brut en Russie. Le 1er juin 2012, BP se déclare prête à vendre sa participation de 50 %. Rosneft se déclare intéressée. Le 18 septembre, Poutine et le P-DG de BP Robert W. Dudley discutent d'un accord. BP, qui veut avoir accès aux gisements offshore de l'Arctique, achète 12,5 % des actions de ce fleuron étatique ; elle détient dès lors 19,7 % des actions de Rosneft, dont elle devient le premier actionnaire privé. Rosneft, qui a alors une dette de 25 milliards de dollars, acquiert, au début de 2013, 50 % de TNK-BP pour près de 60 milliards de dollars et devient alors le groupe pétrolier détenant la plus grosse capitalisation boursière du monde, tout en restant contrôlé par l'État. Rosneft, qui ne contrôlait à la fin des années 1990 que 4 % de la production pétrolière de la Russie et avait failli être racheté par Gazprom au début des années

2000, concentre, en 2013, 40 % de la production pétrolière du pays et devient le premier des producteurs de pétrole dans le monde. Il noue alors un partenariat stratégique avec l'américain ExxonMobil pour exploiter le pétrole de l'Arctique russe.

L'achat de TNK-BP lui permet de sortir du seul cadre national et d'utiliser les compétences technologiques de BP. Selon Ahmed Mehdi et Shamil Yenikeyeff, « l'implication accrue de BP dans le capital de Rosneft correspond à la volonté annoncée par l'État russe de réduire sa présence dans le secteur pétrolier national[8] », tout en en gardant le contrôle. Poutine veut faire de Rosneft une compagnie nationale partiellement privatisée et disposer d'un « champion pétrolier » pour passer, soulignent les deux chercheurs, de l'exploitation des gisements traditionnels à celle de ceux encore inexplorés de Sibérie orientale et d'Arctique. Rosneft devenant dès lors un canal vers l'establishment financier international, Poutine accepte qu'il fonde sa stratégie de croissance sur les actifs et les contrats russes privés.

Peu après avoir nommé Setchine à sa tête, Poutine place ce dernier, mi-juin 2012, aux commandes de la commission présidentielle du développement stratégique de l'industrie du gaz et du pétrole, puis décrète la consolidation des parts de l'État par l'intermédiaire de Rosneftgaz, structure publique que Medvedev avait prétendu privatiser. Épaulés par d'autres puissants groupes publics (Sberbank, les chemins de fer, les industries de la défense), Rosneft et Gazprom ont bel et bien mis en échec la privatisation du secteur réclamée par Medvedev. En mars 2014, ils refusent toutefois de faire remonter une partie de leurs dividendes dans les caisses de l'État. À leurs yeux, le Kremlin affaiblit leur capacité d'investissement et sacrifie la modernisation du secteur de l'énergie en les taxant. La caste au pouvoir privilégie effectivement la ponction du jour, qui finance son train de vie luxueux, à l'avenir de l'économie.

Alliée à ExxonMobil, Statoil et Eni, Rosneft est la seule compagnie autorisée (avec ses associés) à explorer et exploiter le pétrole dans l'Arctique, où il a investi près de 5 milliards de dollars, tout comme Gazprom, allié avec Shell, pour l'exploitation de gaz. En 2014, le P-DG de Total Christophe de Margerie annonce la création d'une entreprise mixte Oukoil, à 51 % russe, Total possédant 49 % des actions.

Partisan de cette coopération, Poutine tente en même temps de protéger les gisements de pétrole frontaliers d'une invasion des multinationales américaines et européennes. Le 29 septembre 2014, les dirigeants russe, iranien, kazakh, turkmène et azéri se réunissent à Astrakhan sur la rive russe de la Caspienne pour y discuter du statut juridique de cette mer. Le Kazakhstan, qui y possède 2300 kilomètres de côtes, a récupéré les plus importants gisements de pétrole. Les cinq pays s'entendent pour interdire à toute force étrangère d'entrer dans la région dont David Trucker, responsable des conflits de faible intensité au Pentagone, affirmait que, vu ses énormes réserves pétrolières, c'était « pour les États-Unis la seule région du monde qui mérite que l'on se batte pour elle[9] ».

La Russie est la principale victime de la chute brutale des prix du pétrole, dont la production, selon certains experts, devrait encore baisser de 5 %. De plus, les réserves traditionnelles de gaz et de pétrole, soumises à une exploitation intensive, destinée à maintenir des marges satisfaisantes, tendent à s'épuiser. L'amenuisement des vieux champs pétroliers russes atteindrait un rythme de 14 % par an. Les compagnies pétrolières privées russes, habituées jusqu'alors à tirer parti des actifs de l'époque soviétique et des sites déjà exploités, ne peuvent réaliser les investissements nécessaires, quand les recherches de nouveaux sites se déroulent dans les zones beaucoup plus difficiles d'accès du cercle arctique et de la Sibérie orientale. Or, les technologies d'extraction russes sont à la traîne et les infrastructures de transport vieillissantes et en piètre état. C'est pourquoi Igor Setchine a signé avec BP un accord d'exploration du pétrole de schiste dans le bassin de la Volga.

Fin juillet 2014, les États-Unis ont ajouté Rosneft à la liste des entreprises russes qu'ils ont sanctionnées à la suite des événements d'Ukraine et du rattachement de la Crimée à la Russie au printemps 2014 : interdiction a été faite aux compagnies européennes et américaines d'exporter des équipements destinés à l'exploitation en eau profonde dans l'Arctique ou dans les gisements de pétrole de schiste. Les atouts des hydrocarbures ne cessent de se dévaloriser.

9

L'hydre de la corruption

« En Russie tout le monde vole et le Christ lui-même volerait s'il n'avait les mains clouées à la croix », écrivait Anatole Leroy-Beaulieu en 1881[1]. Selon lui, c'était là une maxime alors répandue dans le peuple russe. « Le grand vice de la bureaucratie russe est la vénalité. [...] Comme un venin ou un virus répandu dans tout le corps social, la corruption administrative en a empoisonné tous les membres, altéré toutes les fonctions, énervé toutes les forces[2]. » Rien n'a changé depuis cent trente ans, mais les bureaucrates corrompus et les filous d'hier paraissent aujourd'hui bien modestes comparés à leurs lointains successeurs dans la Russie de Poutine, où la corruption gangrène de haut en bas l'appareil d'État, l'administration et le milieu des affaires. Certes, Poutine feint de vouloir la contenir, voire même la réduire. De temps à autre, il suspend ou limoge un coupable, simple bouc émissaire d'une pratique immuable. La corruption est en effet une composante organique de l'État russe, héritier de l'État tsariste et de l'État bureaucratique stalinien. Le développement des premières mafias, les ravages de la privatisation-pillage d'Eltsine, qui ont décuplé leur appétit et leur puissance, et la lutte des clans dans la Russie d'aujourd'hui en définissent la réalité. Les sanctions de Poutine ne visent d'ailleurs – sauf rares exceptions – que des personnages de second rang et ne peuvent donc avoir qu'un aspect cosmétique ou propagandiste.

Cette corruption historique universelle et permanente mine la mise en œuvre de sa politique. « Dans un contexte où

100 roubles glissés à un policier suffisent à régler les choses en cas de doute lors d'un contrôle d'identité, de quelle sécurité pourrait-il bien être question ? » s'interroge en 2010 le journaliste Ivan Soukhov[3]. La réflexion reste vraie en 2015, même si, au fil des années, les tarifs ont augmenté et tournent aujourd'hui autour de 500 roubles.

Mais cette corruption n'est pas une spécificité russe. Elle est une composante, certes particulièrement dynamique, d'une corruption généralisée à l'échelle du monde entier, qui la nourrit et qu'elle nourrit et amplifie à son tour et qui l'aggrave en retour. La corruption est en effet, sous la couverture constellée de trous des valeurs démocratiques, l'un des traits caractéristiques d'un univers dominé par le capital bancaire spéculatif où règnent les Madoff, avec la complicité silencieuse des institutions théoriquement chargées de les contrôler.

L'Empire russe est une construction d'en haut brutalement imposée aux peuples par l'appareil bureaucratique de l'État. Ce dernier effectue sur la société une énorme ponction, que les tsars ont d'ailleurs, deux siècles durant, réalisée pour le compte des envahisseurs mongols. Jusqu'au début du XVIII[e] siècle, le tsar permettait à ses représentants régionaux d'exploiter leur circonscription pour leur propre compte, une fois l'impôt prélevé et versé à l'État. Ce système ressemblait à celui des fermiers généraux dans la France de l'Ancien Régime, qui versaient au roi une somme forfaitaire récupérée ensuite, et largement au-delà, sur les habitants de leur circonscription. Pierre le Grand interdit aux fonctionnaires de percevoir des prélèvements sur leurs administrés et transforme donc une pratique usuelle en une action illégale et répréhensible, à laquelle les fonctionnaires ne cessent de recourir.

L'appareil d'État est, dès le début, gangrené par une corruption permanente. Dans la Russie des tsars déjà, tout s'achète et se négocie. Le pot-de-vin permet de contourner les interdits ; le pouvoir réitère l'interdit et contraint ses victimes à renégocier les moyens de le contourner avec ses fonctionnaires de tous rangs.

En 1762, l'Allemande Catherine II, devenue impératrice de Russie après avoir fait assassiner son mari le tsar Pierre III et le petit héritier du trône, découvre cette réalité : « La malhonnêteté

a fait de tels progrès qu'on pourrait à peine citer une administration ou un tribunal qui n'en soient pas infectés. Sollicite-t-on une place ? Il faut payer ; faut-il se défendre d'une accusation calomnieuse, c'est avec de l'argent, accuse-t-on injustement autrui, c'est avec des présents que l'on assure le succès de ses méchants desseins. Beaucoup de juges ont transformé ce lieu sacré, où ils doivent rendre la justice au nom du Tout-Puissant, en un marché. Notre cœur a frémi quand nous avons appris qu'un fonctionnaire de la chancellerie gouvernementale, en recevant le serment de fidélité de nos sujets, a trouvé l'occasion de prendre à chacun d'eux de l'argent[4]. »

La révolution ne change guère en profondeur cet héritage. La pénurie chronique, la lassitude des masses épuisées par la guerre, la guerre civile, la faim, le typhus et le système du parti unique favorisent en effet le développement rapide de l'appareil bureaucratique, qui, utilisant son monopole politique, répartit à son profit la pénurie de marchandises, incapables de satisfaire les besoins élémentaires de la population, et en tire ses privilèges. En 1928, Christian Racovski, évoquant les mœurs de l'appareil, dénonce ses « vols, prévarications, violences, extorsions, abus de pouvoir inouïs, arbitraire illimité, ivrognerie, débauche[5] ». Lorsque ces faits passent du stade d'accidents localisés, d'événements circonstanciels, de cas particuliers à celui de système organisé, on passe de la bureaucratie comme résidu de l'ancien appareil d'État à une couche sociale cristallisée.

Une légende tenace attribue à Staline une lutte acharnée contre la corruption. Certes, il a puni brutalement des « vols » très modestes dus en général à la disette, la misère et la faim. Mais il laissait les membres de la nomenklatura se gaver ou les frappait en fonction de ses seuls jeux politiciens. Sous son règne, le nombre de délits divers de corruption sanctionnés par les tribunaux passera de 43 000 en 1930 à 45 000 en 1952. Ce chiffre officiel dissimule une vaste corruption organique au sein même de la bureaucratie dirigeante.

La Sécurité d'État en est l'une des reines. De juin 1945 à novembre 1946, le futur chef du KGB, Ivan Serov, chef adjoint de l'administration militaire soviétique et plénipotentiaire du NKGB (transformé en MVD en mars 1946) en Allemagne, se fait livrer à Moscou par wagons, camions et même – pour éviter

la douane – par avion fourrures, tapis, tableaux, bijoux et autres objets précieux. Le chef du Smersh (contre-espionnage) et futur chef du MVD de 1946 à 1951, Viktor Abakoumov, rivalise avec lui. Les deux hommes se dénoncent mutuellement à Staline, qui reste passif devant ces gigantesques détournements, au moment même où la loi du 4 juin 1947 contre les larcins envoie au goulag par dizaines de milliers des veuves de guerre coupables d'avoir détourné un peu de lait, de sucre ou de pain pour nourrir leurs enfants.

En revanche, lorsque, en 1948, le ministère du Contrôle d'État veut débusquer les abus du premier secrétaire du PC d'Azerbaïdjan, Mir Djafar Baguirov, qui a transformé son pays en fief qu'il pille à grand renfort de pots-de-vin sur tout et sur tous, Staline rappelle la commission d'enquête à Moscou et limoge son chef et cent quarante-six de ses adjoints ! Ainsi défend-il les intérêts particuliers de la nomenklatura contre la propriété d'État.

La corruption se développera sous Khrouchtchev, qui, le 25 mai 1961, introduit par décret la peine de mort pour plusieurs « délits économiques », sans résultat toutefois. Elle fleurit sous Brejnev, s'épanouit sous Gorbatchev, explose sous Eltsine et prospère aujourd'hui de façon exponentielle.

Les pratiques de corruption, favorisées par le caractère poreux des frontières entre public et privé, minutieusement détaillées par une étude de l'IFRI, sont multiples et multiformes : mise en location pour son propre compte des installations, des bureaux ou des équipements appartenant à l'entreprise, extorsion de pots-de-vin par des fonctionnaires régionaux, des agents du contrôle et des organes de sécurité, du fisc et des douanes, négociation des conclusions favorables ou clémentes d'une inspection fiscale, contournement ou allégement des procédures de contrôle et de réglementation, versements occultes en espèces, tentatives d'extorsion et appropriation d'actifs ou raids organisés, versement de dessous-de-table ou de cadeaux de valeur aux membres de diverses et nombreuses instances, paiement d'une couverture médiatique, « achat » d'une décision de justice, règlement du salaire et des primes en espèces pour éviter de payer ou diminuer les cotisations sociales, appels d'offres truqués, ponction des ressources financières de l'entreprise pour s'offrir

ou offrir à des élus des voitures de luxe, des téléphones ou des voyages aux dignitaires régionaux, pour obtenir subventions ou abattements fiscaux, pots-de-vin aux juges ou aux policiers pour l'ouverture ou la clôture d'une enquête judiciaire, népotisme systématique, utilisation de documents compromettants ou de dossiers des services de sécurité contre des concurrents ou des dirigeants locaux ou régionaux, siphonage des ressources de l'entreprise à des fins personnelles, etc. Le prix de la corruption représenterait 25 % en moyenne des coûts opérationnels des entreprises, qui peuvent aussi être ponctionnées par leur propre personnel, cadres et employés, comme à l'époque de l'Union soviétique.

Ces pratiques répondent à deux réalités différentes mais complémentaires : la privatisation-pillage des années 1990 crée, parfois chez ses bénéficiaires eux-mêmes, le sentiment que leur propriété est incertaine et provisoire. Les droits de propriété, jugés illégitimes par la majorité de la population, fragiles et vagues, peuvent être contestés et confisqués par un concurrent capable de financer un raid brutal par des voyous et/ou par un détachement de policiers soudoyés, ou de recourir au tribunal et à des juges achetés. Le journal *Vedomosti* publia un jour les tarifs de ces raids : pour un gel des actifs, 50 000 dollars ; pour l'ouverture d'une procédure pénale : 50 000 dollars ; pour l'obtention d'une ordonnance du tribunal : 300 000 dollars. Les propriétaires ne peuvent guère compter sur l'État pour assurer la défense de leurs droits souvent douteux. Le titre de propriété, en apparence légal mais souvent mis en cause, n'offre donc pas de garantie solide, surtout pour les PME. Les propriétaires, incertains de la solidité et de la durée de leur droit, peuvent donc choisir d'écrémer les fonds de leur propre entreprise au détriment de ses besoins et de ses investissements[6].

Le souvenir des années Eltsine, enfin, pèse lourd. L'acquisition d'actifs valant des milliards de dollars par les futurs oligarques pour une bouchée de pain pousse de nombreux cadres et employés à piller une entreprise, dont ils subodorent une acquisition contestable, ou à accepter des pots-de-vin. Le dégoût que suscite la corruption générale du personnel politique facilite cette caricature de protestation contre l'injustice sociale, vue comme une forme de revanche.

Ainsi, les policiers compensent par leurs prélèvements indus leur salaire misérable qui tourne alors autour de 15 000 roubles (300 dollars) pour un policier de base. Ces divers et modestes bakchichs détournent de la protestation ou de la revendication. Certains postes sont si intéressants qu'il faut payer cher pour les obtenir. Un poste de policier au centre de la capitale, où les profits sont les plus juteux, exige un « droit d'entrée » qui peut atteindre 100 000 dollars. La récupération rapide de cette mise implique une ponction brutale sur le citoyen, avec une prédilection pour l'automobiliste. Mais tout est bon : permis de séjour, de construire, de conduire, diplômes, fonctions, faux papiers, armes, meurtres commandités, tout s'achète… et se vend.

Selon Dmitri Novikov, juge à Sotchi, dont l'opposition aux trafics juteux de ses collègues brisera la carrière, « pour être nommé dans un tribunal important, il fallait payer 600 000 dollars au FSB et 200 000 à l'administration présidentielle[7] ». Au début de son mandat, Poutine engage ou feint d'engager une lutte contre la corruption : en 2001, il nomme Viktor Zoubkov à la tête du service fédéral de la sûreté financière, avec pour mission de faire sortir la Russie de la liste noire des pays où la corruption est la plus élevée. Poutine veut enfin, pour les besoins de l'État, améliorer la rentrée des impôts et le paiement des taxes.

Mais l'activité de Zoubkov n'obtient que des résultats modestes et la corruption ne cesse de s'amplifier. Le 5 décembre 2002, le quotidien *Rossiiskaïa Gazeta* affirme : « En une année (2001) pas moins de 520 milliards de roubles, soit pratiquement le quart du budget du pays, ont fini dans les poches de personnes prenant des décisions, dont 230 milliards, soit 7 milliards de dollars, pour la seule Moscou. » Et persiste : « Maintenant, sans pot-de-vin, on n'est nulle part content de toi. […] La corruption s'est fortement implantée dans la conscience des gens comme un phénomène allant de soi. […] Le pot-de-vin est devenu aujourd'hui fondamentalement la culture du peuple tout entier. » Le business achète les fonctionnaires ou, à l'inverse, les fonctionnaires pillent le business. En sept ans, entre 2000 et 2007, la somme moyenne des pots-de-vin distribués par les hommes d'affaires aux fonctionnaires a été multipliée par treize.

La lutte au moins affichée contre la corruption relève d'un travail de Sisyphe. Le cas du général Vitali Gamov, chef de la section Sakhaline-Sud de la direction régionale du service de gardes-frontières de l'océan Pacifique, en est, parmi bien d'autres, une illustration tragique. Le 21 mai 2002, trois voyous lancent une douzaine de cocktails Molotov par la fenêtre de sa maison, qui prend feu ; le général et sa femme meurent carbonisés. Gamov avait été affecté à ce secteur pour lutter contre la contrebande massive organisée par la puissante mafia régionale de la pêche : le Japon recevait de la Russie dix fois plus de poissons que la Russie ne lui en exportait officiellement. Les neuf dixièmes des livraisons échappaient donc à toute taxation et ne rapportaient rien à l'État. Ce trafic augmentait de 15 à 20 % par an. Les contrebandiers disposaient d'embarcations modernes dotées d'un équipement informatique sophistiqué, alors que les gardes-frontières lancés à leurs trousses ne possédaient que de vieux bateaux à moteur poussifs. Gamov s'était attaqué aux trafiquants, qui menacèrent à plusieurs reprises de le liquider ; l'administration régionale, arrosée par les mafieux, n'assurait pas sa protection. Les trois jeunes tueurs, qui travaillaient dans des firmes du chef contrebandier, eurent donc la tâche facile. Peu de hauts fonctionnaires sont disposés à courir les risques de leur collègue brûlé vif.

L'immobilier est la voie royale, parfois tragique, de la corruption. Le 24 novembre 2003, toute une aile de l'université de l'Amitié des peuples à Moscou prend feu. Cinq voitures de pompiers arrivent quarante minutes après le début de l'incendie, mais quatre d'entre elles n'ont pas la moindre goutte d'eau et leurs lances à incendie restent désespérément vides. Trente-sept étudiants, tous étrangers, périssent, et 179, tous étrangers eux aussi, sont plus ou moins grièvement blessés.

Les incendies criminels sont légion. Au cours de la seule année 2003, 1 287 immeubles ont brûlé dans le centre de la capitale. Selon certains, les promoteurs libèrent ainsi des terrains à bâtir pour y installer de nouveaux magasins, des bureaux et des immeubles d'habitation chics. En mars 2004, l'immense bâtiment du Manège près de la place Rouge prend feu. L'incendie est aussi criminel que les précédents. Le gigantesque incendie de la bibliothèque scientifique Inion, qui réduit en

fumée cinq millions de volumes rares, fin janvier 2015, est lui aussi destiné à faire place nette pour des promoteurs. Peter Pomerantsev, qui travaille à la télévision de la ville, témoigne : « Des mini-patrouilles organisées par les habitants se sont multipliées dans Moscou, moins pour prévenir les cambrioleurs que pour empêcher les promoteurs de provoquer les incendies qui seront prétexte à expulser les propriétaires une fois le bâtiment déclaré en péril[8]. » En 2011, Poutine fait attribuer 135 millions de roubles à la restauration de la tour Choukhov, monument architectural constructiviste datant de 1922. La somme disparaît. Un promoteur immobilier planifie déjà un immeuble de bureaux de cinquante étages. Poutine ne veut pas ou ne peut pas contrôler les appétits des promoteurs au cœur même de la capitale.

Peter Pomerantsev tire ainsi un bilan à peine outrancier de neuf ans passés à Moscou, soumise à un boom immobilier permanent : « Les promoteurs détournent tant d'argent durant leur construction [des appartements] que même les plus luxueux destinés aux riches s'effritent et s'effondrent plus vite qu'ils n'ont été bâtis[9]. » Pour la même raison, la réfection des routes est un perpétuel recommencement : municipalités et entreprises détournent l'essentiel du budget destiné aux travaux, les entreprises utilisent des matériaux de si mauvaise qualité, très inférieure à celle qui est notée sur le devis, qu'il faut rénover le revêtement dès l'année suivante pour le plus grand bénéfice de tous, et surtout des fonctionnaires locaux, sauf des camionneurs et des automobilistes, victimes de 35 000 accidents mortels en moyenne par an. Ainsi l'axe routier Tchita-Khabarovsk, première autoroute traversant le pays d'est en ouest, inauguré en grande pompe par Poutine en août 2010, doit être réparé dès le mois suivant…

La corruption tisse un lien organique entre l'État, au niveau national, régional et municipal, et le monde interlope des affairistes. Tout contrat ou presque passe par une suite d'étapes obligatoires : pots-de-vin, surfacturation, détournement d'une partie du budget des matériaux et matériel de basse qualité, y compris dans l'industrie qui travaille pour la Défense. Les hommes d'affaires paient des backchichs aux représentants de l'État pour obtenir un marché, puis incluent leur coût dans leur

devis. De leur côté, les fonctionnaires qui ont encaissé le pot-de-vin ferment les yeux sur les malfaçons et l'utilisation de matériaux de piètre qualité ; c'est le « retour » obtenu par l'homme d'affaires. D'après l'académicien Rouslan Grinberg, « ces retours sur les contrats et les commandes passés par l'État atteignent parfois la somme de 60 à 70 % du total de la facture[10] ».

Corruption et privatisation sont étroitement liées. Ainsi, depuis le début des années 1990, le parc de logements, privatisé, est souvent géré par d'anciens fonctionnaires véreux qui ont créé des sociétés privées, au nom desquelles ils établissent des factures fantaisistes. « D'après mes factures, j'ai utilisé 6 000 baignoires d'eau chaude en un mois », confie Elena Tkatch, élue députée du quartier de Presnia, ravagé par les promoteurs immobiliers. Elle ajoute que « l'État verse des subventions aux entreprises chargées de gérer les immeubles pour rénover les cours, installer des aires de jeux. Sur le papier, elles rénovent beaucoup, mais seulement sur le papier, j'ai vérifié[11] ».

Plus on est haut dans la hiérarchie, plus on pille. Le 15 novembre 2007, le FSB arrête le vice-ministre des Finances depuis novembre 2005, Sergueï Strotchak, responsable du remboursement de la dette publique, accusé d'avoir tenté de détourner 43 millions de dollars du budget. Avant sa nomination, il dirigeait le département des relations financières internationales où il gérait déjà la dette publique, puis, en 2006, il s'était vu confier la gestion du fonds de stabilisation créé pour mettre l'économie du pays à l'abri d'un retournement des cours du pétrole.

La corruption atteint des sommes plus gigantesques encore avec des proches du pouvoir. Les jeux Olympiques d'hiver de Sotchi ont coûté 50 milliards de dollars, un record mondial durable dans l'histoire des Jeux. (Les Jeux de Vancouver en 2010 avaient coûté 2,7 milliards, ceux de Londres en 2012, 11,5 milliards). Près de 30 de ces 50 milliards ont été détournés à grand renfort de surfacturations par des constructeurs et des intermédiaires, ou attribués à des travaux fictifs. Peu avant la fin du chantier, trois gros investisseurs, les milliardaires Oleg Deripaska, Vladimir Potanine et Viktor Vekselberg, préviennent qu'ils ne pourront pas rembourser les 241 milliards de roubles de crédit que leur a accordés la Vneshekonombank

(sorte de Caisse des dépôts) pour la construction d'installations sportives, de complexes hôteliers et d'un aéroport. Les gros bénéficiaires du racket de Sotchi sont Arkadi Rotenberg et Vladimir Iakounine, qui ont empoché chacun environ 5 milliards d'euros d'argent public pour financer leurs investissements.

Plus modeste, la restauration du théâtre Bolchoï de Moscou, après six ans de travaux multiples, de surfacturations et de détournements, a coûté 622 millions d'euros, alors que celle de la Scala de Milan est revenue à 61 millions d'euros.

Pour Vladislav Inozemtsev, « ce que les Occidentaux appellent corruption n'est pas un fléau affectant le système, mais le fondement même de sa marche normale[12] ». Le rapport Grinberg, en 2104, dit la même chose : « La corruption en Russie a le caractère d'un système. Les métastases de la corruption ont affecté l'ensemble du système social et économique de la Russie [...] l'État, son armée de fonctionnaires, toutes les branches du pouvoir (législative, exécutive et judiciaire) [...], le business, les organes de protection du droit, les organes douaniers, les organes d'arbitrage, la sphère sociale (l'instruction, la protection de la santé, etc.) ; la corruption pénètre tous les sous-systèmes (économique, social, politique, spirituel et moral, familial)[13]. »

L'affaire Magnitski, dont le héros principal, Bill Browder, petit-fils de l'ancien secrétaire du Parti communiste américain, a donné un récit détaillé dans son livre, *Notice rouge,* illustre le rapport étroit entre l'appareil d'État et la corruption. Bill Browder se lance dans les affaires en Russie, rachète des actions sous-évaluées d'entreprises sous-évaluées, participe à des enchères truquées, puis en 1996, en plein boom des privatisations sauvages, fonde Hermitage Capital, classé, en 2000, premier mondial parmi les fonds de marché émergent après avoir assuré des rendements de 1 500 % aux premiers investisseurs financiers. La compagnie gère un portefeuille de 4,5 milliards de dollars investis dans des sociétés publiques ou privées.

Le succès suscite l'envie. Le pillage débridé et l'enrichissement foudroyant des oligarques se payaient parfois alors d'une rafale de mitraillette. Bill Browder est simplement racketté ; en 2005, une bande de hauts fonctionnaires proches de Poutine et de policiers décident de mettre la main sur Hermitage Capital. Bill Browder se voit interdire l'accès du sol russe, réussit à en

sortir ses actifs en gardant trois sociétés à peu près inactives et tente de sauver ses collaborateurs russes. L'un d'eux, l'avocat Sergueï Magnitski, sûr de son bon droit, s'obstine à rester. Mal lui en prend.

Le 4 juin 2007, à l'époque où Anatoli Serdioukov, le futur ministre de la Défense, que Poutine limogera en 2013 pour corruption, dirige les services fiscaux de la Russie, une perquisition dans les trois sociétés d'Hermitage embarque les ordinateurs, la correspondance, les titres de propriété, les sceaux des sociétés et les documents des enregistrements fiscaux. Quelques semaines plus tard, ces trois sociétés ont changé de propriétaire ; elles appartiennent désormais à un voyou de Saratov, Viktor Markelov, condamné en 2002 à deux ans et demi de prison pour homicide, puis fondateur, après sa libération, d'une petite société enregistrée au Tatarstan. Le 21 décembre, Markelov prétend que les trois sociétés qu'il vient de capter ont versé 230 millions de dollars en trop au fisc – cas invraisemblable – et en réclame le remboursement. Le 24, le fisc donne son accord et, le 26, transfère les 230 millions de dollars à Markelov pour les mafieux de l'administration fiscale et du ministère de l'Intérieur, qui, en six ans, selon Bill Browder, auraient escroqué l'État russe de 800 millions de dollars et se pavanaient en vacances à Chypre ou à Dubai.

Les enquêteurs veulent faire témoigner Magnitski contre Browder. Magnitski, lui, accuse des policiers et hauts fonctionnaires russes d'avoir détourné ces 230 millions de dollars vers des comptes en Suisse, à Chypre, en Lituanie et en Moldavie. La police l'arrête, le jette dans une cellule sans eau chaude, ni toilettes, ni fenêtres, le bastonne et le torture afin de lui extorquer un faux témoignage pour légitimer leur fraude. Magnitski refuse ; il tombe gravement malade, les autorités refusent de le faire soigner. Faute de soins, il meurt le 16 novembre 2009, à l'âge de trente-sept ans. Poutine protège les hauts fonctionnaires bandits : en 2010, l'un des deux principaux bénéficiaires du racket, Pavel Karpov, et Oleg Sidenko, l'officier qui avait dirigé le matraquage de Magnitski, recevront la médaille de meilleurs enquêteurs.

Le 10 novembre 2012, Alexandre Perepilitchni, homme d'affaires russe exilé à Londres, meurt en plein jogging à quarante-quatre ans d'une soi-disant crise cardiaque. Témoin clé de l'affaire

Magnitski, il avait, de plus, fourni des renseignements à la justice suisse qui enquêtait sur l'implication de hauts fonctionnaires russes dans des affaires louches en Suisse, en Lettonie, en Lituanie, à Chypre et en Moldavie.

Bill Browder, pour venger la mort de son avocat, obtient le vote par le Congrès des États-Unis d'une loi dite Magnitski, soutenue, comme il le souligne lui-même, par « les milieux d'affaires » désireux de faire pression sur la Russie. En vertu de cette loi, le 12 avril 2013, dix-huit dignitaires russes sont déclarés persona non grata sur le sol américain et interdits de visa aux États-Unis.

En réponse, le Kremlin publie une liste de dix-huit Américains, anciens responsables du bagne de Guantanamo et personnes « impliquées dans l'arrestation et l'enlèvement de citoyens russes », dont deux procureurs de l'État de New York. Puis Poutine fait voter la loi dite Dima Iakovlev, du nom d'un enfant russe adopté aux États-Unis et mort de mauvais traitements, entrée en vigueur le 1er janvier 2013. La loi interdit l'adoption d'orphelins russes par des citoyens américains.

L'un des modes de corruption les plus coûteux pour l'État consiste à déclarer officiellement un salaire inférieur au salaire réellement réglé et prive de recettes le fonds des retraites et autres fonds sociaux ; le reste, payé en liquide, n'est pas soumis aux prélèvements sociaux. Le gouvernement lance, dès janvier 2006, une campagne contre cette pratique, forme des brigades d'inspecteurs du travail et mobilise des procureurs et des inspecteurs des impôts, mal payés et dont beaucoup se laissent acheter par ceux-là mêmes qu'ils doivent contrôler et sanctionner.

En 2009, Medvedev a lancé un projet, appelé pompeusement la Silicon Valley russe ou, plus prosaïquement, Skolkovo, du nom russe du lieu. Le fonds est dirigé par le milliardaire Viktor Vekselberg, oligarque de confiance de Poutine, dont la fortune, en 2013, est estimée à 19 milliards de dollars. Le 31 octobre 2013, le parquet dénonce de « grosses violations de la loi », dont la surfacturation de services et des dotations financières destinées à des projets scientifiques… détournées vers des paradis fiscaux. En prime, plusieurs membres du comité, dont le président du fonds lui-même, se sont octroyés trois bourses

de recherche fictives. L'ensemble des détournements se monte à 125 milliards de roubles. Le parquet exige le remboursement des fonds détournés, des sanctions administratives et un blâme pour les deux vice-présidents.

Qui dit corruption dit mafia. En janvier 2011, selon le Centre français de recherche sur le renseignement (CFRR), « la pègre contrôle *de facto* des secteurs entiers de l'administration territoriale et de l'activité économique de la Fédération de Russie [...], 40 % du PIB de la Fédération de Russie, 40 000 entreprises, dont 15 000 d'État, 4 000 sociétés par actions, 500 joint-ventures et 550 banques[14] ». La majorité de ces 40 000 entreprises sont des PME du commerce et du bâtiment.

Depuis Eltsine, la dénonciation de la corruption est l'arme politique la plus utilisée en Russie. Poutine y recourt de façon sélective. Début 2004, il limoge son Premier ministre Mikhaïl Kassianov. Dès que ce dernier, en juillet 2005, a laissé entendre qu'il serait candidat à la présidentielle de 2008, il s'est vu accusé d'« atteinte à la propriété par tromperie et abus de confiance ». Il avait acheté pour un million d'euros une vaste propriété d'État jadis attribuée aux hauts dignitaires soviétiques et en avait fait acquérir une autre, aussi peu chère, à un de ses amis.

Poutine utilise la même arme pour éliminer Iouri Loujkov, maire de Moscou depuis 1992, qui a placé sous sa coupe l'ensemble des PME réparties entre les divers clans de l'équipe municipale. Sa femme, la milliardaire Elena Batourina, possède l'énorme entreprise du bâtiment Inteko. La télévision se met à dénoncer la corruption qui gangrène la ville. En septembre 2010, Medvedev limoge Loujkov, puis le remplace par Sergueï Sobianine, ancien chef de l'administration présidentielle.

Dans le capitalisme financier, la banque est au premier rang des fraudes et trafics en tous genres. Au lendemain de l'élimination de Loujkov, le nouveau maire de Moscou ordonne la cession de certains actifs de la municipalité et propose à la Sberbank (banque publique) de racheter la Banque de Moscou, la 5e banque du pays avec 4,5 millions de déposants, 9 millions de clients et 65 000 entreprises de la capitale. La Sberbank demande un audit de la banque moscovite, dont la Vnechtorgbank achète 46,48 % des actions, malgré l'opposition de son

président, Andreï Borodine, et de son adjoint. Des représentants de la Vnechtorgbank accusent les deux hommes d'avoir accordé d'énormes crédits à leurs propres entreprises, désormais au bord de la faillite, provoquant ainsi de lourdes pertes, et d'avoir falsifié procès-verbaux et rapports d'activité. Des crédits douteux accordés à des sociétés offshore, sans la moindre garantie, se monteraient à 150 milliards de roubles. La somme totale des crédits alloués aux anciens dirigeants de la Banque de Moscou à l'époque bénie de Loujkov atteindrait les 366 milliards de roubles, pour l'essentiel évaporés. Des commissions d'enquête du ministère de l'Intérieur et de la Banque centrale se penchent sur la question. Borodine, prétextant la nécessité de soigner une crise nerveuse…, part s'installer à Londres[15].

À la même époque, le patron de Rostelecom, groupe de télécommunications russe, est accusé d'avoir détourné un crédit de 225 millions de dollars accordé par la Vnechtorgbank. En octobre 2010, l'opposant Alexeï Navalny, sur la foi d'un rapport de la Cour des comptes resté confidentiel, accuse le groupe public Transneft, détenteur du monopole des oléoducs, d'un détournement de fonds de 2,9 milliards d'euros sur un budget total de 8,7 milliards d'euros, pour la construction du pipeline Sibérie-Pacifique, long de 5000 kilomètres vers la Chine et le Japon.

Poutine, qui ne cesse de dénoncer la corruption, annonce rituellement des mesures pour la combattre. Il prend les douanes sous son contrôle. Un décret présidentiel du 31 juillet 2008 définit un plan national de lutte contre ce fléau. Il est suivi d'une loi fédérale du 25 décembre 2008 sur « la lutte contre la corruption ». Tout cela pour de très minces résultats.

Ce même mois, un nouveau décret crée un Conseil présidentiel de lutte contre la corruption destiné à coordonner et à contrôler l'action de tous les organes du pouvoir exécutif chargés de cette noble tâche. En 2011, 1992 individus sont jugés pour avoir reçu un pot-de-vin et 2279 pour en avoir versé un. Une goutte d'eau dans l'océan… Un nouveau décret présidentiel en date du 13 mars 2012 établit un « Plan national de lutte contre la corruption pour 2012-2013 ». Le 30 janvier 2012, Poutine, alors candidat à la présidentielle, stigmatise dans un article de *Vedomosti* « le manque de transparence, l'absence de contrôle social sur les fonctionnaires, les douanes, les services

fiscaux, les forces de l'ordre » et la corruption systémique… qui frappe à sa porte. Le 7 mai 2013, Vladislav Sourkov, vice-Premier ministre depuis fin 2011, jusqu'alors chargé de gérer le projet stratégique de Skolkovo, doit démissionner. Il est accusé d'avoir, entre autres scandales, versé 750 000 dollars sur le budget de la Silicon russe pour régler des conférences prononcées par le député de Russie juste Ilia Ponomarev, ancien membre du directoire de Ioukos, critique notoire de Poutine, participant au mouvement de contestation en 2012 et accusé d'avoir utilisé cette somme pour financer cette activité. Vrai ou faux ? Qui sait…

En tout cas, rien ne change. Aussi, en décembre 2013, Poutine crée un nouveau département de lutte contre la corruption, à la tête duquel il nomme un ancien du KGB, Oleg Plokhoï. Un simple effet d'affichage.

S'il peut être amené à prendre des sanctions… qui sanctionnent son propre échec, Poutine met en scène sa dénonciation de la corruption à des fins politiques. Onze jours avant les législatives du 4 décembre 2011 se tient à la télévision la séance annuelle de questions-réponses avec le président, retransmise par toutes les chaînes de télévision. Un petit entrepreneur l'interpelle : « Vladimir Vladimirovitch ! Combien de temps encore Sergueï Darkine va-t-il rester à son poste alors que ses fonctionnaires n'arrêtent pas de se remplir les poches avec l'argent du budget et celui des entrepreneurs ? » Poutine répond : « Il n'y a pas que la corruption, il y a une grande criminalité dans cette région bien plus qu'ailleurs[16]. » Ce Sergueï Darkine, gouverneur de Primorié, la province maritime (Extrême-Orient), a été élu en 2001, puis nommé en 2004 et reconduit en 2010 par Medvedev. Le 28 février 2012, cinq jours avant l'élection présidentielle du 4 mars, le Kremlin le démet « pour raison de santé ». Certes c'est un corrompu. Mais il est sans doute limogé à cause du faible score obtenu par Russie unie aux élections législatives du 4 décembre (33 % des voix). La dénonciation de la corruption n'est en l'occurrence qu'un camouflage.

Les vérifications des agents du fisc relèvent d'un cérémonial de la corruption : ils savent que les comptes qu'ils vérifient sont truqués, les victimes savent qu'ils le savent et s'interrogent seulement sur la somme à verser pour apaiser leur conscience.

Les divers services de police, de leur côté, utilisent la chasse à la corruption comme moyen de racketter les entrepreneurs, et les condamnations pour « crimes économiques » (fraude fiscale, escroquerie, etc.) ne sont souvent que la couverture de règlements de compte. En juillet 2013, une loi d'amnistie pour les hommes d'affaires emprisonnés a libéré 13 000 personnes, essentiellement des patrons de PME ainsi rackettés, bientôt remplacés par d'autres victimes.

La corruption règne aux plus hauts sommets de l'État. Poutine a longtemps protégé le patron des chemins de fer russes, le très corrompu et très religieux Vladimir Iakounine, président de la RJD. Iakounine, ancien du KGB, pose régulièrement à côté de Poutine à l'église, un cierge à la main. Ce grand consommateur d'encens, de cierges et de dollars dispose d'une réserve de chasse de 75 000 hectares dans la région de Saint-Pétersbourg. En mai 2011, la presse révèle qu'il possède une datcha de 57 millions d'euros entretenue par trente domestiques, sur un terrain de 14 hectares, dans la banlieue de Moscou, avec un gigantesque sauna, un lieu de prière, une grande piscine, un frigorifique spécial pour les fourrures. Tout le mobilier et l'installation viennent de l'Occident. Le 19 juin, le président Medvedev démet Iakounine, qui se rue chez le Premier ministre Poutine… qui le rétablit aussitôt dans ses fonctions avant de le limoger en août 2015. Le 16 juillet 2013, Navalny détaille sur son blog l'empire formé par la famille de Iakounine et sa richesse, dissimulée dans une cascade de sociétés offshore. Sa famille a prospéré « parce que le boss mafieux (Poutine) l'a autorisée à tout piller autour d'elle ».

Le pillage des ressources coûte cher à l'État. La mafia du bois est particulièrement redoutable. La Russie abrite les deux tiers des forêts boréales de la planète, dont les trois quarts se trouvent en Sibérie. On estime à 7 millions de tonnes la quantité de bois coupé chaque année dans ces forêts dont 30 % sont issus de l'abattage illégal. La mafia chinoise, qui verse des millions de dollars à des mafieux et à des policiers russes pour importer ce bois sans avoir à payer de taxes, tire le principal bénéfice de ce marché d'un milliard d'euros. Les intermédiaires s'emplissent les poches. Les mafieux achètent la plupart des inspecteurs, dont plusieurs milliers ont été mis à pied. Mais rien ne change.

Le programme spatial lui-même, où la Russie bénéficie d'un héritage soviétique de qualité, est obéré par la corruption. Dès 2011, une série de pannes ont affecté la fusée Angara. Un collègue du directeur scientifique de l'Institut de la politique spatiale Ivan Moiseïev, qui dénonçait la corruption du secteur, a été congédié début février 2015. Le gigantesque chantier d'une nouvelle base de lancement à Vostochny, non loin de la frontière avec la Chine, n'est pas mieux loti : des murs se fissurent avant même que les bâtiments ne soient achevés, des managers trop gourmands détournent des milliards de roubles. Le directeur de l'entreprise de construction Dalspetstroy est traduit en justice pour en avoir détourné 2 milliards[17].

La Russie est intégrée à un marché mondial dominé par un capitalisme financier de plus en plus spéculatif. Cette intégration croissante permet à la corruption russe d'étendre ses métastases à l'étranger, où les oligarques placent leurs milliards de dollars, à Chypre, à Londres, au Luxembourg, en Suisse. En retour, la corruption envahissante de l'économie mondiale renforce les métastases mafieuses de la Russie. Le journal en ligne *Gazeta.ru* souligne cette consanguinité : « L'Europe qui critique la Russie pour son manque de démocratie, sa corruption ou sa criminalité accueille avec plaisir l'argent d'origine douteuse des oligarques russes […]. Elle se félicite d'accueillir leurs fortunes […], de les aider à faire n'importe quoi avec tout l'argent qu'ils ont réussi à sortir de Russie. » Ainsi, conclut le journaliste, « les fruits de la corruption russe poussent sur tout le continent[18] », et vice versa.

Vladislav Reznik, député de Russie unie, originaire de Saint-Pétersbourg et proche de Poutine, en est un bon exemple. La justice espagnole arrête, en juin 2008, dans sa villa de Majorque dix-huit personnes, dont le mafieux Guennadi Petrov. Ce Reznik, en 1989-1990, a siégé à la direction de la banque Rossia, où étaient déposés les fonds de la direction régionale du PCUS, détournés ensuite ; en 2008, il préside le comité des marchés financiers de la Douma. Poutine est visé à travers cette affaire. D'ailleurs le 13 janvier 2010, lors d'une réunion du groupe de travail américano-espagnol sur le crime organisé d'Eurasie, le procureur José « Pepe » Grinda Gonzalez s'interroge sur « l'étendue de l'implication du Premier ministre Vladimir Poutine dans

la mafia russe » et se demande « dans quelle mesure il contrôle les actions de la mafia ». D'après lui, « le FSB absorbe la mafia russe[19] ».

Les Reznik et les Guennadi Petrov trouvent dans l'univers ambiant de la spéculation débridée une atmosphère favorable. Ainsi, le 3 février 2014, un rapport de la Commission européenne évaluait à 120 milliards d'euros le montant moyen annuel de la corruption dans l'Union.

Les liens entre la corruption et le monde politique sont partout très étroits. En Bulgarie, selon le général de police Vanio Tanev, les bandes mafieuses « ont le soutien de structures étatiques, de ministres ou de parlementaires » et « des mafieux notoires ont un poste dans la hiérarchie du ministère, ont un droit de regard sur l'embauche de policiers opérationnels et décident de la carrière de leurs supérieurs[20] ».

En Croatie, où l'ancien Premier ministre (2003-2009) Ivo Sanader est condamné en novembre 2012 à dix ans de prison pour un pot-de-vin de 25 millions d'euros, « la corruption, selon le journaliste Marinko Culic, a accompagné tout le processus de privatisation avant de devenir la raison d'être de l'État[21] ».

Les États-Unis, le pays chéri des oligarques russes après la Grande-Bretagne, n'est pas en reste. En août 2005, le *Guardian* publiait une enquête sur les fantastiques détournements de l'argent du fonds de développement pour l'Irak (FDI) en faveur de l'armée et des entreprises américaines. « Les travaux étaient fictifs, mais les paiements bien réels […]. Les vols étaient monnaie courante. » Une somme de 8,8 milliards de dollars s'est évaporée. « Écoles, hôpitaux, infrastructures de distribution d'eau et d'électricité, tous censés avoir bénéficié de ces fonds, sont en ruine. […] De nombreux agents américains, chargés des paiements, ont personnellement empoché de grosses sommes[22]. »

L'ONG Corp Watch décrivait en 2006 la prétendue « reconstruction » de l'Afghanistan : « Une route qui tombe en ruine avant d'être terminée, une école au toit effondré, un hôpital à la plomberie défectueuse […] des contractants qui repartent avec des millions de dollars d'aide dans les poches, etc. » Des contrats importants ont été attribués, sans appel d'offres, à des sociétés proches de la Maison-Blanche. « Un certain nombre de chantiers attribués initialement à des sociétés américaines

et européennes sont en fait réalisés par des sociétés indiennes, pakistanaises et en partie afghanes », auxquelles les groupes américains les ont sous-traités à très bas prix en empochant l'essentiel du budget alloué[23].

En Russie, l'avocat Navalny, lancé dans la chasse aux « filous et aux voleurs » de Russie unie, aligne, sur son tableau de chasse, quelques figures de ce parti. Au début de 2013, quatre députés de Russie unie accusés de non-déclaration de richesses doivent quitter la Douma. Ainsi, le 12 février 2013, il accuse Vladimir Pekhtine, ultranationaliste russe, président du comité d'éthique à la Douma, de posséder deux luxueuses villas, non déclarées, à Miami Beach d'une valeur d'1,85 million de dollars ainsi qu'un terrain en Floride, de 400 000 dollars, et une villa d'une valeur de 2,8 millions d'euros. Pekhtine jure qu'il n'a « pratiquement » pas de biens à l'étranger, mais, le 20 février, il démissionne de la Douma, au lendemain même de la démission d'un autre député de Russie unie, Vassili Tolstopiatov, convaincu d'avoir menti sur ses revenus… et le même jour qu'un autre député de Russie unie, Anatoli Lomakine, à la tête de l'empire du phosphate. Le 29 mars, Vladimir Kojine, chef de l'intendance du Kremlin, accusé d'avoir payé 5 000 dollars une propriété estimée à 50 millions de dollars à Roubliovka, quartier chic dans la proche banlieue de Moscou, doit aussi quitter la place. Poutine n'oublie pas les siens. Pekhtine est nommé le 11 avril P-DG de Rushydro, le deuxième producteur mondial d'énergie hydroélectrique.

Quel est, *in fine*, le coût financier de cette corruption organique ? Les estimations vont de 200 à 400 milliards de dollars.

Poutine doit se donner l'apparence du saint Georges terrassant le dragon de la corruption. Il n'a que l'embarras du choix. Au début de mars 2015, le FSB arrête le gouverneur de la région de Sakhaline, Alexandre Khorochavine, et trois de ses adjoints, tous accusés d'avoir perçu d'énormes pots-de-vin, estimés à 5 millions d'euros. À la mi-septembre, une vague d'arrestations liées à la corruption décime les dirigeants de la république des Komis : le gouverneur Viatcheslav Gaïzer et une douzaine de dignitaires régionaux sont mis en examen pour association de malfaiteurs. Selon l'enquête, ils ont privatisé pendant neuf ans des biens publics, transférés à des entreprises appartenant à des

membres de leurs familles. La police a découvert plus de cinquante cachets de sociétés offshore et des documents financiers sur le blanchiment d'actifs. Ces arrestations peuvent apparaître, au choix, comme relevant d'un rite inefficace, quoique répété, ou d'un simple camouflage, tout aussi répété.

10

Un tandem boiteux ?
(2008-2012)

Chars T-72 et T-90, missiles Iskander et lance-missiles balistiques au grand complet, survolés par des avions de chasse, défilent sur la place Rouge le 9 mai 2008, deux jours après l'intronisation de Medvedev à la présidence, pour la première fois depuis la chute de l'URSS. Poutine, devenu Premier ministre, accompagne cette réorientation d'une réaffirmation de la puissance militaire russe, pourtant douteuse. Président hier, Premier ministre aujourd'hui, il remplit toujours le rôle que lui attribue, en cette année 2008, la politologue du centre Carnegie, Lilia Chevtsova : « Poutine règne en arbitre, gère les bagarres entre ces clans à propos de leur influence, autour du partage des avoirs […] ; personne ne lui voit d'alternative[1]. »

L'étalage d'une puissance militaire apparente précède de peu l'explosion de la crise financière mondiale qui va ébranler la Russie. En mai, sur la place financière de Moscou, la capitalisation des valeurs russes atteint la somme de 1 450 milliards de dollars. Tout semble rose pour le budget du pays. Le baril de pétrole se négocie alors à 147 dollars. Un premier accroc alourdit toutefois l'atmosphère. En juin, Poutine, en sa qualité de Premier ministre, accuse publiquement l'entreprise d'acier Mechel d'évasion fiscale et d'escroquerie sur les prix. Dans l'atmosphère tendue engendrée par la crise financière mondiale encore rampante et l'incertitude permanente sur le statut de la propriété en Russie, cette déclaration inquiète les milieux

d'affaires. La valeur financière de Mechel passe en un jour de 15,2 à 10,5 milliards et, sur la place financière de Moscou, 61 milliards de dollars s'évaporent en une semaine.

Mais le danger vient non de Moscou, mais de Washington. Depuis des années, le capital financier américain et mondial s'est engagé dans une folle accumulation de capital spéculatif et donc, *in fine*, fictif. Des masses de capitaux flottants errent au-dessus des places financières en quête du rendement spéculatif maximal sans s'investir dans la production. La multiplication des produits dérivés encourage la formation d'une bulle spéculative condamnée à exploser un jour prochain. Au début de juillet, les deux piliers du refinancement hypothécaire aux États-Unis, Fannie Mae et Freddie Mac, s'effondrent en Bourse. Moscou dévale la pente à leur suite et la capitalisation financière de la place diminue de jour en jour.

Le 8 août, l'armée du président de Géorgie, Mikhaïl Saakachvili, comptant sur l'appui américain, attaque Tskhinvali, la capitale de l'Ossétie du Sud, qui a fait sécession. La contre-attaque russe bouscule l'armée géorgienne, pourtant encadrée par des conseillers américains ; les troupes de Saakachvili tournent casaque et s'enfuient. Le 12, la guerre s'arrête et, le 25, le Kremlin reconnaît l'indépendance des deux anciennes provinces géorgiennes, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie.

Les États-Unis prônent alors une batterie de sanctions contre la Russie. Le journal *Expert* note non sans ironie que le mot démocratie invoqué par les Occidentaux « signifie surtout “sous le contrôle de Washington” » et ajoute : « Les Anglo-Saxons exhortent le monde à arrêter la Russie et à l'isoler en l'excluant du G8, en refusant son adhésion à l'OMC, en privant les Russes de visas, en bloquant les comptes bancaires russes à l'étranger, en empêchant les entreprises russes de travailler en Europe, en renonçant aux hydrocarbures russes. Il est intéressant de constater que, dans l'ensemble, ces recommandations visent à limiter les relations de la Russie avec l'Union européenne. C'est aux entreprises européennes qu'il est conseillé de ne pas travailler avec la Russie et de ne pas acheter son gaz ou son pétrole[2]. » Le scénario se répétera en 2014. Des investisseurs étrangers retirent leurs capitaux de Russie. Les réserves de la

Banque centrale, fortes, au début de la crise, de 597 milliards de dollars, fondent de 16,5 milliards de dollars en une semaine.

À la fin de septembre encore, malgré le tapage antirusse provoqué par l'affaire de l'Ossétie du Sud, le représentant russe au Conseil de sécurité de l'ONU vote la prolongation du mandat de ce dernier donné aux troupes des États-Unis et de l'OTAN pour poursuivre la destruction de l'Afghanistan.

Le 14 septembre, la banque Lehman Brothers, la quatrième banque américaine, fait faillite. Le 15, le secrétaire d'État américain au Trésor, Henry Paulson, ancien président de la banque Goldman Sachs, refuse de venir à son secours. Le baril de pétrole, qui en juillet valait 147 dollars, chute à 65 dollars. La capitalisation de la place de Moscou tombe en dessous de 700 milliards de dollars.

Le secteur bancaire américain menace de s'effondrer. Le 3 octobre, le Congrès des États-Unis adopte le plan de sauvetage Paulson. L'État rachète aux banques au bord de l'implosion des masses gigantesques de dettes non recouvrables dites « pourries ». *Le Monde* des 26-27 octobre titre : « 25 000 milliards de dollars évanouis. » Le commissaire de police Jean-François Gayraud, soulignant que la dérégulation engendre une orgie spéculative traversée de « fraudes massives », note : « Les bulles immobilières et financières éclatent aux États-Unis. Les banques occidentales appellent à l'aide les États qui doivent jouer les pompiers avec l'argent du contribuable. » Ce renflouement alourdit l'endettement public et engendre un chômage massif. « La finance sort […] renforcée de la crise : les marchés prêtent désormais aux États qui les ont sauvés et pointent ainsi dans leur dos une lame tranchante afin de les pousser à se “réformer” et à mener des politiques de rigueur […]. La spéculation financière reprend de plus belle avec les garanties implicites des États[3]. » Et la chute continue.

La Russie, enserrée dans le marché mondial, n'échappe pas à ce tourbillon, d'autant qu'en décembre le prix du baril de pétrole tombe à 34 dollars. Les 1 450 milliards de dollars de capitalisation de la place financière de Moscou sont réduits à 350. Les vingt-cinq plus grandes fortunes de Russie ont perdu un total de 230 milliards de dollars.

De juin à décembre 2008, l'action de Gazprom, l'un des piliers financiers de l'État, perd 66 % de sa valeur. Comme ailleurs, les banques et institutions financières cessent de se prêter les unes aux autres et le crédit s'assèche brutalement. En septembre et octobre, la Bourse de Moscou ferme quinze fois pour tenter en vain de freiner la chute inexorable. En décembre, la dette des entreprises russes vis-à-vis des banques étrangères se monte à 296 milliards de dollars et les banques russes elles-mêmes leur doivent en plus la somme de 198 milliards de dollars. Ces institutions cessent alors de prêter aux entreprises russes, souvent étranglées. De nombreux oligarques font une valse d'allers et retours entre les banques internationales et le Kremlin. En février 2009, Oleg Deripaska, le patron de Rusal et roi de l'acier, Vladimir Potanine, le principal actionnaire de Norilsk Nickel, et Alicher Ousmanov, le patron de Metalloinvest, proposent à Medvedev de réunir leurs actifs en commun dans un gigantesque conglomérat soutenu par l'État. Medvedev et Poutine refusent.

Le rouble se déprécie, passant de 24 roubles pour un dollar à 40. De mai à décembre, les indices de la Bourse de Moscou perdent un peu plus de 70 % de leur valeur. Or, nombre d'oligarques ont mis leurs actions en gage des prêts qu'ils avaient contractés auprès des banques, surtout occidentales. Le banquier Boris Jordan, l'un des premiers banquiers de l'ère Eltsine, souligne la croissance incroyable du volume des dettes des banques, par comparaison avec le niveau de leurs fonds propres, et donc leur extrême fragilité. Au total, pour sauver le système, l'État russe mobilise 130 milliards de dollars, soit près de 10 % du PIB, alors que le gigantesque plan Paulson représentait en gros 5 % du PIB des États-Unis. Le PIB de la Russie, qui ne représente qu'un cinquième de l'économie chinoise, est, il est vrai, l'équivalent de celui de l'Italie !

Les réserves de la Banque centrale tombent de 597 à 387 milliards en janvier 2009, et le gouvernement prévoit une nouvelle baisse d'environ 90 milliards d'ici la fin de l'année.

Le quotidien *Moskovski Komsomolets* résume la crise en quelques lignes : « La chute brutale du prix des produits d'exportation, tels le pétrole et les métaux, s'est conjuguée à la disparition des crédits occidentaux avantageux. Et tout l'édifice

est en train de s'écrouler comme un château de cartes[4]. » Le journal prévoit une élévation du nombre de chômeurs de 4 à 8 millions. Il ne se trompe guère.

Le tandem Medvedev-Poutine met la main au portefeuille. Il annonce en novembre un plan massif de sauvetage, finalement voté à la Douma en avril 2009, qui prévoit une dotation de 42,6 milliards de dollars, enrichie d'une suppression de taxes et impôts divers de l'ordre de 60 milliards de dollars. Le gouvernement établit une liste de 295 entreprises jugées « systématiquement importantes », destinées à recevoir un soutien financier de l'État. Celui-ci, jusqu'alors désendetté, utilise les recettes fiscales venant des revenus du pétrole engrangées dans son fonds souverain de stabilisation pour maintenir à flot ces entreprises et éviter ainsi qu'elles ne soient rachetées à bas prix par des compagnies étrangères. Il prend des participations temporaires, destinées à durer, dans des entreprises en situation financière difficile.

Le résultat, opposé à la politique économique avouée de Medvedev et plus fuyante de Poutine, partisans l'un et l'autre de privatisations massives, mais à des rythmes différents, est qu'à ce jour l'État représente plus de 50 % du PIB et qu'il contrôle les cinq premières banques russes.

En 2009, la crise se traduit par une contraction du PIB de 7,8 % après une progression de plus 5,2 % en 2008. Le taux de chômage passe de 6,4 % en 2008 à 8,4 % en 2009, et encore ce chiffre ne comprend-il qu'une petite partie des centaines de milliers d'ouvriers migrants du Tadjikistan, d'Ouzbékistan et du Kirghizistan venus travailler à Moscou et dans quelques grandes villes pour des salaires souvent médiocres et tout aussi souvent non déclarés. Ces migrants sont parfois renvoyés chez eux sans même percevoir le salaire qui leur est dû depuis des mois. Le journal en ligne *Gazeta.kz* s'inquiète au début de l'année : « L'année 2009 sera une année de grandes épreuves pour les pays exportateurs de main-d'œuvre comme le Tadjikistan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan[5]. » Elle le fut.

La crise a ravagé le secteur industriel. Un ouvrier d'Avtovaz écrira deux ans plus tard : « Les bases mêmes de la vie de notre cité, la production industrielle ont été ruinées. Presque toutes les usines ont été mises à sac. Même notre “gagne-pain”, la Vaz,

a été mise dans le coma par ses nouveaux maîtres. […] Pour beaucoup de citoyens, l'accès au système de santé est devenu quasiment impossible[6]. »

Signe de la volatilité des engagements politiques et de la fragilité des convictions en Russie, Medvedev nomme en janvier 2009 gouverneur de la région de Kirov Nikita Belykh, l'ancien leader et financier de l'Union des forces de droite et membre de l'éphémère Solidarité fondée ensuite par Boris Nemtsov. Peu après cette nomination, Medvedev rend démonstrativement visite à ce gouverneur « libéral », qui recrute dans son état-major Maria Gaïdar, la fille d'Egor Gaïdar, l'artisan de la thérapie de choc en 1992, et un certain Alexeï Navalny, qui vient de quitter le parti Iabloko.

En 2008, lors de son arrivée au pouvoir, les milieux d'affaires ont vu en Medvedev l'homme qui a déploré l'arrestation de Khodorkovski. « À son arrivée à la présidence, on était plein d'enthousiasme, souligne Boris Grozovski, professeur d'économie à l'université d'État de Moscou, on imaginait déjà la fin de notre justice corrompue et un rapprochement avec l'Europe[7] », ainsi surtout qu'un vaste plan de privatisations.

Or, en mars 2009, Poutine, soucieux de souligner son autorité, impose à Medvedev un second procès Khodorkovski. Ce dernier et Platon Lebedev sont accusés d'avoir fait disparaître 350 millions de tonnes de pétrole entre 1998 et 2003. L'accusation contredit celle du premier procès, qui leur reprochait de n'avoir payé que 17 milliards de dollars d'impôts, mais peu importe la logique ! Khordorkovski écope d'une nouvelle condamnation. Un an plus tard, le 4 mars 2010, la Cour européenne des droits de l'homme entamera l'examen de l'affaire Ioukos, suite à la plainte collective des actionnaires de la société qui réclament à l'État 98 milliards de dollars de dommages et intérêts.

Poursuivant la recentralisation du pouvoir engagée par Poutine depuis son premier mandat, à la mi-juin 2009, la Cour constitutionnelle de Russie exige que les républiques ethniques de la Fédération « mettent au plus vite leur Constitution locale en conformité avec la loi fédérale », c'est-à-dire suppriment les notions de « souveraineté » et de « citoyenneté » qui y figurent parfois. Sont visés par cette exigence le Tatarstan,

le Bachkortostan, la Sakha-Iakoutie, la Touva, la Kabardino-Balkarie, la région des Komis, la Tchétchénie, la Bouriatie ainsi que les districts autonomes des Nenets et des Iamalo-Nenets et la région du Kouban[8]. Poutine avait déjà décidé cette mesure en 2001, mais elle n'avait été que partiellement appliquée.

Les dignitaires régionaux tentent de résister. Le président du Bachkortostan, Mourtaza Rakhimov, dans un entretien au quotidien *Moskovski Komsomolets,* critique la décision de la Cour : « Le pays abandonne peu à peu les processus de démocratisation », décide de faire appel au Comité consultatif du Conseil de l'Europe pour l'application de la convention sur la défense des minorités nationales et signe un accord de partenariat avec le programme de développement de l'ONU. Le président du Tatarstan depuis vingt ans, le très peu démocratique Mintimer Chamaïev, proteste lui aussi. Le président du Conseil de l'Assemblée des peuples du Bachkortostan, Niyaz Majitov, dénonce « un recul rampant des vraies valeurs fédérales en faveur d'un État totalitaire ». Cette défense, par des barons régionaux inamovibles, de la démocratie bafouée recouvre en réalité la défense de clans locaux qui se partagent entre amis les richesses de leurs territoires.

Poutine et Medvedev s'attachent donc à mettre au pas les derniers gouverneurs ou présidents régionaux rétifs. En 2009, ils limogent Edouard Rossel, gouverneur de la région de Sverdlovsk, et Egor Stroïev, gouverneur de la région d'Orel et champion de la corruption dont le départ a été précédé d'une avalanche d'affaires criminelles ; ils remplacent les deux hommes par des technocrates. En janvier 2010, ils écartent le président du Tatarstan, qu'ils nomment conseiller d'État, et poussent celui du Bachkortostan à la démission en juillet 2010.

Le 28 septembre, Medvedev porte un coup décisif aux baronnies régionales et révoque le maire de Moscou Iouri Loujkov, accusé d'avoir perdu la confiance du président. Pour s'en débarrasser, le Kremlin a utilisé les incendies qui ravagent des dizaines de milliers d'hectares aux alentours de Moscou depuis la mi-juillet et rendent l'air de la capitale irrespirable, pendant que Loujkov se repose dans son chalet autrichien.

De graves incendies avaient déjà anéanti les forêts russes en 2002, 2006 et 2007, mais celui-ci prend des dimensions

dramatiques tant les moyens de lutte contre les feux se sont dégradés depuis la privatisation effectuée par Poutine en 2006.

En cet été 2010, les autorités, à commencer par le ministre des Situations d'urgence Sergueï Choïgou, dit « Monsieur catastrophe naturelle », mettent des semaines à réagir. Son ministère, chargé, il est vrai, à la fois des naufrages en mer, des épidémies, des incendies de forêt et autres catastrophes, emploie pourtant plus de 27 000 fonctionnaires. Les moyens permettant de lutter efficacement contre l'avancée des flammes ayant été liquidés, Poutine abuse des rodomontades. Il se fait filmer pilotant un Canadair et assure qu'il suivra personnellement les travaux de reconstruction au moyen de caméras reliées à son bureau. Un blogueur publie un article intitulé : « Savez-vous pourquoi on brûle ? » La radio Écho de Moscou cite le texte. Il y écrit : « Sous ces connards de communistes, au moins, on avait des cloches d'urgence dans les villages et des étangs anti-incendies et, ô miracle, des voitures de pompiers ; depuis que les “démocrates” sont au pouvoir, les étangs ont été asséchés, les voitures de pompiers ne sont plus et les cloches, elles, ont été remplacées par des putains de téléphones publics[9] ! » De nombreux villages, en effet, n'ont plus ni cloche, ni étang, ni pompiers. Officiellement, 52 personnes périssent asphyxiées ou brûlées vives dans l'Ouest et le Nord-Ouest du pays. On ne sait combien de villages entiers, partis en fumée, sont rayés de la carte.

Iouri Loujkov ne rentre à Moscou que le 10 août 2010. Déjà rendu impopulaire par l'avidité mafieuse et la corruption qu'il partage avec son épouse, Elena Batourina, il suscite une aversion qui facilite son limogeage. Il tente en vain, dans une lettre ouverte, de présenter son éviction comme une violation de la démocratie. Loujkov est le bouc émissaire idéal.

Obtenir, le 30 septembre, la démission du président de la république de Kalmoukie, Kirsan Ilioumjinov, est un jeu d'enfant. Le Kremlin console cet autocrate passionné d'échecs et qui prétend avoir rencontré des extraterrestres en le faisant élire à la tête de la Fédération internationale des échecs. Après lui restent en place, mais pour peu de temps, le gouverneur de Primorié, Sergueï Darkine, et le gouverneur de Kemerovo, Aman Touleïev.

Au-delà de ces jeux politiciens, le tandem Medvedev-Poutine entreprend aussi une série de réformes ou contre-réformes de fond, dont l'adoption de la loi fédérale n° 83, qui régit l'activité des établissements publics, ratifiée par le président en mai 2010. Pendant longtemps, les hôpitaux, écoles, établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, théâtres, musées et bibliothèques ont appartenu au service public. La nouvelle loi les divise en trois types : d'État, autonomes et publics. Ne font partie de la première catégorie que la défense et la sécurité, les hôpitaux psychiatriques et ceux traitant des maladies infectieuses. Ils seront désormais les seuls à être entièrement financés sur le budget de l'État. Les autres ne le seront plus que partiellement, par le truchement de subventions ciblées sur la réalisation de tâches précises fixées par l'État, qui ne paiera que pour l'éducation obligatoire et un minimum médical et culturel. Ils devront trouver par eux-mêmes le reste de leur financement, répondre de leurs engagements financiers et bénéficieront, à cet effet, du droit de disposer de leurs biens, sauf l'immobilier et certains biens considérés comme particulièrement précieux. C'est donner force de loi au développement rampant des services payants dans les établissements de la sphère sociale. De plus, un certain nombre d'entre eux peuvent changer d'affectation ou être vendus aux enchères pour dettes.

Le 10 septembre 2009, Medvedev définit son projet de modernisation dans un article intitulé pompeusement « En avant la Russie », publié sur le site *Gazeta.ru,* où il définit les mesures qu'il propose pour que la Russie rattrape les autres pays développés d'ici à 2030. Il veut favoriser une alternance entre un centre gauche et un centre droit également fantomatiques, le retour à l'élection des gouverneurs et présidents des républiques, la suppression de la censure, la levée de la mainmise étatique sur l'audiovisuel et surtout la réduction du rôle de l'État dans l'économie, qui ne devrait pas dépasser 30 %. Il envisage de développer l'innovation technologique, entre autres à Skolkovo, pour enrayer la fuite des savants russes et attirer les étrangers. Il projette de créer une douzaine de districts fédéraux, de réformer la justice et le système pénitentiaire particulièrement barbare en Russie, de réduire le nombre de détenus (884 000

en août 2009), de liquider les restes du système des camps de travail, de créer une police fédérale chargée de la grande criminalité en laissant les tâches quotidiennes de la police aux milices de niveau régional et municipal, de réduire le nombre de policiers de 20 % (soit 300 000 personnes) et l'appareil central du ministère de l'Intérieur (MVD) de 50 % (soit 10 000 personnes) et de réformer l'armée.

Medvedev favorise le retrait de l'État des principales industries russes, y compris du secteur du pétrole et du gaz. Il demande aux hauts fonctionnaires de démissionner des conseils d'administration des compagnies contrôlées par l'État. Ainsi Igor Setchine, vice-Premier ministre chargé du secteur énergétique, doit céder son poste de président du conseil d'administration de Rosneft au vice-président de l'Académie des sciences. Le conseiller économique de Medvedev, Arkadi Dvorkovitch, le vice-Premier ministre Igor Chouvalov, le ministre du Développement économique Elvira Nabioullina, désireux d'attirer des investissements étrangers, prônent la privatisation des compagnies pétrolières publiques, Rosneft, Zarubezhneft et Transneft, avec une participation minoritaire de l'État, et de la compagnie maritime Sovcomflot qu'ils veulent privatiser à 100 %.

Le 27 juillet 2010, le Kremlin précise son projet de privatisation partielle d'une dizaine de grandes entreprises d'État. Selon le ministère du Développement économique, ce plan devrait rapporter au Trésor russe 298 milliards de roubles (7,6 milliards d'euros) dès 2011 et un total de 883 milliards de roubles (22,4 milliards d'euros) à la fin 2013. Onze entreprises devraient être concernées : le géant pétrolier Rosneft, le producteur d'électricité Rushydro, les banques Vnechtorgbank (VTB) et Sberbank, le pétrolier Transneft, la banque agricole Rosselkhozbank, la société de transport maritime Sovcomflot, l'agence de crédit hypothécaire AIJK. On évoque aussi l'éventualité de privatiser la société nationale des chemins de fer (RJD), forte de 1,3 million d'employés et de cheminots. Le quotidien des affaires *Vedomosti* estime à 40 milliards d'euros la valeur réelle des actifs potentiellement mis en vente pour les seules entreprises du domaine de l'énergie. Les marchés boursiers accueillent très favorablement l'annonce de cette prochaine série de privatisations, la première depuis l'entrée en Bourse de la banque VTB en 2007.

Le Monde du 30 juillet 2010 souligne dans son titre l'ampleur de l'opération : « Moscou lance une vague de privatisations sans précédent depuis les années 1990. »

Cette décision est prise au lendemain d'un véritable épisode de lutte des classes suscité par un contrecoup de la crise financière de 2008-2009, l'épisode dit de Pikaliovo, qui, quoique sans rapport direct avec ce plan élaboré depuis des mois, en contredit l'orientation. Les trois usines qui faisaient vivre cette petite ville située entre Saint-Pétersbourg et Moscou et dont les ouvriers ne sont plus payés depuis six mois, étant devenues déficitaires, ferment du jour au lendemain. La chaufferie qui alimentait la population en eau chaude, les services municipaux ainsi que les services techniques, dont le financement n'est plus assuré, cessent de fonctionner. Désespérés, les habitants se ruent d'abord à la mairie, dont les édiles, impuissants, lèvent les bras. Les ouvriers bloquent alors deux jours durant la route qui traverse leur ville et provoquent un énorme embouteillage. Poutine descend à Pikaliovo en hélicoptère, avec les patrons des trois cimenteries de la ville, dont l'oligarque Oleg Deripaska, propriétaire de Basel Cement et patron de choc. En 2002, il avait acheté le combinat de pâte à papier de Baïtalsk, qui produit de la cellulose, surtout pour l'armée, et pollue abondamment le lac Baïkal. Deripaska, indifférent à cette pollution massive du plus grand lac d'eau douce du monde, s'était en revanche aussitôt débarrassé des « actifs » inutiles (crèches, dispensaires, stations de ski, hôtels, produits de l'héritage social soviétique), avant, en 2008, de vendre 51 % de ses parts à un acolyte.

À Pikaliovo, Poutine contraint les patrons à payer les arriérés de salaires, leur ordonne de prendre des mesures pour faire redémarrer les usines sous peine de les nationaliser et leur fait verser un million d'euros d'argent public pour les y aider. Une mise en scène télévisée le montre ordonnant sèchement à Deripaska de signer l'engagement écrit. Ainsi, tout comme jadis Napoléon III à la fin de son règne, il joue le rôle de l'ami des ouvriers. À la Douma, des députés de Russie unie annoncent leur intention de proposer la nationalisation des trois entreprises de la ville. Cette modeste proposition suscite l'indignation de la presse dite libérale…

Mais Pikaliovo inspire d'autres mécontents. Des ouvriers de Kirov bloquent la circulation pour obtenir eux aussi le règlement d'arriérés de salaires ou alors le passage à temps partiel. À Baïtalsk, des habitants mécontents de leur situation envisagent de bloquer le Transsibérien qui passe à côté.

La contagion de Pikaliovo semble modeste, mais le Kremlin réagit brutalement. Au début de janvier 2010, il dépose à la Douma un projet de loi validé en toute hâte en une semaine par la Cour suprême, qui prévoit contre les manifestants bloquant un grand axe routier ou ferroviaire jusqu'à deux ans de prison et de lourdes amendes. Le gouvernement présente cette mesure comme une réponse à « la menace croissante d'actes de malfaisance, notamment de nature terroriste ». Certains qualifient cette loi de « loi anti-Pikaliovo ».

Tout sit-in sur une place, une rue, une route ou une voie ferrée peut donc être assimilé à un acte terroriste et envoyer ses auteurs en prison. Le régime ne saurait mieux montrer à quel point il craint les manifestations incontrôlées de colère populaire. Est-ce pour cela que la fuite des capitaux tend à s'intensifier ? D'après la banque centrale, 70 milliards de dollars ont fui la Russie en 2011.

La stature de Medvedev dans l'appareil d'État paraît alors bien mince. Igor Setchine le traite régulièrement de « petit garçon ». Poutine tente de calmer le jeu en insistant : « C'est le président. Je vous demande de le respecter. » Mais, en visite en Azerbaïdjan, Anatoli Serdioukov, à qui l'on demande : « Vous suivez les ordres de votre président ? », répond : « Ben, je suis les ordres des deux présidents[10]. »

Deux présidents ensemble ne semblent pas cependant suffire à garantir l'ordre. Le 24 janvier 2011, une bombe explose au terminal des arrivées internationales de l'aéroport de Domodiedovo, où transitent chaque année près de 30 millions de passagers, au moment où atterrissent des vols en provenance de Düsseldorf, Londres et Odessa. Officiellement, 35 personnes périssent et 168 sont blessées.

En février 2011, des terroristes attaquent un minibus transportant des touristes moscovites dans le Caucase et abattent plusieurs passagers ; d'autres détruisent des installations de ski dans la région. Le même mois, un couple se fait exploser

à Goubden au Daguestan, tuant trois policiers et blessant 25 personnes. Un an plus tard, le 19 juillet 2012, à la veille du ramadan, deux leaders musulmans représentants de l'islam traditionnel seront abattus, le premier tué par balles devant son domicile, le second grièvement blessé par l'explosion de sa voiture. Un groupuscule armé dirigé par « l'émir des moudjahidine du Tatarstan », sans doute financé par l'Arabie saoudite, revendique les deux attentats.

Le Kremlin semble mieux récompensé de ses efforts à l'issue de la longue négociation qu'il mène depuis dix-huit ans pour obtenir l'adhésion de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce. Les négociations butent longtemps sur les exigences de l'OMC, dont la direction exige l'instauration d'un libre-échange généralisé impliquant une liquidation générale des réglementations nationales qui gênent ou freinent la pénétration des multinationales américaines. Ainsi, selon la journaliste Elena Kourassova, l'OMC est mécontente du bas prix payé par les citoyens russes « pour le charbon, l'essence, le gaz, l'électricité et l'eau. Et l'OMC exige l'augmentation de ces prix [...]. Ils veulent nous convaincre que le bas prix des ressources énergétiques en Russie représente une dotation colossale de l'État à un producteur particulier ». Certains experts prédisent que l'entrée dans l'organisation aboutira « à la liquidation de la moitié des secteurs de l'économie et à un chômage de 30 millions d'individus[11] ». Après de longues négociations, l'adhésion de la Russie, qui ne représente que 2,8 % de l'économie mondiale, est formalisée lors de la conférence ministérielle de l'OMC le 15 décembre 2011.

L'accord ouvre largement le marché russe à l'extérieur. Il abaisse les droits de douane de 25 à 20 % sur une longue liste de produits. La Russie s'engage à réexaminer les prescriptions en matière d'accès au marché pour l'établissement de succursales directes de banques et de sociétés de placement étrangères dans le cadre des futures négociations pour son adhésion à l'OCDE. Les banques étrangères seront autorisées à établir des filiales. La participation étrangère dans les différents établissements bancaires ne sera pas plafonnée, avec une restriction toutefois : la participation étrangère totale au capital du système bancaire de la Russie sera limitée à 50 %, non compris les

investissements étrangers dans les banques susceptibles d'être privatisées.

La Russie s'engage à supprimer tous les programmes de subvention à l'industrie, ou, au moins, à les modifier de façon que les subventions accordées ne soient pas subordonnées aux résultats à l'exportation ni à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés. Elle s'engage à ce que ses subventions à l'agriculture ne dépassent pas 9 milliards de dollars et soient ramenées progressivement à 4,4 milliards d'ici à 2018. L'exonération de TVA dont bénéficient certains produits agricoles nationaux doit être immédiatement abrogée. La Russie s'engage à supprimer, d'ici 2015, les limitations de la participation étrangère dans les télécommunications à 49 %. Les compagnies d'assurances étrangères seront autorisées à établir des succursales neuf ans après l'accession de la Russie. Celle-ci s'engage à autoriser, dès son adhésion, les entreprises à capital entièrement étranger à avoir des activités dans les secteurs du commerce de gros, de détail et du franchisage. Toutes les restrictions quantitatives à l'importation (contingents, interdictions, permis, obligations d'autorisation préalable, prescriptions en matière de licence ou autres, incompatibles avec les règles de l'OMC, ainsi que les droits préférentiels ou les exemptions tarifaires) seront supprimées le 1er juillet 2018. La Russie devra instaurer des tarifs ferroviaires identiques pour les marchandises russes et importées. En ce qui concerne les marchés publics, objets de nombreuses entourloupes, elle s'engage à ce que les organismes publics russes adjugent les marchés de manière transparente dès son adhésion. Enfin, elle s'oblige à respecter tous les accords déjà conclus par l'OMC ainsi que ceux à venir.

Le gouvernement russe obtient une période de transition de sept ans pour mettre en œuvre les mesures de protection touchant le secteur automobile, comme l'obligation d'incorporer une part minimum d'éléments russes dans les intrants utilisés pour la fabrication de véhicules.

Malgré ce délai, nombre d'économistes et d'industriels russes craignent que la baisse des droits de douane imposée par l'adhésion de la Russie à l'OMC ne provoque une hausse des importations étrangères, une baisse du soutien de l'État à la production nationale et une perte de compétitivité de l'industrie face à la

concurrence étrangère ; ils redoutent qu'elle ne conduise à une réduction brutale de l'ordre de 40 % des emplois, surtout dans l'agriculture et l'industrie alimentaire, alors que, en 2011, 70 % des biens de consommation vendus en Russie sont importés. La baisse des droits de douane risquera de provoquer une invasion de marchandises étrangères. Le sort de la Lettonie voisine fait réfléchir : son entrée dans l'OMC et la mise en œuvre de ses diktats ont débouché sur la liquidation de son industrie légère.

Les effets de la crise de 2008 s'atténuent cependant peu à peu. En 2011, la Russie a accueilli 47 milliards de dollars d'investissements, mais le chiffre est trompeur : plus de 60 % des capitaux « entrants » proviennent des places offshore où les oligarques déposent leurs bénéfices pour échapper à l'impôt et les rapatrient ensuite pour investir. Ce sont donc, en réalité, des réinvestissements russes. Les variations entre les sorties et les rentrées de capitaux dépendent de la confiance que les oligarques ont dans la politique menée par le Kremlin.

Or, ils semblent ne guère en avoir. En mars 2011, Medvedev déclare dans un discours à Magnitorgorsk : « Le climat des investissements dans notre pays est très mauvais […]. Pour nombre de petites compagnies, les conditions pour mener leur business ne se sont pas améliorées, et se sont plutôt détériorées ; la corruption influe toujours sur la situation économique générale, et le résultat est évident : l'argent fuit notre économie[12]. » Gorbatchev lui-même constate en août la triste situation du pays : « Il y a 96 % de pauvres, si on applique les critères appliqués en Autriche par exemple, et il y a deux fois moins de diplômés de l'enseignement supérieur qu'après la Deuxième Guerre mondiale[13]. »

Dès le printemps 2011, Poutine prépare son troisième mandat de président. Au début de mai, pour ne pas apparaître comme l'incarnation de Russie unie, assez largement méprisée par la population, il crée un Front populaire russe, mouvement civique possédant un statut qui le place au-dessus des partis. Il sera le chef de cette coquille vide. Le 19 août, le ministère de la Justice enregistre le parti de son protégé, l'ultranationaliste Dmitri Rogozine, La Patrie-Congrès des communautés russes, dont, en octobre, Rogozine invite les membres à rejoindre le Front populaire. Le 24 septembre, au congrès de Russie unie,

Poutine et Medvedev, qui ne sollicite pas un second mandat, annoncent, sous les applaudissements, l'inversion de leurs rôles.

En vue des élections législatives, Poutine commence par faire le ménage politique. Le ministère de la Justice refuse d'enregistrer le Parnas, parti de Boris Nemtsov et de Vladimir Ryjkov, et l'Union populaire et démocratique de Mikhaïl Kassianov, ex-Premier ministre, ainsi que le Comité de salut public (qui comprend l'Autre Russie). Kassianov présente pourtant 2 millions de signatures. Le ministère de la Justice en invalide plus d'un million représentant des personnes décédées, des mineurs ou des fantômes.

Les élections législatives du 4 décembre 2011 sont un revers pour Russie unie ; 40 % des électeurs s'abstiennent et, malgré des fraudes multiples et patentes, le parti présidentiel, dont la liste est dirigée par Medvedev, largement détesté, perd 13 millions de voix. Il n'obtient que 49,32 % des suffrages contre 13,24 à Russie juste, 11,67 au Parti libéral-démocrate de Jirinovski et 19,19 % au parti communiste. Malgré cet avertissement, Poutine s'affirme sûr de lui. Toujours bravache, le 15 décembre, lors de la séance télévisée de questions-réponses, à la question de savoir quel sera son adversaire le plus sérieux à la prochaine présidentielle, il répond : « Moi-même. »

Les 10 et 24 décembre, des dizaines de milliers de personnes manifestent contre les fraudes électorales à Moscou, Saint-Pétersbourg et d'autres grandes villes sur les slogans : « La Russie sans Poutine », « Nouveau vote, honnête et transparent », « À bas la "Russie unie", le parti des filous et des voleurs », sans aucun mot d'ordre possédant un quelconque contenu social. Ces manifestations, qui se succèdent jusqu'en mai 2012, s'appuient sur le rejet largement partagé d'un appareil d'État brutal et corrompu. Mais elles sont dirigées par une coalition hétéroclite allant de la « gauche », voire de l'« extrême gauche », à l'extrême droite nationaliste et fascisante, en passant par les anciens privatisateurs de l'époque Eltsine, comme Nemtsov et l'opposition « libérale », qui reproche au régime de ne pas suffisamment mettre en œuvre les privatisations et l'ouverture au marché, à peine camouflés sous les mots de « valeurs occidentales ».

L'écrivain Iouri Bouida, l'auteur du très remarquable roman *Le Train zéro*, considère ces manifestations comme des cortèges

de nantis très éloignés de la Russie d'en bas, celle des campagnes silencieuses « où on survit à peine, où tout est dégueulasse : la nourriture, les soins, le logement », et refuse pour cette raison d'y participer[14].

Le 30 janvier 2012, Poutine, dans un article intitulé « Nos tâches économiques » publié dans *Vedomosti,* insiste sur la nécessité de « réduire la part de l'État dans l'économie », en engageant un « nouveau plan de privatisation ». Une partie des grandes compagnies et holdings nationaux, affirme-t-il, « va être convertie en compagnies publiques avec vente consécutive de paquets d'actions ». Il juge « possible de réduire d'ici 2016 la part de l'État dans certaines compagnies de matières premières et de mettre au point un processus de sortie du capital de l'État des grosses compagnies extérieures aux matières premières ou qui ne sont pas du domaine des ressources naturelles ou du système de défense ». L'opposition « libérale », jugeant que ces promesses tardent à être mises en œuvre, proteste.

Poutine ajoute un zeste de nationalisme policier à ce programme économique de privatisation progressive. Sous son premier mandat présidentiel, ajoute-t-il, « nous avons été confrontés à une véritable tentative de vendre à l'étranger des actifs-clés. La conservation entre les mains de quelques individus des ressources stratégiques du pays dans la perspective de cinq-dix ans signifiait que le contrôle de notre économie se serait réalisé de l'extérieur[15] ».

Sans surprise, le 4 mars 2012, Poutine est élu président, avec, officiellement, 63,6 % des voix, contre 17,19 % à Guennadi Ziouganov, 7,9 % à Mikhaïl Prokhorov (dont 19,81 % à Moscou, où Poutine obtient 47,7 %, 15,48 % à Saint-Pétersbourg et 18,72 % à Ekaterinbourg), 6,22 % au bouffon Vladimir Jirinovski et 3,85 % à Sergueï Mironov de Russie juste. Les fraudes électorales sont évidentes et parfois grossières. Ainsi Poutine obtient 99,8 % des voix en Tchétchénie, « pacifiée » par le psychopathe Ramzan Kadyrov, et presque autant au Daguestan et en Ingouchie. Mais il a aussi bénéficié du vote d'une partie de la population laborieuse, qui redoute un retour au chaos sanglant des années 1990.

Que va-t-il faire de cette victoire ? Un an plus tôt, un homme d'affaires avertissait : « Si la part des dépenses sociales du

budget n'est pas réduite à temps, l'issue sera tragique. Pour cette raison, le président qui sera élu en 2012 [...] devra prendre des mesures impopulaires [...]. Jusqu'à présent, notre élite n'avait jamais pris conscience de la nécessité d'une réduction considérable de ce chapitre du budget. » L'agence de notation Fitch Ratings dit surveiller « la vitesse à laquelle le nouveau gouvernement agira pour réformer l'économie russe. [...] M. Poutine a fait de vastes promesses avant et pendant sa campagne électorale ». Il avait en effet promis une hausse des salaires – misérables – des militaires, des enseignants et des médecins.

Attentif à ces admonestations, il ne respectera toutefois pas sa promesse. Dans son discours du 7 mars, il affirme prudemment vouloir « examiner les dépenses que nous avions prévu de faire cette année et l'an prochain, et il faudra les optimiser ». Il qualifie le milliardaire Prokhorov de « bon entrepreneur (qui) pourrait en principe être utile au sein du gouvernement, s'il le voulait ». Cet appel du pied à l'homme qui voulait liquider les résidus du code du travail, « trop soviétique » à ses yeux, et instaurer une semaine de travail de soixante heures, est un clin d'œil aux oligarques et, en général, aux milieux d'affaires, qui restent silencieux.

11

L'encerclement américain

En 1997, les États-Unis décident de faire pièce à la moribonde Communauté des États indépendants, la CEI, créée sous Eltsine pour réunir les débris de l'ex-URSS (sauf les États baltes), et renforcer leur pression sur un gouvernement russe pourtant très complaisant à leur égard ; ils encouragent la formation du GUAM (ainsi désigné par les initiales de ses quatre pays membres, la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie), qui deviendra un moment, en avril 1999, le GUUAM avec l'adhésion provisoire de l'Ouzbékistan.

Dès avril 2002, un premier contingent de conseillers militaires américains est déployé en Géorgie, alors présidée par Edouard Chevarnadze, ancien ministre des Affaires étrangères de Gorbatchev et représentant typique de la nomenklatura soviétique. Lors du XXVIe congrès du PCUS, en 1977, il avait prononcé un éloge dithyrambique de Brejnev, avant de se rallier à l'étoile de George Bush. Ce dernier ne lui en sera guère reconnaissant ; les États-Unis organiseront, deux ans plus tard, la « révolution » qui le chassera du pouvoir pour y installer leur champion, Mikhaïl Saakachvili, sous la présidence duquel, écrit un journaliste géorgien, « tous les organes et institutions d'État étaient sous le contrôle des instructeurs américains[1] ».

Un autre journaliste géorgien évoque l'activité intense déployée par les fondations ou bureaux du milliardaire américain George Soros dans les anciens pays dits « socialistes », qu'il décrit comme des « usines » de fabrication de futurs cadres proaméricains. « En Serbie, en Ukraine et en Géorgie, les partisans

de Soros ont été particulièrement actifs […]. Les membres des organisations Otpor (serbe), Pora (ukrainienne) et Kmara (géorgienne) ont été formés et financés par la Fondation Soros[2]. »

Au lendemain du 11 septembre 2001, Poutine juge inéluctable la présence militaire américaine en Asie centrale. Son ministre de la Défense Sergueï Ivanov, évoquant en effet, en juin 2002, la volonté de renverser les talibans, affirme : « Nous n'aurions pas pu y parvenir seuls ; par conséquent, la participation des États-Unis et d'autres pays aux opérations antiterroristes en Afghanistan correspond à nos intérêts […]. Cette opération exigeait le transfert de contingents militaires étrangers sur le territoire de pays d'Asie centrale[3]. » Une semaine plus tôt, Poutine présentait la collaboration entre la Russie et les États-Unis comme une sorte de partenariat ; dans une interview au *Quotidien du peuple* chinois, il explique alors : « Il serait aujourd'hui erroné de parler d'une concurrence entre Moscou et Washington pour l'influence dans les États de la CEI. Nous sommes récemment parvenus à fonder les relations russo-américaines, dans cet espace, sur de nouveaux principes que l'on pourrait ainsi résumer : "coopération au lieu de compétition" », et il feint de s'interroger : « Pourquoi une présence plus importante des États-Unis dans l'espace de la CEI mènerait-elle obligatoirement à évincer la Russie ? »

En 2001, Poutine autorise l'OTAN à ouvrir un bureau à Moscou. Au lendemain de l'attentat du 11 septembre à New York, il ouvre l'espace aérien russe aux appareils de la coalition internationale qui bombardent les talibans en Afghanistan ; en 2002 est constitué un Conseil OTAN-Russie (COR). En 2005, des enseignants russes de l'État-Major général vont assurer des cours à l'école de l'OTAN d'Oberammergau en Allemagne. Un exercice conjoint du COR se tient à Colorado Springs, aux États-Unis, pour tester la chaîne de commandement d'une défense antimissiles.

Poutine reprend, sans doute sans le savoir, une vieille initiative de Khrouchtchev. Le 31 mars 1954, le ministre des Affaires étrangères de l'URSS, Viatcheslav Molotov, avait reçu les ambassadeurs de France, de Grande-Bretagne et des États-Unis et leur avait remis à chacun un exemplaire d'une note du gouvernement soviétique à leurs gouvernements, dont le texte a été publié, en

1998, en annexe de l'ouvrage du général Anatoli Gribkov, ancien commandant en chef des troupes du pacte de Varsovie[4]. Moscou y demandait l'adhésion de l'URSS à l'OTAN pour contribuer à la cause de la paix dans le monde… Les États-Unis firent rejeter cette demande apparemment surprenante.

Zbigniew Brzezinski, l'ancien conseiller du président américain Jimmy Carter, avait défini en 1997 un programme de démantèlement de la Fédération de Russie en trois États croupions : la Russie d'Europe, la Sibérie, l'Extrême-Orient, accompagné d'un rattachement de l'Ukraine à l'OTAN. Il affirmait : « La Russie devra se résigner à l'inévitable, c'est-à-dire la poursuite de l'élargissement de l'OTAN […] jusque dans l'espace ex-soviétique[5]. »

Ces déclarations de Brzezinski éclairent une dimension ou une tentation possible de la politique russe de Washington. Les États-Unis entourent la Russie d'une véritable ceinture de sécurité politique et militaire en installant des hommes à eux à la tête des pays voisins. Ainsi, Valdas Adamkus, président de la Lituanie de février 1998 à février 2003, puis de juillet 2004 à juillet 2009, a d'abord, pendant la guerre, servi dans l'armée allemande jusqu'en 1944 ; il recule avec elle en Allemagne, qu'il quitte pour émigrer aux États-Unis en 1949, devient citoyen américain, sert dans les services de renseignements de l'armée, adhère au Parti républicain, puis est nommé, en 1981, par Reagan dans l'administration fédérale qu'il quitte au moment de son départ à la retraite en 1997, peu avant d'être élu président de son ancien pays.

L'Estonie bénéficie des mêmes attentions. Toomas Hendrik Ilves est né en 1953 à Stockholm, où ses parents se sont installés en 1944, après avoir fui l'Estonie. En 1956, la famille émigre aux États-Unis ; Ilves devient, en 1974, chercheur en psychologie à l'université Columbia ; en 1984, il travaille à la chaîne américaine Radio Free Europe, devient directeur du service estonien de Free Europe jusqu'en 1993 ; dès la chute de l'URSS, il s'installe en Estonie. Il met en place la jeune diplomatie estonienne, tout entière focalisée sur l'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN ; en 1993, il est nommé ambassadeur d'Estonie aux États-Unis et renonce à sa nationalité américaine. Nommé en 1996 ministre des Affaires étrangères, il dirige le petit parti social-démocrate, est élu député européen, puis en

2006 président d'Estonie. La présidente de la Lettonie de 1999 à 2007, Vaira Vike-Freiberga, descendante d'une famille réfugiée en Allemagne en 1945, est, elle, une ancienne citoyenne canadienne.

En Tchécoslovaquie, Jan Svejnar, enseignant à l'université Princeton, travaille à la Banque mondiale ; installé tour à tour à Prague et aux États-Unis, il est conseiller du président Vaclav Havel et de plusieurs ministres tchèques. En 1997, alors qu'il est toujours citoyen américain, il est pressenti pour le poste de Premier ministre de Tchécoslovaquie, à la suite de Vaclav Klaus, et manque de peu d'occuper la fonction.

Dès 2002, après l'invasion de l'Afghanistan, Washington installe des bases en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Kirghizistan le long de la route du pétrole. Parallèlement, des bases américaines situées au Pakistan, en Inde, à Singapour, en Malaisie et aux Philippines forment autour de la Chine une « ceinture de fer ». En 2003, selon son rapport annuel, le Pentagone était propriétaire ou locataire de 702 bases à l'étranger dans près de 130 pays, sans compter l'énorme camp de Bondsteel au Kosovo et ceux d'Afghanistan, d'Irak, du Kirghizistan, du Qatar, d'Ouzbékistan et du Koweït, ce confetti pétrolier dont 4000 kilomètres sur 18000 sont sous occupation militaire directe. Aujourd'hui, ces chiffres n'ont guère bougé…

Le Kosovo, officiellement indépendant depuis le 10 septembre 2012, illustre à merveille les résultats de l'intervention américaine, relayée par l'Union européenne, sur le plan politique (démantèlement de l'État) et économique (pillage organisé du pays). Un journaliste kosovar souligne : « Le Kosovo est une poule aux œufs d'or pour ses libérateurs et autres conseillers internationaux, aventuriers, missionnaires et autres employés des milliers d'ONG chargés de bâtir un avenir radieux pour les Kosovars[6]. »

Madeleine Albright, l'ancienne secrétaire d'État de Bill Clinton, a mis la main sur la rentable compagnie kosovare de télécommunications (PTK) au nom d'Albright Capital Management à la suite d'un appel d'offres truqué. L'ancien commandant des forces de l'OTAN, Wesley Clark, contrôle l'exploitation des gisements de lignite au nom d'Envidity (le sol du Kosovo est riche en or, argent, et zinc !). Bechtel Group, la première entreprise américaine de

BTP, construit l'autoroute Pristina-Skopje. Washington a placé Atifete Jahjaga, une policière trentenaire, éduquée aux États-Unis, à la tête de ce petit pays devenu le paradis du chômage, des inégalités sociales, du clientélisme, de la corruption et de la mafia.

Une ceinture de puissantes bases militaires américaines borde aujourd'hui la Russie à l'ouest et au sud : au Kosovo, en Turquie, en Irak, au Qatar, en Arabie saoudite, en Afghanistan, au Pakistan et en Géorgie. La Pologne, où une énorme base de radars et de missiles est érigée, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, la Roumanie, qui abrite à elle seule quatre bases militaires américaines, et la Bulgarie sont membres de l'OTAN.

Le vendredi 12 août 2005, deux semaines exactement avant le sommet des douze pays de la CEI, prévu à Kazan, les présidents de Géorgie et d'Ukraine, Mikhaïl Saakachvili et Viktor Iouchtchenko, annoncent la constitution d'une nouvelle entité régionale, la Communauté du choix démocratique, supposée promouvoir la paix, la stabilité, la sécurité et la démocratie « de l'Atlantique à la mer Caspienne ». Quelques jours plus tard, le ministre des Affaires étrangères ukrainien, Sergueï Teriokhine, déclare que l'Ukraine s'apprête à sortir de l'espace économique commun (Russie, Biélorussie, Ukraine, Kazakhstan).

Le 10 février 2007, Poutine déclare que « les États-Unis débordent de leurs frontières nationales dans tous les domaines ». Cette année-là, la campagne des élections législatives en Ukraine est marquée par l'omniprésence des conseillers américains. L'oligarque Rinat Akhmetov a invité à Kiev Paul Manafort, républicain américain de toujours, pour diriger la campagne du… Parti des régions de Viktor Ianoukovitch, habituellement présenté comme pro-russe et lié à Poutine. Manafort, qui dirige le cabinet de lobbying Black, Manafort, Stone and Kelly, a signé jadis des contrats avec le Zaïrois Mobutu et l'Unita angolaise. Il travaille la gestuelle de Ianoukovitch, lui apprend à brandir les deux bras en signe de triomphe au lieu de les laisser lamentablement pendre le long du corps, le fait changer de coiffure et invente le slogan « Pour une vie meilleure ». L'ancien responsable de la communication auprès de Bill Clinton, Joe Lockhart, travaille pour le bloc Ioulia Timochenko (BLouT), tandis que le lobbyiste Stan Anderson conseille Notre Ukraine de Iouchtchenko. Tous

les candidats ukrainiens sont donc conseillés et guidés par des spécialistes américains du lobbying.

Après l'affrontement avec la Géorgie en 2008, l'OTAN suspend les réunions du Conseil OTAN-Russie. Lors de la campagne pour la présidentielle américaine en 2008, le candidat républicain John McCain, conseillé par Paul Manafort, brandit la menace : « L'Occident doit reposer le problème de l'indépendance de la Tchétchénie[7]. » Par une curieuse coïncidence, au même moment, Boris Tarassiouk, le chef du parti nationaliste ukrainien Roukh, déclare : « Rien n'empêche les Tchétchènes de déclarer leur indépendance et que tous les États doivent la reconnaître[8]. »

Le 4 février 2009, le président du Kirghizistan, Kourmanbek Bakiev, à Moscou, annonce la fermeture de la base américaine de Manas ouverte après le 11 septembre 2001 pour l'approvisionnement des troupes vers l'Afghanistan et où stationnent 1 200 soldats américains. Il a obtenu de Moscou un prêt de 2 milliards de dollars, une aide supplémentaire de 150 millions d'investissements russes dans le secteur de l'énergie et l'effacement de la dette du pays envers la Russie. Bakiev, qui supprime à la frontière les contrôles sur l'entrée de la drogue, a toutefois roulé Poutine : les soldats américains ont aussitôt été déplacés sur l'aéroport voisin…

En mars 2009, l'OTAN décide de reprendre les réunions du COR. Medvedev, alors président, et Obama se rencontrent à Moscou et signent un accord officiel autorisant le transfert de matériels militaires américains à travers la Russie jusqu'en Afghanistan ou sur le chemin du retour. Le secrétaire général de l'OTAN se rend même à Moscou, en décembre, pour préparer le troisième sommet du Conseil OTAN-Russie prévu à Lisbonne en novembre suivant. Cinq mois plus tard paraît à Moscou un glossaire militaire général sur la coopération entre l'OTAN et la Russie.

En février 2011, Medvedev ordonne aux représentants russes au Conseil de sécurité de l'ONU de s'abstenir – comme les représentants de la Chine – sur la résolution 1973 contre le président libyen Mouammar Kadhafi, exigée par les États-Unis, relayés par Nicolas Sarkozy. C'est une approbation à peine camouflée de l'intervention militaire en Libye. Medvedev déclare ensuite

Kadhafi persona non grata sur le territoire russe. Il ouvre ainsi la voie à l'intervention militaire pour renverser le colonel libyen. Le président de la commission des affaires étrangères du Conseil de la Fédération, Mikhaïl Marguelov, déclare alors que Moscou « fait clairement savoir que la Russie se range du côté de la communauté internationale qui, dans le contexte de la guerre civile qui a embrasé la Libye, soutient l'opposition ». L'hebdomadaire *Vzgliad*, qui cite ces propos, commente : « Moscou s'est brusquement mis au diapason de l'Occident. »

Après l'assassinat de Kadhafi, Poutine qualifiera l'opération de la coalition en Libye de retour aux « croisades du Moyen Âge » devant plusieurs centaines d'ouvriers de l'industrie d'armement à Ijevsk, dans l'Oural. Le soir même, à la télévision, Medvedev condamnera à demi-mot ces déclarations. Plutôt qu'un jeu, dénoncé par de nombreux kremlinologues, il faut sans doute voir là une réelle division dans les milieux dirigeants russes sur le degré de collaboration avec les États-Unis. En juillet 2012, de nouveaux arrangements sont signés sur l'utilisation des transports ferroviaires et aériens russes pour le transfert de matériels américains vers l'Afghanistan. Une convention prévoit l'utilisation à cette fin de l'aéroport d'Oulianovsk à 700 kilomètres à l'est de Moscou.

Selon l'expert Dmitri Ternin, « au début, sa politique étrangère était très alignée sur celle des États-Unis ». Puis il confirme : « Poutine a initié un partenariat étroit avec Washington dans lequel Moscou acceptait le rôle de *junior partner*, de petit dernier. Il n'avait pas le choix : le budget fédéral de la Russie ne dépassait pas alors celui de New York. » Bilan ? « Les Américains y ont beaucoup gagné, pas la Russie[9]. »

À Munich, en février 2007, Poutine avait dénoncé la politique des États-Unis, qu'il accusait de vouloir imposer leur système politique aux autres et créer une nouvelle course aux armements avec leur projet de bouclier antimissiles, en Pologne et en Tchéquie. Fidèle à son goût de la bravade, il déclarait ce bouclier « parfaitement superfétatoire », car les Russes « peuvent annihiler » son effet protecteur. Jouant de la fibre patriotique, au rassemblement de ses partisans au stade Loujniki, le 21 novembre, il qualifiait ses opposants de « chacals » et déclarait : « Malheureusement, il y a toujours dans notre

pays des personnes qui s'infiltrent par le biais des ambassades étrangères, qui comptent sur le soutien de fonds et de gouvernements étrangers[10] », sans nommer les États-Unis, notoirement connus comme les premiers financiers des ONG.

Malgré ces déclarations viriles, le 20 septembre 2007, le délégué russe s'abstient sur la prolongation du mandat de la force internationale en Afghanistan réclamée par l'administration Bush. Le ministère des Affaires étrangères explique dans un communiqué : « La Russie soutient sur le plan de principe l'activité de la Force internationale d'assistance dans le domaine de la stabilisation de la situation en Afghanistan. » Et il précise : « Nous avons dès le début participé à l'élaboration et à l'approbation du mandat de cette opération, [et] voté pour les décisions appropriées du Conseil de sécurité de l'ONU. » L'année suivante, le 22 octobre 2008, le délégué russe fait mieux encore ; au Conseil de sécurité de l'ONU, il vote pour la prolongation d'un an de l'intervention militaire en Afghanistan.

Mais Poutine et les clans qu'il supervise ont des intérêts spécifiques à défendre face aux États-Unis. Tant que Mikhaïl Khodorkovski s'est contenté de rafler le pétrole du pays et de transférer une partie de ses capitaux à Gibraltar, il a prospéré. Lorsqu'il a nommé des Américains, amis de George Bush, au conseil d'administration de sa compagnie pétrolière Ioukos et exigé la privatisation des pipelines russes, donc leur passage sous le contrôle au moins partiel des compagnies pétrolières américaines, Poutine a frappé. Il défendait ainsi à la fois les intérêts d'un clan et le maintien d'un État russe. C'est pour le souligner qu'en janvier 2008 Poutine nomme l'ultranationaliste Dmitri Rogozine ambassadeur de Russie auprès de l'OTAN.

La pression engagée par le Kremlin contre les ONG et institutions financées par Washington ou l'Union européenne ne va dès lors cesser de s'amplifier. Dès le 17 janvier 2008, les antennes du British Council à Saint-Pétersbourg et Ekaterinbourg, accusées d'irrégularités légales et fiscales, doivent suspendre leurs activités. Mais le Kremlin veut éviter la détérioration de ses rapports avec Washington. En mai 2009, Medvedev répond aux propositions avancées par le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, de coordonner les systèmes de défense antimissiles de l'OTAN, des États-Unis et de

la Russie en affirmant la nécessité de consolider « des relations complètes, compétentes et mutuellement bénéfiques[11] » entre la Russie et l'Alliance atlantique.

Du 6 mai au 3 juin 2009, cette dernière prévoit une série de manœuvres militaires en Géorgie. La Russie réagit en boycottant la réunion des chefs d'état-major de l'OTAN les 6 et 7 mai à Bruxelles, puis celle des ministres des Affaires étrangères. Deux diplomates russes, représentants permanents de la Russie auprès de l'Alliance, sont accusés d'espionnage et expulsés. Dmitri Rogozine, interrogé par *Moskovski Komsomolets,* dénonce « un complot de ceux qui voudraient détruire non pas les relations entre la Russie et l'OTAN, mais l'OTAN elle-même. [...] En fait, quelqu'un voudrait remettre en question l'accord passé entre les présidents de Russie et des États-Unis[12] ».

Malgré cet accroc, en 2010, à la suite de la venue à Moscou d'émissaires de l'Alliance en février, un rapport de l'Institut pour le développement contemporain, jugé proche de Medvedev, juge souhaitable une adhésion de la Russie à l'OTAN, tout en soulignant qu'il faudrait, ce faisant, « bloquer l'élargissement de [cette dernière] dans l'espace postsoviétique pour une durée indéfinie[13] ».

Des plages de coopération existent toujours entre Moscou et Washington. En 2012, le Pentagone achètera à Rosoboronexport, alors frappé jusqu'en 2010 de sanctions américaines en raison de ses livraisons à l'Iran, une vingtaine d'hélicoptères pour équiper l'armée afghane. Entre-temps, le 8 avril 2010, Washington et Moscou signent le traité Start-3 de réduction des armes stratégiques, qui fixe le plafond des ogives déployées à 1 550 (contre 3 200 auparavant).

La Syrie est une nouvelle source de tensions. Washington utilise le massacre d'opposants, voire de simples protestataires, par le gouvernement syrien de Bachar el-Assad pour préparer son renversement en finançant et armant une opposition dite modérée qui comprend le Front Al-Nosra, la branche syrienne de l'organisation terroriste Al-Qaïda, préparant ainsi l'éclosion de l'État islamique (Daech). Obama affirme, le 18 août 2011, que « le moment était venu pour le président Assad de renoncer au pouvoir ». Mais ce qui est bon pour Damas et l'a déjà été pour Bagdad ou Kaboul pourrait bien l'être demain en

Tchétchénie, en Ingouchie, au Daguestan ou ailleurs encore. Le Kremlin use donc de mille artifices pour empêcher un dangereux précédent, susceptible un jour d'être utilisé contre lui. En Libye, le mandat onusien d'une intervention officiellement destinée à empêcher le massacre de civils a débouché sur le renversement de Kadhafi. Poutine bloque donc les résolutions américaines au Conseil de sécurité de l'ONU et renforce son contrôle sur les médias en Russie.

En 2011, un amendement à la loi sur les médias stipule qu'une radio ne peut être détenue à plus de 48 % par une personne physique ou morale étrangère. Le 21 septembre 2012, Radio Svoboda, financée à 100 % par les États-Unis et dont la maison mère est installée à Prague, doit fermer. En septembre 2012, Poutine met fin aux activités de l'USAID, qui, on l'a vu, de 1991 à 2012, avait dépensé près de 3 milliards de dollars pour financer des centaines d'ONG en Russie. Se tient alors à Vladivostok un sommet Asie-Pacifique avec une vingtaine de dirigeants, dont Hillary Clinton, Hu Jintao et le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. Pour épater la galerie, Poutine a dépensé 14 milliards de dollars destinés à financer des aménagements luxueux et à construire le pont suspendu le plus long du monde. Lavrov y annonce à Hillary Clinton l'expulsion de l'agence USAID, qu'il accuse de vouloir « influencer le processus politique par la distribution de subventions ».

Pour l'année 2011, le budget officiel du Département d'État américain destiné à favoriser une « gouvernance juste et démocratique » en Russie et, en particulier, « la promotion de la participation civique et le développement de la société civile, incluant les groupes qui […] favorisent la responsabilisation du gouvernement » était de 35 millions de dollars. Celui de l'USAID était de 50 millions.

Nommé ambassadeur à Moscou en janvier 2012, Michael McFaul, ancien membre du conseil d'administration de la NED et de l'Eurasia Foundation, qui a financé elle aussi des ONG russes, reçoit, le 18 janvier, puis à nouveau le 29 mars, des dirigeants de l'opposition dite démocratique. En mai, devant des étudiants de l'École supérieure d'économie de Moscou, il accuse

la Russie d'avoir versé un « gros pot-de-vin » au Kirghizistan pour l'inviter à fermer la base américaine de Manas.

Le gouvernement américain accorde aux opposants russes une attention sans commune mesure avec celle qu'il peut consacrer aux opposants aux régimes dictatoriaux d'autres pays, à l'exception de la Birmane Aung San Suu Kyi. En mars 2011, Joe Biden, le vice-président des États-Unis alors en visite officielle en Russie, reçoit Evguenia Tchirikova, l'égérie écologiste de la défense de la forêt de Khimki, et la félicite pour son action. La minceur des soucis écologiques des autorités américaines donne à ce soutien sa portée politique. Poutine répond en accordant, le 1er août 2013, l'asile au lanceur d'alerte Edward Snowden.

La crise ukrainienne aiguise la tension entre Moscou et Washington pour qui l'Ukraine est devenue un enjeu. Ianoukovitch s'est engagé à signer un accord d'association avec l'Union européenne, qui lui promet un prêt misérable de 610 millions d'euros en contrepartie de mesures économiques et sociales drastiques (doublement du prix du gaz, réduction puis suppression des dotations gouvernementales aux mines du Donbass, etc.). Le président ukrainien craint, en les décrétant, de provoquer une explosion sociale ; lorsque Poutine lui propose un prêt de 15 milliards de dollars sans ces contreparties, il saute sur l'occasion.

Ianoukovitch, véritable mafieux à la tête, avec son fils, d'un empire financier considérable, incarne un système corrompu jusqu'à la moelle et suscite la haine d'une grande partie de la population, que ses adversaires, soutenus par l'Union européenne et les États-Unis, utilisent aussitôt ; début 2014, ils organisent l'occupation de la place de l'Indépendance (Maïdan). Des hommes politiques américains et européens, dont John McCain, viennent y haranguer la foule, partiellement encadrée par les groupes fascisants de Svoboda et de Pravy Sektor. En coulisses, la secrétaire d'État adjointe Victoria Nuland se vante que les Américains ont dépensé, depuis 1991, 5 milliards de dollars pour « démocratiser » l'Ukraine. La revue *Foreign Affairs* affirme : « Les États-Unis et leurs alliés européens portent l'essentiel de la responsabilité de la crise. La clé du problème, c'est l'élargissement de l'OTAN, élément majeur d'une stratégie plus vaste qui vise à retirer l'Ukraine de l'orbite russe[14] ». Le

gouvernement Ianoukovitch, sans aucun appui dans la population, s'effondre.

La « révolution de Maïdan » n'a changé que les équipes au pouvoir, pas le régime. Ainsi, si le nouveau président, Petro Porochenko, a nommé gouverneur d'Odessa l'ancien président géorgien Mikhaïl Saakachvili, naturalisé ukrainien en toute hâte, le vrai maître de la ville est toujours l'oligarque Sergueï Kivalov, député, propriétaire de chaînes de télévision et président de deux universités, dont celle de droit qui forme les principaux magistrats ukrainiens, tout acquis à ses intérêts et à ceux de ses protégés. Kivalov contrôle aussi le maire Guennadi Troukhanov, mafieux connu et reconnu.

Les bruits de bottes résonnent aux frontières de la Russie. Le 9 mars 2014 commence à Riga une opération conjointe de l'OTAN *(Atlantic Resolve)* et des trois pays Baltes impliquant 3 000 soldats américains et plusieurs dizaines de chars et de blindés. L'opération doit durer trois mois. Le même jour, la Norvège déploie 5 000 soldats dans l'opération *Joint Viking* près de la frontière russe. Les manœuvres de l'OTAN en Ukraine entre mai et septembre 2014 mobilisent 7 000 hommes issus de dix-sept pays. Poutine répond en envoyant des missiles Iskander (qui peuvent contenir des têtes nucléaires) à Kaliningrad, en ordonnant des exercices militaires avec des bombardiers stratégiques TU- et TU22M3 en Crimée et en déployant des soldats russes en Arménie, en Abkhazie et en Ossétie du Sud.

À Kiev, le gouvernement Porochenko-Iatseniouk est tourné vers ses parrains de Bruxelles et de Washington. Le journaliste américain Roger Cohen se félicite : « L'extension vers l'est de l'OTAN et de l'Union européenne est le plus grand succès de l'après-guerre froide[15]. » Le 23 mars, le général Philip Breedlove, commandant des forces de l'OTAN en Europe, déclare que « des forces russes très, très importantes » se tiennent « prêtes » à envahir l'Ukraine et à descendre jusqu'à la Moldavie ! Le 3 mars, lors d'une conférence de presse à Paris, l'ancien Premier ministre allemand, Gerhard Schröder, soulignait : « Il y a beaucoup de problèmes dans le monde : la Syrie, l'Iran ou l'Ukraine ; ces problèmes-là, on ne peut les résoudre qu'avec la Russie et pas contre la Russie[16]. » C'est ce qu'Obama laissera entendre en novembre 2015. Le 1er avril 2014, les ministres des

Affaires étrangères de l'OTAN, réunis à Bruxelles, décident de geler la coopération de l'OTAN avec Moscou. Le 21 avril, Joe Biden débarque à Kiev pour apporter son soutien au gouvernement du Premier ministre Arseni Iatseniouk.

Fin août, le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, menace : « L'OTAN veut pouvoir déployer en quelques jours des troupes et des armements d'envergure dans l'est de l'Europe[17]. » Comme le rappelle le correspondant du *Monde*, Jean-Pierre Stroobants, « le poste de secrétaire général de l'OTAN revient traditionnellement à un Européen, mais les États-Unis le contrôlent très étroitement[18] ». La promotion de Donald Tusk au poste de président du Conseil européen arrime encore plus ce dernier à Washington ; Tusk veut relancer les négociations du traité de libre-échange avec les États-Unis (le TITP) pour lier encore davantage l'Union européenne avec eux.

À la mi-septembre, un exercice de l'OTAN dit *Sea Breeze* se déroule en mer Noire, puis un autre dit *Rapid Trident* mené sous commandement américain, jusqu'au 26 septembre, en Ukraine de l'Ouest. La nouvelle force de réaction rapide, Nato Response Force, est mobilisable en quarante-huit heures. Le général Jean-Paul Paloméros précise : « L'OTAN s'engage sur la longue durée, ce n'est pas un plan pour les six mois qui viennent[19]. » Le 21 novembre, les cinq partis de la coalition gouvernementale à Kiev décident d'annuler d'ici la fin de l'année le statut de l'Ukraine comme pays non aligné pour pouvoir adhérer à l'OTAN.

Le 4 décembre, devant un millier de dignitaires réunis dans la salle Saint-Georges au Kremlin, avec le patriarche Cyrille Ier au premier rang, Poutine déclare que si on avait laissé faire les Occidentaux, « ils nous auraient entraînés vers un scénario yougoslave de désintégration et de démembrement », tout « comme Hitler qui voulait détruire la Russie et nous repousser derrière l'Oural », puis cédant, une nouvelle fois, à son goût de la bravade et du bluff, il ajoute : « Il faut que tout le monde se rappelle comment tout cela s'est terminé[20]. » Le même jour, une attaque terroriste, revendiquée par « l'Émirat du Caucase », fait 20 morts à Grozny.

Le 25 février 2015, jour anniversaire de l'indépendance de l'Estonie, des troupes de l'OTAN, en particulier américaines,

participent au défilé militaire organisé à Narva, ville frontière de la Russie à majorité russophone, où, le 27, défilent des chars américains pendant les manœuvres de l'OTAN dites *Atlantic Resolve*. Fin mars, Washington annonce l'envoi de 3000 soldats américains en Estonie, Lituanie et Lettonie. Le 9 mars, des véhicules blindés américains débarquent à Riga…

Le 3 juin, Obama atterrit à Varsovie et annonce à ses interlocuteurs qu'il a soumis au Congrès la proposition d'un plan de sécurité d'un milliard de dollars pour favoriser le déploiement de nouvelles forces américaines dans la région. Les Polonais, insatisfaits, réclament le stationnement de bases permanentes de l'OTAN en Pologne. Le président polonais Bronislaw Komorowski et Obama dénoncent ensemble la baisse des dépenses militaires dans les budgets européens, que le secrétaire de l'OTAN juge « insoutenable ». « Cela doit changer », martèle Obama. Le 23 mai, il déclare à Saint-Pétersbourg : « Demain, l'Ukraine pourrait rejoindre l'OTAN et, dans la foulée, une partie du système antimissiles américain pourrait être déployée là-bas[21]. » Le *New York Times* du 13 juin informe que les États-Unis prévoient de construire en Pologne et dans d'autres pays de l'Est des bases logistiques destinées au stationnement d'armes lourdes (chars de combat et véhicules d'infanterie) pour 5000 hommes. Cette décision contredit l'accord OTAN-Russie de 1997, par lequel l'OTAN s'engageait à ne pas installer des bases militaires chez les nouveaux États membres. En juin, la force de réaction (NRF) de l'OTAN en Europe passe de 13000 hommes à plus de 30000. Le 27 août, l'OTAN ouvre en Géorgie un camp d'entraînement immédiatement occupé par un détachement américain.

Le 22 juin, le secrétaire du Conseil de sécurité russe, Nikolaï Patrouchev, dans une interview à *Kommersant,* évoque l'expression guerrière employée par les Américains au début de 2015 pour qualifier les pays frontaliers de la Russie : « Les États voisins de la ligne de front. » Il rappelle que le commandement de l'OTAN a annoncé le déploiement de 30000 hommes et rappelle aussi les exercices Hérisson menés dans les États baltes à partir du 11 mai, puis évoque « les nombreux exemples de collaboration russo-américaine positive sur des questions de stabilité globale : sur les dossiers du terrorisme, des armes chimiques syriennes[22] ».

Washington a, il est vrai, momentanément besoin de Moscou pour tenter de sortir du guêpier syrien ; leurs avions collaborent un instant dans une entreprise militaire aux lendemains qui risquent fort de n'être ni chanteurs ni enchanteurs, surtout pour la Russie.

Un dessin de Mix & Remix, publié dans *Le Matin Dimanche* de Lausanne, illustre en forçant le trait les ambiguïtés d'une stratégie qui ouvre la possibilité d'écarter – mais en douceur – Bachar el-Assad, comme le souhaite Washington depuis quatre ans. Le commentateur d'une chaîne de télévision indéfinie s'interroge : « Personne ne comprend vraiment la stratégie de Vladimir Poutine au Moyen-Orient. » L'auditeur, affalé dans son fauteuil, commente : « Il doit bosser pour la CIA ! » Caricature, certes, mais qui, comme toute caricature, renvoie à une réalité : sous le tapage des propagandes, l'intervention de Poutine en Syrie peut dans les faits aider les États-Unis à sortir de l'impasse dans laquelle leur tentative, associée aux entreprises terroristes de l'Arabie saoudite, de renverser le régime d'Assad les a conduits.

12

Un nationalisme artificiel

« Nous arrêtons de faire des enfants. Il n'y a qu'un geste à faire pour corriger cette tendance démographique : nous redonner foi en l'Empire. Nous restituer l'Empire […]. Alors nous engendrerons tellement que cela ne semblera pas peu[1]. » Ainsi vaticine, en janvier 2007, le fondateur du mouvement Eurasie, Alexandre Douguine, que d'aucuns présentent comme « un conseiller occulte du chef du Kremlin », voire comme son « cerveau[2] ». Nommé expert auprès du président de la Douma, il parade dans les médias et dirige la chaire de sociologie des relations internationales à l'université de Moscou (MGIMO), dont Poutine a fait Nicolas Sarkozy docteur honoris causa, le 31 octobre 2015. L'hystérie nationaliste serait donc un antidote au refus d'avoir des enfants et aux avortements que pratiquent chaque année plus d'un million de femmes russes. Vladimir Iakounine y ajoutera, on l'a vu, le baiser donné à la ceinture de la Vierge Marie…

Sans attendre cette future vague de petits Russes, le journaliste Boris Mejouev salue les mâles propos de Poutine dans l'émission télévisée *Ligne directe* : « Le monde russe évoqué par le président rassemble […] des gens dotés d'un code génétique particulier, qui n'ont pas peur de la mort et qui méprisent l'absurde confort matériel[3]. »

Ce nationalisme tapageur s'est dessiné au cours du second mandat de Poutine, en réaction à la pression croissante des États-Unis après les « révolutions » de Géorgie, d'Ukraine et du Kirghizistan largement propulsées et financées par leurs

services. En 2000, lors de son accession à la présidence, Poutine avait déjà transformé le vieil hymne soviétique en hymne russe. Il avait alors confié ce travail à l'auteur de la version initiale de 1944, Sergueï Mikhalkov. Ce plat versificateur avait écrit à l'époque : « Staline nous a éduqués… Staline nous a inspirés. » En 1977, sur la demande de Brejnev, il avait remplacé Staline par « le grand Lénine », qui « nous a montré le chemin ». En 2000, pour satisfaire Poutine, il remplace Lénine par Dieu : « Que Dieu nous guide » !

Eltsine avait maintenu la fête du 7 novembre, jour anniversaire de la révolution d'Octobre, mais l'avait renommée Jour de l'entente nationale et de la réconciliation. En 2004, Poutine remplace le 7 novembre par la fête de l'Unité, le 4 novembre, qui commémore l'expulsion des Polonais de Moscou par les Russes en 1612. Par un hasard miraculeux, ce jour est aussi celui de la fête de l'icône de Notre-Dame de Kazan. Il mélange ainsi le nationalisme et l'Église, sans laquelle ce nationalisme creux serait anémique.

La guerre de Tchétchénie, déclenchée fin 1999 pour faciliter l'élection de Poutine, se mêle à l'encens religieux pour promouvoir un nationalisme russe incarné par la bravade, la rodomontade et le bluff, qui dissimulent l'avidité du clan au pouvoir. Ainsi la vice-présidente de la commission des affaires étrangères de la Douma, Natalia Narochnitskaïa, affirme en avril 2006 : « Un développement stable au XXIe siècle réclame […] une indépendance énergétique, une puissance militaire qui ne sacrifie pas les ressources, un haut niveau d'éducation et un cycle complet de recherches scientifiques, pas de surpopulation, un territoire conséquent et un niveau de consommation modeste. Le seul pays au monde à réunir ces critères est la Russie[4]. »

Deux ans plus tard, le président de la fondation Politika, Viatcheslav Nikonov, plastronne dans les *Izvestia* : « En développant sa puissance économique, politique et militaire, notre pays affirme sa position dans le haut du tableau mondial. Nous sommes trop grands pour suivre qui que ce soit[5]. » En septembre 2008, au lendemain de l'escarmouche avec la Géorgie, Moscou annonce des mesures grandioses pour rendre la Russie autosuffisante sur le plan alimentaire. Le vice-directeur de

Rosselkhoznadzor, organisme qui contrôle les importations de produits agricoles, s'enthousiasme : « Si nous décidions d'exploiter, écrit-il, toutes les capacités de notre agriculture, celle-ci parviendrait à nourrir 33 milliards de personnes », soit quatre fois plus que la population du globe. Or, à l'époque, plus de 50 % de l'alimentation russe est importée et ce chiffre n'a baissé qu'à la suite de l'embargo sur les produits européens décrété par Poutine en réponse aux sanctions américaines et européennes prises en 2014.

Ce refrain des idéologues poutiniens schématise les formules à l'emporte-pièce de leur dirigeant. Ainsi, dans le programme télévisé *Conversations* avec Vladimir Poutine de décembre 2010, le président déclare soudain que la Russie aurait pu gagner à elle seule la Seconde Guerre mondiale sans l'aide des autres républiques.

Pour donner une assise à ce nationalisme creux, le Kremlin ressort de la poussière de l'Histoire les Cosaques, qui fournissaient jadis à la monarchie tsariste son principal corps répressif. En 2005, une loi votée « sur le service d'État de la cosaquerie russe » définit les Cosaques comme « un peuple majoritairement orthodoxe » aux « relations particulières avec l'État ». En octobre 2012, Poutine y a ajouté un document intitulé « Stratégie de développement de la politique d'État de la Fédération de Russie à l'égard des Cosaques russes jusqu'en 2020 ». Sept millions de personnes se disent cosaques. Les onze troupes cosaques enregistrées représentent un total de près de 140 000 soldats. Ils forment un pont entre le nationalisme et l'Église, car « un Cosaque ne peut être athée. Aucun conseil militaire cosaque ne peut se tenir sans la présence et la bénédiction d'un prêtre [...]. Privé de son prêtre, le conseil cesse ses activités, il n'est plus légitime ». « Un Cosaque sans foi n'est pas un Cosaque » (proverbe). L'un des prêtres chargés de former les Cosaques déclare : « Être cosaque [...] c'est être un chevalier de l'orthodoxie. Notre mère, c'est l'Église[6]. »

Le 24 novembre 2012 se tient à Moscou le Congrès de fondation du premier parti cosaque, le PCRF. Les Cosaques sont très proches des mouvements nationalistes. Sur le site de l'ancienne usine électromécanique n° 1 de Sokolniki, l'Église orthodoxe accueille des clubs cosaques et le siège de Narodny Sobor, parti

d'extrême droite créé par l'ancien chef de la section de Moscou de l'Unité nationale russe, Oleg Kassine, ainsi que l'Union des parachutistes et la Fraternité combattante, organisations nationales d'anciens combattants, dont le vice-président, l'homme d'affaires Dmitri Baranovski, a été condamné à douze ans de prison pour racket et a soutenu les jeunes ultranationalistes Nikita Tikhonov et Evguenia Khassis, condamnés en 2011 pour le meurtre de l'avocat Stanislas Markelov et de la journaliste Anastasia Babourova.

En 2007, la propagande du Kremlin lance l'idée d'un « monde russe » qui rassemblerait tous les Russes vivant dans les ex-républiques soviétiques. Cette idée s'est développée en un nationalisme aussi virulent que dénué de fondement, même s'il débouche sur des déclarations provocatrices comme le fait de qualifier, en avril 2014, l'Est ukrainien de Nouvelle Russie, dénomination héritée de l'époque de Catherine II.

Le nationalisme russe proclamé par Poutine n'est qu'un faux-semblant, même si, depuis le début de 2014, on voit souvent affleurer ici et là l'affirmation selon laquelle il reprendrait à son compte les trois principes (« autocratie, orthodoxie, principe national ») du tsar Nicolas Ier (1796-1855), dont le portrait trône dans le bureau présidentiel.

Les couches dirigeantes de la Russie sont en effet dépourvues de tout sentiment national : les oligarques qui délocalisent leur argent dans les paradis fiscaux et à la City de Londres, près des résidences luxueuses où dorment leurs familles, ou les députés de Russie unie et autres gradés des services de sécurité proches de Poutine qui achètent résidences ou villas luxueuses à Chypre, aux Canaries, à Dubai, à Nice ou en Floride n'en ont pas une ombre ; près de 400 000 Russes plus ou moins fortunés résident sur le long terme à Londres et dans sa banlieue. Voir en eux et dans les bureaucrates trafiquants – de pétrole, de gaz, de bois, d'avions de chasse et de kalachnikovs – l'amorce d'une bourgeoisie russe expansionniste, et donc nationaliste, est une illusion d'optique. Le tapage nationaliste ne correspond pas à une volonté d'édifier un capital russe qui se lancerait à la conquête de marchés extérieurs et magnifierait cette politique d'expansion économique d'un habillage politique. Les oligarques

sont beaucoup plus attirés par l'appât du gain immédiat que par l'investissement et la conquête des wardées étrangers.

Ce nationalisme chauvin exige une refonte de l'Histoire destinée à lui donner une ombre de consistance. Le président, dit « libéral », Medvedev s'y attelle en 2009. Le 19 mai, il crée une « Commission visant à combattre les tentatives de falsification de l'Histoire au préjudice des intérêts de la Russie » chargée de réunir et analyser des informations sur « la falsification de faits et d'événements historiques réalisée dans le but de ternir le prestige de la Fédération de Russie sur la scène internationale » et d'élaborer « une stratégie visant à contrer les tentatives de falsification[7] ». La dénomination de la commission souligne qu'elle ne pourchassera que les « tentatives de falsifications » portant atteinte aux « intérêts de la Russie », c'est-à-dire de son gouvernement. Les autres ne l'intéressent pas. La composition de la commission souligne sa fonction policière : sous la présidence du chef de l'administration présidentielle Sergueï Narychkine, elle comporte des représentants du FSB, du Service des renseignements extérieurs, du Conseil de sécurité, des ministères des Affaires étrangères et de la Justice, le chef d'état-major des Armées, ainsi que Sergueï Markov, le vice-président de la commission parlementaire chargée des associations et organisations religieuses, qui précise : « Nous serions ravis de laisser l'Histoire aux historiens, mais cela n'est pas possible [...]. En butte à des programmes de falsifications de l'Histoire pilotés par d'autres États, nous devons dresser notre propre programme national de lutte pour la vérité historique[8]. » Seuls trois de ses vingt-huit membres sont officiellement des historiens, dont l'une est une historienne un peu particulière : Natalia Narochnitskaïa, vice-présidente de la commission des affaires étrangères de la Douma et directrice de l'Institut Andreï Sakharov d'histoire russe de l'Académie des sciences.

Natalia Narochnitskaïa semble particulièrement qualifiée pour manipuler l'Histoire. Elle a appartenu, de 2004 à 2006, au parti Rodina (La Patrie), fabriqué et financé par le Kremlin et dont certains membres se sont distingués : le 24 janvier 2005, 20 députés déposaient « au nom de l'opinion publique russe » une requête auprès du procureur général ; dénonçant l'augmentation (pourtant fort modeste) de condamnations pour

incitation à la haine raciale, les auteurs s'insurgeaient : « La grande majorité de ces poursuites sont engagées à la requête de juifs ou d'organisations juives, qui accusent leurs opposants d'antisémitisme. » La majorité des condamnés sont « des patriotes russes ». Or, « nombre d'actes antisémites commis en Russie sont organisés par les juifs eux-mêmes afin de pouvoir mener des actions punitives contre les patriotes russes ». Les juifs profanent eux-mêmes à cette fin, affirment-ils, leurs cimetières et leurs synagogues.

Les signataires reprenaient les poncifs des Centuries noires et des *Protocoles des Sages de Sion*, tant admirés de Hitler : « La religion juive est antichrétienne et inhumaine […], le meurtre est inclus dans ses coutumes […]. Les juifs […] vont jusqu'au meurtre rituel » et « veulent réduire la population russe à l'état de bétail sans foi ni tradition ». De plus, « l'ensemble du monde démocratique est soumis au contrôle politique et financier du judaïsme international […]. Les communautés juives ont développé, dans tous les pays, un lobbying politique en faveur des intérêts de la juiverie internationale, notamment aux États-Unis. Cet État est devenu l'instrument permettant aux juifs d'atteindre leurs buts globaux ». Ils demandaient l'interdiction de « toutes les associations nationales et religieuses juives », qualifiées d'« extrémistes[9] ».

L'un des signataires, Igor Rodionov, a été député du Parti communiste de la Fédération de Russie (PCRF) et ministre de la Défense de Boris Eltsine. Il dénonce les juifs comme un « cancer », exalte « la lutte de libération nationale pour la libération des peuples de Russie du joug judéo-maçonnique démofasciste ["démo" pour démocrate] » et affirme que les sionistes ont transformé « le peuple juif en arme docile pour la réalisation de leur idée délirante d'instauration de leur domination mondiale ». Sur les 20 députés, 6 appartiennent au parti communiste, les 14 autres à Rodina.

Devant le scandale international provoqué par ce texte insensé, la presse en annonce le retrait, et quelques signataires se défaussent. Mais, en mars 2005, la pétition issue de cette requête, demandant l'interdiction de « l'idéologie extrémiste du judaïsme », parvient sur le bureau du procureur avec 5000 signatures. La Procurature, ne voyant dans ces

deux textes aucune trace d'antisémitisme, refuse de poursuivre leurs auteurs. Certes, Natalia Narochnitskaïa n'a pas signé cette requête, mais elle ne l'a pas condamnée et n'a pas démissionné de Rodina après sa diffusion.

Dans un ouvrage publié en France, *Que reste-t-il de notre victoire ?*, préfacé par François-Xavier Coquin et postfacé par Jacques Sapir, elle présente les conquêtes territoriales du tsarisme au cours du XIXe siècle (le triple partage de la Pologne, la conquête du Caucase et de l'Asie centrale) comme « incontestables et légitimes ». Selon elle, l'idée de la révolution mondiale, brandie par les bolcheviks, est « le fruit de la "philosophie du progrès" […], qui prônait faussement la possibilité d'un règne de Dieu sur terre […] et de l'idée d'instaurer l'égalité dans la vie terrestre, y compris par la force[10] ».

Enfin, dans un document diffusé sur le Net par l'Espace Voltaire, elle affirmait, en 2007, que la politique internationale de George W. Bush s'expliquait par l'influence qu'exerceraient sur lui les trotskystes infiltrés dans les sommets du Parti républicain. Ces fantaisies l'habilitent évidemment à débusquer les falsifications de l'Histoire…

Dans le même sens, le 24 février 2009, le ministre des Situations d'urgence, Sergueï Choïgou, aujourd'hui ministre de la Défense, avait, lors d'une réunion d'anciens combattants, invité le Parlement à « se doter d'une loi contre ceux qui nieraient la victoire de l'URSS dans la Grande Guerre patriotique ». Un projet de loi déposé en ce sens à la Douma prévoyait des sanctions contre ceux qui s'y livreraient.

Le ministre de la Culture nommé par Poutine dès juin 2012, Vladimir Medinski, donne le la. Il préside la Société russe de l'histoire militaire, créée en 1907 sous Nicolas II, disparue et reproclamée par décret présidentiel en décembre 2012, avec pour objet déclaré « la réalisation de projets et de programmes d'éducation patriotique ». Il a porté sur les fonts baptismaux, avec l'archimandrite Tikhon, un proche de Poutine, le club d'extrême droite Izborski, fondé en 2012 par le vieux stalinien antisémite et fascisant Alexandre Prokhanov.

Dans une interview au *Figaro* du 18 octobre 2013, le ministre exalte « l'exploit des soldats et officiers russes » pendant la Première Guerre mondiale. Oubliant la révolte de la moitié de ces

soldats, il fabule : « Après le traité de Brest-Litovsk, le corps expéditionnaire russe présent en France a participé volontairement à des combats aux côtés des Français. Cela montre que la fidélité au serment présenté au souverain et la fidélité au devoir d'allié ont été plus importantes que les décisions de n'importe quel homme politique […]. S'agissant de Staline, conclut-il, il y a des éléments négatifs relatifs au système de terreur qui a été créé, mais il y eut aussi beaucoup d'éléments positifs. À sa mort, l'empire était agrandi. »

Sur la base de cette conception, il a, en mai 2014, interdit la diffusion du film de Rouslan Kokanaïev consacré à la déportation en masse des Tchétchènes, déclarés collectivement traîtres par Staline au printemps 1944, et, entre autres, à un épisode particulièrement atroce. Le 27 février 1944, dans le village de Khaïbakh, le commandant du NKGB, Gvichiani, jugeant intransportables les quelque 700 vieillards, femmes et enfants qu'il doit emmener à Grozny pour être déportés au Kazakhstan, les entasse dans les écuries du kolkhoze Beria (*sic*) et y met le feu. Tous brûlent vifs. Beria le fera décorer pour cet exploit[11].

Le directeur du département cinéma du ministère de la Culture Viatcheslav Tielnov déclare que « ce film va inciter à la haine raciale », alors qu'il accuse le régime de Staline et nullement les Russes ; d'après Larissa Khon, conseillère de Medinski, « aucun document n'a été découvert prouvant qu'on a brûlé en masse des habitants […], ce qui nous permet de conclure que les déclarations concernant cet événement sont une falsification historique[12] ».

Poutine et ses services n'ont pas inventé cette ingérence politique officielle dans l'Histoire. L'initiative est française. La loi Gayssot du 14 juillet 1990 légiférant sur l'extermination des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, la loi du 29 janvier 2001 reconnaissant le « génocide arménien » par la Turquie pendant la Première Guerre mondiale, la loi Taubira du 21 mai 2001 qualifiant officiellement la traite des esclaves et l'esclavage de « crime contre l'humanité », et, enfin, la loi du 23 février 2005 sur les rapatriés, dont l'article 4 stipule que « les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord », c'est-à-dire légitiment le colonialisme et ses guerres

meurtrières, sont les étapes d'une caporalisation officielle de l'Histoire.

Christiane Taubira, dans un article du *Monde*, affirmait : « Le faux conflit porte sur des rivalités de compétences, qui n'ont pas lieu d'être, entre les historiens qui sont et doivent être reconnus comme chercheurs, et le législateur élu au suffrage universel qui détient la responsabilité de dire la norme, mais pas seulement, ériger des remparts. […] Ce passé nous travaille consciemment ou non. Lorsque la société s'en empare, le législateur doit proférer une parole particulière et légitime, dans la polyphonie produite par les historiens et les associations[13] », mettant sur le même plan les historiens et les associations fondées pour défendre des intérêts particuliers.

En juin 2006, le frère cadet du président George W. Bush, Jeb Bush, gouverneur de Floride, a approuvé une loi réglementant l'enseignement de l'Histoire dans les écoles de Floride. On y lit : « Les professeurs devront enseigner l'histoire authentique des États-Unis et ne devront pas suivre les théories révisionnistes ou post-modernistes sur la relativité de la vérité historique[14]. »

Depuis la loi Gayssot, l'immixtion du législateur dans l'Histoire ne cesse de se banaliser. Ainsi, le 28 novembre 2006, la Rada ukrainienne vote une loi qualifiant de « génocide » la famine de l'hiver 1932-1933, qui avait fait 4 millions de morts en Ukraine. Cette loi sera confirmée par un règlement de la cour d'appel de Kiev le 13 janvier 2010. La cour juge les dirigeants de Moscou coupables d'avoir commis « un acte de génocide contre une partie du groupe national ukrainien en 1932-1933, en créant des conditions visant à sa destruction physique[15] ».

Dans la foulée, les parlements d'Estonie, de Lettonie, de Hongrie, de Lituanie, de Géorgie, de Pologne, d'Australie, du Canada, du Pérou, du Paraguay, de l'Équateur, de Colombie et du Mexique ont jugé, eux aussi, nécessaire de reconnaître officiellement la famine de 1932-1933 comme un acte de génocide contre le peuple ukrainien. Les autorités russes ont donc de multiples parrains dans ce domaine.

Restait à s'attaquer aux manuels. Le 1er novembre 2014, un groupe d'experts, après avoir débattu un mois durant, remet à Poutine des propositions de refonte des manuels d'histoire devant aboutir à un manuel unique pour les 13 millions de

collégiens et de lycéens russes pour la rentrée 2015-2016. Vladimir Medinski, membre de ce groupe des sages, expliquait auparavant au *Figaro* : « Par rapport à l'URSS, le niveau de notre enseignement de l'Histoire a considérablement baissé. Cela s'explique par l'absence d'un canon pédagogique uni[16]. »

L'intervention de l'État dans le domaine de l'Histoire débouche parfois sur la farce. Alexandre Kloponine, ancien oligarque, qui a dirigé le géant du nickel russe Norislki Nickel de 1996 à 2001, puis gouverneur du territoire de Krasnoïarsk, nommé en 2010 à la tête du nouveau district fédéral du Nord-Caucase (le huitième de Russie), apprend aux lecteurs du journal *Itogui,* sous le titre « Quand la Russie épatait le monde », que la Russie tsariste était un État social avancé…

« Au tournant des XIXe et XXe siècles, la Russie se trouva soudain à l'avant-garde européenne […], la modernisation de l'économie la plus archaïque d'Europe avait en l'espace d'une décennie fait du pays un champion absolu en matière de production et d'exportation de blé, le cinquième fabricant d'acier, le premier producteur mondial de charbon et de pétrole. Personne n'avait de doute : d'ici vingt à trente ans, la Russie allait devenir la plus grande puissance de la planète. »

À l'en croire, les ouvriers y vivaient presque comme des princes : « Un ouvrier qualifié des usines Poutilov touchait 1 300 roubles par an, un salaire équivalent à celui de ses homologues de chez Krupp ou Ford […]. Pour le pays pionnier de l'ère capitaliste qu'était la Grande-Bretagne postvictorienne […], le niveau de vie des grandes villes de l'Empire russe semblait alors un rêve inaccessible. En outre, la loi veillait sur les conquêtes sociales de cette Russie “arriérée” : il était interdit de baisser les salaires ou de payer un ouvrier en nature[17]. »

Cette description paradisiaque devrait rendre amère la masse des habitants actuels d'un « pays où la consommation de drogue explose, où les gens jettent des nourrissons à la poubelle, où plus de 15 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté », selon la journaliste Marina Rybak[18].

Du nationalisme artificiel au racisme, il n'y a qu'un pas. Poutine, dans un discours d'octobre 2006, oppose ainsi la « population de souche » aux « groupuscules semi-criminels qui ont parfois un caractère national particulier[19] ». Alors qu'il y a

en moyenne un crime raciste par semaine en Russie, il cautionne par ces propos un racisme qui gangrène des couches de déclassés des bas-fonds, de marginaux, de voyous, de groupes mafieux, des fractions les plus corrompues de la police et de groupes d'étudiants néonazis, qui s'acharnent contre les étudiants étrangers à la peau bronzée et contre les « culs noirs », ces travailleurs immigrés venus de Moldavie, Biélorussie, Ouzbékistan, Tadjikistan, dont le nombre total à Moscou dépasse le million ! Selon des chiffres officieux, environ 10 millions de « clandestins », venus du Sud de la Russie ou d'anciennes républiques soviétiques, vivent en Russie. Ils fournissent aux promoteurs immobiliers et à d'autres une abondante main-d'œuvre sous-payée, voire, parfois, pas payée, soumise au racket des policiers, voire du service des migrations, et aux rafles ethniques quasi quotidiennes.

Chaque 20 avril, jour anniversaire de la naissance de Hitler, des bandes de néonazis écument les rues et agressent, voire tuent, des « culs noirs » de touts âges sans que la police intervienne. Les tueurs, membres de l'Union russe ou des groupuscules qui la composent (l'Union slave, le Mouvement impérial russe, Pamiat, l'Initiative nationale-socialiste), sévissent partout, de Novye Lioudi dans la Volga à Nacha Strana dans le Primorié. En 2010, le tribunal de Moscou a dissous l'un de ces groupuscules, le Slavianski Soiouz aux initiales (SS !) éloquentes. En 2011, il a interdit le DPNI, le « Mouvement contre l'immigration illégale » d'Alexandre Belov, vite remplacé par Les Russes. Ce Belov est l'un des organisateurs de la marche russe du 4 décembre, à laquelle Navalny depuis 2011 invite ses partisans à participer.

Ces attaques prennent parfois l'allure de pogromes. Le 29 août 2006, une bagarre éclate dans un bar à Khondopoga en Carélie et dégénère. Des Nord-Caucasiens pris dans une rixe meurtrière tuent deux habitants de la ville. Le 2 septembre, Alexandre Belov réclame dans un meeting la création de milices populaires et l'expulsion des habitants originaires du Caucase et d'Asie centrale ; c'est le signal d'un déchaînement de violences et le début d'une semaine d'émeutes, attisées par le mouvement de Belov contre les Tchétchènes et autres Caucasiens. Dans la seule nuit du 2 au 3 septembre, la police enregistre onze

tentatives d'incendie. En novembre, la procurature de Carélie met Alexandre Belov en examen pour « incitation à la haine ethnique et religieuse ».

Les autorités encouragent ce racisme débridé. En 2009, le maire mafieux de Moscou, Loujkov, affirme : « 47 % des crimes commis à Moscou le sont par des gens de passage. » Le Service fédéral de l'immigration (SFI) qualifie ce chiffre de fantaisiste. Pour lui, le taux avoisinerait les 18 % à Moscou et les 4 % sur l'ensemble de la Russie. Le porte-parole du Service fédéral souligne par ailleurs que nombre de travailleurs immigrés sont employés par la municipalité elle-même dans les services d'entretien à Moscou, Saint-Pétersbourg, Ekaterinbourg et ailleurs ; pour les mairies, ces sans-papiers signifient des bénéfices supplémentaires et l'absence de charges sociales ; c'est l'immigration clandestine contrôlée. Les immigrés sont en effet souvent employés par ces administrations locales à des travaux d'entretien et de nettoyage officiellement payés 50 000 roubles, mais les administrations prélèvent les quatre cinquièmes pour elles-mêmes et ne laissent au travailleur immigré que 10 000 roubles, dont il envoie le tiers ou la moitié à sa famille restée au pays.

Dans la lignée de Loujkov, le docteur Onichtchenko, responsable des services sanitaires russes, accuse en 2011 les migrants tadjiks d'être des vecteurs du sida et de la tuberculose. L'opposant Navalny, qui prétend légitimer le nationalisme, répète inlassablement le slogan des ultranationalistes : « Arrêtons de nourrir le Caucase ! », alors même que le Caucase du Nord fait partie de la Fédération de Russie depuis 2010 après avoir été colonisé au cours du XIXe siècle.

Les 12 et 13 octobre 2013, en pleine campagne des municipales à Moscou, une émeute éclate à Birioulovo, banlieue dortoir dans le sud-ouest de Moscou et siège d'un immense marché tenu par des migrants du Caucase, après le meurtre d'un jeune Russe, tué d'un coup de couteau par un « illégal » originaire du Caucase ou d'Asie centrale. Le marché de gros des fruits et légumes, accusé d'être un lieu de vente d'armes et de drogue, est saccagé, des voitures renversées, des barricades dressées sur la chaussée par des banlieusards déchaînés et des ultranationalistes supporters de foot. La rumeur accuse la police et l'administration locale de

favoriser l'implantation des migrants en échange de pots-de-vin. L'opposant « démocrate » Navalny réclame un contrôle de l'immigration, annonce qu'il y aura d'« autres Birioulovo » et que Poutine en porte la responsabilité. À chaque meeting, il dénonce la « criminalité ethnique ». Le candidat de Iabloko, Sergueï Mitrokhine, s'élève, sur ses affiches électorales, contre « la transformation de Moscou en une province d'Asie centrale » ; le parti communiste colle sur les murs une affiche qui proclame : « Cette année, le nombre de migrants illégaux à Moscou a été multiplié par 7,5. » Reprenant la fable de Loujkov, ces communistes officiels affirment : « Ces "hôtes" qui n'ont pas été invités commettent plus de la moitié de tous les délits commis dans la capitale. Plus du quart de ces délits sont graves et même très graves. » Il propose d'« instaurer des visas pour les migrants d'Asie centrale, ce qui permettrait de réduire brutalement le nombre de migrants qui débarquent chez nous et d'augmenter la cotisation d'assurance pour les migrants légaux de 26 % à 56 % de leur salaire », donc de ponctionner plus de la moitié de leur salaire au lieu du quart ! La projection du film *Russie 88* (2009), qui dénonce les groupes néonazis et leurs agressions, s'est heurtée en Russie à de nombreuses difficultés.

La participation de certains opposants aux campagnes contre les immigrés et la complaisance fréquente de la justice encouragent le déchaînement de ce racisme, comme le montre l'histoire de l'assassinat de Kourcheda Soultanova le 9 février 2004. Ce jour-là, une bande de sept jeunes néonazis croise un Tadjik, qui revient de la patinoire avec son neveu et sa petite fille de neuf ans, Kourcheda ; ils le blessent grièvement, ainsi que son neveu, et poignardent à mort la fillette. Après une instruction de deux ans, la cour d'assises de Saint-Pétersbourg, réunie le 22 mars 2006, acquitte en première lecture les sept assassins. Les jurés refusent de reconnaître le caractère raciste du meurtre, qu'ils réduisent à une invraisemblable bagarre entre un homme flanqué de deux enfants et sept voyous. Trois jours après cet acquittement, Liliane Sissoko, une fillette elle aussi âgée de neuf ans, de mère russe et de père malien, est frappée de trois coups de couteau. Devant l'indignation soulevée, la cour d'assises se réunit à nouveau,

le 30 mars, et condamne les sept tueurs de la petite Tadjike à des peines de dix-huit mois à cinq ans et demi de prison. Le surlendemain, le 1er avril, le ministre de la Culture de Kabardino-Balkarie est roué de coups aux cris de « La Russie aux Russes ! » en plein Moscou. Trois mois plus tard, en juillet 2006, les jurés acquittent les quatre assassins de l'étudiant congolais Roland Epassaka à Saint-Pétersbourg, malgré les preuves accablantes de leur culpabilité. Chaque année compte au moins une cinquantaine d'assassinats racistes de ce type au royaume du nationalisme russe, le domaine des rouges-bruns, fort peu rouges mais très bruns.

La tâche des tribunaux n'est, il est vrai, pas toujours facile. En février 2010, le juge Edouard Tchouvachov, spécialiste des crimes racistes commis par des groupes néonazis, préside le procès des Loups blancs, groupe d'adolescents, pour la plupart étudiants, accusés de onze assassinats racistes en 2007 et 2008. Tchouvachov recommande des peines sévères ; les jurés donnent de six à vingt-trois ans de prison à neuf des douze accusés. Le 12 avril 2010, le juge est assassiné.

Le nationalisme frelaté peut revêtir des formes beaucoup plus anodines mais aux effets pervers. Ainsi, le 2 décembre 2015, Medvedev a interdit par décret aux organismes publics d'acheter à l'étranger plus d'un tiers (282) des 608 médicaments jugés essentiels utilisés dans les hôpitaux publics ou délivrés gratuitement aux bénéficiaires d'avantages sociaux. Ils ne peuvent acheter que des médicaments produits au moins par deux sociétés pharmaceutiques russes. Or, selon *Nezavissimaïa Gazeta,* seules 50 d'entre elles sur 350 fournissent des médicaments de qualité. Pour les médecins russes, qui confirment ce jugement, l'interdiction promulguée mettra en danger les victimes de cancers et d'infections graves[20]. La mesure frappera les pauvres, très nombreux en Russie, tandis que la haute et moyenne nomenklatura se procurera les médicaments nécessaires à Londres, Chypre ou Nice.

Pour l'essayiste Maxime Troudolioubov, « la propagande patriotique de Vladimir Poutine a réussi à détourner l'attention populaire des sinistres conditions politiques et économiques[21] ». Tel est effectivement son but, mais combien de temps cet effet peut-il durer alors que les prix des produits de première

nécessité repartent à la hausse, que les fermetures massives de centres médicaux et d'hôpitaux, depuis 2014, laissent des millions de Russes dans les villages et les petites villes sans possibilité d'être soignés et que le nombre de chômeurs augmente de 19000 à 20000 par semaine ?

13

Une bureaucratie vorace

Comme une véritable litanie, le constat est répété au fil des ans : « Le nouveau pouvoir russe a adapté à ses besoins l'énorme appareil bureaucratique soviétique, le transformant et le complétant […]. Le renforcement de l'élite bureaucratique se produit tant au niveau national qu'en province où ce processus est favorisé par la décentralisation », écrit, en 1995, la sociologue Natalia Lapina[1]. « Les transformations du régime politique et du système économique ont paradoxalement renforcé les bureaucraties […]. La bureaucratie a même considérablement consolidé ses positions par rapport à la période soviétique », note Marie Mendras en 2003[2]. « La bureaucratie russe a décuplé par rapport à l'époque soviétique[3] », affirme en 2006 la journaliste suisse Thérèse Olbrecht, correspondante à Moscou. Et ainsi de suite à l'infini ou presque.

Mais que signifie ici la « bureaucratie » ? Pour beaucoup, elle est synonyme de la couche des *tchinovniki*, ou « fonctionnaires », qui ne cessent effectivement de « se multiplier comme des lapins », ainsi que l'écrit le journaliste Dmitri Goubine dans le magazine *Ogoniok*[4]. Leur nombre ne cesse d'enfler depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir. Ils étaient 1 161 500 en 2000 et atteignent le chiffre de 1 648 400 individus en 2010. Cette année-là, Medvedev annonce la réduction des effectifs des *tchinovniki* de 20 % d'ici à 2013.

Trois ans après cette annonce, leur nombre se réduit à 1 548 100, soit une baisse de 7 % de l'effectif précédent, qui doit dissimuler une astuce comptable fabriquée par l'équipe

de Medvedev à la fin de son mandat, car leur nombre augmente brutalement en 2014 pour atteindre le chiffre record de 2 211 900 individus. En 2015, Poutine envisage une réduction des effectifs de 10 %, qui a aussi peu de chance d'être atteinte dans les faits que l'annonce de Medvedev en 2012.

Ces « fonctionnaires » ne comprennent ni les personnels de santé, ni ceux de l'éducation, enseignants ou administratifs, ni les 1,3 million de travailleurs des chemins de fer, ni le gros million de policiers. Ils rassemblent tous ceux qui, à l'échelon fédéral, régional ou local, constituent l'appareil d'État, en assurent le fonctionnement de haut en bas, tous ceux donc qui détiennent une parcelle du pouvoir administratif et exécutif, qu'ils peuvent utiliser pour s'emplir les poches. Leur parasitisme effréné s'exprime par exemple en ce que les fonctionnaires régionaux et fédéraux de la santé sont payés quatre ou cinq fois plus cher que les médecins et les chirurgiens pendant que le financement public des hopitaux se reduit d'année, rigueur oblige…

Les chiffres sont sans doute sujets à discussion, mais la tendance est incontestable. Vladislav Inozemtsev affirme ainsi : « Au total plus de 3,4 millions de personnes – près de 12 % de la population active masculine – sont employés dans des agences qui suivent les principes de l'organisation verticale, de l'obéissance aveugle et de la corruption généralisée[5]. » Dans ces 3,4 millions, il inclut les 1,1 million de soldats dépendant du ministère de l'Intérieur, les 200 000 personnes qui travaillent dans les bureaux des procureurs, les 150 000 des divers organismes de contrôle et d'inspection, les 100 000 membres de l'administration des douanes et des services d'immigration fédéraux, les 200 000 du FSB…

Mais, historiquement, la « bureaucratie » a un autre sens. Elle désigne la couche sociale qui s'est constituée en Union soviétique au cours des années 1920 et consolidée dès le début des années 1930. Cette caste, héritière en partie de la bureaucratie tsariste, s'est cristallisée en strates de dirigeants politiques et économiques sur la propriété collective des moyens de production et s'est développée en une « catégorie sociale » qui, selon Trotsky, sans fournir un travail productif direct, commande, administre, dirige, distribue les châtiments (pour les autres) et

les récompenses (pour ses membres). Cette couche sociale parasitaire, puisque ne produisant rien et se contentant de consommer, s'est entièrement subordonnée l'État et son appareil.

L'explosion de l'Union soviétique, qui a transformé sa domination économique en propriété instable, la liquidation du monopole du commerce extérieur, de la planification, la convertibilité du rouble et son change flottant, la privatisation d'une partie de la propriété et du système bancaire, opérées sous Eltsine, ont disloqué cette bureaucratie, d'un côté en strates socialement différentes et, de l'autre, en clans et cliques rivaux aux intérêts tout aussi différents, voire antagoniques. Ces phénomènes ont donc modifié sa place dans la société, mais elle n'a pas disparu ; elle continue, malgré les rivalités profondes qui la rongent, à vivre en parasite le long de l'appareil d'État, dont elle est la colonne vertébrale et dont, à la différence des oligarques, des hommes d'affaires, des mafias multiples, de l'univers du « crime organisé », elle aspire à maintenir l'existence comme garant de la sienne, tout en l'affaiblissant par ses pillages. Cette horde des *tchinovniki* n'a en effet pas d'avenir, en tant que couche sociale, dans une Russie réduite au rôle de fournisseur de matières premières des multinationales dans une zone de libre-échange total.

En tant que corps constitué, les *tchinovniki* rechignent à une privatisation qui les priverait de leurs revenus principaux, organiquement liés à la corruption, que leur fonction leur permet d'exercer à grande échelle. Selon Vladislav Inozemtsev, « le montant total des dessous-de-table [versés à des *tchinovniki*] dans l'économie russe a connu une croissance exponentielle sous le régime Poutine, passant de 33 milliards de dollars à plus de 400 milliards[6] ». Déjà, en 2002, on l'a vu, le journal officiel du Kremlin, *Rossiiskaïa Gazeta,* estimait le montant des pots-de-vin et détournements de fonds de l'État à l'équivalent du quart de son budget !

Un sociologue affirmait en février 2008 : « Ce n'est pas une classe bourgeoise active et créatrice qui occupe le premier plan, mais une nouvelle bureaucratie, en particulier issue des services secrets[7]. » Nouvelle peut-être mais issue des entrailles de l'ancienne, et, de plus, subordonnée en dernière analyse, comme le montre la crise qui frappe la Russie depuis le printemps 2014,

aux marchés financiers, face auxquels elle tente de défendre son pré carré et, à cette fin, l'État, dont elle assume la direction depuis le début des années 1930, sans pouvoir malgré ses rodomontades échapper à cette subordination.

Le FSB, enfin, n'est que la strate supérieure de la caste bureaucratique, dont, hier en Union soviétique, il assumait le rôle de chien de garde. Selon l'académicien Rouslan Grinberg, en revanche, « le système fonctionne dans l'intérêt du grand capital et de la bureaucratie qui a fusionné avec lui […]. Le business et l'État ne sont pas séparés[8] » ; toutefois, le business, par ailleurs tourné vers le marché mondial, renâcle devant les contrôles tatillons et la ponction coûteuse que la bureaucratie lui impose.

On pourrait multiplier à l'infini les exemples. Même si, en dix ans, 140 000 *tchinovniki* et policiers ont été sanctionnés, souvent de façon bénigne, pour faits de corruption, cette indulgence n'a qu'un sens : ce ne sont pas là des abus, mais le fonctionnement même du système bureaucratique et la raison de sa perpétuation.

Cette perpétuation est source de mille et un conflits quotidiens qui empoisonnent la vie de la population. L'essentiel pour Poutine et le Kremlin est qu'ils ne dépassent pas l'échelon où ils se produisent et ne remontent pas jusqu'à eux. Lorsque des mères de soldats morts en Tchétchénie en 2004 apprennent qu'elles ont droit à une indemnité de 1 000 roubles (alors environ 30 euros) et se décident à demander à la percevoir, elles se heurtent à un refus motivé de la façon suivante : l'indemnité n'est versée que si le défunt était de nationalité russe, ce qui n'est pas le cas, leur dit-on, au mépris de la plus élémentaire vérité. Après des semaines de démarche, des mères de Novossibirsk apprennent que dans les certificats de décès délivrés par les bureaux d'état civil de leur ville la case « nationalité » est vide. Pourquoi ? La réponse est courtelinesque. « Pour déterminer la nationalité des soldats défunts, il nous faut leurs passeports. Or ceux-ci sont conservés dans les bureaux de conscription qui refusent de les restituer[9]. » Ainsi s'évanouissent les 1 000 roubles promis par Poutine sans qu'il y soit pour rien.

Plus grotesque encore dans ce bureaucratisme sans limites : au lendemain de l'opération des forces spéciales, en 2002,

contre la prise d'otages par des terroristes tchétchènes au théâtre de la Doubrovka où 130 personnes avaient péri, les familles ont réclamé les effets de leurs proches ; la Procurature leur a demandé de prouver que les spectateurs étaient habillés le jour du drame ! Ils n'auraient pourtant pas pu se présenter tout nus au théâtre ! Mais au comportement typiquement bureaucratique, visant à matraquer la population à grand renfort de règlements, s'ajoutent les besoins du trafic : les habits avaient déjà été raflés et vendus sur un de ces marchés de Moscou tenus par des marchands caucasiens que les policiers terrorisent et rackettent à loisir et le produit réparti dans quelques poches de représentants de l'État.

Ce processus a, en réalité, commencé avant la chute de l'URSS, qui l'a poussé à son terme. Son contrôle total de la propriété d'État, qui la vertébrait, fondait l'homogénéité relative de la bureaucratie, plus ou moins encadrée par le parti unique. Les sanglantes répressions staliniennes la maintenaient dans un carcan que la mort de Staline a commencé à desserrer. Au fil des années, des clans se sont constitués en son sein, qui, sous Brejnev, ont souvent pris la forme de groupes mafieux contrôlant des régions ou des secteurs économiques entiers. Ainsi le clan de son protégé, l'Ouzbek Charaf Rachidov, contrôlait et pillait le coton de l'Ouzbékistan, où il avait même installé un camp de concentration privé de travail forcé. La propre fille de Brejnev, Galina, organisait un trafic de diamants dissimulés, pour franchir les frontières, dans la cage aux tigres du cirque de son mari. Ces clans aspiraient à transformer leur pillage de la propriété d'État en propriété privée et à s'engouffrer dans le marché mondial, qui leur permettrait de vendre le produit de leur pillage.

Les batailles sans merci qu'ils se sont livrées, sous Eltsine, et continuent, de manière plus feutrée, à se livrer aujourd'hui pour le partage des richesses du pays ont mis en cause l'unité même de l'État et de son appareil, y compris son appareil répressif. Elles minent toujours l'État russe de haut en bas ; tous les corps constitués (armée, police, FSB, justice, police de la route, , douanes, etc.) sont autant de groupes aux multiples divisions et ramifications qui se battent pour utiliser l'État à leur profit.

Dans ce combat farouche, la bureaucratie s'est donc disloquée tout en continuant à proliférer. Les privilégiés sont devenus oligarques et banquiers, d'autres, surtout issus des services de sécurité, ont envahi les sommets de l'État ou les administrations régionales, qui fournissent de larges possibilités de ponctions diverses et multiples ; les couches inférieures constituent le corps actuel des *tchinovniki* qui s'accrochent bec et ongles à tout ce qui leur permet d'exercer et de consolider leur pouvoir de pression, d'intimidation et de corruption. Ils s'attachent par tous les moyens à ce pouvoir de nuisance tout en formant la colonne vertébrale de la bureaucratie, sur laquelle Poutine s'appuie et qui, en même temps, le ligote en lui imposant ses propres intérêts.

On use et abuse des termes « mafia » et « mafieux » pour décrire le comportement de l'oligarchie bureaucratique ; ainsi, la revue *Books*, consacrant en novembre 2011 un numéro spécial à la Russie, l'intitule « L'État-mafia ». Mais ces mots ne recouvrent qu'imparfaitement la réalité. Les comportements « mafieux » de la bureaucratie ne datent pas d'hier. Le règne d'Eltsine a transformé la lutte féroce des divers clans politiques pour contrôler tel ou tel secteur de l'appareil ou du pays en lutte à mort de clans rivaux pour se partager les dépouilles de l'Union soviétique ; à mort au sens propre du terme, puisque de nombreux conflits pour le partage du butin se sont terminés par des règlements de compte à la kalachnikov ou à la bombe. C'est depuis lors que ces divers clans ont été qualifiés de mafias.

La politique de Boris Eltsine, de ses conseillers russes (Tchoubaïs, Gaïdar, Nemtsov) ou américains (Jeffrey Sachs) et des oligarques qui l'entouraient (Berezovski, Goussinski, Nevzline, etc.) a débouché à terme sur le démantèlement de la Russie, favorisé par la crise de 1998. D'autres clans ont lié leur avenir au maintien, au contrôle et à la défense d'un État russe, garant de leurs intérêts. La réalité historique de cet État, héritage à la fois de la Russie d'avant-hier et de l'Union soviétique, cadre en partie leur politique. Les groupes « mafieux » liés, voire subordonnés, à des groupes financiers étrangers et ceux qui, tout en travaillant pour leur propre compte, restent dans l'orbite du Kremlin n'ont ni le même rôle ni la même place.

Le rejet d'Eltsine et la promotion de Poutine en sont une expression caractéristique. Eltsine avait décidé l'élection des 89 gouverneurs de régions au suffrage universel, subordonnant de nombreuses régions au pouvoir absolu de mafias locales. Il nourrissait ainsi des mouvements centrifuges présentés comme autonomistes, voire indépendantistes, visant à découper la Russie en tronçons, dont certains seraient probablement devenus des semi-colonies des États-Unis, comme le sont aujourd'hui la Géorgie ou les pays Baltes dont deux États, la Lituanie et l'Estonie, ont été présidés par d'anciens citoyens américains, le premier ancien haut fonctionnaire américain décoré par Reagan, le second ancien journaliste de Free Europe). En supprimant un temps l'élection des gouverneurs, Poutine a affirmé la primauté de l'État et restauré au moins partiellement son autorité. Que cet État soit entre les mains de son clan ou d'une partie de ce clan n'empêche pas qu'il s'agit d'un État avec son appareil répressif, juridique, institutionnel disposant de nombreuses prérogatives dont sont privés aujourd'hui, par exemple, les États membres de l'Union européenne à la souveraineté incertaine.

Si la bureaucratie dirigeante n'était qu'une simple mafia, elle ne se soucierait que de piller les richesses produites par le pays et de les transférer en lieu sûr avant de tirer un jour sa révérence. C'est la tentation des oligarques, fraction de l'ancienne nomenklatura, dont la patrie est autant, voire plus, Londres et sa City, Chypre ou la Floride, que Moscou ou Saint-Pétersbourg. Mikhaïl Khodorkovski l'exprime avec une naïveté inattendue chez un homme d'affaires retors. À peine libéré en 2013, à son arrivée à Berlin, il informe ses auditeurs qu'il n'a nul besoin de travailler, car il a placé suffisamment d'argent à l'Ouest pour vivre confortablement sans rien faire jusqu'à la fin de ses jours.

Le passage de Boris Eltsine à Vladimir Poutine représente la tentative de contenir les appétits et les aspirations de la couche des oligarques, des hommes d'affaires et des banquiers dans le corset de l'État russe. C'est ce que souligne à sa manière le secrétaire d'État américain à la Défense Robert Gates, déclarant, le 8 février 2010 : « Le gouvernement russe est une oligarchie dirigée par les services de sécurité[10] », c'est-à-dire par le FSB ; les deux spécialistes russes de ce dernier le confirment : « Dans

la Russie d'aujourd'hui, les services secrets estiment que leurs intérêts et ceux de l'État qu'ils protègent sont au-dessus de toutes les lois existantes[11]. » Malgré le clanisme qui y règne, ces services, au-delà de leurs intérêts particuliers de clans, défendent l'existence de toute la caste bureaucratique, et donc de l'État qu'elle parasite.

La bureaucratie s'attache à maintenir à sa manière, face aux États-Unis et, secondairement, à l'Union européenne, l'existence même de l'État, qui lui offre d'immenses possibilités de pillage. En même temps, elle tente de privatiser le maximum de biens possible et d'en transformer l'usage en possession puis en propriété. C'est ce que souligne le groupe Minchenko Consulting en définissant les objectifs de l'élite qui se trouve aujourd'hui à la tête de la Russie : « L'élite dirigeante [...] cherche à garantir sa stabilité pendant un laps de temps long. À cette fin elle doit :

1) Convertir son pouvoir en propriété (à travers une nouvelle étape de la privatisation, l'utilisation des moyens budgétaires et d'avantages fournis par les structures du pouvoir pour développer des business profitables et constituer de nouvelles "rentes").

2) Se garantir le transfert par héritage de la propriété acquise dans les années 1990-2000.

3) Obtenir la légitimisation de la propriété ainsi acquise tant en Russie qu'à l'étranger[12]. »

Le problème n'est pas nouveau. Il est même consubstantiel à la formation de la bureaucratie, mais se pose aujourd'hui avec une acuité plus grande qu'hier. En octobre 2009, le journaliste Dmitri Badovski, reprenant, manifestement sans le savoir, les grandes lignes d'une analyse de Trotsky dans *La Révolution trahie,* écrivait dans *Gazeta.ru :* « L'une des raisons peu évoquées de la catastrophe géopolitique qu'a constituée l'éclatement de l'URSS est que la nomenklatura communiste se sentait trop à l'étroit dans le carcan social, politique et économique soviétique. Pour cette élite, il était devenu vital de transformer le régime de manière à s'assurer des formes plus solides d'appropriation individuelle du pouvoir et des richesses du pays, les deux allant de pair. Il s'agissait de transformer les actifs liés à l'appareil d'État et la possession provisoire de ressources matérielles qu'ils conféraient, en propriété privée à peu près indiscutable, mais aussi en garanties de sécurité pour leur avenir et celui de leurs

enfants auxquels ils voulaient léguer leur statut social. L'essor de la gérontocratie qui a marqué cette époque est la preuve indéniable que le problème existait et que le système soviétique ne permettait pas de le résoudre. Aujourd'hui, l'élite russe a rempli une bonne part du programme envisagé sous Brejnev et franchi de nombreuses limites dans sa façon d'étaler sa réussite. *Cependant, tout n'est pas si simple car, à un certain niveau, le lien entre pouvoir et propriété reste absolu et la fortune dépend toujours des actifs qu'offre l'appartenance à l'appareil d'État*[13]. » La dislocation de ce dernier risquerait donc d'entraîner la perte de ces actifs.

C'est sans doute ce que veut dire l'académicien Grinberg, quand il affirme : « En Russie s'est formé un capitalisme anarchoféodal[14]. » Pourquoi anarchoféodal ? Sans doute parce que la propriété d'État, quoique partiellement privatisée, n'est pas démantelée. La bureaucratie résiste à sa manière à ce démantèlement, qui la priverait de ses ressources, quoique son parasitisme effréné et paralysant y contribue.

L'entreprise de légitimisation de la propriété, ainsi détournée, voire pillée, est délicate, car, ce faisant, la bureaucratie dirigeante entre à la fois en concurrence et en liaison avec les multinationales étrangères. Elle se heurte de plus à un profond sentiment populaire de rejet des privatisations mafieuses de l'époque d'Eltsine.

En outre, cette caste divisée en clans rivaux, concurrents ou alliés selon les cas, vivant essentiellement de la vente du gaz, du pétrole, du bois et des armes, apparaît incapable de développer les forces productives et donc de constituer une nouvelle bourgeoisie dirigeante. C'est ce que constatait l'oligarque déchu Vladimir Goussinski, contraint par Poutine de fuir la Russie, lors d'une émission sur Arte le 4 janvier 2006 : « Une centaine d'entrepreneurs prenant possession des usines du pays, cela n'engendre pas une classe mais juste un clan », qui surplombe un océan bureaucratique. La centaine a depuis lors quelque peu enflé, même si au fond cela ne change rien.

14

Inégalités et nostalgies sociales

Estomaquée, voire scandalisée, la journaliste de *Literatournaia Gazeta* interpelle le vieux romancier russe Daniil Granine, hostile au régime soviétique, dont il avait subi sous Khrouchtchev et Brejnev les charmes douteux : « Je n'en ai pas cru mes oreilles, j'ai entendu dire que, selon Daniil Granine, tout n'était pas mal sous le communisme. » L'écrivain lui répond : « Oui, sous le pouvoir soviétique, il y avait des aspects de l'existence très positifs. D'abord il y avait le concept d'"homme soviétique". On n'était pas bachkire, tchétchène, russe, on était soviétique. Ce concept important introduisait un équilibre dans notre société multinationale, il effaçait la tension entre les nationalités. La priorité importante était l'instruction des gens. Troisièmement, nous avions une protection sociale. Les gens pouvaient aller se plaindre au comité provincial [du parti communiste], au comité territorial, au comité syndical, à une dizaine d'instances diverses. Et ils en obtenaient aide et protection. Fondamentalement, nous avions des journaux gratuits, des livres presque gratuits, des appartements gratuits, le cinéma gratuit. Une médecine médiocre, mais gratuite. Il n'y avait pas l'actuelle différence criante entre les niveaux de vie. » Granine ajoute : « Pourtant, malgré tous les aspects positifs du système soviétique, je préfère le système actuel[1]. » Il exprime par ces mots l'attachement de millions d'hommes et de femmes à l'héritage social – mais nullement politique – que les démocrates se sont acharnés à démanteler au nom du marché.

L'écrivain biélorusse Svetlana Alexievitch, prix Nobel de littérature 2015, ne dit guère autre chose, neuf ans plus tard, dans *La Fin de l'homme rouge* et, plus succinctement, dans une interview au *Nouvel Observateur* : « [...] la société russe actuelle, où les voleurs et l'argent font la loi, est épouvantable [...]. Aujourd'hui, beaucoup de gens vivent plus mal que sous le pouvoir soviétique. Désormais, si l'on n'a pas d'argent, on ne peut pas faire étudier ses enfants ni être soigné. Avant c'était possible, gratuitement. [...] un retraité pouvait acheter des médicaments avec sa pension, ce qui n'est plus le cas. Aujourd'hui, une femme qui travaille dans une école maternelle ne peut pas payer des études universitaires à son propre enfant. Avant si. Et puis les gens ordinaires voient bien que les oligarques ont non seulement pillé le pays, mais qu'aujourd'hui ils n'investissent pas dans les usines qu'ils ont volées et dont les équipements tombent en ruine. [...] il y a une nostalgie très forte pour l'époque soviétique, même chez les jeunes qui lisent de nouveau Marx et parlent de révolution. ». En même temps, elle souligne que « la grande majorité des Russes » ne veulent pas « revenir en arrière[2] ».

Les témoignages de cet état d'esprit abondent chez les Russes, les Ukrainiens, les Moldaves. Leur diversité et leur multiplication ne peuvent manquer de frapper les plus sceptiques. Une brève énumération de citations au fil des années est plus convaincante que l'appel à des souvenirs personnels, peu significatifs.

En 2007, un journaliste russe note : « Malgré huit années de croissance, l'abondance d'appareils ménagers équipant les logements et la quantité inouïe de voitures dans les rues du pays, les Russes continuent à avoir la nostalgie de l'époque soviétique et de sa certitude du lendemain. » Valeri Fiodorov, directeur général du Centre russe d'étude de l'opinion publique, explique : « La plupart des Russes rêvent de revenir à un État socialiste qui soit au moins du niveau de celui que nous avions dans les années 1970, sous Brejnev[3]. »

Plus étonnant, un journaliste lituanien écrit : « L'héritage soviétique est profondément enfoui dans la conscience des Lituaniens[4] », qui ont pourtant, jusqu'à 1950, soutenu des maquis installés dans les forêts contre le régime.

En août 2009, une vieille femme de Kamenets-Podolski se plaint à l'écrivain voyageur Paolo Rumiz : « Du temps de l'URSS […] bien sûr on était pauvre, mais ici c'était un paradis. Aujourd'hui c'est un désastre. Tout le monde boit, même les femmes. Il n'y a plus de morale et plus de travail non plus[5]. »

La nostalgie de l'époque soviétique s'exprime lors des occasions les plus diverses. On l'a vu pour les incendies gigantesques qui ont ravagé près de 200 000 hectares de forêts et de tourbières sans que les autorités réagissent. Le blog évoquant les cloches d'urgence dans les villages, les étangs anti-incendie et les voitures de pompiers, qui existaient « sous ces connards de communistes », a fait le tour du pays.

Natacha Tatu, correspondante de l'*OBS* en Crimée, note, à propos d'habitants de la région, au moment du référendum : « Beaucoup ont la nostalgie de l'URSS – cette époque bénie où "tous nos peuples étaient amis" et "où l'on vivait dignement en mettant même de l'argent de côté[6]". »

Une femme de soixante-deux ans interviewée par une journaliste du *Monde* confirme : « La meilleure période, c'était sans doute sous Brejnev. La médecine, l'école, les appartements, les colonies l'été, l'État prenait tout en charge. Le seul défaut, c'est qu'il n'y avait pas grand-chose dans les magasins[7]. »

Réalisant un reportage en Crimée, l'envoyée spéciale du *Monde* relate les réflexions d'un vieil homme à Sébastopol. Il a, écrit-elle, « cette formule historique : "En Russie, nous aurons tous les avantages de l'URSS et pas les inconvénients !" Puis, après réflexion, il ne se rappelle plus les inconvénients de l'URSS et se contente de dire : "On était mieux que maintenant[8]" ». Un employé ukrainien de Marioupol déclare à un journaliste de *Libération* : « La plupart des ouvriers sont nostalgiques de la stabilité de la vie en URSS[9]. »

Le correspondant du *Monde* à Bucarest, évoquant la situation de la Moldavie, et en particulier des 160 000 Gagaouzes, population d'origine turque christianisée à l'époque byzantine et dont les neuf dixièmes vivent en Moldavie, note : « L'attachement à la Russie reste très présent, surtout chez les personnes âgées nostalgiques de l'époque soviétique. » Une paysanne de soixante-treize ans lui déclare : « C'était beaucoup mieux avant[10]. »

Le correspondant du *Figaro* dans le Donbass, Stéphane Siohan, rencontre un ancien mineur retraité et sa femme, « un vieux couple qui ne compte que sur son potager pour survivre ». La femme « rêve tout haut : “À l'époque soviétique nous avions le même niveau de vie qu'à Moscou, on vivait bien, on n'avait pas de crédit et l'État nous donnait notre logement[11]” ».

Ce n'est pas là un phénomène spécifique à l'ancienne URSS. Une étude de la Fondation Soros de Bucarest, rendue publique le 18 septembre 2012, dresse « un étonnant portrait de la jeune génération roumaine » : « Deux tiers des adolescents affirment que c'était mieux au temps du communisme [...]. Ils n'ont pas confiance dans la démocratie ni dans l'économie de marché[12]. » Le régime de Nicolae Ceausescu était pourtant, avec celui de Todor Jivkov, en Bulgarie, l'un des plus mornes et des plus sinistres.

Le dossier « Russie » de *Questions internationales* souligne : « La prégnance des références soviétiques reste forte auprès des jeunes générations[13]. » Des jeunes qui n'ont pas connu l'Union soviétique, et donc pas seulement des vétérans, retraités, veuves et autres laissés-pour-compte de la « modernité ».

Poutine cultive cette nostalgie tout en liquidant, année après année, de nouveaux pans des acquis sociaux d'hier. Il tente d'y répondre en brandissant quelques hochets du passé tchékiste ou plus largement stalinien. Ainsi, en 2014, il baptise une division du FSB « division Dzerjinski », du nom du chef de la Tchéka et du Guépéou dit « Felix de fer », il ressuscite le souvenir de Staline comme vainqueur de Stalingrad, et plus largement de la guerre, et déplore dans la chute de l'URSS la plus grande catastrophe géopolitique du XXe siècle.

L'ampleur croissante des inégalités sociales en est sans doute la principale raison, d'autant que ces inégalités, dissimulées à l'époque de Brejnev ou d'Andropov, s'étalent sans pudeur aujourd'hui et mettent ainsi en valeur l'égalitarisme affiché de l'époque antérieure. À l'époque de Brejnev, les magasins réservés à l'élite sociale n'avaient pas pignon sur rue. Rien n'en décelait l'existence. Aujourd'hui, la richesse, dont la masse de la population, policiers compris, pense qu'elle relève du vol et qu'elle est donc illégitime, s'affiche avec une insolence provocatrice, avant

de s'expatrier, de façon tout aussi provocatrice, vers Londres, Chypre, les Bahamas ou le Luxembourg.

Selon la revue *Forbes,* il n'y avait aucun milliardaire en dollars en Russie en 2000, l'année où Poutine arriva au pouvoir, mais la dissimulation des revenus était alors d'une telle ampleur que des oligarques fortunés se trouvaient ainsi indûment hors de ce classement. En 2003, les milliardaires russes en dollars sont au nombre de 17, en 2008 de 87 ; 23 autres viennent enrichir la liste au lendemain de la crise financière brutale de 2008, qui éponge sévèrement certaines fortunes. En 2013, ils sont 110.

En 2012, selon une étude du Crédit suisse, 35 % de la richesse totale du pays étaient entre les mains de 0,00008 % de la population, soit 110 personnes (milliardaires) sur 143 millions d'habitants. Seuls certains paradis fiscaux des Caraïbes dépassent ce rapport. Le 1 % le plus fortuné de la population, soit 1,43 million de gens, contrôle 71 % de toutes les richesses.

L'homme d'affaires américain Bill Browder souligne les progrès foudroyants de cette inégalité depuis la chute de l'URSS : « Du temps de l'URSS, la personne la plus riche de Russie l'était à peu près six fois plus que la plus pauvre. Ainsi, les membres du Politburo bénéficiaient certes d'un appartement plus vaste, d'une voiture et d'une jolie datcha, mais cela n'allait guère plus loin. » (Browder oublie les magasins spéciaux qui fournissaient quasi gratuitement à la haute nomenklatura des produits inaccessibles à la masse de la population, ce qui exige de multiplier son chiffre de 6 par 9 ou 10.) « Par contraste, en l'an 2000, la personne la plus riche était devenue 250000 fois plus fortunée que la plus pauvre[14]. » L'écart s'est encore aggravé depuis.

En dessous figure la « classe moyenne », que les médias occidentaux présentent comme le cœur de l'opposition à Poutine et à son régime. À quoi correspond-elle réellement ? Selon une étude publiée par les *Izvestia* en janvier 2006, l'Académie des sciences de Russie a défini la classe moyenne, censée représenter 20 % du pays (près de 30 millions d'individus), en fonction de trois critères (le niveau de revenu n'étant pas le critère essentiel, selon le directeur de l'Institut de sociologie, Mikhaïl Gorchkov, interrogé par le quotidien) : exercer un travail qui n'est pas physique, posséder un niveau d'enseignement supérieur… et

être convaincu d'appartenir à la classe moyenne. Le sentiment compterait donc plus que le revenu.

Les sociologues de l'université européenne de Saint-Pétersbourg ont mis, eux, en avant quatre critères pour la définir : avoir fait des études supérieures, avoir un poste stable, exercer un emploi intellectuel, qui se traduit par une activité d'encadrement, et posséder une voiture. Ce dernier aspect symboliserait cette appartenance – 16 % des Russes en possèdent une aujourd'hui contre 1 % en 1998.

Ces deux définitions n'incluent ni le corps médical ni les enseignants, très mal payés les uns et les autres, non plus que les patrons de PME. Les définitions ci-dessus permettraient d'y insérer une bonne partie de la bureaucratie d'État parasitaire, qui soutient Poutine ; mais la classe moyenne, aux frontières vagues, a des rapports antagoniques avec cette bureaucratie qui la ponctionne à chaque occasion et a le sentiment d'être à part, car elle détient une parcelle de pouvoir, ce dont ladite classe moyenne est dépourvue.

Une bonne moitié de la population se situe tout en bas de l'échelle sociale. La majorité de la paysannerie vieillissante vit dans des bourgades sans eau courante, eau qu'il faut aller chercher au puits ou à la *kolonka* (pompe), voire sans électricité, aux routes de terre défoncées et qui, désertées par les jeunes générations, agonisent les unes après les autres.

Les bas salaires touchent particulièrement certaines catégories. Les enseignants figurent parmi les catégories les plus mal payées, même à Moscou, où une prime régionale leur permet de percevoir environ 30 % de plus que ceux d'autres régions plus défavorisées. Leur salaire tourne en moyenne autour de 20 000 roubles par mois. Sur l'échelle des bas salaires, les médecins leur font une rude concurrence. Leur salaire moyen officiel est de 27 000 roubles (en novembre 2015, il faut 70 roubles pour obtenir un euro, en décembre, 90), quatre ou cinq fois moins que les employés des banques. Mais ce chiffre est fortement gonflé. En 2014, un chirurgien de Novgorov, médecin de catégorie supérieure, déclare percevoir 13 700 roubles (alors qu'un chirurgien doit effectuer une dizaine d'opérations par jour !). Dans la région de Iaroslav, un médecin de première catégorie touche à peine peu plus de 8 000 roubles. À Rostov-sur-le-Don,

le salaire à l'embauche est de 7000 roubles (27000 pour un médecin hautement qualifié). La journaliste Karine Bechet-Golovko, qui cite ces chiffres, ajoute : « Les fonctionnaires tant fédéraux que régionaux des ministères de la Santé sont surpayés quand les hôpitaux sont à peine financés. » La grève étant quasiment interdite en Russie, un médecin qui ferait grève pour protester risquerait fort d'être renvoyé pour faute professionnelle et interdit d'exercer.

Elle conclut ainsi son étude : « Tout cela donne parfois l'impression d'une volonté de détruire le service public de la médecine et de le remplacer par une médecine payante et privée[15]. » Cette substitution va largement aggraver les inégalités devant la maladie et la mort : les 23 millions de Russes qui se situent en dessous du seuil de pauvreté et des millions d'autres qui se situent juste au-dessus ne pourront plus accéder aux soins médicaux.

La crise qui frappe l'industrie manufacturière russe ne peut qu'aggraver ce danger en menaçant l'emploi de centaines de milliers d'ouvriers des nombreuses « monovilles », c'est-à-dire des villes bâties autour d'une grande entreprise, et dont près d'une sur trois est menacée de disparaître.

La situation des chômeurs est particulièrement difficile. L'ouvrier licencié touche théoriquement une indemnité de licenciement équivalente à trois mois de salaire (le salaire déclaré, sans le complément en liquide pratiqué ici et là pour réduire les cotisations sociales de l'employeur). L'indemnité de chômage est elle très faible, de 850 à 4900 roubles au 1er janvier 2015, soit en gros de 12 à 70 euros à cette date, beaucoup moins que le minimum de subsistance.

La contraction du marché mondial et celle du marché russe se cumulent en période de crise pour menacer les bases mêmes du salaire. L'exemple d'Avtovaz est significatif : à la veille de la crise de 2008, plus de 100000 des 700000 habitants de Togliatti travaillaient dans le secteur automobile. En mars 2009, Poutine accorde à Avtovaz 25 milliards de roubles (un peu plus de 550 millions d'euros à l'époque) pour soutenir la société ; la somme est vite dépensée. Les usines d'Avtovaz ne tournent plus que quelques jours par semaine, la paie, dont une part est forfaitaire, est dès lors réduite de 20 %. De nombreux parents ne

parviennent plus à payer la cantine de leurs enfants. Beaucoup d'emprunteurs se retrouvent incapables de rembourser les crédits que les banques leur accordaient à tour de bras. La direction de l'usine envisage le passage à des salaires correspondant au nombre d'heures réellement travaillées, ce qui diviserait par deux la paye, ramenée à 5000 ou 6000 roubles mensuels, moins que le seuil du minimum vital pour une famille. La région aurait 22000 emplois aidés à offrir aux ouvriers d'Avtovaz qui passent de longues périodes en chômage technique : ils pourraient, par exemple, devenir éboueurs, payés à 4500 roubles. Les habitants de Togliatti, appauvris, préfèrent consacrer leur peu d'argent à acheter du pain et du lait plutôt qu'à régler les factures d'eau, de gaz, d'électricité et les charges d'entretien des immeubles, qui dès lors n'est plus assuré.

Selon un programme chapeauté par l'Agence gouvernementale des crédits au logement et des hypothèques, les ouvriers d'Avtovaz sont alors invités à quitter Togliatti pour Tikhvine, une petite ville de la région de Saint-Pétersbourg, où est prévue, pour la fin 2010, l'ouverture d'une usine de wagons ferroviaires susceptible d'employer 3500 ouvriers. Les 4000 à 5000 familles de Togliatti concernées manifestent un enthousiasme limité. Avtovaz crée aussi une filiale, Avtovazagro, qui va investir 12 millions d'euros dans l'achat de serres. Un journaliste ironise : « Avtovaz va convertir ses ouvriers à la culture des concombres et des tomates[16]. »

En 2009, la compagnie comptait encore 106000 ouvriers et employés. Entre 2009 et 2012, la direction a supprimé près de 30000 emplois. Poutine fait alors appel au capital étranger. Renault et Nissan répondent présents et, fin juin 2014, détiennent 67 % des actions d'Avtovaz, dont la direction a déjà supprimé plus de 11000 nouveaux emplois depuis janvier. La compagnie compte alors 65000 salariés. Les deux actionnaires majoritaires et le nouveau directeur, qui a pour mission de mener à bien une « restructuration drastique », prévoient de supprimer, d'ici 2020, la moitié des effectifs pour aboutir à 30000 salariés à cette date : soit 17000 emplois d'ouvriers, réduits à 25000, et 8000 emplois de cadres et employés, réduits à 5000. En onze ans, l'une des plus grosses entreprises du pays (en dehors du géant Gazprom) aura donc diminué de plus des

deux tiers le nombre de ses ouvriers et employés. Où peuvent aller les chômeurs aux indemnités dérisoires ? Cette tempête qui frappe l'un des symboles de la grande usine soviétique d'avant-hier et bien d'autres nourrit dans une classe ouvrière frappée de plein fouet, interdite de grève et soumise au diktat d'un syndicat d'État une nostalgie sociale teintée d'amertume.

En 2010, 12,6 % de la population (près de 18 millions de gens) vivaient en dessous du seuil officiel de pauvreté ou revenu minimum de subsistance On est passé, en 2015, à près de 23 millions. Le niveau du SMIC est très bas. De 2013 à 2015, il a évolué de 5 204 à 5 965 roubles et le revenu minimum de subsistance de 6 800 roubles en 2013 à 9 662 en 2015 (à un moment où il faut un euro pour 70 roubles). Le pouvoir d'achat de ce revenu très minimum est extrêmement faible.

Une étude signée Julia Lapkasse, sur le site *Penser la Russie,* compare le budget correspondant à ce revenu et celui d'un condamné à la prison, qui y fournit un travail. Le titulaire du revenu minimum peut théoriquement se procurer 6,4 kilos de viande et poisson (de la plus basse qualité) par mois contre 7,5 pour le détenu ; 10,5 kilos de pain contre 21,15 ; 17,9 kilos de pommes de terre et de légumes contre 27 ; 0,92 kilo de beurre et graisses diverses enfin contre 1,65 pour le détenu. Ce dernier en revanche pourra se procurer quelques grammes de sucre de moins que le bénéficiaire du revenu minimum, dont la chute du rouble et l'inflation galopante en 2014, et plus encore en 2015, rognent encore le pouvoir d'achat.

En ce qui concerne l'habillement, ce revenu minimum prévoit, d'après la même étude, de quoi acheter un manteau, un blouson et une veste (de médiocre qualité) une fois tous les sept ans, un costume une fois tous les cinq ans, 3,75 paires de caleçons par an (qu'il vaut donc mieux ne pas laver trop souvent sous peine de les voir devenir transparents) et, pour les femmes, un soutien-gorge une fois tous les trois ans, une jupe et une blouse par an.

Les salaires réels ont baissé d'un peu plus de 9 % entre juillet 2014 et juillet 2015. En mars 2015, Poutine tente de camoufler cette réalité par une grossière manœuvre démagogique ; il baisse de 10 % son propre salaire (qu'il avait triplé en avril 2014) et ceux du Premier ministre Medvedev, du

procureur Iouri Tchaïka, du président du comité d'enquête Alexandre Bastrykine, et fait voter la même baisse par les députés de la Douma… dont le salaire avait été doublé peu avant. Le salaire ne représente en fait qu'une part infime des revenus de toute cette élite politique, rompue aux trafics d'influence en tous genres.

L'un des signes les plus frappants des difficultés sociales qui rongent la Russie de Poutine est le sort de la masse des femmes, en deçà du cercle exubérant de la nomenklatura moscovite ou pétersbourgeoise. Près des deux tiers des femmes enceintes ne mènent pas leur grossesse à terme : la Russie compte en moyenne 1,7 million d'avortements par an ; avec les accidents mortels de voiture, c'est le seul domaine dans lequel elle occupe le premier rang dans le monde ; près de la moitié des femmes invoquent leurs trop bas revenus et l'absence de logement digne de ce nom pour expliquer leur refus d'avoir un deuxième, voire un premier enfant. Le large réseau de crèches ou jardins d'enfants légué par l'époque soviétique a été privatisé et démantelé. Une femme enceinte perd son salaire, elle a des difficultés à retrouver un poste après le congé de maternité, sa carrière patine. Les appartements en ville coûtent cher. Un tiers des Russes sont contraints de vivre sous le toit de leurs parents et 25 % des autres ont de la peine à payer des loyers trop élevés pour eux.

En 2006, dans son discours à la nation, Poutine a annoncé des mesures pour combattre la dénatalité, dont le doublement de l'allocation parentale, qui est passée dès 2007 de 750 roubles (alors 18 euros) à 1500 (36 euros) pour le premier enfant et à 3000 roubles (72 euros) pour le second. Surtout, il accorde à la mère un capital de 250000 roubles, indexé sur l'inflation et utilisable lorsque l'enfant aura atteint ses trois ans, pour plusieurs besoins strictement définis.

Environ 2,5 millions de mineurs, abandonnés par leurs parents ou qui les ont fuis ou ont fui leur orphelinat, errent dans les rues et sont exclus de tout système scolaire. L'historien Gilles Favarel-Garrigues le souligne : « On a vu apparaître massivement des sans-domicile fixe et des enfants des rues, ce qui était inconcevable durant les dernières années du régime soviétique[17]. »

Un journaliste qui cite ces faits stigmatise « les promoteurs qui jouissent de monopoles locaux et s'allient à une bureaucratie corrompue afin de fixer des prix d'immobilier astronomiques ». Il ajoute : « Les milliards qu'ils accumulent signifient des millions de familles en moins [faute de logements accessibles] et autant d'enfants qui ne verront jamais le jour[18]. »

On a trouvé récemment 29 personnes entassées dans neuf chambres d'un appartement communautaire au centre de Saint-Pétersbourg. Les appartements communautaires continuent, en effet, à exister sans l'assistanat de jadis. Il en reste ainsi à Saint-Pétersbourg près de 100 000, qui donnent souvent sur des arrière-cours délabrées et des paliers où s'entassent mégots, bouteilles vides et ordures dans une âcre odeur d'urine. Le contraste est saisissant avec les luxueux immeubles rénovés ou récents qui peuvent se trouver à quelques centaines de mètres de ces vestiges d'un passé à la fois lointain et proche. C'est plus qu'un symbole de l'inégalité sociale russe.

15

Quelle opposition ?

« La population perçoit les élections comme une farce », affirmait en 2008 Lilia Chevtsova, analyste politique du centre Carnegie à Moscou. « Le pouvoir sait que la population n'est pas dupe. Le mensonge est réciproque [...]. C'est l'opéra des travestis, le bal des menteurs[1]. » Rien n'a changé en 2015. Cette réalité marginalise nécessairement une opposition qui centre son action sur les fraudes aux élections et réclame des scrutins honnêtes, que la masse de la population juge à la fois impossibles et inutiles.

Le mécontentement social existe pourtant et cherche une expression. Il la trouve dans des « formes inédites d'organisations indépendantes de citoyens [qui] commencent à jouer un rôle majeur », affirme en janvier 2011 *Rousski Journal*. « En Russie, elles s'incarnent dans des mouvements centrés chacun sur une revendication précise [...]. Cette façon de participer à la vie publique n'exige pas de grands moyens matériels, ni beaucoup de temps, ni une organisation lourde[2] », mais n'obtient guère que de maigres résultats.

L'apparition de ces « organisations indépendantes » est le revers de l'absence de partis politiques réels et de la nature, des préoccupations et des slogans de l'opposition dite libérale ou démocratique. Ainsi s'explique l'importance donnée à des manifestations « folkloriques », comme les exhibitions des Pussy Riots, les Nadejda Tolokonnikova, Ekaterina Samoutsevitch et autres Maria Alekhina, étudiantes popularisées par la presse occidentale. Les deux premières ont participé aux

« happenings » du groupe d'art contestataire Voïna, connu pour avoir dessiné un gigantesque phallus sur un pont basculant à Saint-Pétersbourg, en face des bureaux du FSB. La première s'était exposée toute nue avec son mari, en 2008, dans un musée de Moscou pour protester contre l'élection de Medvedev à la présidence. En janvier 2012, pendant la campagne de l'élection présidentielle, une dizaine de Pussy Riots avaient chanté devant le Kremlin : « Poutine a pissé dans son froc ! » Nadejda Tolokonnikova avait déclaré : « Nous sommes des bouffons, pas des criminels[3]. » Le 27 décembre 2013, elle tient, en compagnie de Maria Alekhina, une conférence de presse dans le studio de la chaîne indépendante de télévision Dojd. Elles affirment vouloir toujours « comme auparavant chasser Poutine » du pouvoir, ce qui semble hors de leur portée, et disent leur admiration pour l'oligarque Mikhaïl Khodorkovski, « un homme fort et tenace », dont elles oublient ou effacent le passé de pillard des ressources pétrolières du pays et de spécialiste de l'optimisation fiscale.

Même révération chez Piotr Verzilov, l'un des animateurs du collectif Voïna et époux de Nadejda Tolokonnikova, dans une interview au *Rousski Journal* : « Tout le monde attend sa libération avec impatience. S'il sort et développe une activité publique, tout le monde le suivra, le respectera et voudra s'adresser à lui[4]. » Mais que représente ce « tout le monde » ? Une fraction de la classe moyenne aux contours indéterminés et qui rêve de Londres, Miami ou Charm el-Cheikh (comme lieu de vacances s'entend) ? L'oligarque semble donc être le dirigeant naturel de ce groupe de happening.

Les organisations indépendantes de citoyens dont parle le *Rousski Journal* naissent, apparaissent et disparaissent à la suite de protestations contre tel ou tel aspect de la politique du pouvoir. Ainsi, la Fédération des automobilistes russes, née en 2007 de la protestation contre les lourdes taxes imposées sur les voitures japonaises ayant le volant à droite, a organisé en 2010 une manifestation contre le comportement des oligarques et autres puissants, dont les voitures munies de gyrophares roulent à tombeau ouvert, prennent des voies à contresens et écrasent des piétons en toute impunité. Cette manifestation a pris la forme des « seaux bleus » posés sur des véhicules et parodiant les gyrophares. Limitée à ce seul aspect du mode de vie des

bureaucrates et autres privilégiés, elle se nourrit d'elle-même et tourne vite court. Parodier les puissants ne les menace guère.

Au cours de l'été 2010, le chef de la section de contrôle de l'Agence nationale de la pêche et son adjoint sont arrêtés pour corruption. Quelques mois plus tard, en décembre, des amendements à la loi sur la pêche prévoient la création de 6 500 tronçons de rives (le long de rivières, de lacs, etc., de 30 à 50 kilomètres chacun) livrés à des investisseurs privés, où la pêche sera soumise à autorisation, alors même que le nombre d'inspecteurs de la pêche a été drastiquement réduit à 2 000 pour toute la Russie au nom d'économies à réaliser sur les dépenses publiques. La loi provoque une vive émotion dans un pays qui compte près de 25 millions de pêcheurs, « une armée imposante mais désunie », selon l'expression d'un journaliste de *Kommersant-Dengui*. Le 26 mars 2011, des pêcheurs manifestent contre la loi dans quinze villes, dont Moscou ; à Kazan, 3 000 personnes se rassemblent devant la maison du gouvernement et brandissent des pancartes qui proclament : « On a tenu la Volga en 1943, on ne la lâchera pas aujourd'hui[5] ! » La comparaison avec la bataille de Stalingrad en dit long sur la colère des pêcheurs, mais, par son outrance même, elle reflète leur impuissance.

Ces manifestations montrent certes un attachement nostalgique à la propriété collective et le refus des privilèges des riches, mais l'opposition dite démocratique, se focalisant sur les élections truquées, ne s'intéresse pas aux protestations sociales qui s'expriment dans ces actions ponctuelles sans lendemain ; que les revendications soient ou non satisfaites, elles ne peuvent en effet, privées de relais, déboucher ne serait-ce que sur l'ébauche d'une action ou d'une activité politique. Ces protestations peuvent éventuellement faire céder le pouvoir sur un détail, mais, dépourvues de tout contenu social et politique réel, elles ne le menacent en rien.

Les manifestations des écologistes, quoique de même nature, trouvent, elles, un lien avec la politique officielle. Evguenia Tchirikova, jeune femme qui habite près de la forêt de Khimki, dans la banlieue de Moscou, remarque un jour de 2007 des marques sur des troncs d'arbres. Elle se renseigne, apprend que ces arbres doivent être abattus pour ouvrir la voie à une grande

autoroute de Moscou à Saint-Pétersbourg, qui doit trouer la forêt ; elle se mobilise, mobilise des voisins, des proches, des opposants divers, obtient un report de la construction, mais qui n'est que provisoire tant les intérêts financiers de la mafia des constructeurs sont énormes. Menacée, inquiétée, elle résiste aux pressions. En 2012, elle est candidate à la mairie de Khimki. Dans son comité de soutien figurent Alexeï Koudrine, Sergueï Oudaltsov et Alexeï Navalny, les trois principales têtes de l'opposition avec l'ancien champion du monde d'échecs, Garry Kasparov. En avril, elle obtient le Goldman Prize pour l'Europe, prix attribué chaque année à six défenseurs de l'environnement, un par zone géographique, et couronné d'un chèque de 125 000 dollars. En juillet, elle est reçue par le Parlement européen et devient une vedette du monde politique russe.

En mai 2009, le politologue Boris Kagarlitski affirmait : « Les succès des militants écologistes », sur des problèmes particuliers de défense d'espèces protégées, ou plus généralement de l'environnement, « contrastent fortement avec les échecs des “marches du désaccord” et autres sanctions organisées par l'opposition libérale, laquelle n'avance généralement aucune revendication concrète ou réaliste (son seul mot d'ordre étant de demander au pouvoir en place de se démettre). […] L'unique but de ces marches est de susciter une répression musclée. Cela permet aux libéraux de voir se confirmer “l'autoritarisme de fer” du pouvoir et, à ce dernier, de souligner à chaque fois l'irresponsabilité des “extrémistes” de l'opposition ». Pour la masse des gens, le pouvoir paraît d'une brutalité injustifiée et l'opposition incroyablement obtuse ; ils restent donc en dehors[6].

La suite des événements semble démentir ces propos puisqu'en décembre 2011, puis les mois suivants, cette opposition a pu organiser des manifestations rassemblant, selon les moments, de 50 000 à 100 000 manifestants, certes loin des millions qu'elle espérait mais suffisamment nombreuse pour avoir une portée autre que symbolique.

L'activité d'Alexeï Navalny, devenu depuis 2012, et plus encore depuis l'assassinat de Boris Nemtsov en février 2015, la figure de proue et la façade de l'opposition, en illustre les choix et l'orientation de cette dernière. Avocat de formation puis trader, il a commencé sa carrière en 2007 en mettant son nez dans les

comptes de grands groupes contrôlés par le Kremlin (Transneft, Rosneft, Gazprom, VTB). Il achète quelques actions, participe aux assemblées d'actionnaires, découvre d'énormes gaspillages et une rétention d'information illégale, participe à la création de l'« Union des actionnaires minoritaires » et pose des questions gênantes aux administrateurs et dirigeants habitués jusqu'alors à trafiquer les comptes sans problème. Divers groupes réclament une nouvelle loi dite anti-Navalny permettant davantage d'opacité. Après avoir piétiné plusieurs années durant dans le parti de Iavlinski, Navalny trouve dans la dénonciation de la corruption un élément d'agitation d'autant plus efficace que la masse de la population est persuadée que tout le personnel politique est gangrené. Il crée d'abord un site internet, Rosjam, qui débusque les réparations de chaussée défoncée non effectuées par des municipalités qui ont encaissé les crédits à cette fin, puis un site plus ambitieux, Rospil (pillage de la Russie), qui traque les attributions frauduleuses de contrats par piston. Cette chasse aux fraudes débouche sur le slogan brandi contre Russie unie, qualifiée de « parti des filous et des voleurs ». La biographie que lui consacre le journaliste Konstantin Voronkov, riche en interviews de lui, s'intitule d'ailleurs modestement : *Alexis Navalny, la terreur des filous et des voleurs*.

Il est aussi la terreur des ouvriers immigrés venus du Caucase, dont plus d'un million travaillent à Moscou dans des conditions de surexploitation. Avant le sacre journalistique de Navalny, Marie Jego décrit une manifestation des ultranationalistes russes, le 4 novembre 2011 à Moscou, à laquelle il participait et même appelait : « Cosaques exhibant une icône du Christ, popes orthodoxes chantant des incantations, adolescents masqués faisant le salut nazi, entre 7000 et 10000 ultranationalistes ont défilé le vendredi 4 novembre à Lioublino, dans la banlieue sud-est de Moscou […]. En queue de cortège, des milliers de jeunes défilent sous la bannière “Arrêtons de nourrir le Caucase !”. Ils sont emmenés par le blogueur Alexeï Navalny, un avocat trentenaire éduqué à Harvard, parti en lutte contre la corruption[7]. » Pas seulement, on le voit.

Navalny est un partisan avéré de l'ouverture totale de la Russie au marché, donc de la liquidation de tout obstacle à la libre circulation du capital – mais, apparemment, pas des

individus – dont sa campagne contre la corruption de l'État est une composante. Il a été sélectionné, en 2009, comme membre d'un groupe de quinze « étudiants » formés à Yale. Selon ses propres dires, Yale paya tous les frais de son séjour avec sa femme et ses deux enfants (voyage, entretien, plus une bourse de 5 000 dollars par mois). En 2010, il est l'un des rapporteurs russes à la commission Helsinki du Congrès des États-Unis, qui tient en novembre une audience concernant la « corruption en Russie », sous la présidence du sénateur démocrate Benjamin Cardin.

Aux législatives du 4 décembre 2011, malgré la fraude massive et souvent grossière (dont la distribution d'un million et demi de bulletins de vote volants en dehors des bureaux de vote théoriquement destinés à tous les électeurs alors dans les trains !), Russie unie perd 13 millions de voix. Le 5 décembre, Navalny lance à la foule de manifestants rassemblés à l'appel de l'opposition : « Nous voulons un autre président et pas un escroc et un voleur. » Arrêté sur-le-champ, condamné à quinze jours de prison, il promet à peine sorti de faire descendre « un million de personnes dans la rue » et affirme que « le pouvoir aura changé de main d'ici un an ». Il confie à l'économiste Sergueï Gouriev la tâche de lui rédiger un programme économique qui semble n'intéresser personne. Son créneau, c'est la corruption, les « filous » et les « voleurs ».

Le 24 décembre, l'opposition, qui a pris comme symbole un ruban blanc, semblable à celui que, en février 1918, le général Lavr Kornilov avait invité les officiers de l'armée antibolchevique dite des Volontaires à fixer sur leur casquette, appelle, contre la fraude, à la fameuse manifestation dite des millions, qui rassemblera le 6 mai 2012 près de 100 000 personnes. Parmi les noms qui appellent à ces manifestations figurent avec Navalny Alexis Koudrine, ancien ministre des Finances, démissionnaire du gouvernement depuis septembre, Sergueï Oudaltsov, ancien membre du « Bloc stalinien pour l'URSS », coordinateur du Conseil des groupes d'initiative de Moscou et du Conseil social de Moscou, qui lutte contre les expulsions arbitraires, dirigeant du Front de gauche et proche de Ziouganov, et Mikhaïl Prokhorov, candidat à l'élection présidentielle de 2012, ancien dirigeant de l'Union des industriels et entrepreneurs de Russie.

Ils décident de constituer un comité d'organisation pour préparer la manifestation du 4 février, en pleine campagne électorale pour la présidentielle. Ce comité doit être formé de quinze membres issus du monde associatif et intellectuel, allant de « l'extrême gauche » à l'ultralibéralisme, en passant par l'écologie et le nationalisme modéré, choisis à la suite de votes sur les réseaux sociaux, donc élus par n'importe qui. Étape supplémentaire, le 21 octobre, sera élu le comité de coordination du « mouvement blanc », invité à « prendre des décisions monolithiques au nom de l'ensemble de l'opposition[8] », qui dès lors se divise.

Les manifestations de « l'opposition » s'appuient sur le rejet largement partagé d'un appareil d'État brutal et corrompu. Mais elles sont dirigées par une coalition hétéroclite, qui comprend aussi bien la « gauche » que les anciens privatisateurs de l'époque Eltsine et les groupes ouvertement profascistes, qui brandissent le drapeau tsariste et se regroupent derrière les slogans « La Russie sans Poutine » et « La Russie sera libre ». Le président de Memorial s'interroge : « Pourquoi devrais-je, ainsi que mes amis, écouter des nationalistes radicaux à chaque manifestation ? Ceux-là mêmes qui […] récemment défendaient publiquement le fascisme ? »

Les ouvriers boudent ces mouvements de masse. Refusant désormais de s'y rendre, Alexeï Etmanov, dirigeant syndical de l'usine automobile Ford, déclare : « Les slogans tels que "Poutine, voleur !" ne correspondent en rien à la nécessité de changer le système politique et économique. » Et il invite le mouvement ouvrier à réfléchir sur « la façon de mettre en œuvre les revendications des travailleurs de ce pays, et pas celles d'un clan contre un autre ».

Selon un correspondant du bulletin *Rabotchie Izvestia,* « les gens, en particulier ceux qui ont plus de vingt ans, se souviennent très bien des années 1990 et ne sont pas pressés de saluer Nemtsov et ses semblables comme des champions de la cause du peuple[9] ». Et puis, chacun le sait, la Douma n'est qu'une chambre d'enregistrement. Un vote honnête n'y changerait rien.

Mikhaïl Khodorkovski dit à sa manière à peu près la même chose. Dans *Le Monde* du 28 février 2012, il écrit : « En France

ou aux États-Unis, le vote revient à choisir entre de vraies visions politiques alternatives. Dans mon pays, le calcul électoral est plus simple : choisir Poutine au premier ou au second tour. » C'est dire qu'aucune des forces politiques organisées ne représente un choix alternatif par rapport à ce dernier. Garry Kasparov, dans un accès incontrôlé de spontanéité, dénonce dans son discours le fait que les dirigeants actuels se battent « pour le droit à piller le pays sans vergogne et à s'enrichir sans limites, et ce droit, l'équipe de voleurs de Poutine ne *nous* le cédera pas de bonne grâce[10] ».

En pleine campagne pour l'élection présidentielle, le 18 janvier 2012, les dirigeants de l'opposition ont un rendez-vous maladroit, qu'ils croient discret, chez l'ambassadeur des États-Unis Michael McFaul, tout juste nommé à ce poste. À leur sortie, ils se heurtent aux équipes de la télévision officielle qui s'empressent de les filmer et tentent de les interviewer. Lorsque la nouvelle se répand, Navalny fait savoir qu'il ne s'y est pas rendu ; il rencontrait au même moment un dignitaire de l'Église orthodoxe, qui confirme les faits.

Cette visite conforte la campagne des partisans de Vladimir Poutine, qui soulignent à l'envi le risque d'une « révolution orange » et le soutien ouvert des États-Unis aux dirigeants de l'« opposition ». Celle-ci semble d'abord chercher à pousser Poutine à s'engager nettement dans l'ouverture totale de la Russie aux multinationales et à accepter l'intervention militaire en Syrie pour renverser Bachar el-Assad, comme le veut l'Arabie saoudite, qui finance la rébellion.

La propagande gouvernementale ne lâchera jamais cet atout. Le 21 février 2014, en pleine « révolution de Maïdan » à Kiev, les partisans de Poutine organiseront à Moscou une manifestation anti-Maïdan, où ils dénonceront « la cinquième colonne, les ennemis de l'intérieur, les traîtres ». Le dimanche 21 septembre, lorsqu'un peu moins de 20 000 manifestants de l'opposition se réunissent à Moscou, flotte au milieu des drapeaux russes et ukrainiens un drapeau de l'OTAN.

Au lendemain de la présidentielle du 4 mars 2012, qui débouche sur la réélection de Poutine au premier tour avec 63 % des voix, l'opposition organise, place Pouchkine, un rassemblement contre la fraude, qui a gonflé le nombre de ses voix

de 5, 6 ou 7 % afin de transformer en triomphe une victoire de toute façon acquise ; Navalny laisse entendre que les manifestants pourraient marcher sur le Kremlin et clame : « Vous attendiez autre chose de cette bande de voleurs et d'escrocs ? » Le 5 mars, le Département d'État américain invite Moscou à « mener une enquête indépendante et crédible » sur les fraudes.

Le Kremlin lance alors sa justice aux trousses de Navalny. En décembre 2012, Bruno Leproux, directeur français de la filiale russe Vostok du groupe de cosmétiques Yves Rocher, dépose une plainte auprès du comité d'enquête dirigé par un proche de Poutine, le sinistre Alexandre Bastrykine. Navalny et son frère Oleg, qui était, en 2008, chef du département des envois à la poste, sont accusés d'avoir, avec leur société de transport de colis Glavpodpiska, surfacturé des prestations à Yves Rocher, victime d'un contrat léonin, et détourné 27 millions de roubles (alors 384 000 euros), transférés sur le compte d'une société écran. Un seul témoin s'est prononcé en faveur de l'accusation. Le directeur financier de Vostok déclare pourtant n'avoir subi aucun préjudice. Le procureur requiert dix ans de camp pour Alexeï et huit ans pour Oleg.

Le 17 avril 2013 s'ouvre à Kirov, sous la conduite d'un juge, Sergueï Blinov, connu pour n'avoir jamais acquitté personne, le second procès d'Alexeï Navalny. Il est accusé d'avoir à nouveau détourné 16 millions de roubles (alors 400 000 euros) au détriment de la société forestière d'État Kirovles, lorsqu'il était conseiller du gouverneur libéral Nikita Belykh en 2009. Il aurait fait vendre à prix cassés par Kirovles, mise plus tard en faillite, 10 000 mètres cubes de bois à une société privée dirigée par un de ses amis. Navalny affirme que toute l'affaire a été fabriquée par le comité d'enquête. Le juge le condamne le 18 juillet à cinq ans de prison. Le lendemain, il est libéré sous contrôle judiciaire. Il écrit sur son blog : « Le crapaud assis sur le pipeline va sentir que ça chauffe sous ses pattes et va se demander s'il ne vaut pas mieux sauter vers la Suisse plus près de ses comptes bancaires[11]. » Le 12 août, la Procurature contre-attaque : elle accuse Navalny d'avoir reçu de l'argent de plus de 300 personnes de l'étranger, des États-Unis, de France, de Suisse et de Grande-Bretagne. L'accusé répond qu'il s'agit de Russes vivant à l'étranger.

Gazeta.ru du 18 juillet 2013 écrit : « Lorsqu'il était en liberté, Navalny n'était pas une incarnation de l'esprit contestataire. Certains estimaient que ses opinions étaient trop nationalistes, d'autres critiquaient son programme inconsistant ; des rumeurs circulaient selon lesquelles les projets anticorruption de Navalny auraient été utilisés par des factions rivales au sein de l'administration afin de se nuire mutuellement [...]. En érigeant l'activiste politique Navalny en prisonnier politique, le pouvoir l'a désigné comme chef de l'opposition. » Il le montre en obtenant 27 % des voix lors des élections à la mairie de Moscou en septembre, contre 51 % au candidat officiel Sergueï Sobianine, ancien chef de cabinet de Poutine, qu'il avait accusé en 2012 d'avoir privatisé un luxueux appartement de fonction au centre de Moscou au nom de sa fille aînée Olga, âgée de quinze ans. Navalny poursuit sa chasse à la corruption qui lui vaut sa popularité. En 2013, il contraint à la démission quatre députés de Russie unie.

Le 16 octobre 2013, brusque retournement : le tribunal commue en une durée de cinq ans avec sursis la peine de prison infligée à Navalny, ainsi privé du droit de participer aux prochaines élections, mais aussi du statut de victime expiatoire du régime. Les investisseurs sont satisfaits ; à l'annonce du sursis, l'index RTS de la Bourse de Moscou gagne d'un coup sept points. Quinze jours plus tard, le 4 novembre, Navalny exhorte sur son blog les Russes à participer ce même jour au rassemblement ultranationaliste « la Marche russe », qui célèbre la chasse aux migrants à Moscou, tout en ajoutant qu'il ne s'y rendra pas lui-même. « Cette décision, ajoute-t-il, n'était pas facile à prendre », mais elle le définit. S'il est de tout cœur avec les manifestants, le caractère raciste de leur activité et le salut nazi gênent un peu ses amis occidentaux.

Dans le même genre, en septembre, Evgueni Roïzman, soutenu par le parti libéral Plateforme civique du milliardaire Mikhaïl Prokhorov, est élu maire d'Ekaterinbourg avec 33 % des voix contre 30 % au candidat de Russie unie, un colonel de réserve. Roïzman est surtout connu pour ses méthodes musclées dans la lutte contre l'immigration et la drogue, à ses yeux intimement liées.

Le 30 décembre 2014, un tribunal de Moscou, se prononçant sur l'affaire Yves Rocher, condamne Navalny à trois ans et demi de prison avec sursis et son frère à trois ans et demi… sans sursis. Les deux hommes doivent de plus verser des indemnités de 4,4 millions de roubles (alors 63 000 euros) à Vostok.

Autre opposant : Guennadi Goudkov. Après une nouvelle manifestation le 15 septembre 2012, la Douma annule son mandat de député. Il est l'un de ceux qui appellent régulièrement à manifester contre Poutine depuis décembre 2011. Cet ancien colonel du KGB a déclaré à la Douma : « Vous êtes devenus des *opritchniki* [les membres de la police politique du tsar Ivan le Terrible]. Qui va investir en Russie après cela ? Le pays s'enfonce dans l'arbitraire[12]. » Sergueï Markov, recteur adjoint de l'université économique de Moscou et proche du Kremlin, explique : « Goudkov est traité de la sorte non pas parce qu'il est opposant mais parce qu'il a méprisé les règles que doivent suivre les anciens du KGB […]. Comment se fait-il qu'un ancien officier des services se retrouve aux côtés de ceux qui agissent dans l'intérêt des adversaires géopolitiques de la Russie[13] ? »

L'autre figure emblématique de l'opposition était Boris Nemtsov, qui poursuivait Poutine d'une vindicte jamais en défaut et s'était attaché à dresser le tableau de sa fortune, en partie dissimulée. À la fin d'août 2012, il publie avec un associé une brochure intitulée *La Vie d'un esclave aux galères*, allusion ironique à une déclaration de Poutine en 2008 affirmant qu'il avait pendant les années passées « ramé du matin au soir comme un esclave sur une galère ». Selon eux, Poutine dispose de vingt palais et résidences, de quatre yachts, d'avions, de voitures et de montres de collection. La liste, sans doute exacte, mêle ce qu'il a confisqué ou détourné et ce qui relève de ses attributions de président et qu'il perdra le jour où il ne le sera plus.

Le 12 mai 2015, les opposants à Poutine publient le rapport préparé par Nemtsov avant son assassinat en février sur l'intervention russe en Ukraine sous le titre *Poutine, la guerre*. Ils affirment que la Russie a déjà dépensé 133 milliards de roubles en dix mois (soit 2,3 milliards d'euros). L'un des porte-parole du pouvoir, Vladimir Markine, dénonce dans le meurtre de Nemtsov une « provocation » destinée à « déstabiliser la Russie », voire une action « islamo-terroriste[14] ». *Le Monde* de ce même

jour rappelle ce qu'il avait confié peu avant au *Financial Times* : « Il y a trois ans, nous étions une opposition. Aujourd'hui, nous ne sommes plus guère que des dissidents. »

Le portrait politique le plus juste de Boris Nemtsov est celui qu'en a tracé le journaliste Bernard Guetta : « Grand admirateur de Margaret Thatcher, qui le lui rendait bien, Boris Nemtsov [...] avait été au cœur du processus de privatisation de l'économie russe, de ce partage des richesses nationales entre hommes de l'ancien appareil communiste et nouveaux chevaliers d'industrie qui fut le plus grand hold-up de l'histoire. Ce moment de sa vie avait fait de lui l'un des hommes sachant le mieux qui avait donné quoi à qui pour obtenir quoi en termes de pouvoir politique, de richesses ou des deux [...]. Boris Nemtsov était surtout le seul opposant à pouvoir être pris au sérieux par les grandes fortunes russes [...]. Les pirates des années 1990 sont devenus des grands noms de la banque et de l'industrie. Ils n'aspiraient plus maintenant qu'à être reconnus et intégrés par leurs pairs d'Europe et des États-Unis, qu'à entrer dans leur monde et leurs conseils d'administration, qu'à faire partie de cette aristocratie d'argent occidentale et certainement pas à essuyer les pertes causées par les sanctions américaines et européennes, à redevenir des parias et voir la Russie se refermer sur elle-même [...]. Il y a une rupture entre Vladimir Poutine et cet argent russe [...] qui se sent trahi par ce Président dont il avait été pourtant l'un des deux parrains avec les *siloviki* [...]. Vladimir Poutine, c'était l'alliance du sabre et des milliards, mais le premier a pris le pas sur les seconds. Les *siloviki* ont éclipsé ces grandes fortunes dont Boris Nemtsov aurait pu un jour devenir une rare et maîtresse carte, libéral grand teint. Son assassinat scelle un retournement d'alliance au sommet du pouvoir. Ce n'est plus les services de sécurité et l'argent, mais les services de sécurité et l'Église, le sabre et le goupillon[15]. »

En 2005, un opposant azéri admonestait l'opposition au clan mafieux du président de l'Azerbaïdjan Ilham Aliev : « Tout dépend de l'opposition, mais celle-ci ne veut pas bouger sans avoir des garanties absolues de la part de l'Occident. Elle veut qu'on lui apporte le pouvoir sur un plateau. » Il commentait : « Mais ça ne marche pas comme ça [...]. En fin de compte, ce sont nous, les Azéris, qui avons besoin de scrutins

démocratiques, de respect des droits de l'homme et les libertés politiques. Personne ne va résoudre ce problème à notre place. Nous ne devons pas toujours tout attendre de l'oncle Sam, ou du moins pas de façon aussi évidente[16]. » Personne n'a résolu ces problèmes à la place de l'opposition azérie, indifférente aux problèmes sociaux et aujourd'hui muselée, avec l'accord tacite des grandes puissances, plus intéressées par le pétrole de Bakou que par elle.

Anna Politkovskaïa, qui se sentait membre du camp démocrate, disait la même chose lorsqu'elle regrettait son impuissance, qu'elle expliquait par sa subordination à l'Occident : « La reconquête des libertés doit se réaliser de l'intérieur, elle ne peut être que l'œuvre des Russes eux-mêmes. Rares sont ceux qui comprennent cela. Il ne se passe pas une réunion de nos démocrates sans qu'ils ne décident de se plaindre aux Européens[17]. »

L'opposition démocrate russe oublie la question salariale, les droits et les acquis sociaux menacés, le chômage, la liquidation de la gratuité ou non de l'enseignement, les crèches payantes, la quasi-interdiction du droit de grève, le démantèlement de la santé publique, la baisse des retraites, etc. Quelle peut être dès lors être la portée du slogan « Une Russie sans Poutine » si rien ne doit changer, sinon en pire encore, dans tous ces domaines ?

16

Une économie en trompe-l'œil

Alexandre Pouchkine déclara un jour que la Russie aurait des routes dans cinq cents ans. Il ne croyait pas si bien dire. Nous étions alors au début du XIXe siècle. Au milieu du siècle, l'absence de routes ralentit si fâcheusement le transport des troupes vers Sébastopol que cette lenteur fut l'une des causes de la défaite de l'armée russe dans la guerre de Crimée face aux armées britannique et française. Cette absence, il est vrai, fut en revanche l'une des causes de l'embourbement de l'armée d'Adolf Hitler devant Moscou en novembre-décembre 1941.

Depuis Pouchkine, la situation n'a guère changé. Au classement des routes dans le monde, la Russie est 130e sur 142 après l'Angola et le Kirghizistan.

En décembre 2003, le vice-Premier ministre Vladimir Iakovlev affirmait que la Russie devait construire 1 million et demi de kilomètres de routes et d'autoroutes payantes, confiées à des sociétés privées, qui devaient doubler les autres routes[1]. Il annonçait la construction prochaine de l'autoroute Tchita-Khabarovsk. Cette annonce à elle seule résume la situation dans son ensemble. Cet axe routier, inauguré en grande pompe par Poutine en août 2010, devra être réparé dès le mois suivant. L'état de la route qui relie Moscou à Saint-Pétersbourg sur près de 700 kilomètres et sert entre autres au transport de marchandises du port de Saint-Pétersbourg vers la capitale n'a rien à lui envier. Sur les routes secondaires, la conduite automobile consiste à slalomer entre les nids-de-poule, sans compter les

conducteurs contraints d'abandonner leurs véhicules lorsque la terre battue remplace le macadam.

La Russie n'a toujours pas le moindre tronçon d'autoroute digne de ce nom. Le gouvernement investit peu dans le réseau routier puisqu'il ne prévoit de construire que 1000 kilomètres de routes supplémentaires par an. Mais pire encore peut-être que ce sous-investissement, il faut refaire ces routes la plupart du temps l'année suivante… voire le mois suivant ! À chaque étape d'un projet, il faut verser un pot-de-vin, puis recommencer. La moitié au moins des sommes affectées aux travaux est détournée par les municipalités et les régions, disparaît ainsi en multiples dessous-de-table, les entrepreneurs qui les récupèrent en profitent pour utiliser des matériaux de mauvaise qualité qui ne résistent que quelques mois à l'usage et aux intempéries. Les grands axes sont surchargés, surtout pour les camions.

Les transports ferroviaires ne peuvent compenser qu'en partie cette défaillance, car le réseau est insuffisant ; le parc d'avions, de locomotives, de tramways est à renouveler aux trois quarts. Le réseau électrique est vétuste et les infrastructures vieillissent ; le président de la société des chemins fer jusqu'en août 2015, Vladimir Iakounine, s'est plus attaché à s'enrichir et à promouvoir ses activités religieuses qu'à investir dans la rénovation du réseau. Sur les lignes intérieures, les avions sont souvent d'un âge avancé. La seule rénovation des aéroports a été estimée à 21 milliards d'euros…

L'état général de l'économie russe est marqué par le constat que fait Svetlana Alexievitch : « Les oligarques ont non seulement pillé le pays, mais aujourd'hui ils n'investissent pas dans les usines qu'ils ont volées et dont les équipements tombent en ruine[2]. »

Le bilan est sans appel : la Russie vend du pétrole, du gaz, du bois, des armes et à peu près rien d'autre. La part des matières premières dans les exportations russes tourne autour de 80 %. Les parts de l'industrie d'extraction et de l'industrie manufacturière sont à peu près équivalentes dans le PIB russe, environ 15 %, celle de la seconde tendant à décliner. Moscou est le deuxième marchand d'armes de la planète.

L'académicien Rouslan Grinberg lance un cri d'alarme. Il souligne « le développement du secteur financier au détriment

des autres aspects de l'activité économique, l'extraordinaire centralisation des ressources financières dans les organes fédéraux du pouvoir, le bureaucratisme, la corruption ». « S'est produite une désindustrialisation engendrée par l'effondrement de l'industrie […], le développement prioritaire du secteur des services et du secteur financier, la commercialisation de l'instruction et de la science, etc. […]. La Russie a perdu la moitié de son potentiel économique[3] ».

La soumission de l'économie russe à l'économie mondiale s'exprime par l'ampleur de son endettement et par l'extrême volatilité de sa Bourse. Sans évoquer les convulsions de cette dernière lors de la crise financière mondiale de 2008, il suffit de rappeler qu'un mois après la guerre avec la Géorgie, la Bourse de Moscou perd plus de 500 points, soit près de 33 milliards de dollars. Un consultant indépendant déclare alors : « J'en connais beaucoup qui cherchent à vendre leurs actifs pour se réfugier à l'étranger. Ils craignent que le rideau de fer ne retombe et que l'Occident impose des sanctions contre la Russie. Ils préfèrent vendre leur business tout de suite même s'ils ne sont pas encore parvenus à maturité[4]. »

La puissance économique russe repose essentiellement sur l'exploitation des ressources naturelles du pays, mais les infrastructures, dans lesquelles le secteur privé n'investit pas et l'État fort peu, sont délabrées. C'est ce que souligne un diplomate européen qui déclare au lendemain de la guerre contre la Géorgie : « L'économie russe est une économie du tiers-monde. Les Russes exportent leurs matières premières et importent les biens à forte valeur ajoutée[5]. » Il exagère toutefois quelque peu, car la Russie a hérité d'un potentiel industriel qui, pour être vieilli et avoir été à moitié démantelé et pillé sous Eltsine, a été le cadre de vie de dizaines de millions d'ouvriers et d'employés, et l'est de plus de 20 millions encore aujourd'hui.

Mais cet héritage ne suffit pas à assurer l'existence du pays. Jusqu'aux sanctions américaines et européennes et aux contre-sanctions imposées par Moscou, les deux tiers des produits mis en vente dans les magasins étaient importés, du savon à l'électroménager en passant par les fruits et légumes. La quantité n'a guère changé mais les prix ont grimpé.

Cette dépendance est aussi marquée dans une industrie peu à peu, mais pas complètement, démantelée. Depuis le début des années 1990, c'est le Britannique Rolls Royce qui équipe les avions de combat MIG. Pour exploiter les gisements de gaz et de pétrole dans l'Arctique, la Russie a besoin de technologies en matière d'exploration, dont elle manque et dont l'utilisation dépend de partenariats avec les compagnies anglaises, américaines ou japonaises pour accéder à de nouvelles ressources.

L'aviation civile est le miroir de la dégradation de l'industrie russe. Aucun nouveau modèle d'avion civil n'a été commercialisé de la chute de l'URSS à 2012, les Tupolev et les Iliouchine ayant beaucoup vieilli. Moscou a bien essayé, mais les résultats ne sont guère brillants. Les aventures de la Vnechekonombank en sont un exemple frappant.

En 2006, la banque, qui s'appelle alors la Vnechtorgbank, achète 5 % des actions du constructeur d'Airbus EADS, qui, en 2005, avait acquis 10 % d'Irkout, le constructeur russe d'avions de chasse qui fabrique le dernier modèle de chasseur de combat SU-30. Les commentateurs officiels tentent de faire croire qu'il y a là le signe d'une politique russe d'investissement international. Mais le journal *Nezavissimaïa Gazeta* en donne une autre explication : « Dans la mesure, écrit l'auteur, où la privatisation de la Banque d'État russe est plus ou moins clairement envisagée ces derniers temps, ces achats d'actions pourraient n'être qu'une étape du transfert de l'argent public à l'étranger. Depuis plusieurs années, la Russie connaît une vaste redistribution de la propriété. » Évoquant la fin probable de l'époque Poutine, le journaliste poursuit : « Pour ceux qui doutent de leur avenir après cette échéance, la meilleure garantie de conserver leur fortune est de la transférer à l'étranger. »

Comparant la décision concernant EADS avec la tentative manquée de l'oligarque Alexeï Mordachov, le patron du conglomérat de l'acier Severstal, de fusionner avec Arcelor, l'auteur de l'article conclut : « Déclarer qu'une banque d'État russe, en achetant des actions étrangères, cherche à accéder à la direction du premier consortium aéronautique du monde est une façon tout aussi habile de présenter une fuite de capitaux vers l'étranger[6]. » La fuite est permanente ; en 2011, année sans secousses graves, 84 milliards de dollars ont quitté le pays.

En 2006, Moscou cherche à reprendre pied dans l'aviation civile. Elle a choisi le créneau des avions régionaux pour tenter de rivaliser avec le Brésilien Embraer et le Canadien Bombardier, qui contrôlent ce marché. En février 2006, Poutine décide de créer un consortium aéronautique unifié (OAK) rassemblant les principales unités de construction civiles et militaires : Soukhoï, MIG, Tupolev, Iakovlev et Irkout.

Soukhoï s'est allié avec l'Italien Finmeccanica, qui a pris 25 % du capital de la structure chargée d'assembler un avion régional, le Superjet 100, destiné à transporter de 75 à 100 passagers. 80 % des équipements proviennent de constructeurs étrangers : Thalès fournit l'avionique, Messier Dowty les trains d'atterrissage et SNECMA les moteurs avec le bureau russe Saturne. Les Russes, eux, se contentent en gros de les assembler. Le holding United Aircraft corporation (UAC), qui regroupe les divers constructeurs d'avions russes, a livrés 33 de ces appareils en 2014 et 34 en 2015. En mars 2015, le gouvernement Medvedey, qui voit dans le superjet une arme commerciale et politique, a versé 2 milliards de dollards pour refinancer le programme de cet avion et préparer une nouvelle version destinée à 120 passagers. en 2014, UAC a aussi lancé un partenariat avec une compagnie chinoise et vise, avec le Superjet, 20 % des parts de marché du transport civil avec l'espoir, de devenir rentable en 2017. Le projet d'installer dans la zone économique spéciale d'Oulianovsk une usine d'assemblage d'avions canadiens Twin Otter, petit avion utilitaire, modernisé en 2010 par Havilland Canada, comportant 19 sièges et dont le prix se situe autour de 5 millions d'euros, beaucoup plus modeste, est de même nature.

L'industrie russe peut aussi se limiter à la fabrication de composants pour l'étranger. Ainsi, le 11 août 2006, Boeing et le Russe VSMPO-Avisma, leader mondial de la production de titane, ont signé un accord créant une nouvelle entreprise destinée à fabriquer les composants en titane du Boeing 787 Dreamliner. Boeing s'est alors engagé à acheter sur trente ans pour 18,1 milliards de dollars de pièces en titane fabriquées par VSMPO-Avisma, à Verkhnaia Salda dans l'Oural, puis envoyées pour finition dans l'usine Boeing de Portland dans l'Oregon.

Dans de nombreux autres domaines, la Russie dépend de l'étranger. Les satellites militaires sont constitués aux deux tiers

de composants importés et nombre de pièces viennent d'Europe et des États-Unis. L'industrie automobile a été aux trois quarts balayée par la concurrence étrangère de meilleure qualité ou meilleur marché, comme l'industrie des biens d'équipement et de consommation. De même, l'industrie microélectronique russe est en retard sur les leaders mondiaux.

Le président de Soukhoï avait présenté son projet de construction du Superjet 100, en septembre 2007, à un moment où la Russie détenait alors 1 % du marché mondial. Les Russes annonçaient vouloir en conquérir autour de 10 % d'ici à 2025. Pour ce faire, Soukhoï coopère avec Boeing (consultant), Goodrich ou Honeywell, qui fournit l'équipement ; la firme italienne Alenia, qui a signé un accord pour vendre l'avion en dehors de la Russie, a pris 25 % du capital de la société qui gère les activités civiles de Soukhoï. Boeing, possédant à Moscou un centre d'ingénierie de 1700 ingénieurs, a participé avec la SNECMA à l'élaboration de ce projet d'avion régional jugé indispensable pour sauver l'aéronautique civile russe. Soukhoï espérait alors vendre 800 avions d'ici à 2024, dont 300 en Russie et 500 à des compagnies étrangères, prévoyait en 2007 de commencer les livraisons au début de 2009 et de fabriquer 30 avions en 2009, et tablait sur un rythme de production de 5 ou 6 avions par mois en 2010.

Le 19 août 2013, la Russie revend les 5 % d'actions d'EADS, le constructeur d'Airbus, qu'elle avait achetés en 2006. Elle cède 1,8 milliard d'euros ce qu'elle avait payé 995 millions d'euros. Cette opération financière apparemment juteuse est le signe d'un échec. Cette vente est en effet destinée à porter secours à Soukhoï, l'entreprise d'aviation civile en difficulté suite aux obstacles rencontrés par son Superjet 100 lancé en 2011. L'appareil, exploité essentiellement par Aeroflot et la compagnie mexicaine Interjet, subit un crash lors de sa démonstration en Indonésie en mai 2012 après plusieurs avaries techniques. Or, ce projet était capital pour la Russie, absente du marché des avions civils depuis la chute de l'URSS. Soukhoï avait prévu un autre projet d'un appareil de 130 places repoussé après le crash à 2016. Il faut d'abord sauver le Superjet 100.

Avaries et montage défectueux sont une des marques de l'industrie russe. En février 2008, l'Algérie annonce son intention

de rendre à la Russie 15 MIG 29 SMT, tout juste fournis dans le cadre d'un contrat de plusieurs milliards de dollars, en arguant de la vieillesse de leur fuselage. L'Inde a été priée d'attendre trois ans pour recevoir le porte-avions qu'elle avait acheté à la Russie. L'entreprise qui le construisait, incapable de livrer à temps, a réclamé, outre un long délai, un financement supplémentaire, et ainsi de suite.

Pire encore, ces défaillances affectent le secteur où l'industrie russe est la plus avancée grâce à l'héritage de l'Union soviétique : le secteur spatial dirigé par la société d'État Roskosmos qui emploie près de 250 000 personnes.

« Plus de deux décennies après la chute de l'Union soviétique, écrivent Pavel Lokshin et Matthias Schepp dans *Der Spiegel*, la Russie demeure une superpuissance spatiale. Sans l'aide des Russes, les Américains ne pourraient pas envoyer d'astronautes sur l'ISS, la station spatiale internationale. Et même Antarès, la fusée qui achemine le ravitaillement, les vêtements et des appareils scientifiques, vole avec des moteurs russes. En outre, une nouvelle base de lancement est en cours de construction en Sibérie [...]. En janvier, Vladimir Poutine a, contre l'avis de la frange libérale du gouvernement qui entoure le Premier ministre Dmitri Medvedev, imposé la création d'un puissant conglomérat spatial public. Baptisée Roskosmos, l'Agence spatiale fédérale russe regroupe toutes les entreprises du secteur, sur le modèle de Rosatom, le groupe nucléaire créé en 2007 qui a depuis construit trois réacteurs en Chine et en Iran et va en livrer treize autres dans différents pays[7]. » Poutine a confié la maîtrise de cette activité au vice-Premier ministre Dmitri Rogozine.

Les deux journalistes rappellent que la société Energomash a vendu son moteur RD-191 à la société américaine Orbital Sciences Corporation, basée dans l'État de Virginie. Soixante moteurs doivent être livrés. Les consortiums ILS et Sea Launch utilisent des lanceurs russes (respectivement Proton et Zenit). Ils ajoutent : « Les astronautes américains depuis la mise à la retraite des navettes spatiales dépendent de Soyouz pour accéder à la station spatiale internationale. La fusée américaine Atlas qui met sur orbite les satellites espions américains est équipée de moteurs russes. »

Mais ce secteur lui-même se dégrade. Depuis 2010, le lanceur Proton de la sonde martienne Phobos a subi plusieurs échecs, et un vaisseau-cargo lancé vers la station spatiale internationale s'est crashé. Une série de pannes affectent en 2011 la fusée Angara présentée pourtant comme la panacée. Un Proton s'écrase juste après le décollage… parce que les capteurs du système de guidage ont été montés à l'envers. « Je ne sais pas quelles sont les raisons de ces pertes, mais c'est intolérable, tempête Medvedev au début d'août 2012. Nous perdons notre prestige et des milliards de roubles[8]. » La réponse gouvernementale ne se fait pas attendre. La recherche spatiale souffrait du manque d'investissements consécutif à la crise monétaire de 2008. Fin août 2012, le gouvernement débloque 650 milliards de roubles (à l'époque 16,5 milliards d'euros) d'ici à 2016 pour remettre à niveau l'industrie spatiale… et limoge, en septembre, le directeur général du centre spatial, concepteur des lanceurs Proton.

Mais l'argent ne dissipe pas le climat général de corruption et de détournement de fonds qui imprime sa marque à toute l'économie et à l'État. L'un des collègues du directeur scientifique de l'Institut de la politique spatiale, qui dénonçait la corruption et le manque de transparence du secteur, a été congédié. La Cour des comptes moscovite constatait en 2013 : « Les dépenses pour le programme spatial ont été multipliées par 3,5 mais l'efficience reste mauvaise[9]. » Une nouvelle base de lancement à Vostochny, non loin de la frontière avec la Chine, permet de se dégager du cosmodrome de Baïkonour, au Kazakhstan, mis à sa disposition jusqu'en 2050 contre 115 millions de dollars par an. Dmitri Rogozine a visité le futur cosmodrome début février 2015. Furieux de l'inefficacité générale et des retards du chantier, il a fait muter par décret à Vostotchny dans la taïga sibérienne « tous les bureaucrates qui travaillaient sur le projet depuis Moscou[10] ».

La vague de privatisations annoncée en 2011 ne s'est que très peu incarnée dans la réalité. Cet état de choses ne se réduit pas à la volonté de la bureaucratie de conserver au maximum une propriété d'État qu'elle parasite. La première raison est sans doute l'extrême réticence des oligarques à investir dans des projets à long terme et leur volonté de chercher à tout

prix la rentabilité immédiate et le transfert le plus rapide et le plus massif possible de leurs capitaux à Chypre ou à Londres.

Rénover le réseau ferroviaire, investir dans l'aviation civile russe, développer la recherche dans l'extraction pétrolière ou gazière ne les intéressent pas ; les capitaux préfèrent fuir le pays. S'il est souvent très compliqué de créer une entreprise en Russie, les formalités pour l'ouverture d'une banque sont extrêmement simples et le transfert vers l'étranger des capitaux qui y sont déposés tout aussi simple. Si l'État ne prend pas en charge un certain nombre de secteurs manufacturiers ou le réseau ferré, ceux-ci disparaîtront.

Tout le monde fait le même constat : « La montée en puissance de l'État dans le capital des géants économiques a été spectaculaire au cours des années 2000. À titre d'exemple, il contrôle désormais 40 % de la production pétrolière contre 10 % en 2000[11]. » Le journaliste russe Dmitri Goubine affirme : « Tous les gisements d'argent un tant soit peu importants sont passés sous le contrôle de l'État[12]. » Le chercheur Dmitri Mirochnitchenko ne dit pas autre chose : « Les actions du gouvernement visant à surmonter la crise ont abouti à une augmentation notable du poids de l'État dans l'économie en général et dans le système bancaire en particulier [...]. Depuis lors, la politique du gouvernement russe n'a fait que contribuer à augmenter davantage la participation directe et indirecte de l'État dans l'économie », d'où « l'État a multiplié les prises de contrôle de banques[13] ». Les investissements représentent en moyenne seulement le quart du PIB et le secteur privé investit fort peu ; la majorité de ces investissements sont effectués par l'État. Medvedev, évoquant le danger que la Russie ne sombre « dans le gouffre », appelle à ce que l'économie trouve « des sources de croissance hors du secteur public[14] ». Il a peu de chances d'être entendu de détenteurs de capitaux dont le regard est tourné vers Chypre, Londres ou les îles Vierges des Caraïbes.

Lors de la crise financière de 2008-2009, le système bancaire russe a survécu uniquement parce que l'État a pris en charge ses dettes colossales. Le système bancaire est, sur ce plan, la pointe avancée d'une réalité générale. La création de gigantesques centres commerciaux pose par exemple le problème de leur alimentation en électricité. Le gouvernement envisage

d'investir 480 milliards de dollars dans ce secteur d'ici à 2020, afin de reconstruire un réseau très vieilli et déficient. Mais la crise économique qui ronge la Russie depuis 2013 et s'aggrave à la suite de la chute du prix du pétrole, de celle du rouble et des sanctions occidentales rend plus qu'aléatoire cet investissement pourtant indispensable.

Ces investissements, dont le secteur privé laisse pour l'essentiel la responsabilité à l'État, se heurtent à une difficulté que souligne Rouslan Grinberg : « La rentabilité de la production russe est extrêmement basse. […] La productivité du travail est 3,2 fois inférieure à celle des États-Unis, 2,5 fois inférieure à celle des pays dirigeants de l'Union européenne et 2,3 fois inférieure à celle du Japon[15]. » Le directeur de Finexpertiza en rajoute ; pour lui, « la productivité du travail dans les services et le secteur de l'État est vingt fois inférieure à ce qu'elle est dans les pays occidentaux, car, dit-il, ces gens sont occupés toute la journée à transporter des papiers et à remplir des attestations idiotes ». Le chiffre de vingt fois, exagéré, reflète néanmoins une réalité, celle du poids écrasant d'une bureaucratie tentaculaire dont la ponction sur le produit national est la première raison du retard russe dans la productivité du travail. En ce sens, le budget de l'État russe est bien celui d'un État non pas policier, comme l'affirment certains opposants, mais parasitaire.

Les dépenses pour la recherche théorique et appliquée ne représentent en Russie que 1,2 % du PIB, soit près de trois fois moins qu'au Japon et deux fois et demi moins qu'aux États-Unis. La part dans leur financement du business privé, qui ne s'intéresse qu'aux profits immédiats ou à très court terme, est dérisoire.

En 2015, Igor Yourgens, vice-président du Medef russe, le RSPP, tempête : « L'économie est en panne, les capitaux fuient à l'étranger au lieu d'être investis chez nous. » Ce refus d'investir, Yourgens l'attribue au fait que, selon lui, « les hommes d'affaires se sentent vulnérables[16] », sans doute parce qu'ils sont incertains de leur situation dans une économie intégrée dans le marché mondial mais encore marquée par l'héritage du passé soviétique.

C'est là sans doute qu'il faut chercher la raison, ou au moins l'une des raisons, de ce que la chercheuse Annick Steta appelle

« la puissance en trompe-l'œil de l'économie russe[17] », où les effets d'annonce reflètent très peu la réalité.

En septembre 2008, au lendemain de la guerre avec la Géorgie et des sanctions américaines, Moscou annonçait fièrement des mesures pour rendre la Russie autosuffisante sur le plan alimentaire, et le vice-directeur du Rosselkhoznadzor prétendait, on l'a vu, que « l'agriculture russe, si l'on utilisait toutes ses capacités, parviendrait à nourrir 33 milliards de personnes[18] ». Elle n'est pas parvenue depuis lors à nourrir les 147 millions de Russes. En mars 2014, au lendemain du conflit ukrainien et des premières sanctions américaines et européennes, Moscou a répété la même annonce. Elle aura sans aucun doute le même effet.

17

Qui est propriétaire ?

C'est un constat partagé par tous, triste pour les uns, heureux pour les autres : le pillage des richesses du pays et la privatisation, sauvage puis régulée, par les divers clans de la bureaucratie n'ont pas débouché sur l'instauration d'un régime stable de propriété privée, qui reste mal implanté en Russie.

Alexeï Skopine, directeur adjoint du département d'économie régionale et de géographie économique à l'École nationale supérieure d'économie, soulignait ainsi en janvier 2010 : « La législation foncière laisse de très nombreuses questions en suspens, dont celle du droit de propriété. Faute de règles établies, cette question ne va cesser de ressurgir partout. Les lois n'étant pas claires, les tribunaux peuvent trancher en faveur d'une partie comme de l'autre. Au total, c'est le plus fort qui gagne. C'est un problème général en Russie. L'administration a intérêt à ce que les choses restent floues, parce que cela offre la possibilité de vendre de la clarté contre des espèces sonnantes et trébuchantes[1]. »

Le pillage mafieux des privatisations conduites sous Eltsine par le triumvirat Gaïdar-Tchoubaïs-Nemtsov a conforté le sentiment, hérité de l'Union soviétique, que la propriété privée est douteuse, suspecte, voire illégitime. Le pillage massif des grandes entreprises en est l'exemple le plus frappant, mais pas le seul. Ainsi, au lendemain de la décision prise par le gouvernement Eltsine de transférer la propriété des appartements à leurs locataires consentants, charge à eux d'en assurer l'entretien à leurs frais, des milliers de nouveaux propriétaires de

studios ou de deux pièces, personnes seules, vieillards, veuves ou poivrots se sont vus ensuite déposséder de leur bien à peine acquis et jetés à la rue par des bandes organisées, avec ou sans la complicité de la police et des tribunaux. Extorsion d'un acte de propriété par la tromperie, les menaces, le chantage ou les violences, tous les moyens étaient et sont souvent encore bons.

En ce sens, l'opération ressemblait, en réduction, à la manière dont l'expansion coloniale a, des siècles durant, exproprié, de l'Inde à l'Amérique du Sud et du Nord, en passant par l'Afrique, les terres des populations indigènes, qui n'ont jamais accepté cette spoliation massive. La différence est qu'en Russie l'expropriateur est de la maison. Il n'en apparaît pas moins comme un usurpateur aux yeux de la masse de la population.

Un journaliste de *Kommersant-Vlast* soulignait, en septembre 2010, la fragilité de la propriété privée et son lien avec la corruption : « Le droit à la propriété privée n'est garanti par la loi que jusqu'au jour où l'administration chargée de la lutte contre la délinquance financière va venir vous réclamer vos livres de compte de ces dix dernières années, espérant que, face à votre incapacité probable à les lui fournir, elle pourra vous extorquer une jolie somme pour classer le dossier[2] », sans exclure la possibilité de le rouvrir un jour.

L'absence de garantie juridique solide de la propriété privée est donc une forme négative du maintien partiel de la propriété d'État comme héritage frelaté, mais héritage quand même, de l'Union soviétique. L'intégration profonde de la Russie dans le marché mondial n'a pas encore suffi à la transformer totalement en un État capitaliste.

Le capitalisme repose en effet sur la propriété privée, dont les institutions politiques doivent assurer l'inviolabilité ; son éventuelle et exceptionnelle remise en cause, en général provisoire et compensée par un dédommagement, ne peut être effectuée que pour les seuls besoins supérieurs de la classe dirigeante et de son État. Rien de tel en Russie. On peut être dessaisi de son appartement, de sa villa, de son compte en banque, de son bureau, de son entreprise (souvent mal acquise) par un groupe de truands alliés à quelques policiers, qui, avec l'assistance d'un procureur ou d'un juge véreux, déclarent votre possession illégale et prennent d'assaut votre propriété précaire, ou par l'État

lui-même, comme l'ont montré les mésaventures de Goussinski, Berezovski, Khodorkovski ou Bill Browder. Dans la mesure où des fragments de l'appareil d'État (police, justice, membres des exécutifs locaux, régionaux, voire fédéral) sont mêlés à ces expropriations, qui prolongent le pillage des années 1990, on ne peut les réduire à une activité criminelle extérieure à l'État lui-même. Elle en est une partie constitutive, puisqu'elle remplit les poches et les coffres de ses membres à tous les niveaux.

La propriété privée en Russie est donc fragile et instable. Si les oligarques et les grands groupes ont, sauf cas exceptionnels, les moyens d'assurer leurs arrières en payant de puissants services de sécurité et en transférant leurs actifs à l'étranger, les PME, elles, sont, victimes d'innombrables tentatives de rackets et de raids divers, menés dans l'indifférence d'une société sceptique sur la validité de leurs droits comme de ceux de leurs expropriateurs. Lors de la venue à la Sorbonne du chef du Comité d'enquête Alexandre Bastrykine en octobre 2013, un auditeur s'est présenté comme un homme d'affaires russe exilé, spolié, avec le concours des tribunaux, d'un milliard de dollars. Bastrykine l'a écouté, n'a pas joué la surprise et n'a pas dit ou osé dire que ce genre de choses ne pouvait pas exister dans son pays ; il a promis à la victime, devant le public incrédule, d'examiner son dossier à son retour en Russie.

L'insécurité juridique qui entoure les droits de propriété freine considérablement le développement d'un réseau de petites et moyennes entreprises, trop incertaines de leur lendemain et même de leur présent. Les PME, trop vulnérables aux raids mafieux, policiers et judiciaires, ne représentent que 20 % de l'emploi. Cette activité risquée contraste avec la situation de la bureaucratie, assurée de s'enrichir dans la tranquillité.

Le système n'est pas spécifiquement russe. L'oligarque ukrainien Igor Kolomoïsky a ainsi organisé un raid, en plein cœur de Kiev, en mars 2015. Le 20 mars au soir, un détachement d'hommes armés, cagoulés et en tenue militaire a, sur son ordre, envahi les locaux de la compagnie d'hydrocarbures Urnafta qu'il a placés sous son contrôle. Cette scène est coutumière en Ukraine, voire banale, à un détail près : là, elle dresse face à face le président du pays en personne, Petro Porochenko, lui-même richissime oligarque, et un autre oligarque richissime,

qui dirige de fait une région entière. C'est un raid corporatif, c'est-à-dire la prise de contrôle d'une entreprise par la force, produit de l'affrontement de plusieurs groupes d'intérêts au poids à peu près identique. Kolomoïsky, de son côté, prétend vouloir ainsi « protéger la compagnie » contre des *raiders* virtuels ou potentiels. En réalité, l'affrontement vise à régler la question : qui est le vrai propriétaire ? Kolomoïsky détient 43 % des actions d'Urnafta, contre 51 % propriété de l'État. Jusqu'au 19 mars, l'oligarque détenait une minorité de blocage qui lui donnait les mêmes droits qu'à l'État. Pour les lui retirer, la Rada ukrainienne a abaissé ce même jour la majorité décisionnaire à 51 %, donnant donc tous les pouvoirs à l'État et retirant à Kolomoïsky sa possibilité de blocage ; ce dernier tente d'y substituer le blocage par la force.

Aucun titre de propriété ne pouvant être vraiment garanti par la loi, la lutte pour s'en emparer peut ne jamais connaître de fin. À partir de 2002, l'administration commence à reprendre le contrôle de pans entiers de l'économie, notamment dans le secteur dominant des matières premières. Poutine a concentré les ressources économiques dans quelques grandes entreprises d'État. D'après les données du ministère du Développement économique, la part du secteur public dans l'économie russe augmente d'année en année, malgré la volonté affichée d'en privatiser plus des deux tiers. Elle a déjà atteint 50 % du PIB. La crise de 2008 y a même contribué en permettant à l'État de reprendre la gestion de plusieurs grands acteurs économiques. Les secteurs-clés se trouvent entre les mains de l'État, qui les contrôle à l'aide de ses entreprises.

Poutine semble vouloir inverser ce mouvement mais se heurte à des difficultés pour y parvenir. Lors de la campagne électorale du printemps 2012, il définit quelques axes de son intervention. À propos des grandes compagnies et holdings nationaux, il déclare : « Une partie va être convertie en compagnies publiques avec vente consécutive de paquets d'actions [...]. J'estime possible, précise-t-il, d'ici 2016 de réduire la part de l'État dans certaines compagnies de matières premières et de mettre au point un processus de sortie du capital de l'État des grosses compagnies extérieures aux matières premières ou qui ne sont pas du domaine des ressources naturelles ou du

système de défense. » Sous son premier mandat présidentiel, ajoute-t-il, « nous avons été confrontés à une véritable tentative de vendre à l'étranger des actifs-clés. La conservation entre les mains de quelques individus des ressources stratégiques du pays dans la perspective de cinq-dix ans signifiait que le contrôle de notre économie se serait réalisé de l'extérieur[3] ».

Deux ans plus tard, le politologue Sergueï Medvedev, professeur à l'École des hautes études en sciences économiques de Moscou, se plaint : « Poutine a remis en état la machine du pouvoir de l'URSS, la structure verticale des biens où l'État est le seul propriétaire[4]. »

L'économie russe repose aujourd'hui encore en partie sur la propriété d'État, par ailleurs ponctionnée, voire pillée, par les clans au pouvoir, dont celui du président au premier chef. Les grandes banques (VTB, Sberbank, etc.) et la plus grande partie du secteur essentiel de l'énergie (pétrole, gaz et charbon) sont toujours propriété de l'État, qui en détient la majorité des actions. La compagnie aérienne Aeroflot est détenue elle aussi à 51 % par l'État : « On en revient aux conglomérats nord-coréens[5] », proteste le président de la confédération patronale Igor Yourgens en janvier 2012. La Corée du Nord est bien évidemment le symbole d'un pays où tout est propriété d'État, ponctionnée par le clan du président.

Le statut de la terre est à cet égard très significatif. Après la réforme de 1992-1994, 12 millions d'anciens kolkhoziens et sovkhoziens ont reçu une « part » *(paï)*, dont la plupart d'entre eux n'ont pas su que faire ou n'ont rien pu faire ; les tentatives de créer une agriculture privée permettant à une partie significative de ces 12 millions de Russes de se transformer en fermiers se heurtaient à un ensemble de difficultés insurmontables, administratives, financières et matérielles : obstacles dressés par la bureaucratie locale, difficulté d'obtenir un crédit pour l'achat du matériel indispensable, état lamentable du réseau routier, qui rendait le transport coûteux, etc. La terre n'est encore que peu privatisée, même si de grandes entreprises occidentales, tirant un bénéfice maximum du bas niveau des salaires russes, ont obtenu quelques énormes concessions, notamment dans le domaine du bois et de certaines cultures d'exportation. Néanmoins, des pans entiers de la grande

industrie (acier, aluminium, nickel et métaux de base) sont, depuis les années Eltsine, aux mains des oligarques dont la gestion vise surtout à accumuler pour leur compte personnel une immense fortune privée placée en grande partie dans les paradis fiscaux.

Le statut de propriété de la terre est, de ce point de vue, très significatif. Officiellement, les deux tiers des terres sont propriété de l'État. Mais la nature réelle de cette propriété n'est pas toujours très claire : elle peut être fédérale, régionale ou municipale. Une énorme part du gâteau foncier, officiellement propriété fédérale, appartient d'ailleurs à des sociétés nationales, surtout des ministères, puis diverses administrations. Les plus grands propriétaires terriens de Russie sont les ministères de la Défense et de l'Agriculture ainsi que plusieurs académies. Dmitri Medvedev avait lancé l'idée d'un fonds spécial d'aide à la construction pour utiliser des terrains que les administrations laissent en friche. En 2014, d'après les données de Rosreestra, 65,6 % de la terre appartenaient au fonds forestier de l'État, dont seulement 0,5 % à des propriétaires privés ; 22,6 % étaient destinés à l'agriculture ; un tiers de ces 22,6 % relevait de propriétaires privés, le reste étant réparti entre un fonds dit de réserve appartenant à l'État (des terres confisquées à leur propriétaire ruiné ou non encore transmises à un acquéreur) et un fonds relevant du régime des territoires et « objets » *(obiekty)* protégés, appartenant pour la majorité dans des proportions allant de 0,9 % à 1,6 % à des entités juridiques diverses : fonds fluvial (relevant lui aussi de l'État), sites industriels et zones d'habitation ; seul un pourcentage réduit là encore (de quelque 3 % à près de 20 %) appartient à des propriétaires privés, dont quelques-uns possèdent d'immenses territoires[6]. Les dix-sept premiers holdings détiennent de 200 000 à 550 000 hectares : trois en possèdent 200 000, trois autres de 238 000 à 280 000, quatre autres de 300 000 à 380 000, quatre autres de 381 000 à 400 000, un 480 000, entre les mains du principal producteur de sucre de betterave de Russie, un 542 000, et le dernier 550 000, le propriétaire d'Ivolga-Holding. Même les terres privatisées n'appartiennent pas toujours à un propriétaire clairement déterminé. Anna Minaieva, juriste chez Beiten Burkhardt à Moscou, souligne ainsi : « La plupart des terres relèvent d'un régime de

propriété partagée entre plusieurs individus qui ont reçu des actions lors de la restructuration, dans les années 1990, des sovkhozes et des kolkhozes, les fermes d'État ou collectives[7]. » Héritage soviétique de la fin des années 1950, on a donné aux habitants le droit de cultiver de petites parcelles, des terrains de 600 mètres carrés en règle générale, et d'y construire des cabanes.

En Sibérie et en Extrême-Orient, les Chinois louent d'importantes étendues. Les investisseurs étrangers peuvent faire de même, mais ils ne peuvent acheter de terres, le pouvoir arguant de questions de sécurité nationale et de l'importance sociale de l'agriculture pour le pays. À tous les niveaux, d'ailleurs, la bureaucratie s'y oppose. La crainte que le gouvernement ne renforce un jour les restrictions sur la mise en culture de terres par des étrangers freine considérablement les investissements de ces derniers. La société RZ Agro, entreprise spécialisée dans la gestion des terres agricoles, fondée par la famille Louis-Dreyfus et le holding russe d'investissement Sistema, règne en 2015 sur 100 000 hectares ; même si elle souhaiterait s'agrandir, elle se heurte aux obstacles nés de la nature de la propriété et de sa gestion par l'appareil bureaucratique.

Les municipalités ont le droit de vendre des terres et disposent notamment de 17,2 millions d'hectares qui, lors de la liquidation de la propriété collective en 1992-1994, n'ont été réclamés par personne, ni par les kolkhoziens ni par leurs héritiers, et sont le plus souvent en friche, mais les municipalités n'ont pas les moyens de les lotir. Le lotissement revient donc à l'acheteur, ce qui est coûteux, compliqué, et réservé aux détenteurs de revenus conséquents. On ne compte plus les scandales et les procès liés à des acquisitions frauduleuses (pots-de-vin, modification d'affectation, etc.). Les oligarques et autres nababs ont accaparé les meilleurs terrains, y ont construit des villages de cottages, tandis que la terre appartenant à l'État est souvent laissée à l'abandon.

En mai 2003, le journaliste Anatoli Ivachtchenko décrivait en termes sombres les transformations de l'agriculture russe : « Tu deviens fermier, tu t'effondres, tu ne peux pas revenir à l'écurie du kolkhoze, ne serait-ce que parce que, sur le papier, la terre a été divisée en lambeaux, elle est apparemment à la fois à

toi et pas à toi. On ne sait à qui elle appartient en réalité. Les “propriétaires rouges” mettent délibérément en faillite toutes les sociétés par actions ; les coopératives et autres structures, ouvertes et fermées, rachètent leurs actions par tous les moyens, bons ou mauvais, pour y devenir les maîtres tout-puissants. Des requins plus puissants rôdent derrière ces malins et transforment les anciens kolkhozes et sovkhozes en propriétés de géants de la viande et du lait ou en monopoles du gaz et du pétrole. Si ce processus se poursuit, les gens trompés devront se transformer en journaliers de nouveaux latifundiaires[8]. » Ce pronostic ne s’est que partiellement réalisé.

L’incertitude de la traduction juridique de la propriété pèse sur les oligarques eux-mêmes, soumis au contrôle de l’appareil bureaucratique central, structuré par l’appareil policier du régime. Ils n’ont pas, vis-à-vis de l’État, l’indépendance des capitalistes américains ou européens vis-à-vis du leur. Est-ce la raison pour laquelle nombre d’entre eux ont plus qu’un pied-à-terre à Londres ou ailleurs ? Même Guennadi Timtchenko, un proche de Poutine, l’une des cibles pour cette raison des sanctions imposées par les États-Unis à des familiers du pouvoir après le rattachement de la Crimée à la Russie, s’est installé aux portes de cette dernière, en Finlande.

La question se pose de façon complexe, même dans les domaines quotidiens de l’existence comme celui du logement. En 2010, 70 % des logements du pays se trouvaient entre les mains de propriétaires privés. En 1991, l’État avait décidé que tout citoyen avait le droit de faire du logement qu’il occupait sa propriété, sans contrepartie financière, droit qu’il ne pouvait exercer qu’une seule fois. L’accord de tous les occupants était nécessaire pour se transformer en propriétaires. Tous les locataires d’un appartement devaient signer, et, si une partie des logements d’un immeuble étaient privés et que les autres appartenaient à la municipalité, l’accord de tous était nécessaire pour transformer la location en propriété. La mesure aurait dû prendre fin au 1er janvier 2010, mais elle a suscité tant de difficultés qu’elle a été étendue au 1er mars 2010, puis au 1er mars 2013. Jusqu’à cette date, ces nouveaux propriétaires, qui devaient payer des impôts, des charges et réaliser les travaux

à leurs frais, pouvaient revenir sur leur choix et décider de redevenir locataires de la municipalité.

Boris Nemtsov a dressé dans son ouvrage *Poutine, la corruption* un tableau impressionnant du népotisme de l'ancien lieutenant-colonel du KGB et de la largesse avec laquelle il a ouvert à son entourage la possibilité de s'enrichir à bon marché. En novembre 1996, au moment où Poutine est appelé par Eltsine pour gérer les propriétés de la présidence, il crée, rappelle-t-il, un condominium au nom poétique de « La Datcha du lac » composée de huit membres, dont, outre lui-même, Iouri Kovaltchouk, Nikolaï Chamalov, Vladimir Iakounine, Vladimir Smirnov et Sergueï Foursenko. Ces huit prennent le contrôle d'une petite banque, AKB Rossia, qui grossit vite, surtout à partir du moment où, en 2004, Gazprom lui cède des actifs à un prix d'ami. En 2011, elle contrôlait la société d'assurances Sogaz, le gros fonds de pension russe Gazfond, la banque Gazprombank, le groupe de médias Gazprom-médias, qui possède la chaîne de télévision NTV et le quotidien les *Izvestia*. Poutine n'oublie ni la famille de ses amis ni la sienne : l'un de ses cousins est un gros actionnaire d'AKB Rossia, un autre vice-président de Sogaz. Un fils de Chamalov est nommé vice-président de la holding pétrolière Sibur. Pendant des années, son ami Timtchenko a pu assurer, par sa société Gunvor installée en Suisse, la vente à l'étranger d'un tiers du pétrole exporté. Ses anciens amis judokas, les frères Arkadi et Boris Rotenberg, tirent leur fortune entre autres de la vente juteuse de gazoducs à l'entreprise d'État Gazprom. Et ainsi de suite.

Bill Browder prétend que Poutine est l'homme le plus riche du monde avec 175 milliards d'euros, contre 79 milliards seulement pour Bill Gates, relégué à une lointaine seconde place ! Malheureusement, autant il multiplie les preuves du racket organisé par et pour les officiers de la police, les bandits Stepanov et Pavel Karpov, qui se sont adjugé les sommes volées à Hermitage Investment, autant il ne fournit aucun argumentaire justifiant cette somme astronomique.

Le 26 janvier 2016, le sous-secrétaire d'État au Trésor dénonce publiquement la corruption et l'enrichissement illégal de Poutine en renvoyant à un rapport secret de la CIA de 2007 qui évaluait alors sa fortune à 40 milliards de dollars[9]. Selon

lui son traitement annuel de 110 000 dollars n'est qu'une mince partie de ses revenus réels.

Les détenteurs du pouvoir acquièrent par sa possession la possibilité d'accumuler des richesses énormes que permet leur contrôle des restes de la propriété d'État. Selon Oleg Schwarzman, financier et maillon du système Poutine, « les amis de Poutine contrôlent chacun un secteur de l'économie. Comme des parrains. Ils en font profiter leurs clans à coups de millions[10] ». Mais ils se trouvent confrontés, à une échelle certes différente, à un problème similaire à celui qui inquiétait les sommets de la nomenklatura soviétique : le pouvoir peut se perdre ; les trucages électoraux ne suffisent pas à garantir le succès électoral permanent, et ce dernier même, en cas de crise sociale aiguë, ne garantit pas le maintien au pouvoir. La politologue Lilia Chevtsova du centre Carnegie souligne ainsi le problème des gouvernants en Russie : « Ils veulent rendre leur pouvoir éternel et transmettre leurs biens à leur descendance[11]. » Le pouvoir éternel exigerait le rétablissement de la monarchie héréditaire, dont l'Histoire a prouvé que son éternité pouvait être incertaine ; certains régimes issus de l'ancien monde communiste semblent aller en ce sens, comme la Corée et l'Azerbaïdjan, dont l'actuel président est le fils du précédent, mais on est là à la fois dans le clanisme asiatique et dans le folklore oriental ; en Russie, les manifestations monarchistes, à commencer par les cérémonies en l'honneur de Nicolas II et de sa famille, canonisés par l'Église orthodoxe, sentent la naphtaline.

Le seul moyen assuré de conserver le produit de ses divers détournements et ponctions dissimulés est de transférer les actifs sur des banques étrangères et les divers paradis fiscaux. Ces transferts exigent des montages complexes.

Cette situation a des effets apparemment curieux, que souligne l'expert Maxime Troudolioubov. « Paradoxalement, écrit-il, la communauté des affaires de Russie ne s'est jamais réellement battue pour promouvoir de façon sérieuse les droits de la propriété privée » en Russie même. Ces droits sont exportés. « De nombreuses affaires sont depuis longtemps enregistrées sur des juridictions offshore, de nombreux entrepreneurs ont depuis longtemps acquis des permis de résidence à l'étranger et leur

argent est soigneusement déposé en sécurité à l'étranger. L'élite a appris à utiliser les systèmes d'éducation et de santé d'autres nations en ignorant la détérioration de ces services dans leur pays. Ainsi le Kremlin a pu se permettre de maintenir des institutions russes incomplètes de façon commode pour lui[12]. » Cette commodité, indiscutable pour lui, lui est aussi imposée, plus ou moins mécaniquement, par le besoin impérieux, pour son existence même, de maintenir un État gérant un secteur important de l'économie, sans lequel il ne serait plus qu'une ombre et les détenteurs du pouvoir politique que des marionnettes.

18

Le dernier mandat ?
(2012-2018)

Le 9 mai 2012, deux jours après sa troisième intronisation officielle à la tête de la Russie, Poutine préside l'anniversaire de la victoire. Le défilé prétend donner une image martiale du pays. Tanks et fusées balistiques défilent devant les diplomates étrangers. Au même moment, un Superjet 100 s'écrase en Indonésie en plein vol de démonstration, après plusieurs avaries techniques, alors qu'il devait annoncer le retour de la Russie dans la construction aéronautique civile. La coïncidence est fâcheuse à l'aube d'un troisième mandat de six ans supposé triomphal.

Malgré sa modestie, ce ratage symbolise peut-être ce troisième mandat. Au lendemain de l'élection présidentielle, *Gazeta.ru* écrit d'ailleurs : « La “majorité pro-Poutine” n'est que provisoire. Ses composantes ont des intérêts différents, des exigences divergentes et vont mettre de plus en plus d'ardeur à présenter leurs revendications au pouvoir. » Puis, il ajoute : « L'élite russe, y compris la fraction qui soutient Poutine […] ces gens n'ont aucune intention de devenir des parias dans les pays [occidentaux] où vivent leurs familles et où ils ont placé leur patrimoine. Ils ont soutenu Poutine en pensant qu'il allait résoudre leurs problèmes et non devenir leur problème principal. » Quant aux « Russes moyens », « toute baisse du niveau de vie […] les met dans une grande colère[1] ».

Pendant la campagne électorale de 2012, Poutine avait promis de créer un impôt sur la fortune et assuré que certains oligarques seraient contraints de rendre les biens qu'ils avaient volés, mais, une fois élu, il a oublié toutes ces promesses.

Il semble toutefois vouloir assouplir le régime politique. Le 28 février 2012, la Douma adopte une loi facilitant l'enregistrement des partis (qui doivent afficher 500 adhérents au lieu de 40 000 auparavant) et prévoit le retour à l'élection directe des gouverneurs que Poutine annonce en mars. La présidente du Conseil de la Fédération, Valentina Matvienko, de passage à Paris le 15 mars, précise : « Il existe un risque de désignation de populistes, de nationalistes, de représentants de groupes criminels. D'où la nécessité d'un filtre [présidentiel][2]. » En 2012, cinq gouverneurs sont soumis à élection, tous membres de Russie unie. Le taux de participation moyen à ces élections tourne autour de 25 %. L'abstention massive reflète un rejet tout aussi massif, quoique passif, du régime.

Ce retour à l'élection des gouverneurs ne vise pas à évincer les derniers barons régionaux rescapés des années 1990, tous mis à la retraite ou limogés, mais cache un calcul politique. À l'heure de l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et des effets économiques et sociaux qu'elle va engendrer, la meilleure diversion pour le pouvoir central consiste à en faire reposer la responsabilité sur les autorités locales, et plus généralement à leur faire porter tout le poids de l'impopularité des contre-réformes sociales afin d'en exonérer le gouvernement lui-même. La personnalisation croissante du pouvoir bonapartiste de Poutine rend toutefois ce calcul aléatoire.

Pour renforcer son contrôle de la vie politique, Poutine fait voter en novembre 2012 une loi qui oblige les ONG, dont le financement n'est pas à 100 % russe, recevant donc des fonds de l'étranger, à se déclarer au ministère comme « agents de l'étranger » et à inscrire cette mention sur leurs rapports et cartes de visite sous peine de sanctions sévères pouvant aller jusqu'à deux ans de prison. Le 14 février 2013, dans une allocution aux membres du FSB, il déclare : « Personne ne peut s'exprimer au nom de la société russe tout entière, surtout pas les structures dirigées et financées de l'étranger qui ne pensent qu'à servir les intérêts de ceux qui les paient[3]. »

Il vise l'ONG Golos et son réseau d'antennes locales qui surveillent les élections. Golos, on l'a vu, reçoit des fonds de l'ambassade britannique, de la Commission européenne et de l'organisation américaine USAID avant son expulsion de Russie. Quatre mois après l'adoption de la loi, aucune organisation ne s'est déclarée agent de l'étranger. Les services du procureur perquisitionnent plus de 2000 ONG, dont, d'après lui, 215 devraient s'enregistrer comme tel.

S'il ne tient pas sa promesse de brider les appétits des oligarques, Poutine, en revanche, s'attaque à l'un des héritages les plus prestigieux de l'époque soviétique, l'Académie des sciences, dont le président, Vladimir Fortov, a été élu contre le candidat de Poutine lui-même, Mikhaïl Kovaltchouk.

Le 1er juillet 2013, un projet de loi sur « l'Académie des sciences de Russie », préparé et soumis par le Conseil des ministres sans débat public préalable, est présenté à l'examen de la Douma. Il est adopté en première lecture le 3 juillet. Le 5, il l'est déjà en seconde lecture. Il prévoit la création d'une agence gouvernementale assurant la gestion des instituts de l'Académie et réduisant son rôle à celui d'organisme consultatif ; la captation de son important capital immobilier (dont 260000 hectares de terrains et des immeubles situés dans les centres de Moscou et de plusieurs autres grandes villes) ; la fusion de l'Académie des sciences de Russie avec l'Académie des sciences médicales et l'Académie des sciences agricoles ; la mise en œuvre d'un programme de licenciements alors que l'Académie emploie près de 100000 personnes, dont près de la moitié de chercheurs.

L'Académie, fondée en 1725, regroupe 436 instituts. Elle a vu sortir de ses rangs quatorze prix Nobel, dont treize à partir de 1956, dont dix prix Nobel de physique (Igor Tamm, Ilia Frank, Pavel Tcherenkov, tous trois en 1958, Lev Landau, en 1962, Nikolaï Bassov et Aleksandr Prokhorov en 1964, Piotr Kapitsa en 1978, Jores Alferov en 2000, Vitaly Ginzburg et Alekseï Abrikossov en 2003) et un de chimie (Nikolaï Semionov en 1956). Elle a vu en 1991 son budget… divisé par 28, à la suite de la thérapie de choc de Boris Eltsine. En 2014, son budget est de 2 milliards de dollars, soit, pour ses 436 instituts, l'équivalent du budget d'une seule université américaine.

La communauté scientifique dénonce les dispositions principales du projet et les méthodes utilisées pour son adoption. Le ministre de l'Éducation et des Sciences, favorable au projet, a pourtant déclaré ne pas en être l'auteur. Qui alors ? Mystère. Le président du Comité pour la science et les technologies scientifiques de la Douma, député de Russie juste, juge cette réforme « tout simplement cauchemardesque ».

Pour les chercheurs, la réforme a surtout pour but de confisquer les biens immobiliers conséquents (2,6 millions de mètres carrés, comprenant des hôtels particuliers et des bâtiments historiques avec parcs en plein centre de Moscou). L'Académie perd le contrôle de ses instituts de recherche et de ses laboratoires. Propriétés, flux financier, gestion des programmes et du personnel, tout sera géré par une agence gouvernementale présidée par un ex-vice-ministre des Finances. La réforme supprime le vote à bulletins secrets, que Staline lui-même n'avait pas osé abroger ! Elle se fonde sur la recherche de la rentabilité rapide… vue par des bureaucrates incompétents, chargés de valider la désignation des candidats.

Les académiciens opposés au projet n'arrivent cependant à mobiliser personne ; lors de leurs manifestations publiques de protestation, ils ne parviennent guère à réunir qu'un demi-millier de personnes devant le bâtiment du Conseil de la Fédération, puis un millier dans un square.

Les effets de la crise de 2008 se font encore sentir alors que les convulsions ukrainiennes vont tendre la situation sociale. En 2013, selon le Bureau national du crédit, il y avait 426,6 milliards de roubles (près de 10 milliards d'euros à l'époque) de prêts problématiques, c'est-à-dire impayés. Environ 34 millions de personnes (soit 45 % de la population active) ne peuvent régler leurs emprunts, alors que, au 1er juin 2013, un emprunteur sur dix en avait contracté plus de cinq. Le gouvernement prévoit pour 2013 une croissance du PIB de 1,8 %.

Le mercredi 16 janvier 2013, Poutine constate l'essoufflement de l'économie russe, qu'il juge « préoccupant ». La crise financière, qui ébranle un moment l'Europe en mars, frappe avec une brutalité particulière Chypre, paradis de la spéculation et des transactions bancaires des sociétés pour les ventes de pétrole et de métaux, où les avoirs russes dépassent le PIB

de l'île. Celle-ci est au bord de la banqueroute. Les détenteurs d'avoirs russes paniquent. Pour en rapatrier une partie, Medvedev a une brillante idée : « Puisque ça chauffe à Chypre, dit-il, nous pourrions créer une sorte de zone franche en Extrême-Orient. Nous avons des endroits très bien pour cela comme les îles Kouriles ou Sakhaline[4]. » Il ne trouvera aucun client.

Le 12 avril, le ministre de l'Économie Andreï Belooussov évoque pour la première fois le risque de récession qu'il juge possible d'ici à l'automne en l'absence de croissance. L'Union européenne, avec qui la Russie réalise la moitié de ses échanges commerciaux, entrant dans une période de stagnation prolongée, voire de baisse, de la production industrielle, entraîne dans la même spirale la Russie, où la production industrielle recule, les investissements ne progressent pas, la Bourse chute. Le 27 septembre, Dmitri Medvedev écrit : « Nous sommes à un tournant. Ou bien la Russie continue avec une croissance proche de zéro ou bien elle recule. La situation est risquée et dangereuse. C'est la voie vers le gouffre[5] » où la Russie semble s'enfoncer en 2016.

Le 16 octobre, le vice-ministre du Développement économique, Andreï Klepatch, explique à la presse : « Nous pensions pouvoir inverser la tendance, mais la stagnation observée au premier semestre s'est prolongée au troisième trimestre avec une croissance de pratiquement zéro du PIB[6]. » Les entreprises russes doivent rembourser 30 milliards de dollars en décembre et 130 milliards d'ici décembre 2015 à des banques américaines et européennes. Les contre-réformes structurelles tant annoncées, à commencer par les privatisations ou la réforme des retraites, patinent. La seule que lance Poutine est celle du système de santé.

Soucieux d'améliorer ses relations avec Washington, Berlin et Bruxelles, Poutine annonce, le 19 décembre 2013, la libération de l'oligarque Khodorkovski, pour qui ces capitales et d'autres ont manifesté régulièrement leur inquiétude. L'Ukraine va ruiner ce modeste effort.

Un sommet européen doit se tenir à Vilnius, fin novembre, pour arrimer l'Ukraine à l'Union européenne, ce que Poutine, désireux d'intégrer le pays à son projet d'Union eurasienne, lancé publiquement en octobre 2011, veut à toute force empêcher.

En août 2013, pour faire pression sur Ianoukovitch, Moscou a bloqué pendant une semaine les exportations ukrainiennes.

Poutine réagit en soutenant et armant les « séparatistes » de l'Ukraine de l'Est russophone, le Donbass, dont les mines sont menacées de fermeture au moins partielle par un gouvernement docile aux injonctions du FMI et de Bruxelles ; puis, il organise, le 17 mars 2014, un référendum en Crimée. Les Tatars refusant d'y prendre part et les Ukrainiens partisans étant très minoritaires à Kiev et soumis à des pressions, voire à des menaces, 97 % des votants approuvent le rattachement à la Russie de la péninsule, offerte à l'Ukraine soviétique en 1954 par Nikita Khrouchtchev.

Les États-Unis, pour qui l'Ukraine est un enjeu, et l'Union européenne répondent par des sanctions répétées et aggravées contre Moscou aux diverses étapes du conflit avec l'Ukraine.

Dès le 17 mars, Obama annonce des sanctions contre sept responsables russes ; le 20, il ajoute une nouvelle liste de 20 noms aux 11 déjà ciblés, dont les plus proches collaborateurs de Poutine. Au total, 31 personnalités politiques et financières russes sont interdites de séjour aux États-Unis et leurs avoirs bloqués : Sergueï Ivanov (général de réserve du renseignement), le chef de cabinet de Poutine qui dirige l'administration présidentielle depuis décembre 2011, Alexeï Gromov, son adjoint, Vladimir Kojine, l'administrateur des biens du Kremlin, Vladimir Iakounine, le président de la société de chemins de fer, Dmitri Rogozine, le vice-Premier ministre chargé du complexe militaro-industriel, Valentina Matvienko, la présidente du Conseil de la Fédération, Vladislav Sourkov, le conseiller de Poutine depuis 2013 chargé de la coopération économique et sociale avec l'Abkhazie et l'Ossétie, et Sergueï Glaziev, nommé conseiller économique de Poutine en juillet 2012.

Washington prend aussi des sanctions financières. La banque Rossia (10 milliards de dollars, dix-septième banque personnelle des dirigeants russes), dirigée par Iouri Kovaltchouk, propriétaire des *Izvestia,* est interdite d'activité aux États-Unis. La même pénalité frappe Guennadi Timtchenko, qui possède de nombreux actifs dans le domaine de l'énergie (compagnie gazière privée Novatek, groupe pétrochimique Sibour, opérateur pétrolier Transoil), président du conseil économique de la

chambre de commerce franco-russe et chevalier de la Légion d'honneur depuis juillet 2013. Il a vendu toutes les actions de la société de négoce pétrolier Gunvor, sise en Suisse, à son associé norvégien la veille de l'annonce des sanctions.

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne, eux, s'attaquent à une palette de dignitaires russes et ukrainiens dits « séparatistes ». À la mi-mai 2014, 61 dignitaires russes ou ukrainiens « séparatistes » prorusses sont interdits de visa et leurs avoirs en Europe gelés, mais personne de l'entourage de Poutine et aucune grande société russe. Quelques jours plus tard, les représentants du G7 réunis à La Haye à la demande d'Obama annulent la réunion du G8 prévue en juin à Sotchi.

L'Élysée annonce finement : « Il faut que les mesures préconisées aient le plus d'impact possible sur l'économie russe et le moins possible sur l'économie européenne[7]. » Mais il n'explique pas comment y parvenir ! Le 1er avril 2014, l'OTAN suspend la coopération civile et militaire avec la Russie.

En même temps, le pétrole commence sa plongée qui va le faire tomber en dessous de 40 dollars le baril, soit une baisse de près des deux tiers, alors qu'il représentait un tiers des ressources en devises du pays et un quart des recettes budgétaires. Vladimir Mau, le très officiel recteur de l'Académie russe de l'économie nationale, souligne « le besoin de moderniser l'État providence. Cette nécessité concerne avant tout l'enseignement, la santé et les pensions[8] », ce qui veut dire réduire drastiquement les dépenses dans ces trois domaines.

Après le crash dans l'Est ukrainien de l'avion de la Malaysian Airlines, le 17 juillet 2014, les États-Unis et l'Union européenne élargissent le champ et prennent des sanctions économiques, dont la restriction ou l'interdiction du transfert de certaines technologies de pointe, en particulier pour exploiter et produire du pétrole en Arctique ou en mer profonde, et des restrictions à l'accès au crédit bancaire pour les banques russes. Or, en 2013, 47 % des obligations émises par les institutions financières russes l'ont été sur les marchés européens (7,5 milliards d'euros). Ces mesures restrictives ne visent pas les filiales des banques ciblées qui pourront continuer à lever des fonds sur les marchés européens, mais ne pourront pas les transférer à leurs banques mères en Russie. Bruxelles, enfin, décrète un

embargo sur les armes pour les contrats à venir (embargo qui ne concernait donc pas les deux navires Mistral commandés en 2010 à la France). En 2013, les exportations d'armes de la Russie vers l'Union européenne représentaient 3,2 milliards d'euros, et celles de l'Union européenne vers Moscou 300 millions.

Le 30 juillet 2014, la Cour européenne publie le nom de huit personnalités et de trois sociétés russes dont les avoirs seront gelés (Arkadi Rotenberg, déjà visé par des sanctions américaines en mars, Iouri Kovaltchouk et Nikolaï Chamalov, les deux principaux actionnaires de la banque Rossia de Saint-Pétersbourg). Sont aussi sanctionnées la banque commerciale nationale qui a opéré en Crimée dès l'annexion, la compagnie aérienne qui assure la liaison Moscou-Simferopol et la société Almaz-Antey, qui fabrique des armes antiaériennes. À cette date, 95 personnes et 23 entités sont visées par un gel des avoirs en Europe et une interdiction de visa.

Comme par hasard, le 23 juillet, la Commission européenne des droits de l'homme condamne la Russie à payer 1,9 milliard d'euros aux anciens actionnaires de Ioukos, puis le tribunal de La Haye leur attribue 45 milliards d'euros. Poutine déclare qu'il ne reconnaît pas son autorité, mais la menace de saisies pèse dès lors sur les biens russes à l'étranger. Ainsi, suite à ces deux décisions, des saisies de biens opérées avec huissiers ont été effectuées en France et en Belgique. Par peur de se les voir retirés, Moscou n'a envoyé aucun de ses avions au salon du Bourget.

En 2014, les sorties de capitaux des oligarques et hommes d'affaires sont évaluées à 130 milliards de dollars, soit 6 % du PIB. Les réserves de change tombent à 300 milliards de dollars, mais la dette publique représente seulement 15,7 % du PIB et le fonds de réserve destiné à éponger d'éventuels déficits budgétaires dispose de 91 milliards de dollars. En revanche, les créances internationales des entreprises se montent à 500 milliards de dollars, dont 130 à rembourser d'ici la fin 2015. L'équilibre budgétaire exige un baril à 95 dollars alors que, en décembre 2015, il tourne autour de 50 dollars, puis tombe en-dessous de 40 en janvier 2016. En 2014, 75 des 85 régions russes enregistrent un budget en déficit.

Poutine répond aux sanctions et à leurs conséquences par quatre mesures : des contre-sanctions, qui visent surtout les pays européens, les États-Unis étant hors de portée tant leur commerce avec la Russie est restreint, la bravade, l'augmentation du budget militaire et la réduction brutale concomitante des budgets consacrés au domaine social.

Dès le 1er août 2014, Poutine punit la Pologne en interdisant l'importation de fruits et de légumes venant de ce pays, alors que la Russie absorbait 7 % des exportations agroalimentaires polonaises, en particulier des pommes dont elle avait, en 2013, acheté pour près de 336 millions d'euros.

Le 9 août, le Kremlin impose un embargo sur les viandes, poissons, produits laitiers, fruits et légumes en provenance de l'Union européenne, des États-Unis, du Canada, de l'Australie et de la Norvège, alors que les produits importés représentent 30 % de sa consommation de porc, poisson et fruits. La décision, qui provoque une brutale hausse des prix des produits alimentaires en Russie, frappe en particulier les pays Baltes : la Lettonie exporte en effet 90 % de son poisson en Russie, l'Estonie plus du quart de ses produits agricoles, la Lituanie les deux tiers de son porc et la majorité de ses fromages et de ses yaourts, Lituanie dont les exportations de nourriture vers la Russie représentaient en 2013 2,7 % de son PNB. Une partie de la paysannerie lituanienne est menacée de ruine.

Le Premier ministre hongrois déclare : « L'Europe s'est tiré une balle dans le pied. » Le vice-ministre tchèque des Affaires étrangères, Petr Drulak, ajoute : « Les rétorsions actuelles sont plus coûteuses pour nous que pour la Russie. Il faut trouver un équilibre acceptable pour l'opinion publique. Nous avons des liens commerciaux assez étroits et sommes dépendants de la Russie, notamment des livraisons de gaz qui représentent plus de la moitié de notre consommation[9]. » En 2014, les exportations allemandes vers la Russie baissent de 20 %. Le marché automobile russe recule de 12 %.

Le 5 septembre 2014, les vingt-huit États membres de l'Union européenne infligent à la Russie une nouvelle gamme de sanctions dites de « niveau 3 » : restriction de l'accès d'entreprises russes au marché des capitaux occidentaux, surtout dans le domaine de l'exploitation pétrolière et de la défense, et interdiction pour les

Européens d'exporter vers la Russie des technologies susceptibles d'être utilisées à des fins militaires.

Poutine établit alors une liste de 89 responsables européens, surtout des individus engagés en janvier-février 2014 dans le soutien à la « révolution de Maïdan », frappés d'interdiction en Russie, dont Daniel Cohn-Bendit, Bruno Le Roux, le député de Seine-Saint-Denis, et Guy Verhofstadt, chef du groupe libéral et député démocrate au Parlement européen. À cette époque, 150 personnalités russes sont interdites aux États-Unis. Le 29 janvier 2015, l'Union européenne annonce que, d'ici au 9 février, de nouveaux noms vont s'ajouter à la liste des 132 personnes et entités russes et ukrainiennes sanctionnées et verront à leur tour leurs avoirs gelés et leur visa bloqué pour ses pays membres.

Pour consoler les victimes de la hausse des prix, du blocage des salaires et des licenciements qui commencent, Poutine affirme lors d'une conférence de presse le 18 décembre 2014 : « Les difficultés économiques sont le prix de notre indépendance et de notre souveraineté[10]. » Mais l'agriculture et l'industrie russes ne sont pas en état de fournir à la population les produits quotidiens dont elle a besoin (poisson, légumes, fruits, etc.). Au cours des vingt dernières années, plus de 44 millions d'hectares de terres arables ont cessé d'être cultivées et le nombre de têtes de bétail ne cesse de diminuer en Russie depuis 1940. Lors du premier forum économique oriental tenu à Vladivostok du 3 au 5 septembre 2015, Poutine prétend pourtant, au mépris de la réalité : « La fluctuation du prix du pétrole n'a rien de dramatique et l'économie russe s'y est déjà pratiquement adaptée[11]. » Là encore, le bluff tient lieu de politique.

Pendant le seul premier semestre 2014, 75 milliards de dollars quittent la Russie, alors que d'ici à la fin de l'année, les banques et entreprises russes doivent rembourser 83 milliards de dollars à leurs créanciers étrangers. Pour freiner cette fuite accélérée, Poutine promet une « amnistie complète » à tous ceux qui rapatrieront leurs capitaux, partis vers des cieux plus cléments à hauteur de 128 milliards de dollars en 2014 selon la Banque centrale de Russie. Il fera voter plus tard une loi pour limiter les actifs et les avoirs bancaires à l'étranger, alors que des membres éminents du gouvernement comme Igor

Chouvalov, vice-Premier ministre, ou des corporations d'État, comme celle de Vladimir Iakounine, ont leurs économies déposées et leurs sociétés enregistrées sur des comptes offshore.

Il annonce que les entreprises dépendant de l'État doivent réduire leurs coûts, c'est-à-dire, ce qu'il oublie de préciser, réduire le coût du travail en licenciant et en baissant les salaires.

À la fin de décembre 2014, la fortune des vingt oligarques russes les plus riches avait fondu de 73 milliards de dollars à cause de la dévaluation du rouble de 40 % depuis janvier, de la chute brutale du prix du pétrole et de la panne générale de l'économie. Le plus touché est Vladimir Evtouchenkov, à qui le Kremlin a confisqué l'entreprise pétrolière Bachneft avant de l'assigner à résidence pour contenir son mécontentement. Il a perdu 8,1 milliards de dollars. Poutine a promis l'aide de l'État aux oligarques frappés par les sanctions, en particulier à Guennadi Timtchenko et Arkadi Rotenberg. Les sociétés des deux hommes, liés à Poutine, ont récolté 8,1 milliards de dollars de marchés publics. Moscou a aussi déboursé 2,4 milliards de dollars pour aider la Trust Bank à payer ses dettes. En contrepartie du fait que les banques russes ont perdu l'accès aux marchés des capitaux occidentaux, le Kremlin somme Gazprom et Rosneft, qui rechignent fortement, de vendre leurs réserves de devises pour soutenir le rouble. En novembre, le PIB recule de 0,5 %. Les réserves de devises de la Russie tombent à 370 milliards de dollars fin décembre, le plus bas niveau depuis début 2010.

Le rouble joue au yo-yo. La Banque centrale en rachète au rythme de 2 milliards de dollars par jour et modifie les taux directeurs sans effets durables. À la Bourse de Moscou, le 16 décembre, la Sberbank perd 17 %, Aeroflot 26 %. Le vice-président de la Banque centrale déclare : « La situation est critique. Même dans les pires cauchemars, on n'aurait pas pu imaginer il y a un an ce qui se produit actuellement. » Selon lui, la Banque centrale a été contrainte de « choisir entre le mauvais et le pire[12] ». Entre janvier et décembre 2014, le rouble a perdu 43 % de sa valeur face au dollar. La hausse des prix atteint près de 20 % en un mois.

Le 1er janvier 2015, Poutine annonce une décision phare du faux-semblant : la proclamation d'une Union eurasienne fondée sur les principes du libéralisme économique en vigueur au sein

de l'OMC, rassemblant avec la Russie, le Kirghizistan, dont un tiers du PIB est constitué par les revenus rapatriés par les migrants qui travaillent en Russie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et la Biélorussie. L'Union est bancale. La Russie représente 85 % de sa population et 80 % du PIB. Avec la chute du rouble, les produits russes, malgré la baisse du tenge, la monnaie kazakhe, sont plus compétitifs que ceux du Kazakhstan, affecté par la dégringolade du pétrole, du cuivre, de l'aluminium et de l'uranium. Astana prend donc des mesures protectionnistes et refuse ainsi d'importer de la viande ou du chocolat russes sous des prétextes sanitaires, régulièrement utilisés par la Russie vis-à-vis de ses voisins pour faire pression sur eux.

Le 26 janvier 2015, l'agence de notation Standard & Poor's classe la dette publique russe dans la catégorie BB+ comme un placement spéculatif, au même titre que l'Indonésie ou la Bulgarie. Medvedev dénonce une décision politique. Pour Navalny, cette décision ramène la Russie à son niveau de 2005 ; il appelle à une manifestation contre la crise le 2 mars et déclare : « Le régime actuel a amené le pays vers l'impasse [...] Poutine et son gouvernement doivent partir[13]. » Au début de 2015, la Banque de Russie fixe un taux d'intervention de 17 % pour défendre le rouble.

En février 2015, les ventes de voitures neuves s'effondrent de 38 % par rapport à février 2014. À Kalouga, en mars, Volkswagen décide de réduire ses équipes de montage de trois à deux, en mai, elle suspend sa production pendant deux semaines et ne renouvelle pas l'emploi de 150 intérimaires. À Kalouga encore, Volvo interrompt sa production de camions et licencie 150 ouvriers.

Le 18 mars 2015, General Motors, dont les ventes de voitures ont baissé de 10 % en 2014 et de 32 % les trois premiers mois de 2015 et qui a perdu 600 millions de dollars au premier trimestre 2015, annonce le retrait de sa marque Opel en Russie d'ici à décembre 2015 et la fermeture de son usine à Saint-Pétersbourg, soit 1000 licenciements. Carlos Ghosn, annonçant les résultats de Renault, prévoit une chute du marché russe de 30 à 40 % en 2015. La baisse du rouble renchérit les véhicules importés ainsi que ceux produits sur place, vu le nombre de pièces en provenance de l'étranger. Des usines

ferment temporairement : Nissan deux semaines et Renault son usine de Moscou pendant trois semaines en février. PSA Peugeot-Citroën ne vend presque plus. Ses immatriculations avaient baissé de 34 % en 2014 et s'effondrent de près de 80 % en janvier-février 2015. Les ventes de véhicules ont chuté de 36 % en Russie sur la période janvier-juin 2015.

À la Douma, fin avril 2015, Medvedev annonce une chute du PIB d'« environ 2 % » pendant les trois premiers mois de l'année. Entre juin 2014 et juin 2015, l'économie russe s'est contractée de 4,2 % et, entre juillet 2014 et juillet 2015, le pouvoir d'achat des ménages a baissé de 9,2 %, selon l'agence fédérale russe de statistiques Rosstat. En 2015, le gouvernement a classé 94 des 314 *monogorods* (monovilles) encore en activité en « zone rouge » (menacées de liquidation pure et simple), alors qu'il n'y en avait que 75 en 2014. Pour le sixième mois consécutif de baisse en juillet, la production industrielle russe a chuté de 4, 7 %. L'inflation atteint alors un rythme de 17 %.

Antoine Halff, responsable du marché pétrolier à l'Agence internationale de l'énergie (AIE), souligne : « La baisse des recettes pétrolières plus l'incapacité d'accéder aux marchés financiers à cause des sanctions occidentales a un effet dévastateur[14]. »

Partout, l'heure est aux licenciements. En mars 2015, la mairie de Moscou décide une purge sévère : le maire, Sergueï Sobianine, annonce la suppression de 3 000 postes (en premier lieu les cadres juridiques et directeurs de ressources humaines) : au total, au 1er juillet, la mairie se séparera d'un tiers de ses employés. Tous les salaires seront baissés de 10 %, y compris le sien. Le maire souligne qu'il s'agit de la plus grande réduction d'effectifs depuis la perestroïka.

Les travailleurs immigrés d'Asie centrale subissent la crise de plein fouet. Des entreprises ne paient pas les salaires pendant des mois. Ainsi, une entreprise du BTP de Moscou devait en mars 2,5 millions de roubles (soit 38 000 euros) à onze ouvriers tadjiks. La chute du rouble dévalorise les salaires payés. Un Tadjik, qui travaille dans le bâtiment, raconte dans *Gazeta.ru* que les 30 000 à 40 000 roubles qu'il gagnait valaient presque 1 000 euros et sont brusquement tombés à 500. Près de 70 % de l'émigration tadjike rentre au pays. Avant la crise, la Russie

comptait 7 millions d'Ouzbeks, dont une petite partie s'est rapatriée. Trente pour cent de Kirghiz les ont imités, bien qu'il n'y ait pas de travail au Kirghizistan et guère plus en Ouzbékistan et au Tadjikistan. L'administration établit de nouvelles règles contraignantes et coûteuses pour obtenir un permis de travail : un examen payant qui coûte 10 000 roubles et une contribution mensuelle de 5 000 roubles !

La chute du rouble, en revanche, favorise les hommes d'affaires étrangers. Philippe Pegorier, le président français de l'association des entreprises européennes à Moscou, déclare en juin 2015 : « Avant, les coûts étaient élevés. Avec la dévaluation, c'est devenu un pays low cost, favorisant donc la délocalisation de la production. » Le dirigeant de la filiale russe de l'entreprise américaine de sous-traitance Jabil confirme : « Les salaires russes, trop onéreux avant, sont devenus grâce à la baisse du rouble moins élevés qu'en Europe centrale. Pour les employés hautement qualifiés, ils sont parfois même moins chers qu'en Chine[15]. »

Et ce n'est qu'un modeste début. Le Kremlin décide à la fois d'augmenter sensiblement le budget de l'armée et de réduire brutalement, voire de supprimer, les dépenses sociales, comme la prime à la maternité pour le deuxième enfant introduite en 2007. Il transfère les liquidités accumulées sur les fonds de pension pour les inclure dans le budget de l'État. En 2015, Poutine augmente en effet de 33 % le budget de la Défense, qui a doublé entre 2010 et 2015 et atteint 21,2 % du budget national. Moscou compte encore dépenser à ce titre 331 milliards d'euros d'ici à 2020. Le 16 juin, il annonce que la Russie va déployer plus de 40 nouveaux missiles balistiques intercontinentaux au sein de ses forces nucléaires et mettre en service de nouveaux engins hypersophistiqués, dont un sous-marin lanceur d'ogives nucléaires. Ces missiles étaient prévus dans le programme de réarmement russe pour 2020. Poutine a avancé leur date de mise en service, sans doute pour répondre à la révélation faite quelques jours plus tôt par le *New York Times* que le Pentagone étudiait un projet de déploiement d'armes lourdes en Europe de l'Est.

Selon l'essayiste Maxime Troudolioubov, « nombre de réformes en cours reflètent le fait que Moscou comprend bien

tardivement que l'État russe ne peut tout simplement plus se permettre de maintenir de coûteuses structures d'origine soviétique comme l'enseignement supérieur gratuit [...]. De nombreux changements ont beau être dictés par la cruelle nécessité plutôt que par une grandiose vision progressiste, ce sont pourtant des réformes [...]. En général, les Russes sont prêts à tolérer la perte de la liberté personnelle, mais ils chérissent encore les bienfaits sociaux comme les soins médicaux gratuits et le Kremlin a toujours eu peur de s'y attaquer[16] ».

Là, Poutine franchit le Rubicon et décide de tailler dans les dépenses de ce secteur, de réduire le budget de la santé publique et de fermer massivement des centres de soins et des hôpitaux. Pour détourner l'attention du Kremlin, les autorités régionales se mettent à fermer les hôpitaux et centres de santé jugés inefficaces ou faisant double emploi et vieillissants, en promettant en contrepartie d'augmenter le salaire des personnels de santé. D'après les statistiques officielles, plus de 17000 villes et bourgades, jadis desservies par des centres de santé, n'ont plus à la fin de 2015 le moindre service médical. Entre 2005 et 2013, le nombre de centres de santé est passé de 8249 à 2085 et le nombre d'hôpitaux ruraux de 2631... à 124 ! Selon Maxime Troudolioubov, « si certains hôpitaux sont modernisés, les coupes opérées dans le système de santé sont d'une extrême brutalité [...]. On est bien loin de l'époque soviétique quand le gouvernement central subventionnait tous les équipements médicaux, les écoles et autres institutions médicales indépendamment du nombre de patients[17] ». Un journaliste de *Moskovski Komsomolets* résume en deux mots la portée de cette politique : « Dans la sphère de la santé, l'optimisation des coûts va à l'encontre des droits élémentaires des soignants comme des patients[18]. » Par prudence, Poutine diffère le nouveau démentèllement du code du travail préparé par son gouvernement pendant l'été 2015.

Le « plan d'optimisation » (*sic*) de la santé, révélé le 15 octobre 2015 grâce à une fuite orchestrée par la mairie de Moscou, aggrave encore le démantèlement du système. Les brutales restrictions budgétaires débouchent sur le licenciement de 7000 médecins (dont des spécialistes, chirurgiens, cardiologues et autres réduits au chômage !) dans la seule ville de Moscou,

sur la fermeture de 28 centres médicaux, dont plus d'une douzaine d'hôpitaux, soit un tiers de ceux de la capitale. Le nombre de lits d'hôpitaux a reculé de 81 000 en 2012 à 77 400 en 2013 et a continué à baisser en 2014. Le salaire – très bas – des médecins et des personnels médicaux reste à peu près inchangé.

Ces fermetures répondent entre autres aux appétits des promoteurs immobiliers, qui pourront ainsi récupérer à Moscou de vastes terrains et des bâtiments, alors que l'espace constructible s'est considérablement réduit depuis le début des années 2000. Le 2, puis le 30 novembre 2015, près de 3 000 médecins, infirmiers, infirmières et membres du corps médical ont manifesté contre « l'effondrement du secteur médical à Moscou ».

Pour Maxime Troudolioubov, la politique de Poutine veut promouvoir « un pays qui se bat pour devenir moins soviétique dans ses actions », et d'abord « parce qu'il ne peut maintenir dans le marché mondial les acquis sociaux de l'ère soviétique », mais, à l'en croire, « la propagande patriotique de Vladimir Poutine a réussi à détourner l'attention populaire des sinistres conditions politiques et économiques[19] ». Au démantèlement du système de santé s'ajoute la baisse des retraites. On peut douter que l'effet soit durable.

L'accusation de haute trahison portée mi-novembre 2015 contre Memorial ou le mandat d'arrêt international lancé contre Khodorkovski Miklaïl le 23 décembre 2015 pour le meurtre du maire de Nefteïougansk en 1998 ne sont que deux des manœuvres de diversion que cette propagande doit faciliter. Mais seul le chauvinisme ne saurait sans doute apaiser longtemps les ventres affamés.

Chaque semaine, 19 000 à 20 000 chômeurs aux indemnités dérisoires renforcent l'armée des sans-emploi ; 22,9 millions de Russes vivent, en 2015, sous le seuil de pauvreté, fixé à 9 662 roubles par mois, selon le service russe des statistiques (Rosstat), soit 3 millions de plus qu'en 2014.

En 2015, le gouvernement a décidé de mettre fin à l'indexation des retraites sur l'inflation, qui atteint officiellement cette année 16 à 17 %, afin de contribuer à combler un déficit budgétaire croissant. Les retraites ne seront revalorisées que de 4 %. Un reporter de *The Economist* évoque cette perspective devant un couple de vieux retraités du village de Kouvchinovo à

500 kilomètres de Moscou, au bout d'une route qui cesse d'être goudronnée quelques dizaines de kilomètres avant d'y parvenir. Le couple lui répond que leur basse-cour et leur potager leur permettront de faire face aux difficultés. Et la femme ajoute : « Après la Seconde Guerre mondiale, nous avons survécu en mangeant de l'herbe. La Russie survivra quoi qu'il arrive[20]. » Ils seraient donc prêts à tout accepter, comme ils l'ont fait au lendemain de la guerre. Mais la Russie de 2016 n'est pas l'Union soviétique ruinée et exsangue de 1945.

« Je ne me berce pas d'illusions quant aux mouvements de protestation », écrit un journaliste dans *Moskovski Komsomolets*. Tous ceux avec qui il discute, quels que soient leur âge et leur milieu, lui répètent : « La politique, tous des pourris ! » « Tel est, ajoute-t-il, l'héritage laissé par les élites dirigeantes des années 1990 occupées à se partager les biens de l'ancienne Russie soviétique et à prendre le contrôle des flux financiers[21]. »

Mais le choc qui a éclaté entre le gouvernement et les chauffeurs routiers au début de décembre annonce un printemps agité ; or, le pouvoir en Russie ne s'appuie sur aucune couche sociale, en dehors de la bureaucratie improductive et d'une gigantesque abstention, dont nul ne peut prédire la durée. C'est pourquoi il rogne de plus en plus brutalement des libertés dont l'exercice pourrait, au premier choc social, contribuer à transformer l'inquiétude en protestation incontrôlable.

CONCLUSION

Un déséquilibre instable

La chute imminente de Poutine ne cesse d'être annoncée. Certes, comme les voyantes, les prophètes se trompent toujours. D'où leur succès commun. Mais si les visions poétiques ou commerciales des voyantes relèvent du fantasme, les pronostics des prophètes reflètent, eux, un aspect du réel, peut-être artificiellement isolé, exagéré, gonflé, boursouflé, voire caricaturé, mais bien réel.

Tout au long de la décennie écoulée, des observateurs ou acteurs aux profils différents ont prédit la fin prochaine du régime de Poutine, du journaliste de *Novaïa Gazeta* qui, en 2005, annonçait « l'accouchement prématuré […] d'un mécontentement général[1] », à la déclaration de l'oligarque déchu Sergueï Pougatchev en septembre 2015 : « Vladimir Poutine n'a pas le contrôle du pays[2] », en passant par la déclaration péremptoire d'Alexeï Navalny, affirmant, le 5 décembre 2011, que « le pouvoir aura changé de main d'ici un an[3] ».

Ces pronostics peuvent représenter une crainte ou un espoir. La crainte domine. Elle domine chez Anna Politkovskaïa, qui annonçait en 2006, peu avant d'être assassinée, un dénouement brutal et sanglant, dont elle ne tentait pas, elle, de prédire la date : « Une révolution orange n'est pas envisageable chez nous, pas plus que celle de la rose ou des tulipes. Notre révolution à nous sera rouge. De la couleur des communistes, de la couleur du sang[4]. »

La crainte est aussi le sentiment qu'exprime Alexeï Koudrine, ancien ministre des Finances, démissionnaire du gouvernement à l'automne 2011, qui déclare, inquiet, aux manifestants du

24 décembre 2011 qu'il a peur de voir « une révolution s'il n'y a pas de dialogue[5] ».

En mai 2007, Mikhaïl Kassianov, commentant les manifestations du 1er et du 9 mai, qui laissèrent apparaître un certain mécontentement populaire, affirmait déjà : « Si les prochaines élections ne sont pas honnêtes et démocratiques, la Russie pourrait connaître une révolution, qu'il [Poutine] ferait tout pour éviter[6]. » Il évoque sans doute par là les prétendues « révolutions » de Géorgie et du Kirghizistan.

D'autres parlent de la chute prochaine de l'empire de Poutine avec indifférence ou désinvolture. En 2011, le correspondant de *The Economist* à Moscou, Arkady Ostrovsky, se demande à la veille de l'élection présidentielle si « le système que Poutine a mis en place, fondé sur la corruption et la consommation, tiendra longtemps », et il voit dans son retour au pouvoir « le commencement d'une nouvelle période de l'histoire post-soviétique, une période qui pourrait bel et bien déboucher sur une crise (dans le meilleur des cas), voire sur un effondrement de l'État (dans le pire des scénarios)[7] ». Dans un entretien publié avant les législatives de 2011, Anatoli Tchoubaïs, figure emblématique de la continuité de l'époque d'Eltsine à celle de Poutine, annonçait l'imminence d'un changement politique en affirmant : « Le consensus des élites est très précaire[8]. » Au début de 2012, Boris Kagarlitski, l'un des meilleurs analystes russes, passe lui du conditionnel à l'indicatif : « Je ne pense pas que Poutine survivra longtemps. L'élite est loin de considérer un gouvernement faible comme la meilleure option pour faire face à la crise[9]. »

La réélection de Poutine en 2012 ne semble pas garantir des lendemains paisibles. La correspondante du *Monde* à Moscou, Marie Jego, souligne le retard apporté à la mise en œuvre des contre-réformes destinées à raboter les ultimes acquis sociaux hérités de l'Union soviétique : « La réforme cruciale du système des retraites, ainsi que les augmentations des tarifs du gaz, de l'électricité, des services communaux ont été repoussées à l'été 2012 […]. Voilà bien le paradoxe de cette élection : Vladimir Poutine a été réélu mais son système de pouvoir est moribond[10]. »

Serait-il trop faible ou trop mou pour s'engager dans les « réformes » attendues par les oligarques et les institutions financières internationales ? Un vieux tchékiste s'inquiète, l'année

suivante : « Poutine utilise à fond les possibilités qu'il a de gouverner en dictateur, mais elles sont extrêmement restreintes. Il ne peut pas dissoudre le Parlement ni procéder à une purge totale de la nomenklatura. En fait, sa marge de manœuvre est très limitée[11]. » Selon le journal *Expert,* qui rapporte en mai 2013 une opinion alors répandue dans divers milieux, « la crise économique et la passivité du gouvernement contraignent […] les observateurs à se demander si le gouvernement actuel a un quelconque avenir[12] ».

La question se pose d'autant plus, selon un politologue, que Poutine a trompé ceux qui le soutenaient ; lors de son arrivée au pouvoir, écrit-il, « les patriotes lui rendaient grâce pour le prestige retrouvé ; les communistes appréciaient qu'il ait rétabli l'hymne soviétique et mis les oligarques en prison ; aux yeux des libéraux, il incarnait la continuité de Boris Eltsine ». Désormais, « il est un libéral pour les patriotes, un oligarque pour les communistes, un dirigeant totalitaire pour les libéraux[13] », autrement dit il a trahi et déçu tout le monde, et son assise est donc très réduite.

L'opposant le plus connu en Occident, Alexeï Navalny, souligne son impuissance : « Le président veut réellement que ses instructions soient mises en œuvre. Mais elles ne sont pas mises en œuvre. Ils ont eux-mêmes fondé une verticale du pouvoir, mais elle s'est révélée inefficace[14]. » Bref, Poutine a beau serrer les vis au sommet et restreindre les libertés publiques, il ne peut imposer sa volonté. Se faisant l'écho de ces oracles, le député travailliste britannique Denis MacShane l'assure : « Poutine est en fin de vie politique. On dirait le Brejnev de la fin des années [19]70[15]. »

En novembre 2012, le site *Gazeta.ru* souligne les fissures qui lézardent l'édifice du pouvoir : « La cohésion de la nomenklatura, dont Poutine était jusqu'ici le maître d'œuvre, est en train de se diluer sous nos yeux. Certaines personnalités de l'entourage du président commencent même à laver leur linge sale en public […]. Durant de nombreuses années, Vladimir Poutine a été le garant de la stabilité de son "cercle proche". Il semble qu'il ne veuille plus ou qu'il ne puisse plus assumer ce rôle. La solidité des garanties passées, qui semblait inébranlable, s'effrite à vue d'œil […]. Nous assistons à une recomposition du "cercle rapproché" du Kremlin, signal de l'effondrement incontrôlé de plusieurs autres "cercles" et "milieux" du monde des hauts fonctionnaires[16]. » Selon l'avocat Mikhaïl Barchtchevski, « la population n'en peut

plus de la corruption[17] », et est donc au bord de la révolte. Pour le correspondant des *Échos* : « Le meurtre de Boris Nemtsov [...] pourrait révéler des tensions au sein de l'élite très plurielle et peu transparente au pouvoir, annoncer de sérieux troubles, voire, peut-être, des bouleversements politiques inattendus[18]. »

Ainsi, alors que les médias américains, anglais, français et autres brandissent l'épouvantail d'un Poutine inquiétant, menaçant l'ordre mondial, les voix venues de Russie soulignent la faiblesse du pouvoir russe ; certains, et pas seulement en Russie, craignent même que ce régime, élément constitutif de l'ordre mondial existant, ne s'effondre.

On pourrait voir dans ces lignes répétitives l'aspiration monomaniaque à voir enfin se réaliser un désir inassouvi. Pourtant, lors de la semaine russe à Davos, fin janvier 2013, le rapport présenté par les experts du Forum économique mondial, parrainé par la Sberbank, décrivait parmi les trois défis posés à la Russie l'absence de cohésion sociale au sein d'une population de plus en plus revendicative.

Ces pronostics jusqu'à ce jour démentis reposent d'abord sur une appréciation de l'état économique et social réel de la Russie.

En 2014, tirant un bilan du quart de siècle écoulé depuis la chute de l'URSS, l'équipe Grinberg lançait un cri d'alarme : « Vingt ans de réformes libérales du système social et économique de la Russie ont fait tomber ce dernier à une situation périphérique dans laquelle il survit pour assurer les besoins en matières premières des pays plus développés. [...] Si cette situation se prolonge, elle ne débouche sur nulle part[19]. »

« Vladimir Poutine, écrit l'essayiste Kirill Rogoff dans le *Financial Times,* appuie sa force politique sur deux formidables piliers : un cours élevé du pétrole [...] et la ferveur patriotique russe, qu'il a su éperonner en lançant son pays dans des conflits régionaux. Mais alors que le prix du pétrole s'écroule, le seul nationalisme suffira-t-il au président pour se maintenir[20] ? »

Poutine appuie son pouvoir sur des piliers aussi fragiles qu'apparemment massifs : les *siloviki* ou forces répressives (le FSB, la police, l'armée), l'Église orthodoxe, la bureaucratie des *tchinovniki,* les syndicats officiels, des partis fantômes tous gangrenés par une corruption organique ; il compte aussi sur l'absence de toute organisation politique sérieuse capable d'exprimer la résistance

sourde de la population laborieuse aux mises en cause des acquis sociaux hérités de l'Union soviétique. Il prend enfin appui sur une couche d'hommes d'affaires dont les regards, les intérêts et les capitaux sont tournés vers la Grande-Bretagne, les États-Unis, Chypre, le Luxembourg ou les Bahamas, et qui ne constituent donc pas une base sociale. Le tapage médiatique cache mal cette faiblesse inhérente au régime. Les restrictions de plus en plus lourdes apportées aux libertés politiques, le trucage des élections, le musellement des médias, le comportement de fier-à-bras du président dissimulent plus la peur qu'ils n'expriment la force.

Certes, Poutine utilise pour sa propagande la volonté américaine d'imposer son ordre mondial en intégrant les anciennes républiques soviétiques dans le dispositif de l'OTAN – dont le commandement militaire en Europe est assuré, rappelons-le, par un général américain – et d'installer ses bases militaires au plus près de la frontière russe, et d'abord en Ukraine ! Mais il n'est pas le maître omnipotent qu'il paraît être. Incapable, évidemment, de freiner la baisse – catastrophique pour l'économie russe – du prix du pétrole, il est tout aussi incapable de freiner la chute du rouble et l'évasion de capitaux organisée par les oligarques, qui a atteint la somme colossale de 125 milliards de dollars en 2014 et se poursuit. Il ne peut non plus ralentir l'augmentation douloureuse des prix qui frappe des couches habituées à voter pour lui par rejet de ses opposants affaiblis par le soutien tapageur que leur apportent l'Union européenne et les États-Unis. Arbitre entre des clans qui se déchirent, Poutine ne peut être le maître de ce jeu que si sa politique ne lèse pas trop gravement leurs intérêts, sinon ces clans s'uniront contre lui. Le tapage patriotique ne peut suffire à lui en donner la garantie.

L'affaire de l'Airbus A321 russe abattu dans le Sinaï, le 31 octobre 2015, révèle à sa manière la faiblesse de la Russie de Poutine. Ce dernier commence par nier farouchement que l'avion ait pu être victime d'un acte terroriste et annonce une enquête interne. Comment pourrait-on abattre un avion russe ? Impensable, suggère le président. Mais la piste de l'enquête interne est dangereuse : elle peut faire penser à une défaillance dans la révision de l'appareil, faite l'année précédente selon la direction de la compagnie. Quiconque connaît le fonctionnement de la bureaucratie et du secteur privé russes réunis peut aisément

penser que la révision a été bâclée – quoique payée sans doute au prix fort –, voire purement imaginaire, et qu'elle aurait pu ignorer des fissures dans la carlingue (suggérées par un expert) ou les défaillances d'un moteur. Ces hypothèses seraient politiquement périlleuses. Poutine doit donc revenir à l'attentat, par ailleurs trop réel, et rapatrier en hâte les quelque 80 000 touristes russes qui se prélassaient à Charm el-Cheikh et dans les environs.

La Russie de Poutine jouit d'un atout trop souvent sous-estimé : malgré les pressions économiques, financières et militaires exercées sur elle par les États-Unis et l'Union européenne à sa suite – sans enthousiasme excessif pour certains –, ces derniers veulent tous éviter de déstabiliser une Russie trop nécessaire au maintien d'un équilibre explosif au Proche-Orient et menacé en Europe même. Le chef de la diplomatie allemande, Frank Walter Steinmeier, l'a déclaré : « Nous devrions être conscients qu'une Russie qui s'effondre économiquement ne peut pas contribuer à la sécurité de l'Europe et à la stabilité de l'Ukraine, mais pourrait représenter un plus grand danger pour elle-même et pour les autres[21] », d'abord pour les autres sans doute. Si l'économie russe est une puissance en trompe-l'œil, le poids politique réel de la Russie de Poutine sur la scène internationale ne vaut guère plus, qu'on lui fasse jouer le rôle d'épouvantail ou celui d'allié provisoire.

Les gouvernants maîtrisent mal, l'Histoire le prouve, les conséquences de leurs propres manœuvres, surtout dans un monde menacé de façon récurrente, comme aujourd'hui, par une crise économique, financière et sociale aussi incontrôlable que les mouvements volatiles des capitaux. Ainsi l'engagement du Kremlin en Syrie débouche sur un scénario inattendu : une semaine après la destruction d'un chasseur russe par l'aviation turque le 24 novembre 2015, Poutine dénonce le profit que, selon lui, le gouvernement Erdogan tire du trafic du pétrole vendu par Daech. Recep Erdogan réplique en menaçant de chercher d'autres fournisseurs de pétrole (alors que la Turquie achète les quatre cinquièmes de sa consommation à la Russie) et de gaz (dont elle lui achète près de 60 % de sa consommation). Au-delà de la posture belliqueuse et des difficultés à la traduire en actes, la menace vise les deux principaux produits exportés par la Russie, et donc l'équilibre d'une balance commerciale déjà

affectée par l'effondrement du prix du pétrole et du rouble. Pour accroître la pression sur le Kremlin, l'Union européenne a prolongé le 18 décembre pour six mois les sanctions économiques.

Un des derniers incidents de la vie sociale russe illustre mieux encore la fragilité de l'équilibre actuel. Le Kremlin a instauré fin octobre un système de localisation par satellite des camions routiers de plus de douze tonnes, dit Platon, destiné à leur faire payer une redevance kilométrique, officiellement pour financer, à hauteur de 500 millions de dollars par an, l'entretien du lamentable réseau routier russe. La taxe s'applique dès aujourd'hui aux routes dites fédérales et demain aux routes régionales, encore plus dégradées. Chacun le sait en Russie, elle ne servira ni à les entretenir ni à les réparer, mais augmentera le coût des transports, provoquera une hausse du prix des marchandises, alors même que l'inflation s'envole, et poussera à la faillite la plupart des camionneurs indépendants au profit des grandes compagnies.

Le Kremlin a, sans aucun appel d'offres, confié l'installation de ce système et la collecte de la taxe à une société privée dont l'un des patrons est Igor Rotenberg, le fils de l'oligarque milliardaire Arkadi Rotenberg, vieux complice de Poutine. La société percevra 25 % de cette manne financière dont chacun sait aussi qu'une bonne partie du reste va finir dans la poche de divers intermédiaires, des élus locaux, des entrepreneurs filous, peut-être de la famille Rotenberg elle-même, mais que le réseau routier n'en verra pas grand-chose et n'en sera guère amélioré. Un rédacteur de la revue *Vestni Bouri*, Dmitri Ivanov, souligne : « C'est une forme de privatisation que l'on appelle en Russie “la commercialisation”. On détruit lentement mais sûrement tout ce qui à l'époque de l'URSS était gratuit […]. Aujourd'hui, même les routes deviennent payantes[22]. » Une journaliste de *Gazeta.ru*, Aliona Solntseva, s'insurge : « Peut-on décemment instaurer une taxe pour l'entretien des routes dans un pays où […] elles sont plus terrifiantes qu'un cauchemar d'alcoolique ? »

Les chauffeurs routiers, encore plus indignés qu'elle, se sont dressés contre cette ponction. Le 5 novembre 2015, ils ont annoncé leur volonté de se mettre en grève, puis ils ont décidé de monter des opérations escargot et, si le système était maintenu, de converger vers Moscou. Une première colonne de camions vides montant vers la capitale a été repoussée par la police.

Un représentant des camionneurs a commenté : « L'opération de sauvetage des Rotenberg fonctionne : bravo Poutine ! » La revendication des routiers, soutenue par la population, débouche ainsi sur la mise en cause politique du régime de pillage installé au Kremlin. Vu la dégradation de la situation sociale, ce n'est probablement qu'un début. Les partis politiques institutionnels, tous plus ou moins infectés par le nationalisme, restent à l'écart de la protestation des camionneurs, dont beaucoup sont originaires des républiques du Caucase. Ni Russie unie ni Russie juste, ni le parti de Jirinovski ne peuvent rejeter une taxe si profitable aux amis de Poutine. L'opposition libérale de Navalny et de ses proches, pro-Union européenne, est de plus comme cette dernière favorable à la « commercialisation ». Le Kremlin a tenté de désamorcer le mouvement en accordant quelques concessions mineures (diminution provisoire de la taxe, report au 1er mai du règlement des amendes pour son non-paiement), mais la majorité des routiers ont maintenu leur exigence d'annulation de la taxe.

Cet affrontement marque peut-être un tournant ; pour la première fois, la grande majorité d'une corporation que la masse de la population laborieuse considère comme sienne se dresse contre le pouvoir en place. « Les options économiques du gouvernement sont décriées, écrit la journaliste de *Gazeta.ru*. Personne n'a applaudi la création de la taxe pour la rénovation de l'habitat, certains ont même appelé à la boycotter, mais il n'y a pas eu de mouvement de protestation. Idem pour les coupes budgétaires dans le domaine social, les fortes augmentations des impôts fonciers, le gel des pensions de retraite, et j'en passe – les gens râlent, mais ils encaissent. » Les routiers, eux, se sont massivement mobilisés.

La journaliste oublie les deux manifestations de médecins de Moscou contre les fermetures d'hôpitaux et la suppression de 7000 postes. Mais elle ajoute à juste titre : « La grève des routiers est la plus importante contestation sociale depuis le mouvement des retraités [en 2005]. » En plus vigoureuse. Dmitri Ivanov souligne : « Si ce mouvement de protestation l'emporte ou si le pouvoir est contraint à de sérieux reculs, ce serait un précédent extrêmement précieux de succès d'une action collective à l'échelle de toute la Russie, comme il n'y en a pas eu depuis longtemps. » Le routier symbolise pour des millions de Russes

le travailleur qui se bat pour surmonter les obstacles que constituent les fondrières, les routes défoncées, le racket organisé par la police ou les bandes de voyous qui essaiment un peu partout.

En même temps, le rejet des élites politiques prend une ampleur nouvelle, que souligne l'épisode farcesque de Barnaoul, ville de 650000 habitants dans le sud de la Sibérie. Le maire de la ville, accusé d'avoir vendu à très bas prix des terrains municipaux à des entreprises dirigées par des membres de sa famille, a dû démissionner. Son fils, inculpé pour escroquerie, a été extradé de Thaïlande où il tentait d'utiliser le produit de ses rapines pour couler des jours paisibles. De nouvelles élections ont été programmées. Un institut de sondage a demandé à 5600 habitants de la ville quel était leur candidat favori : 91 % ont choisi… un chat ! La farce est une autre forme du vote blanc ou nul, mais elle prend ici un aspect massif qui traduit un vide politique béant.

Dans ce vide, la mobilisation et la résistance des routiers, quelles qu'en soient l'issue et les retombées immédiates, peuvent être, comme l'écrit Aliona Solntseva, « le moteur caché de la vague de contestation qui monte aujourd'hui en Russie[23] ».

En dénonçant bruyamment, le 31 décembre 2015, le « coup d'État inconstitutionnel » perpétré selon lui par les États-Unis en Ukraine il y a deux ans, Poutine tente par une posture guerrière de détourner l'attention du peuple russe des difficultés qui l'assaillent. La recette est vieille comme la politique traditionnelle, mais son efficacité aussi douteuse qu'éphémère…

À la fin décembre 2015, le baril de pétrole est tombé à 36 dollars. Cette baisse frappe durement la Russie, l'Iran, le Venezuela et l'Algérie, dont le pétrole représente 98 % des exportations et dont le déficit du budget se creuse brutalement. Pour tenter de combler ce dernier, le ministre algérien du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale vient d'annoncer la suppression d'un million d'emplois de fonctionnaires sur deux millions et demi, ce qui laisse prévoir de brutales convulsions sociales. L'Arabie saoudite a préparé pour 2016 un budget reposant sur un prix du baril à 26 dollars… et un déficit de 87 milliards de dollars. La Russie de Poutine est confrontée à une situation à peine moins explosive. Le mercredi 30 décembre, le ministre des Finances Anton Silouanov a annoncé que la chute des cours du pétrole contraignait Moscou à décider des « consolidations

de dépenses » (synonyme discret de réduction des dépenses publiques et surtout sociales) et des « privatisations » supplémentaires. Alors que le budget 2016 avait été élaboré sur l'hypothèse d'un baril à 50 dollars, il est révisé sur la base (sans doute optimiste) d'un baril à 40 dollars. Poutine a invité les Russes à se préparer à « tous les scénarios », donc à se serrer la ceinture, pendant que la nomenklatura qui l'entoure fait la fête. L'épisode des camionneurs risque donc d'être le premier d'une série.

La catastrophe qui frappe la ville de Togliatti annonce en effet des lendemains difficiles. L'un des sous-traitants d'Avtovaz, Avtovazagregat, propriété officielle d'une compagnie dite Ropperberg Limited, sise dans une zone offshore des îles Vierges, a cessé de payer ses ouvriers depuis l'été 2015, en a lockouté 1 500, mis les autres en chômage dit provisoire, engagé une procédure de mise en faillite à dater du 1er mars et commencé à vendre à la ferraille une partie du matériel de l'entreprise ; Avtovazagregat fournissait à Avtovaz des sièges, pots d'échappement et catalytiques, etc. Les ouvriers licenciés perçoivent une indemnité de chômage de 4 500 roubles, soit environ 70 euros par mois. Ils sont hors d'état de payer leurs charges, de sorte que, en plein hiver, l'administration a déjà coupé l'électricité à plusieurs d'entre eux, y compris à des ménages de chômeurs ayant des enfants à charge. La section locale de la FNPR, dont les dirigeants appartiennent à Russie unie, manifeste une totale indifférence à leur sort, alors même que, selon le syndicat indépendant Edinstvo, d'autres sous-traitants d'Avtovaz sont menacés de subir le même sort.

Engagé en Syrie dans une aventure d'une durée imprévisible, plombé par la chute du prix du baril de pétrole et par les sanctions occidentales, Poutine n'a pas les moyens de répéter la geste de Pikaliovo. Vu « leur fusion enthousiaste avec Russie unie sur toutes les questions clés », souligne le journaliste de *Kommersant* le 25 décembre 2015, aucun des partis existants ne peut tirer profit de la situation, mais aucun non plus n'est en état de jouer le rôle d'amortisseur ou de solution de rechange plus ou moins indolore.

Au forum économique Gaïdar, tenu à Moscou du 13 au 15 janvier 2016, Medvedev Dmitri a déclaré : « Beaucoup se sont appauvris […] ; si les prix du pétrole continuent à baisser …, il

faut s'attendre au pire des scénarios. » Le 19 janvier, le secrétaire général adjoint du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie a souligné le double danger du « déséquilibre du système budgétaire national » et de « la vulnérabilité du système financier national[24] ». Mais, au-delà de ce constat, les gouvernants ne savent que renvoyer le maximum de problèmes sociaux aux régions étranglées par un déficit croissant, alors qu'une crise financière mondiale de même ampleur, voire pire, que celles de 1998 et de 2008 semble s'annoncer.

Le dernier scoop d'Alexeï Navalny sur la corruption des sommets gouvernementaux ne peut qu'aggraver les tensions qu'annonce le projet de budget 2016 révisé à la baisse. Son petit film documentaire *Tchaïka*, en décembre 2015, du nom du procureur général, éclabousse la mafia gouvernementale, dont le procureur est un maillon. On y voit une réception fastueuse illuminée de paillettes et inondée de champagne dans un hôtel de luxe grec inauguré par le patriotique et réactionnaire ministre de la Culture Vladimir Medinski. L'hôtel appartient à l'ancienne épouse du procureur général adjoint Guennadi Lopatine, liée un moment au sanglant tueur mafieux Sergueï Tsapok, opportunément mort en prison. L'enquête de Navalny démonte les diverses pratiques mafieuses par lesquelles se sont enrichis les deux fils de Iouri Tchaïka, Igor et Artem, forts de la protection paternelle. Tchaïka, dont le mandat doit être prochainement renouvelé par Poutine, a répondu en accusant Bill Browder d'avoir écrit le film avec l'aide des services secrets américains. Si des millions de Russes sont disposés à croire que ces services ont inspiré, financé, voire organisé la prétendue révolution de Maïdan en Ukraine, ils ne leur reprocheront guère une dénonciation dont la véracité s'impose à tous. La rivalité de Tchaïka avec le chef du Comité d'enquête Alexandre Bastrykine, qui l'a dépouillé d'une partie de ses prérogatives, n'arrange pas les affaires du chef apparent d'une justice servile et corrompue.

Le discrédit des sommets et les dissensions qui les déchirent aiguisent toujours les crises sociales et contribuent à les transformer en crises politiques.

NOTES

INTRODUCTION

1. *Ogoniok*, 1[er] décembre 2012.
2. *Courrier international*, 28 février-5 mars 2008.
3. *Ogoniok*, 1[er] octobre 2011.
4. *Golos Kommunista*, n° 4, 2009.
5. *Courrier international*, 28 février-5 mars 2008.
6. Dmitri Mirochnitchenko, « Russie.Nei.Visions », *IFRI*, n° 66, p. 6-7.
7. *Revue des Deux Mondes*, octobre-novembre 2012, p. 58.
8. Lorraine Millot, *La Russie nouvelle*, p. 12.
9. *Challenges*, 18 septembre 2004.
10. *Libération*, 15 mars 2014.
11. *Courrier international*, 20-26 mars 2014.
12. *Le Monde*, 23 mai 2014.
13. *Libération*, 3 septembre 2014.
14. *Courrier international*, 31 juillet-20 août 2014.
15. *L'OBS*, 1[er] avril 2014.
16. *Project Syndicate*, 1[er] avril 2014.
17. *Le Rapport Khrouchtchev*, Paris, Le Seuil, 2015, p. 125-126.
18. *Courrier international*, 18-24 août 2011.
19. *Rossiskaia sotsialo-ekonomicheskaia sistema*, Moscou, 2014, p. 54-55.
20. *Le Monde*, 17 avril 2014.
21. *Courrier international*, 17-23 juillet 2014.
22. Gilles Favarel-Garrigues et Kathy Rousselet, *La Russie contemporaine*, p. 181-183.
23. Site de *L'Express*, 16 octobre 2015.
24. *Le Figaro*, 26 novembre 2015.
25. *Courrier international*, 28 février-5 mars 2008.
26. Gilles Favarel-Garrigues et Kathy Rousselet, *op. cit.*, p. 8.

1. Perestroïka et « thérapie de choc » (1985-1999)

1. *Courrier international*, 26-31 mars 2009.
2. Jacques Levesque, *1989, la fin d'un empire*, in *La vérité*, juiller 2011.
3. Anatoli Sobtchak, *Russie, du totalitarisme à la démocratie*, p. 150.
4. Pierre Broué, *Moscou, le putsch du 19 août*, p. 59.
5. *Le Nouvel Observateur*, 19 septembre 2013.
6. Paul Klebnikov, *Le Parrain du Kremlin*, p. 119
7. *Ibid.*, p. 142.
8. Journal *Zvezda, Rossia v Kavkazskoi Voiné XIX veka*, p. 76.
9. Anna Politkovskaïa, *La Russie de Poutine*, p. 156-158.
10. *Le Monde*, 29 décembre 2011.
11. Georges Sokoloff, *Métamorphose de la Russie*, p. 509.
12. Paul Klebnikov, *op.cit.*, p 59 et 125.
13. *Courrier international*, 6-12 décembre 2007.

2. Un héritage encombrant (2000-2004)

1. Georges Sokoloff, *Métamorphose de la Russie*, *op. cit.*, p. 563.
2. *Le Monde*, 2-3 janvier 2000.
3. *Le Monde*, 29-30 octobre 2000.
4. « Tchastny Korrespondent », in *Courrier international*, 15-21 octobre 2009.
5. Thérèse Olbrecht, *Russie, la loi du pouvoir,* p. 98-99.
6. Georges Sokoloff, *Métamorphose de la Russie, op. cit.*, p. 592.
7. *Ibid.*, p. 621.
8. Alexeï Guermanovitch, « Kapitulatsia », *Vedomosti*, 15 et 26 février 2001.
9. Konstantin Voronkov et Alexeï Navalny, *Groza julikov I vorov*, p. 191.
10. *Heti vilaggazdasag*, juillet 2006, in *Courrier international*, juillet-août 2006.
11. Troudovoe Pravo, nº 6 (99), 2001.
12. *Rossiiskaia sotsialno-ekonomicheskaia sistema*, p. 369.
13. *Le Figaro*, 4 juillet 2002.
14. *El Pais*, 25 mars 2002.
15. Georges Sokoloff, *Métamorphose de la Russie, op. cit.*, p. 564.
16. Laure Mandeville, *La Reconquête russe*, p. 33.
17. Mikhaïl Khodorkovski et Natalia Gevorkhyan, *Prisonnier politique*, p. 104.
18. Laure Mandeville, *La Reconquête russe, op. cit.*, p. 234-235.
19. *Le Monde*, 24 décembre 2013.
20. Anna Politkovskaïa, *Douloureuse Russie*, p. 145-146.

21. Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*.
22. *Courrier International*, 28 février-5 mars 2008.
23. Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, op. cit.*, p. 16.

3. La fausse rupture des « révolutions de couleur » (2004-2008)

1. *Courrier international*, 12-18 janvier 2006.
2. *Znamia*, 2006, n° 7, p. 146.
3. *Foreign Affairs*, 1997, n° 9-10.
4. *Le Point*, 31 mars 2005.
5. *Le Monde*, 27-28 février 2005.
6. Anna Politkovskaïa, *Douloureuse Russie, op. cit.*, p. 246-247.
7. *Ibid.*, p. 267.
8. *Le Monde*, 10 août 2010.
9. *Courrier international*, 19-25 août 2010.
10. *Wildfire,* juillet-août 2010 ; *Courrier international*, 19-25 août 2010.
11. *Kommersant-Vlast,* cité in *Courrier International*, 12-18 janvier 2006.
12. Anne de Tinguy, *Moscou et le monde*, p. 98.
13. *Ibid.*, p. 110.
14. *Courrier international*, 21-27 juin 2007.
15. *Moskovskie Novosti*, 13 septembre 2007.
16. *Le Monde*, 23 novembre 2007.
17. *Courrier international*, 13-19 septembre 2007.
18. *Le Monde*, 8 mai 2008
19. J.-R. Raviot, in *Questions internationales*, septembre-octobre 2012, p. 18.

4. Un syndicat aux ordres

1. Carine Clément, *Les Ouvriers russes dans la tourmente du marché*, p. 155.
2. *Ibid*.
3. *Ibid*.
4. *Ibid.*, p. 157.
5. *Ibid.*, p. 165.
6. *Kommounist Leningrad*, n° 5, 1998.
7. Simon Pirani, *Change in Putin's Russia*, p. 165-166.
8. *Rossiiskaia sotsialno-ekonomicheskaia sistema*, *op. cit.*, p. 368.
9. Simon Pirani, *op. cit.*, p. 166.
10. *Rabotchie Izvestia*, n° 5

11. *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 36, octobre-décembre 2007, p. 113.
12. *Kommersant*, 1er novembre 2010.
13. *Rabotchie Izvestia*, n° 17, mai 2011.
14. *Rossiiskaia sotsialno-ekonomicheskaia sistema*, *op. cit.*, p. 367.
15. *Russia beyond the Headlines*, supplément au *Figaro*, 16 octobre 2015.
16. *Le Monde*, 25 février 2012.

5. « Le poignard et le goupillon »

1. *Ievrei i rouskaia revolioutsia*, p. 284.
2. *Courrier international*, 21 mai-6 juin 2007.
3. *Ibid*.
4. *Libération*, 10 décembre 2008.
5. *Courrier international*, 3-9 septembre 2009.
6. *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 42, avril-juin 2009, p. 140.
7. *Courrier international*, 27 janvier-2 février 2011.
8. *The Wall Street Journal*, 7 avril 2014.
9. *Courrier international*, 12-18 février 2009.
10. Anna Politkovskaïa, *Douloureuse Russie*, *op. cit.*, p. 90.

6. Une criminalité d'État

1. *Courrier international*, 2-8 février 2006.
2. Anna Politkovskaïa, *Douloureuse Russie*, *op. cit.*, p. 209 et 212.
3. Peter Pomerantsev, *Rien n'est vrai, tout est possible*, p. 106.
4. « Russie, l'État-mafia », in *Books*, novembre 2011, p. 33.
5. *Rossiiskaïa Gazeta*, 30 mai 2003.
6. « Russie, l'État-mafia », *op. cit.*, p. 33.
7. Site du *Journal du Dimanche*, 14 juin 2015.
8. *Argumenty i Fakty*, n° 16, avril 2012.
9. *Le Monde,* 7 mai 2009 et 4 février 2010.
10. *Courrier international*, 16-22 septembre 2010.
11. *Temps nouveau*, n° 3, février 2010 ; *Le Monde*, 5 février 2010.
12. *Le Monde*, 21 février 2014.
13. En particulier un reportage de Vincent jauvert dans *Le Nouvel Observateur*, 17-23 février 2011.
14. *Ibid*.
15. *Ibid*.
16. « Le meilleur de WikiLeaks », *Le Monde* hors-série, février 2011, p. 62.
17. Andreï Soldatov et Irina Borogan, *Les Héritiers du KGB*, p. 37.
18. *Ibid.*, p. 109.

19. *Le Figaro*, 8 février 2011.
20. *Le Figaro*, 12 février 2007.
21. *Le Figaro*, 29 juin 2015.
22. Cité par Laure Mandeville dans *Le Figaro*, 12 février 2007.
23. *Ibid*.

7. Le bal des fantômes

1. Francette Lazard et René Piquet, *Les Vérités du matin*, p. 79.
2. Bill Browder, *Notice rouge*, p. 128.
3. *Rabkor.ru*.
4. Peter Pomerantsev, *Rien n'est vrai, tout est possible, op. cit.*, p. 40.
5. *Courrier international*, 21-27 juin 2007.
6. Anna Politkovskaïa, *Douloureuse Russie*, *op. cit*., p. 22.
7. *Ibid*., p. 267-268.
8. *Courrier international*, 20-26 octobre 2011.
9. *Courrier international*, 4-10 octobre 2007.
10. *Le Monde*, 8 juillet 2011.
11. « Le meilleur de WikiLeaks », *Le Monde* hors-série, *op. cit.*, p. 64.

8. Gaz et pétrole : les deux atouts de Poutine

1. « Russie.Nei.Visions », *IFRI*, n° 75.
2. *Le Monde*, 13 mars 2014.
3. *Le Monde*, 8 novembre 2011.
4. Gplus Europe, communicant du Kremlin et de Gazprom pour l'Europe.
5. *Le Monde*, 7-8 octobre 2012.
6. *Vedomosti*, 13 septembre 2012.
7. « Russie.Nei.Visions », *IFRI*, n° 68, p. 12.
8. *Ibid*., p. 20.
9. *Courrier international*, 12-18 janvier 2006.

9. L'hydre de la corruption

1. Anatole Leroy-Beaulieu, *L'Empire des tsars et les Russes*, p. 550.
2. *Ibid*.
3. *Courrier international*, 1er-7 avril 2010.
4. Nadine Marie-Schwartzenberg, *La Russie du crime*, p. 70.
5. Christian Racovski, *Les Dangers professionnels du pouvoir* in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 18, juin 1984, p. 82

6. « Russie.Nei.Visions », *IFRI*, n° 58, mars 2011, p. 5-6 et Bill Browder, *Notice rouge*, *op. cit.*, p. 284.
7. *Le Monde*, 3 mars 2012.
8. Peter Pomerantsev, *Rien n'est vrai*, *op. cit.*, p. 92.
9. *Ibid.*, p. 91.
10. *Rossiskaia sotsialno-ekonomitcheskaia sistema*, *op. cit.*, p. 176.
11. *Le Monde*, 13 avril 2012.
12. *Books*, novembre 2011, *op. cit.*, p. 31.
13. *Rossiiskaia sotsialno-ekonomicheskaia sistema,* p. 174.
14. « Russie : guerre au sein de la criminalité organisée », CFRR, janvier 2011.
15. *Courrier international*, 21-27 juillet 2011.
16. *Le Monde*, 1er mars 2012.
17. *Courrier international*, 30 avril-6 mai 2015.
18. *Courrier international*, 29 avril-6 mai 2009.
19. *Le Monde*, 9 décembre 2010, fondé sur WikiLeaks.
20. *Courrier international*, 17-23 avril 2008.
21. *Courrier international*, 1er-7 décembre 2011.
22. *Courrier international*, 1er-7 septembre 2005.
23. *Courrier international*, 1er-7 juin 2006.

10. Un tandem boiteux ? (2008-2012)

1. *Le Monde*, 2-3 mars 2008.
2. *Courrier international*, 28 août-3 septembre 2008.
3. Jean-François Gayraud, *Le Nouveau Capitalisme criminel*, p. 299.
4. *Courrier international*, 4-10 décembre 2008.
5. *Courrier international*, 22-28 janvier 2009.
6. Tract publié le 12 août 2010 par le Conseil des organisations sociales de la ville de Togliatti (le Comité syndical Edinstvo de l'usine automobile Avtovaz, le Comité syndical Solidarnost et les partis KPRF, RKRP-RPK, RRP, KPE et ROT-Front).
7. *Le Point*, 26 juin 2014.
8. *Courrier international*, 2-8 juillet 2009.
9. *Le Monde*, 10 août 2010.
10. *Le Point*, 26 juin 2014.
11. *Literatournaia Gazeta*, 24-30 avril 2002.
12. *Ekonomitcheskaia naouka sovremennoi Rossii*, 2011, n° 2, p. 64.
13. *Le Monde*, 27 décembre 2011.
14. *Le Monde*, 16 mars 2012.
15. *Cf.* le site électoral putin2012.ru.

11. L'encerclement américain

1. *Sakartvelo da Msoplio*, 12 juin 2014. *Courrier international*, 19-25 juin 2014.
2. *Courrier international*, 14-30 novembre 2009.
3. *Kommersant-Vlast*, 11 juin 2002.
4. Anatoli Gribkov, *Soudba Varchavskogo dogovora*, p. 192-195.
5. *Foreign Affairs*, septembre-octobre 1997.
6. *Courrier international*, 20-26 septembre 2012.
7. *Courrier international*, 30 octobre-6 novembre 2008.
8. *Ibid*.
9. *L'OBS*, 6 février 2014.
10. *Le Monde*, 23 novembre 2007.
11. *Ria Novosti*, 11 mai 2009.
12. *Courrier international*, 14-19 mai 2009.
13. *Rossia XX veka : obraz zelaiemogo zavtra, EkonInform*, p. 65.
14. *Foreign Affairs*, 9-10, 2014.
15. *International New York Times*, 7 mars 2014.
16. *Le Monde*, 6 mars 2014.
17. *Libération*, 28 août 2014.
18. *Le Monde*, 27 mars 2014.
19. *Le Monde*, 25 septembre 2014.
20. *Le Monde*, 6 décembre 2014.
21. *Le Monde*, jeudi 5 juin 2015.
22. *Courrier international*, 25 juin-1er juillet 2015.

12. Un nationalisme artificiel

1. *Literatournaia Gazeta*, nº 4, janvier 2007.
2. Vincent jauvert, *Nouvel Observateur*, 1er mai 2014.
3. *Izvestia*, 17 avril 2014. *Courrier international*, 24-30 avril 2014.
4. *Courrier international*, 27 avril-3 mai 2006.
5. *Courrier international*, 18-24 septembre 2008.
6. *Courrier international*, 13-19 décembre 2012.
7. *Courrier international*, 28 mai-3 juin 2009.
8. *Ibid*.
9. Jean-Jacques Marie, *L'Antisémitisme en Russie*, p. 415-416.
10. Natalia Narochnitskaïa, *Que reste-t-il de notre victoire ?*, p. 110 et 147.
11. Jean-Jacques Marie, *Beria, le bourreau politique de Staline*, p. 218.
12. Dépêche AFP, 28 mai 2014.
13. *Le Monde*, 16 octobre 2008.
14. *Courrier international*, 22-28 juin 2006.
15. *Courrier international*, 6-11 mai 2010.

16. *Le Figaro*, 1[er] novembre 2013.
17. *Courrier international*, 4-10 mars 2010.
18. *Moskovski Komsomolets*, 7 avril 2014.
19. *Courrier international*, 19-25 octobre 2006.
20. *Courrier international*, 10-16 décembre 2015.
21. *New York Times*, 6 mai 2015.

13. Une bureaucratie vorace

1. *Courrier des pays de l'Est*, n° 404, novembre 1995, p. 20 et 21.
2. Marie Mendras, *Comment fonctionne la Russie*, p. 5.
3. Therère Olbrecht, *Russie, la loi du pouvoir*, p. 38.
4. *Courrier international*, 28 février-5 mars 2008.
5. *Books*, novembre 2011, p. 35.
6. *Ibid.*, p. 33.
7. *Argumenty i Fakty*, février 2008.
8. *Rossiiskaia sotsialno-ekonomicheskaia sistema,* p. 9.
9. *Courrier international*, 20-26 avril 2006
10. « Le meilleur de WikiLeaks », *Le Monde* hors-série, *op. cit.*, p. 62.
11. Soldatov et Borogan, *Les Héritiers du KGB*.
12. Minchenko Consulting, communication group, 22 février 2012.
13. *Courrier international*, 22-28 octobre 2009, souligné par moi.
14. *Rossiiskaia sotsialno-ekonomicheskaia sistema, op. cit.*, p. 9.

14. Inégalités et nostalgies sociales

1. *Literatournaia Gazeta*, 27 janvier 2004.
2. *Le Nouvel Observateur*, 19 septembre 2013.
3. *Courrier international*, 11-17 janvier 2007.
4. *Courrier international*, 31 janvier-6 février 2008.
5. *Courrier international*, 20-26 août 2009.
6. *L'OBS*, 20 mars 2014.
7. *Le Monde*, 30 décembre 2014.
8. *Le Monde*, 27 mars 2014.
9. *Libération*, 5 mars 2015.
10. *Le Monde*, 23 avril 2015.
11. *Le Figaro*, 3 juillet 2015.
12. *Le Monde*, 22 septembre 2012.
13. *Questions internationales*, septembre-octobre 2012, p. 41.
14. Bill Browder, *Notice rouge*, *op. cit.*, p. 210.
15. *Russian Politics*, 1[er] juillet 2013.
16. *Vedomosti*, 4 février 2010.

17. Gilles Favarel-Garrigues et Kathy Rousselet, *La Russie contemporaine, op. cit.*, p. 328.
18. *Courrier international,* 7-13 octobre 2010.

15. Quelle opposition ?

1. *Le Monde,* 2-3 mars 2008.
2. *Rousski Journal*, janvier 2011.
3. *Le Monde,* 9 août 2012.
4. *Courrier international,* 13-19 septembre 2012.
5. *Courrier international,* 28 avril-4 mai 2011.
6. *Courrier international,* 20-27 mai 2009.
7. *Le Monde,* 6-7 novembre 2011.
8. *Courrier international,* 6-12 septembre 2012.
9. *Rabotchie Izvestia,* n° 25.
10. *Rabotchie Izvestia,* n° 27 (souligné par moi).
11. *Le Monde,* 21-22 juillet 2013.
12. *Le Monde,* 16-17 septembre 2012.
13. *Ibid*.
14. *Le Monde,* 3 mars 2015.
15. *Libération,* 3 mars 2015.
16. *Courrier international,* 17-23 novembre 2005.
17. *Ibid*., p. 281.

16. Une économie bancale

1. *Rossiiskaïa Gazeta,* 16 décembre 2003.
2. *Le Nouvel Observateur,* 19 septembre 2013.
3. *Rossiiskaia sotsialno-ekonomicheskaia sistema,* p. 9, 11 et 12.
4. *Ibid*.
5. *Libération,* 12 septembre 2008.
6. *Courrier international,* 7-13 septembre 2006.
7. *Der Spiegel*, 21 mars 2015.
8. *Challenges*, 27 septembre 2012
9. *Courrier international,* 30 avril-6 mai 2015.
10. *Ibid*.
11. *Questions internationales,* septembre-octobre 2012, p. 58.
12. *Courrier international,* 11-17 octobre 2012.
13. *Russie.Nei.Visions*, n° 66.
14. *Les Échos,* 3 octobre 2013.
15. *Rossiiskaia sotsialno-ekonomicheskaia sistema,* p. 55.
16. *Challenges,* 15 janvier 2015.
17. *Revue des Deux Mondes,* octobre-novembre 2010, p. 85.
18. *Courrier international,* 18-24 septembre 2008.

17. Qui est propriétaire ?

1. *Courrier international,* 4-10 février 2010.
2. *Courier international*, 16-22 septembre 2010.
3. Vladimir Poutine, 30 janvier 2012, site électoral wwwputin2012.ru.
4. *Le Monde,* 1er octobre 2014.
5. *Challenges*, 9 février 2012.
6. *Argumenty i fakty,* 19-25 novembre 2014.
7. *Courrier international*, 17-23 février 2011.
8. *Literatournaia Gazeta*, 26 mars-1er avril 2003.
9. Site de *L'Express*, 26 janvier 2016.
10. *Le Nouvel Observateur*, 28 fevrier-5 mars 2008.
11. *Le Monde*, 18 juillet 2013.
12. Maxime Troudolioubov, *International New York Times*, 25-26 octobre 2014.

18. Le dernier mandat (2012-2018) ?

1. *Courrier international*, 8-14 mars 2012.
2. *Le Monde*, 18-19 mars 2012.
3. *Le Monde*, 29 mars 2013.
4. *Le Monde*, 23 mars 2013.
5. *Vedomosti*, 27 septembre 2013.
6. *Le Monde*, 18 octobre 2013.
7. *Le Monde*, 21 mars 2014.
8. *Rossiiskaïa Gazeta,* in *Le Figaro*,15 octobre 2014.
9. *L'Opinion*, 11 septembre 2014.
10. *Challenges*, 15 janvier 2015.
11. *Courrier international*, 10-16 septembre 2015.
12. *Le Figaro*, 17 décembre 2014.
13. *Le Monde*, 29 janvier 2015.
14. *Le Figaro*, 10 février 2015
15. *Les Échos*, 17 juin 2015.
16. *The New York Times*, 6 mai 2015.
17. *Ibid*.
18. *Courrier international*, 5-11 février 2015.
19. *The New York Times*, 6 mai 2015.
20. *Challenges*, 3 septembre 2015.
21. *Courrier international*, 5-11 février 2015.

CONCLUSION. Un déséquilibre instable

1. *Novaïa Gazeta*, juillet 2005.
2. *Le Figaro*, 24 septembre 2015.

3. *Le Monde,* 7 décembre 2011.
4. Anna Politkovskaïa, *Douloureuse Russie, op. cit.,* p. 403.
5. *Le Monde,* 29 décembre 2011.
6. *Courrier international,* 16-23 mai 2007.
7. *Courrier international,* « Le monde en 2012 », p. 24.
8. *Questions Internationales,* septembre-octobre 2012.
9. *Rabkor.ru*
10. *Le Monde,* 10 mars 2012.
11. *Courrier international,* 3-9 janvier 2013.
12. *Expert,* mai 2013.
13. *Le Monde,* 8 décembre 2011.
14. *Navalny, groza joulikov i vorov,* p. 192.
15. *Le Monde,* 10 mars 2012.
16. *Courrier international,* 15-21 novembre 2012.
17. *Le Monde,* 17 novembre 2012.
18. *Les Échos,*1er mars 2015.
19. *Rossiiskaia sotsialno-ekonomicheskaia sistema,* p. 9, 11 et 12.
20. *Financial Times ft.com,* 30 novembre 2014. *Courrier international,* 4-10 décembre 2014.
21. *Le Monde,* 19 décembre 2014.
22. *Tribune des travailleurs,* 8 décembre 2015.
23. *Courrier international,* 10-16 décembre 2015.
24. *Le Monde,* 21 janvier 2016.

BIBLIOGRAPHIE

Les sources les plus importantes accessibles à tout lecteur français sont les publications de l'IFRI (Institut français des relations internationales) *Russie.Nei.Visions*, et en particulier les n° 13, 16, 17, 22, 24, 37, 40, 48, 53, 58, 64, 66, 68-70, 75, 77, 82, 84, 86-88 et 90.

Puis, celles de *Courrier international* qui publie régulièrement depuis un quart de siècle les articles les plus intéressants de la presse russe, d'*Argumenty i Fakty* à *Rossiiskaïa Gazeta* en passant par *Kommersant* et *Vedomosti*, qui les traduit, les sites russes (*Gazeta.ru, Rabkor.ru,* etc.), le bulletin russe *Rabotchic Izvestia*, rédigé par des collaborateurs russes et édité à Paris, les articles en général bien informés des correspondants des quotidiens français *Libération, Le Monde, Le Figaro, Les Échosn*, enfin la revue et le site anglais *Russia in Global Affairs*.

Quelques ouvrages très utiles :

Books, Russie l'État mafia, novembre 2011.

Borogan, Irina et Soldatov, Andreï, *Les Héritiers du KGB*, Paris, François Bourin, 2011.

Carrère d'Encausse, Hélène, *La Russie entre deux mondes*, Paris, Fayard, 2010.

Cheregui, F., Gorchkova, M. K. et Tchenourenko, A., *Osenny Krizis 1998 goda*, Moscou, Rosspen, 1998.

Chevtsova, Lilia, *Putin's Russia,* Washington, Carnegie Endowment, 2005.

Clément, Karine, *Les Ouvriers russes dans la tourmente du marché, 1989-1999,* Paris, Syllepse, 2000.

Cook, Linda, *Postcommunist Welfare States : Reform Politics in Russia and Eastern Europe*, Londres, Cornell University Press, 2007.

Favarel-Garrigues, Gilles et Rousselet, Kathy (sous la direction de), *La Russie contemporaine,* Paris, Fayard, 2010.

Felshtinsky, Yuri et Pribylovsky, Vladimir, *The Corporation,* New York, Encounter Books, 2008.

Gevorkyan, Natalia et Khodorkovski, Mikhaïl, *Prisonnier de Poutine,* Paris, Denoël, 2011.

Khodorkovski, Mikhaïl, *Paroles libres,* Paris, Fayard, 2011.

Klebnikov, Paul, *Parrain du Kremlin,* Paris, Robert Laffont, 2001.

Le Monde hors-série, *Le meilleur de WikiLeaks*, février 2011.

Mandeville, Laure, *La Reconquête russe,* Paris, Grasset, 2008.

Marie-Schwartzenberg, Nadine, *La Russie du crime*, Paris, PUF, 1997.

Mendras, Marie (dirigé par), *Comment fonctionne la Russie ?*, Paris, Autrement, 2003.

Millot, Lorraine, *La Russie nouvelle,* Arles, Actes Sud, 2008.

Navalny, Alexeï et Voronkov, Constantin, *Groza Joulikov i Vorov*, Moscou, Exsmo, 2012.

Olbrecht, Thérèse, *Russie, la loi du pouvoir,* Paris, Autrement, 2006.

Paniouchkine, Valery et Zygar, Mikhaïl, *Gazprom l'arme de la Russie,* Arles, Actes Sud, 2008.

Pirani, Simon, *Change in Putin's Russia,* Londres, Pluto Press, 2010 (essentiel jusqu'aux lendemains de la crise de 2008).

Politique étrangère (revue de l'IFRI), « La Russie, une puissance faible ? », n° 2, 2015.

Politkovskaïa, Anna, *Douloureuse Russie : journal d'une femme en colère,* Paris, Buchet-Chastel, 2006.

– *Qu'ai-je fait ?*, Paris, Buchet-Chastel, 2008.

– *La Russie selon Poutine*, Paris, Buchet-Chastel, 2005.

Pomerantsev, Peter, *Rien n'est vrai, tout est possible*, Paris, Saint-Simon, 2015.

Poutin Korrouptsia, nezavissimy ekspertny doklad, Moscou, 2011.

Questions internationales, n° 57 (septembre-octobre 2012).

Radvanyi, Jean, *Retour d'une autre Russie : une plongée dans le pays de Poutine,* Lormont, Le Bord de l'eau, 2013.

Raviot, Jean-Robert, *Qui dirige la Russie ?*, Lignes de repères, 2007.

Rossiiskaia sotsialno-ekonomitcheskaia sistema, otestvennie redaktory R. S. Grinberg et P. V. Savtchenko, Moscou, Naoutchnaia Mysl, 2014 (essentiel pour la compréhension de la réalité économique et sociale de la Russie en 2014).

Tinguy, Anne de (dirigé par), *Moscou et le monde,* Paris, Autrement, 2008.

INDEX

Abakoumov Viktor : 156
Abramovitch Roman : 44, 137, 148
Abrikossov Alekseï : 285
Adamkus Valdas : 193
Akaiev Askar : 61
Akhmetov Rinat : 60, 195
Akounine Boris : 131
Albright Madeleine : 60, 194
Alekhina Maria : 245-246
Alekperov Vaguit : 80
Alexievitch Svetlana : 26, 234, 260
Alexis II : 38, 91, 93-96, 101
Alferov Jores : 285
Aliev Ilham : 256
Alksnis Viktor : 117
Amalrik Andreï : 21
Anderson Stan : 195
Andropov Iouri : 76, 115, 236
Anpilov Viktor : 128
Assad Bachar el- : 199, 205, 252
Assange Julian : 16
Aung San Suu Kyi : 201
Avaliani Teimouraz : 23, 77
Avril Pierre : 118

Babourova Anastasia : 46, 210
Badovski Dmitri : 230
Baev Pavel K. : 135
Baguirov Mir Djafar : 156
Baisalov Edil : 62
Bakiev Kourmanbek : 196
Baranovski Dmitri : 210
Barchtchevski Mikhaïl : 303
Barkachov Alexandre : 123-124
Bassov Nikolaï : 285
Bastrykine Alexandre : 120, 242, 253, 273, 311
Batourina Elena : 165, 180
Batov Alexandre : 131
Bechet-Golovko Karine : 239
Belooussov Andreï : 287
Belov Alexandre : 217-218
Belova Anna : 45
Belykh Nikita : 128, 178, 253
Berezovski Boris : 29-30, 39-40, 44, 46, 71, 228, 273
Beria Lavrenti : 58, 115, 123, 214
Berlusconi Silvio : 92, 137
Biden Joe : 201, 203
Blair Tony : 51, 137
Blavatnik Len : 149
Blinov Sergueï : 253
Bobkov Filipp : 119
Bonner Elena : 102

Borodine Andreï : 166
Borogan Irina : 116-117
Borovik Genrikh : 126
Bortnikov Alexandre : 117
Bouida Iouri : 188
Boulbov Alexandre : 116
Boulgakov Serge : 92
Breedlove Philip : 202
Brejnev Leonid : 8, 76, 156, 191, 208, 227, 231, 233-236, 303
Browder Bill : 122, 162-164, 237, 273, 279, 311, 320
Brzezinski Zbigniew : 58-59, 193
Bujon de l'Estang François : 11
Bush George Walker : 7-8, 50, 57, 59, 67, 191, 198, 213, 215
Bykov Dmitri : 131

Cameron David : 14
Cardin Benjamin : 250
Catherine II : 97, 154, 210
Ceausescu Nicolae : 236
Chalaiev Stepan : 22-23
Chamaïev Mintimer : 179
Chamalov Nikolaï : 279, 290
Chanine Igor : 81
Chapman Anna : 118
Chargounov Alexandre : 102
Chelepine Alexandre : 76
Chevarnadze Edouard : 57, 191
Chevtchenko Iouri : 99
Chevtchenko Maxime : 109
Chevtchouk Iouri : 131
Chevtsova Lilia : 173, 245, 280
Chkolov Evgueni : 88
Chmakov Mikhaïl : 78-81, 84, 86
Chmeliov Nikolaï : 126
Choïgou Sergueï : 108, 124, 180, 213
Chouvalov Igor : 182, 293
Chtchekotchikhine Iouri : 46, 116
Clark Wesley : 194
Clinton Bill : 194-195
Clinton Hillary : 7, 200
Cohen Roger : 202
Cohn-Bendit Daniel : 292
Culic Marinko : 170
Cyrille Ier : 9, 91-92, 95, 97-99, 101-102, 203

Danziger Jeff : 10
Darkine Sergueï : 63, 167, 180
Deliaguine Mikhaïl : 70, 120
Denikine Anton : 96
Deripaska Oleg : 161, 176, 183
Doubinine Sergueï : 48
Doudaiev Djokhar : 31
Douguine Alexandre : 100, 123-124, 207
Drulak Petr : 291
Dudley Robert W. : 149
Dvorkovitch Arkadi : 182
Dymovski Alexeï : 111
Dzerjinski Felix : 236

Eltsine Boris : 24-25, 28-31, 35, 37-39, 41, 43-44, 47-48, 50-52, 54-55, 58, 64, 71, 77-78, 80, 92, 106, 115, 118-119, 126, 147-148, 153, 156-157, 165, 176, 188, 191, 208, 212, 225, 227-229, 231, 251, 261, 271, 276, 279, 285, 302-303
Erdogan Recep : 137, 306
Ermolov Alexis : 30
Erofeïev Andreï : 101
Etmanov Alexeï : 131, 251
Evans Donald : 67
Evsioukov Denis : 110
Evtouchenkov Vladimir : 293

Favarel-Garrigues Gilles : 17, 242
Fillon François : 18
Fiodorov Valeri : 234

Firtach Dmitri : 136
Fortov Vladimir : 285
Foursenko Sergueï : 279
Fradkov Mikhaïl : 7, 72
Frank Ilia : 285
Fridinski Sergueï : 108
Fridman Mikhaïl : 148-149

Gaïdar Egor : 26-27, 77, 124, 148, 178, 228, 271
Gaïdar Maria : 178
Gaïzer Viatcheslav : 171
Gamov Vitali : 159
Gassanov Djamaladine : 131
Gates Bill : 279
Gates Robert : 116, 229
Gayraud Jean-François : 175
Gayssot Jean-Claude : 214-215
Ghosn Carlos : 72, 294
Ginzburg Vitali : 285
Glaziev Sergueï : 58, 127, 288
Golochtchapov Igor : 113
Golovlev Vladimir : 46
Gorbatchev Mikhaïl : 21, 23-27, 35, 57-58, 126-127, 156, 187, 191
Gorchkov Mikhaïl : 237
Gordon Zev : 136
Goubine Dmitri : 19, 125, 223, 267
Goudkov Guennadi : 255
Goudkov Lev : 104
Goureiev Sergueï : 250
Goussinski Vladimir : 29, 43-44, 47, 119, 228, 231, 273
Granine Daniil : 233
Gratchev Pavel : 31, 106-107
Gref Guerman : 42, 62, 114, 149
Gribkov Anatoli : 193
Grinberg Rouslan : 49, 82, 87, 161, 226, 231, 260, 268
Grinda « Pepe » Gonzalez José : 133, 170
Gromov Alexeï : 288
Grozovski Boris : 178
Grybauskaite Dalia : 13
Gryzlov Boris : 122
Guerachtchenko Viktor : 129
Guermanovitch Alexeï : 44
Guetta Bernard : 256

Halff Antoine : 295
Havel Vaclav : 194
Hitler Adolf : 8, 12-14, 16, 101, 203, 212, 217, 259
Honecker Erich : 24
Hu Jintao : 200
Hussein Saddam : 51

Iakounine Vladimir : 65, 94, 99-100, 162, 168, 207, 260, 279, 288, 293
Iakovlev Alexandre : 24
Iakovlev Dima : 164
Iakovlev Vladimir : 259
Ianaiev Guennadi : 25
Ianoukovitch Viktor : 13, 60-61, 125, 138, 141-142, 195, 201, 288
Iaroslavski Emelian : 102
Iassine Evgueni : 17
Iatseniouk Arseni : 143, 202-203
Iavlinski Grigori : 24, 42, 53, 55, 124-125, 249
Iazov Dmitri : 25
Iliescu Ion : 89
Ilioumjinov Kirsan : 180
Ilves Toomas Hendrik : 193
Inozemtsev Vladislav : 106-107, 162, 224-225
Iouchenkov Sergueï : 40
Iouchtchenko Viktor : 60, 125, 195

Issaïev Andreï : 81, 84, 86, 124
Ivachtchenko Anatoli : 277
Ivanov Dmitri : 307-308
Ivanov Sergueï : 105-107, 116, 192, 288
Ivanov Viktor : 116

Jahjaga Atifete : 195
Jauvert Vincent : 15, 114
Jego Marie : 14, 249, 302
Jirinovski Vladimir : 123, 188-189, 308
Jivkov Todor : 236
Jordan Boris : 47, 176

Kadhafi Mouammar : 196-197, 200
Kadyrov Ramzan : 46, 102, 189
Kagarlitski Boris : 55, 122, 248, 302
Kanev Sergueï : 118
Kapitsa Piotr : 285
Karaguine Nicolas : 83
Karpov Pavel : 163, 279
Kasparov Garry : 128-129, 248, 252
Kassianov Mikhaïl : 49, 128-129, 165, 188, 302
Kassine Oleg : 101, 210
Khan Guerman : 149
Khassis Evguenia : 210
Khinstein Alexander : 120
Khodorkovski Mikhaïl : 34, 44, 51-54, 62, 80-81, 89, 119, 125, 135, 149, 178, 198, 229, 246, 251, 273, 287, 315
Kholmianskikh Igor : 88
Khon Larissa : 214
Khorochavine Alexandre : 171
Khrouchtchev Nikita : 15-16, 75-76, 115, 118, 156, 192, 233, 288
Kirienko Sergueï : 48, 51, 80
Kisselev Evgueni : 47
Kivalov Sergueï : 202
Klaus Vaclav : 194
Klebnikov Paul : 30, 35
Klepatch Andreï : 287
Klitchouguine Iouri : 107
Kloponine Alexandre : 216
Klotchkov Igor : 78
Kojine Vladimir : 116, 171, 288
Kokanaïev Rouslan : 214
Kolomoïsky Igor : 273-274
Komorowski Bronislaw : 204
Kondaourov Alexeï : 119
Kornilov Lavr : 250
Koudrine Alexeï : 51, 84, 149, 248, 250, 301
Kouraiev Andreï : 97, 103
Kourassova Elena : 185
Koutchma Leonid : 59-60, 125, 136
Kovaltchouk Igor : 85
Kovaltchouk Iouri : 279, 288, 290
Kovaltchouk Mikhaïl : 285
Kozlov Andreï : 67
Krassoulenko Ivan : 114
Krastev Ivan : 15
Kravtchenko Boris : 83, 85
Krioutchkov Vladimir : 25, 119

Lakoutine Nikolaï : 131
Landau Lev : 285
Landsbergis Vitautas : 139
Lapina Natalia : 223
Lapkasse Julia : 241
Laval Pierre : 8
Lavrov Sergueï : 146, 200
Lazard Francette : 121
Lazarenko Pavel : 136
Le Roux Bruno : 292
Lebed Alexandre : 31
Lebedev Alexandre : 127
Lebedev Platon : 54, 89, 178

Lénine Vladimir : 8, 123, 208
Leproux Bruno : 253
Leroy-Beaulieu Anatole : 153
Levine Leonid : 131
Limonov Edouard : 65, 123-124, 128
Litvinenko Alexandre : 40
Lockhart Joe : 195
Lokshin Pavel : 265
Lomakine Anatoli : 171
Lopatine Guennadi : 311
Lossev Igor : 13
Louis-Dreyfus (famille) : 277
Loujkov Iouri : 42, 81, 124, 165-166, 179-180, 218-219
Loukachenko Alexandre : 138

MacShane Denis : 303
Madoff Bernard : 34, 154
Magnitski Sergueï : 162-164
Majitov Niyaz : 179
Makarian Christian : 18
Makarov Evgueni : 81
Manafort Paul : 195
Margerie Christophe de : 150
Marguelov Mikhaïl : 197
Markelov Stanislas : 46, 210
Markelov Viktor : 163
Markine Vladimir : 255
Markov Sergueï : 46, 211, 255
Marx Karl : 8, 55-56, 122, 234
Maskhadov Aslan : 31, 39
Matvienko Valentina : 284, 288
Mau Vladimir : 289
McCain John : 196, 201
McFaul Michael : 132, 200, 252
McNamara Robert : 16
Medinski Vladimir : 213-214, 216, 311
Medvedev Alexandre : 140-141
Medvedev Dmitri : 9, 12, 19, 33, 65, 73, 85-86, 89, 91, 95-98, 107, 109-112, 127, 142-143, 150, 164-165, 167-168, 173, 176-179, 181-182, 184, 187-188, 196-199, 211, 220, 223-224, 241, 246, 265-267, 276, 287, 294-295
Medvedev Sergueï : 275
Medvedeva Svetlana : 97, 107
Mehdi Ahmed : 148, 150
Mejouev Boris : 207
Melnik Alexandre : 33
Melnikova Valentina : 41
Mendras Marie : 7, 223
Merkel Angela : 141
Mikhalkov Sergueï : 208
Miller Alexeï : 48, 62, 143-144
Millot Lorraine : 12, 95
Milov Vladimir : 120
Minaieva Anna : 276
Mirochnikov Boris : 114
Mirochnitchenko Dmitri : 11, 267
Mironov Sergueï : 127, 189
Mitaev Alexeï : 110
Mitrofanov Alexeï : 131
Mitrokhine Sergueï : 219
Mitterrand François : 26
Moguilevitch Sergueï : 136
Molotov Viatcheslav : 192
Mordachov Alexeï : 262
Mouchket Ivan : 114
Mourtazalieva Zara : 89

Nabioullina Elvira : 182
Narochnitskaïa Natalia : 208, 211, 213
Narychkine Sergueï : 211
Navalny Alexeï : 45, 128, 166, 168, 171, 178, 217-219, 248-250, 252-255, 294, 301, 303, 308, 311
Navalny Oleg : 253

Nemtsov Boris : 44, 51, 55, 60, 128-129, 133, 178, 188, 228, 248, 251, 255-256, 271, 279, 304
Nevzline Leonid : 228
Nicolas II : 92, 95, 104, 213, 280
Nikonov Viatcheslav : 208
Nixon Richard : 8
Nougayrède Nathalie : 61
Novikov Dmitri : 158
Nuland Victoria : 201

Obama Barack : 196, 199, 202, 204, 288-289
Oettinger Günther : 142-143
Olbrecht Thérèse : 223
Onichtchenko Guennadi : 218
Orechkine Dmitri : 131
Orlov Dmitri : 68-69
Orobets Lesya : 12
Orwell George : 14, 21
Ostrovsky Arkady : 302
Oudaltsov Sergueï : 248, 250
Oulitskaïa Lioudmila : 131
Ouroussov Valentin : 84, 89
Ousmanov Alicher : 176

Pachkine Mikhaïl : 111
Paloméros Jean-Paul : 203
Parfionov Leonid : 7, 131
Patrouchev Nikolaï : 109, 116-117, 119, 204
Paulson Henry : 175-176
Pavlov Valentin : 25
Pegorier Philippe : 296
Pekhtine Vladimir : 171
Pereverzev Sergueï : 117
Petrov Guennadi : 169-170
Pierre III : 154
Pierre le Grand : 92, 97, 154
Pintchouk Viktor : 59
Piontkovski Andreï : 13
Pirani Simon : 81
Pitchouguine Alexeï : 54
Plokhoï Oleg : 167
Poiarkov Iouvenali : 92
Politkovskaïa Anna : 32, 54, 63-64, 104-105, 126, 257, 301
Pomerantsev Peter : 106, 123, 160
Ponomarev Ilia : 167
Popov Gavriil : 126
Popov Konstantin : 110
Porcu Antoine : 76
Porochenko Petro : 14, 202, 273
Potanine Vladimir : 29, 161, 176
Poteïev Alexandre : 118
Pouchkine Alexandre : 252, 259
Pougatchev Sergueï : 301
Pougo Boris : 25
Powel Colin : 57
Primakov Evgueni : 42, 68, 124
Prokhanov Alexandre : 213
Prokhorov Aleksandr : 285
Prokhorov Mikhaïl : 80, 85-86, 129-130, 189-190, 250, 254
Prokhorova Irina : 130

Rachidov Charaf : 227
Racovski Christian : 155
Radzikovski Leonid : 22
Rakhimov Mourtaza : 179
Rasmussen Anders Fogh : 198, 203
Raviot Jean-Robert : 72
Reagan Ronald Wilson : 21, 193, 229
Reznik Vladislav : 169-170
Rodionov Igor : 50, 212
Rogoff Kirill : 304
Rogozine Dmitri : 127, 130, 187, 198-199, 265-266, 288
Roïzman Evgueni : 254
Romanova Olga : 131
Rossel Edouard : 179

Rotenberg Arkadi : 162, 279, 293, 307
Rotenberg Boris : 279
Rotenberg (famille) : 307-308
Rotenberg Igor : 307
Rybak Marina : 216
Ryjkov Vladimir : 188
Rykov Konstantin : 130

Saakachvili Mikhaïl : 15, 57, 174, 191, 195, 202
Sachs Jeffrey : 26, 228
Salié Marina : 39
Samodourov Iouri : 100-102
Samoutsevitch Ekaterina : 245
Sanader Ivo : 170
Sarkozy Nicolas : 100, 196, 207
Saryusz-Wolski Jacek : 139
Schepp Matthias : 265
Schröder Gerhard : 92, 136, 202
Schwarzman Oleg : 280
Semionov Nikolaï : 285
Serdioukov Anatoli : 17, 69, 107-108, 163, 184
Serov Ivan : 155
Setchine Igor : 62, 67, 116, 145, 149-151, 182, 184
Sidenko Oleg : 163
Silouanov Anton : 309
Simon Catherine : 8, 81
Simonovitch-Nikchitch Leonid : 101
Siohan Stéphane : 236
Skopine Alexeï : 271
Smirnov Vladimir : 279
Snowden Edward : 201
Sobianine Sergueï : 165, 254, 295
Sobtchak Anatoli : 24-25, 38-39
Sokoloff Dmitri : 113, 314
Sokoloff Georges : 34, 43, 51
Soldatov Andreï : 116-117
Solntseva Aliona : 307, 309
Soltaganov Viatcheslav : 116
Soros George : 57, 191-192
Soukhov Ivan : 154
Sourkov Vladislav : 9, 130, 167, 288
Staline Joseph : 7-10, 12-14, 16, 34, 58, 75, 96, 102-103, 105, 115, 122-123, 125, 128, 155-156, 208, 214, 227, 236, 286
Steinmeier Frank Walter : 306
Stepanov : 279
Steta Annick : 268
Stroobants Jean-Pierre : 203
Strotchak Sergueï : 161
Svejnar Jan : 194

Tal Gueorgui : 54
Tamm Igor : 285
Tanev Vanio : 170
Tarassenko Mikhaïl : 82
Tarassiouk Boris : 196
Tatu Natacha : 235
Taubira Christiane : 214-215
Tchaïka Artem : 311
Tchaïka Igor : 311
Tchaïka Iouri : 120, 242, 311
Tchapline Vsevolod : 93, 99, 101-103
Tchebalkine Grigori : 112
Tcheban Valeri : 120
Tchemezov Sergueï : 41
Tcherenkov Pavel : 285
Tcherkessov Viktor : 81, 116-117
Tchernomyrdine Viktor : 124
Tchirikova Evguenia : 201, 247
Tchoubaïs Anatoli : 27, 29, 33, 43, 51, 148, 228, 271, 302
Tchouïko Dmitri : 65
Tchouïtchenko Konstantin : 140
Tchoumatchenko Catherine : 60
Tchouvachov Edouard : 220
Teriokhine Sergueï : 195

Ternin Dmitri : 197
Thatcher Margaret : 256
Tielnov Viatcheslav : 214
Tikhonov Nikita : 210
Timochenko Ioulia : 60-61, 125, 136, 140-142, 195
Timtchenko Guennadi : 278-279, 288, 293
Tkatch Elena : 161
Tolokonnikova Nadejda : 245-246
Tolstopiatov Vassili : 171
Toner Mark : 132
Touleïev Aman : 180
Tourovski Rostislav : 87
Trotsky Lev : 102, 224, 230
Troudolioubov Maxime : 220, 280, 296-298
Troukhanov Guennadi : 202
Trucker David : 58, 151
Tsapok Sergueï : 113, 311
Tsvetkov Valentin : 46
Tusk Donald : 141, 203

Ungern-Sternberg Roman von : 123

Vassilieva Svetlana : 108
Vechkounine Anton : 83
Vekselberg Viktor : 66, 148-149, 161, 164
Verhofstadt Guy : 292
Verzilov Piotr : 246
Vestager Margrethe : 146
Viakhirev Iouri : 48
Viakhirev Rem : 48
Vike-Freiberga Vaira : 194
Volkov Boris : 80
Volochine Alexandre : 39
Volokitina Alexandra : 66
Voronkov Konstantin : 249

Warnig Matthias : 137

Yenikeyeff Shamil : 148, 150
Young Stephen : 61
Yourgens Igor : 268, 275

Zagladine Vadim : 22
Zaïtsev Pavel : 116
Zaslavskaia Tatiana : 22
Zatespine Vassili : 109
Ziazikov Mourat : 46
Ziouganov Guennadi : 42, 121-122, 189, 250
Zladostanov Alexandre : 125
Zolotarev Piotr : 84
Zotov Igor : 131
Zoubkov Viktor : 72, 107, 158
Zvaritch Roman : 61

TABLE

INTRODUCTION 7
1. Perestroïka et « thérapie de choc » (1985-1999) ... 21
2. Un héritage encombrant (2000-2004) 37
3. La fausse rupture des « révolutions de couleur » (2004-2008) 57
4. Un syndicat aux ordres 75
5. « Le poignard et le goupillon » 91
6. Une criminalité d'État 105
7. Le bal des fantômes 121
8. Gaz et pétrole : les deux atouts incertains de Poutine 135
9. L'hydre de la corruption 153
10. Un tandem boiteux ? (2008-2012) 173
11. L'encerclement américain 191
12. Un nationalisme artificiel 207
13. Une bureaucratie vorace 223
14. Inégalités et nostalgies sociales 233
15. Quelle opposition ? 245
16. Une économie en trompe-l'œil 259
17. Qui est propriétaire ? 271
18. Le dernier mandat (2012-2018) ? 283

CONCLUSION. Un déséquilibre instable 301
NOTES 313
BIBLIOGRAPHIE 325
INDEX 327

Mise en pages PCA
– 44400 Rezé

Imprimé en France
Dépôt légal :
N° d'impression :